

6 États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 2010

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de Services Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Services Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le Comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de Services Québec, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le Comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Original signé

PIERRE ROY
Président-directeur général

Original signé

LISE COSSETTE
Directrice des ressources financières

Québec, le 2 juillet 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de Services Québec au 31 mars 2010 et l'état des résultats et de l'excédent cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de Services Québec. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de Services Québec au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Original signé

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 2 juillet 2010

SERVICES QUÉBEC
RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
PRODUITS		
Contribution du gouvernement du Québec	50 287 090 \$	51 575 299 \$
Honoraires de gestion (note 3)	22 056 003	19 763 951
Services du Directeur de l'état civil (note 4)	16 094 675	16 560 418
Autres	207 895	302 903
	<u>88 645 663</u>	<u>88 202 571</u>
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	48 889 550	50 135 700
Services de transport et de communication	5 136 939	6 970 570
Hébergement informatique	2 899 349	2 775 154
Services professionnels et administratifs	12 728 078	16 705 735
Entretien et réparations	459 196	772 070
Loyers	8 112 089	8 542 940
Fournitures et approvisionnements	1 058 936	1 743 313
Intérêts sur la dette à long terme	332 987	377 551
Intérêts et frais bancaires	256 174	152 894
Amortissement des immobilisations corporelles	5 611 314	4 490 199
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	1 497 191	39 930
Créances douteuses	113 194	30 406
	<u>87 094 997</u>	<u>92 736 462</u>
EXCÉDENT (PERTE NETTE) DE L'EXERCICE	1 550 666	(4 533 891)
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉ AU DÉBUT	-	(835 225)
EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉ AVANT VIREMENT	1 550 666	(5 369 116)
Virement d'une partie de l'apport du gouvernement du Québec pour éliminer le déficit cumulé	-	5 369 116
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u>1 550 666 \$</u>	<u>- \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SERVICES QUÉBEC**BILAN**

AU 31 MARS 2010

	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 497 901 \$	334 449 \$
Avance au Fonds consolidé du revenu sans intérêt ni modalités d'encaissement	8 157 962	676 571
Créances (note 5)	7 636 880	18 774 077
À recevoir du gouvernement du Québec (note 6)	581 111	428 346
Frais payés d'avance	391 051	74 357
	<u>18 264 905</u>	<u>20 287 800</u>
À recevoir du gouvernement du Québec (note 6)	327 922	575 672
Immobilisations corporelles (note 7)	14 740 759	19 285 256
	<u>33 333 586 \$</u>	<u>40 148 728 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Dû au Fonds de financement (note 9)	- \$	2 853 471 \$
Charges à payer et frais courus (note 10)	9 190 928	11 339 786
Provision pour vacances	5 735 146	5 964 061
Produits reportés	535 677	1 640 709
Versements sur la dette à long terme (note 11)	2 566 367	2 167 264
	<u>18 028 118</u>	<u>23 965 291</u>
Produits reportés	166 963	1 756
Dette à long terme (note 11)	4 538 043	6 520 805
Provision pour congés de maladie (note 12)	9 009 121	9 620 201
	<u>31 742 245</u>	<u>40 108 053</u>
AVOIR		
Apport du gouvernement du Québec (note 13)	40 675	40 675
Excédent cumulé	1 550 666	-
	<u>1 591 341</u>	<u>40 675</u>
	<u>33 333 586 \$</u>	<u>40 148 728 \$</u>
ENGAGEMENTS (note 14)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**Original signé**

Monique L. Bégin

Présidente

Original signé

Marc Giroux

Administrateur

SERVICES QUÉBEC
FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent (perte nette) de l'exercice	1 550 666 \$	(4 533 891) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	5 611 314	4 490 199
Virement des produits reportés	(1 641 843)	(1 331 807)
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	1 497 191	39 930
	<u>7 017 328</u>	<u>(1 335 569)</u>
Variation des actifs et passifs liés à l'exploitation :		
Créances	11 137 197	(9 179 615)
Frais payés d'avance	(316 694)	247 739
À recevoir du gouvernement du Québec	94 985	2 009 970
Charges à payer et frais courus (note 15)	(343 000)	(2 804 331)
Provision pour vacances	(228 915)	1 521 186
Produits reportés	702 018	1 631 115
Provision pour congés de maladie	(611 080)	2 068 620
	<u>10 434 511</u>	<u>(4 505 316)</u>
Flux de trésorerie provenant (utilisés pour les) des activités d'exploitation	<u>17 451 839</u>	<u>(5 840 885)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 15)	(4 322 716)	(7 941 672)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	1 141 266	-
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	<u>(3 181 450)</u>	<u>(7 941 672)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Encaisse provenant de l'intégration des activités du Directeur de l'état civil	-	3 509 215
Remboursement de la dette à long terme	(2 772 075)	(2 152 902)
Flux de trésorerie (utilisés pour les) provenant des activités de financement	<u>(2 772 075)</u>	<u>1 356 313</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	11 498 314	(12 426 244)
(INSUFFISANCE) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>(1 842 451)</u>	<u>10 583 793</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS (INSUFFISANCE) DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 15)	<u><u>9 655 863 \$</u></u>	<u><u>(1 842 451) \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SERVICES QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2010

1. CONSTITUTION ET MISSION

Services Québec, personne morale au sens du Code civil du Québec, est constitué en vertu de l'article 1 de la Loi sur Services Québec (L.R.Q., chapitre S-6.3), laquelle est entrée en vigueur le 2 mai 2005.

Sa mission consiste à offrir aux citoyens et aux entreprises, sur tout le territoire du Québec, un guichet unique multiservice afin de leur permettre un accès simplifié à des services publics.

Services Québec finance ses activités par les produits provenant des frais, commissions et honoraires qu'il perçoit en vertu d'une entente ou d'un décret, du produit des biens et des services qu'il offre ainsi que des autres sommes qu'il reçoit.

En vertu de l'article 2 de sa loi constitutive, Services Québec est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, Services Québec utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de Services Québec par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi qu'à l'égard de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations et les provisions pour vacances et congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

• Améliorations locatives	5 ans
• Équipement informatique	3 ans
• Matériel et équipement de bureau	5 ans
• Équipement et matériel audiovisuel, d'exposition et de photographie	5 ans
• Logiciels	5 ans
• Développement informatique	5 ans

Les immobilisations en cours de développement sont amorties lorsqu'elles sont terminées et qu'elles sont mises en exploitation.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de Services Québec de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Contrats de location

Les contrats de location auxquels Services Québec est partie à titre de preneur et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui est transférée sont comptabilisés comme des contrats de location-acquisition et sont inclus dans les immobilisations corporelles et les dettes à long terme. Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

Tous les autres contrats de location sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation et les coûts de location qui en découlent sont inscrits à titre de charges au cours de l'exercice où ils surviennent.

Produits reportés

Les sommes perçues affectées à des projets non réalisés ou pour des services non rendus à la fin de l'exercice sont reportées et constatées comme produits dans l'exercice où les projets sont réalisés et les services sont rendus.

Constatation des contributions du gouvernement du Québec

Les contributions affectées à l'achat d'immobilisations sont reportées et constatées à titre de produits selon la même méthode que celle suivie pour l'amortissement des immobilisations acquises.

Les contributions non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Constatation des produits

Les produits provenant des honoraires de gestion et les autres produits sont constatés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que le service a été rendu ou le bien livré, que son prix est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementales, compte tenu que Services Québec ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée et selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les postes de l'encaisse, l'avance au Fonds consolidé du revenu ainsi que le dû au Fonds de financement.

3. HONORAIRES DE GESTION

	2010	2009
Ministère des Services gouvernementaux	8 283 035 \$	7 373 895 \$
Régie de l'assurance maladie du Québec	948 343	341 588
Revenu Québec	2 357 875	2 106 275
Fonds d'information foncière	8 220 000	8 882 864
Autres apparentés sous contrôle commun	1 482 685	939 159
Non apparentés	764 065	120 170
	22 056 003 \$	19 763 951 \$

4. SERVICES DU DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL

	2010	2009
Demandes de certificats		
Autres apparentés sous contrôle commun	205 989 \$	- \$
Non-apparentés	12 269 068	13 799 516
	12 475 057	13 799 516
Changements de nom		
Non-apparentés	145 976	146 939
Attestations		
Autres apparentés sous contrôle commun	28 679	-
Non-apparentés	368 152	422 547
	396 831	422 547
Inscriptions et filiations tardives		
Non-apparentés	76 272	83 795
Transmissions électroniques de données		
Régie de l'assurance maladie du Québec	722 290	246 782
Autres apparentés sous contrôle commun	929 269	664 776
Non-apparentés	1 193 129	1 011 707
	2 844 688	1 923 265
Autres		
Autres apparentés sous contrôle commun	16 770	156 604
Non-apparentés	139 081	27 752
	155 851	184 356
	16 094 675 \$	16 560 418 \$

5. CRÉANCES

	2010	2009
Ministère des Services gouvernementaux	5 044 313 \$	15 528 659 \$
Régie de l'assurance maladie du Québec	583 068	553 510
Fonds d'information foncière	-	695 871
Autres apparentés sous contrôle commun	768 153	1 446 643
Autres	1 241 346	549 394
	7 636 880 \$	18 774 077 \$

6. À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le montant à recevoir du gouvernement du Québec relativement aux provisions de congés de maladie et de vacances transférées ne porte pas intérêt. Les modalités d'encaissement sont les suivantes :

2011	581 111 \$
2012	327 922
	909 033
Moins : Portion à court terme	581 111
	327 922 \$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Améliorations locatives	7 640 204 \$	2 833 400 \$	4 806 804 \$	5 216 652 \$
Équipement informatique	1 172 246	638 898	533 348	1 475 426
Matériel et équipement de bureau	2 701 552	1 660 540	1 041 012	1 374 661
Équipement et matériel audio-visuel, d'exposition et de photographie	55 225	21 910	33 315	30 184
Logiciels	66 952	24 470	42 482	413 092
Développement informatique*	7 497 045	2 776 236	4 720 809	6 652 474
	19 133 224	7 955 454	11 177 770	15 162 489
Détenues en vertu de contrats de location-acquisition :				
Améliorations locatives	5 850 575	2 803 032	3 047 543	4 122 767
Équipement informatique	695 347	461 046	234 301	-
Logiciels	398 177	117 032	281 145	-
	6 944 099	3 381 110	3 562 989	4 122 767
	26 077 323 \$	11 336 564 \$	14 740 759 \$	19 285 256 \$

* Des projets de développement informatique, pour un montant de 425 550 \$ (2009 : 2 376 112 \$), sont actuellement en cours de réalisation et ces derniers ne sont pas amortis.

8. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

En vertu du décret 222-2006, daté du 29 mars 2006, le gouvernement du Québec a autorisé une ou plusieurs avances pour un montant maximal de 6 000 000 \$ auprès du Fonds consolidé du revenu. Ces avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viendront à échéance le 31 mars 2011. Depuis le 31 mars 2009, cette avance est inutilisée et le taux d'intérêt est de 2,25 % (2009 : 2,50 %).

9. DÛ AU FOND DE FINANCEMENT

En vertu du décret 1065-2008, daté du 5 novembre 2008, le gouvernement du Québec avait autorisé une marge de crédit de 11 636 500 \$ auprès du Fonds de financement qui s'est terminée le 31 décembre 2009. Cette marge de crédit portait intérêt selon le taux moyen des acceptations bancaires à un mois, majoré de 0,3 %.

10. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2010	2009
Fournisseurs et frais courus	2 347 374 \$	4 476 434 \$
Traitements et avantages sociaux	2 131 886	1 561 257
Centre de services partagés du Québec	3 239 193	2 380 685
Société immobilière du Québec	1 162 760	2 554 587
Autres apparentés sous contrôle commun	309 715	366 823
	9 190 928 \$	11 339 786 \$

11. DETTE À LONG TERME

	2010	2009
Emprunt auprès du Fonds de financement, au taux de 4,45 % remboursable par versements semestriels de 709 686 \$, échéant le 1 ^{er} décembre 2011.	2 687 698 \$	3 945 445 \$
Emprunt auprès du ministère des Services gouvernementaux, sans intérêt, remboursable au rythme de l'amortissement des actifs acquis.	50 861	101 725
	2 738 559	4 047 170
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition auprès de la Société immobilière du Québec de 5 850 575 \$, aux taux fixes variant de 4,28 % à 4,70 %, remboursables par versements mensuels de 89 107 \$, échéant entre le 30 juin 2011 et le 31 août 2022.	3 859 143	4 640 899
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition auprès du Centre de services partagés du Québec de 1 093 525 \$, sans intérêt, remboursable au rythme de l'amortissement des actifs acquis.	506 708	-
	7 104 410	8 688 069
Moins : Portion échéant à moins d'un an	2 566 367	2 167 264
	4 538 043 \$	6 520 805 \$

Les montants de versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

	Autres dettes	Contrats de location-acquisition	Total
2011	1 365 162 \$	1 201 204 \$	2 566 366 \$
2012	1 373 397	1 059 085	2 432 482
2013	-	730 810	730 810
2014	-	459 916	459 916
2015	-	229 852	229 852
2016 et suivants	-	684 984	684 984
	2 738 559 \$	4 365 851 \$	7 104 410 \$

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de Services Québec participent au Régime de retraite des employés du gouvernement du Québec et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), au Régime de retraite des ex-agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales (RRJCQM). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de Services Québec imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2 169 135 \$ (2009 : 2 206 431 \$). Les obligations de Services Québec envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

	2010	2009
Solde au début	9 620 201 \$	5 911 738 \$
Charge de l'exercice	1 271 538	3 366 466
Prestations versées au cours de l'exercice	(1 882 618)	(2 084 951)
Transferts ¹	-	2 426 948
Solde à la fin	9 009 121 \$	9 620 201 \$

1. Les transferts concernant les provisions pour congés de maladie sont assumés par le Secrétariat du Conseil du trésor. Cette opération provient du transfert d'employés du Directeur de l'état civil ainsi que des bureaux de la publicité des droits du ministère des Ressources naturelles et de la Faune au 1^{er} avril 2008.

Description

Services Québec dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par Services Québec.

Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à Services Québec. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Accumulation des journées de maladie

L'attribution des journées de maladie est habituellement de 1 journée par mois pour les employés réguliers (12 jours par année). Pour les employés à temps partiel, à temps réduit ou en aménagement de travail, le crédit de congé à attribuer chaque mois peut être d'une journée ou d'une fraction de journée.

Chacune des journées non utilisées est transférable et cumulable dans le futur jusqu'à ce que survienne un événement particulier (retraite, cessation d'emploi ou décès). Toutefois, certains corps d'emploi ne sont pas soumis aux règles syndicales (par exemple, les cadres). Ces derniers ne peuvent donc pas se prévaloir de l'accumulation de journées de maladie. Les personnes appartenant à ces corps d'emploi conservent toutefois les banques qu'elles ont accumulées dans le passé, et ce, jusqu'à leur retraite, cessation d'emploi ou décès.

Utilisation des journées de maladie

En cas de cessation d'emploi ou de décès, la banque de journées accumulées est remboursée en un seul versement, mais uniquement à 50 % et jusqu'à concurrence de 66 jours.

À la retraite, les personnes ont aussi le choix de se faire rembourser leurs journées accumulées, toujours à 50 % et selon le maximum global de 66 jours, mais ils choisissent surtout, après autorisation, d'utiliser leurs journées de maladie accumulées en préretraite, c'est-à-dire en conservant leur lien d'emploi jusqu'à ce que leur banque soit épuisée.

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	2010	2009
Taux d'indexation	Entre 2,50 % et 4,35 %	Entre 2,00 % et 4,35 %
Taux d'actualisation	Entre 0 % et 5,16 %	Entre 0 % et 5,43 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	11,84 ans	10,00 ans

13. APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2010	2009
Solde au début	40 675 \$	5 409 791 \$
Virement pour éliminer le déficit cumulé	-	(5 369 116)
Solde à la fin	40 675 \$	40 675 \$

14. ENGAGEMENTS

Contrats de location-exploitation

Les engagements relatifs aux contrats de location-exploitation, échéant à diverses dates jusqu'en octobre 2014, concernent principalement la location de photocopieurs et se détaillent ainsi :

2011	143 290 \$
2012	127 477
2013	114 435
2014	22 005
2015	2 228
	<u>409 435 \$</u>

Contrats de services professionnels

Les engagements relatifs à des contrats de services professionnels s'élèvent à 6 911 105 \$ pour le prochain exercice et 724 700 \$ pour les exercices subséquents, échéant à diverses dates jusqu'en octobre 2012.

Entente de services partagés

Un engagement relatif à une entente de services partagés avec le Centre de services partagés du Québec en lien avec les technologies de l'information s'élève à 4 692 505 \$ pour le prochain exercice. À ce montant s'ajoutent des sommes prévues par lettres d'engagement totalisant 341 948 \$ pour le prochain exercice et 628 288 \$ pour les exercices subséquents. Ces lettres prévoient également des frais d'entretien et de maintenance récurrents qui seront éventuellement ajoutés à l'entente de base en technologies de l'information et qui représentent un montant annuel de 362 071 \$.

De telles ententes ont aussi été conclues en ressources humaines et en ressources matérielles. Les engagements liés à ces ententes s'élèvent respectivement à 966 203 \$ et 716 448 \$ pour le prochain exercice.

15. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan :

	2010	2009
Encaisse	1 497 901 \$	334 449 \$
Avance au Fonds consolidé du revenu	8 157 962	676 571
Dû au Fonds de financement	-	(2 853 471)
Trésorerie et équivalents (Insuffisance) de trésorerie	<u>9 655 863 \$</u>	<u>(1 842 451) \$</u>

Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles ont été acquises pour un montant de 1 188 416 \$ (2009 : 2 127 814 \$) en contrepartie de dettes à long terme auprès de la Société immobilière du Québec et du Centre de services partagés du Québec. En date du 31 mars 2010, le poste « Charges à payer et frais courus » inclut des acquisitions d'immobilisations corporelles représentant 966 302 \$ (2009 : 2 772 160 \$).

Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 376 753 \$ (2009 : 394 591 \$).

16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, Services Québec est apparenté avec tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

En date du 1^{er} avril 2009, Services Québec a cédé au Centre de services partagés du Québec, à un prix équivalent à leur valeur comptable, ses actifs des catégories « Équipement informatique » et « Logiciels ». Les actifs utilisés pour les activités du Directeur de l'état civil sont exclus de cette entente.

L'entente stipule que le Centre est responsable de l'acquisition et de l'entretien de ce type d'équipement dont Services Québec loue l'utilisation auprès du Centre.

Hormis cette entente, Services Québec n'a conclu aucune opération commerciale avec des apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

17. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

RAPPORT DE LA DIRECTION

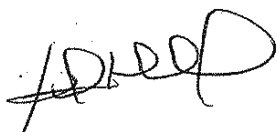
Les états financiers de la Société de développement de la Baie-James ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le président-directeur général,



Raymond Thibault, ing.

Matagami, le 18 février 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

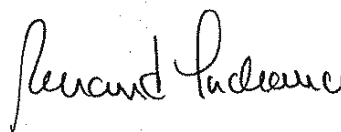
Au ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement de la Baie-James au 31 décembre 2009, les états des résultats, du résultat étendu et du déficit cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V.-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



FCA auditeur

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 18 février 2010

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES
RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
PRODUITS (note 4)		
Prestation de services (note 19)	14 851 312 \$	12 771 590 \$
Ventes	3 618 608	4 681 865
Location	268 474	371 679
Revenus de gestion (note 19)	1 265 955	1 171 011
Revenus de placements (note 5)	1 575 689	1 499 318
Revenus d'engagements	47 231	14 790
Autres revenus	90 863	85 933
	<u>21 718 132</u>	<u>20 596 186</u>
CHARGES (note 4)		
Services d'entrepreneurs	11 245 371	9 053 972
Traitements et avantages sociaux	3 684 802	3 621 545
Achats	2 181 561	3 008 363
Entretien et réparations	975 697	1 274 297
Électricité	277 456	321 806
Taxes, licences et permis	224 681	257 068
Frais de location	154 111	149 738
Frais reliés au personnel	202 665	224 753
Assurances	162 734	195 366
Communications	152 306	132 476
Publicité	85 679	130 319
Frais de bureau	46 978	39 904
Matériaux de voirie	596 973	586 343
Créances douteuses	39 259	225 328
Amortissement des immobilisations corporelles	261 542	200 682
Honoraires professionnels	418 937	662 714
Études et développement de marchés	126 919	163 910
(Gain) perte sur la cession d'immobilisations corporelles	(63 777)	53
Frais bancaires	23 202	43 867
Frais d'intérêts	4 504	22 218
Autres charges	21 835	48 806
	<u>20 823 435</u>	<u>20 363 528</u>
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	894 697	232 658
AUTRES PRODUITS (CHARGES)		
Moins-value durable sur placements	(150 000)	(7 500)
Variation de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction	515 260	(191 950)
Variation de la juste valeur des actifs désignés à des fins de transaction	(52 990)	(1 550)
Quote-part dans les résultats de la société satellite	355 492	-
BÉNÉFICE NET (note 4)	<u>1 562 459 \$</u>	<u>31 658 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES
RÉSULTAT ÉTENDU ET DÉFICIT CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
RÉSULTAT ÉTENDU		
Bénéfice net	<u>1 562 459 \$</u>	<u>31 658 \$</u>
Autres éléments du résultat étendu (note 13) :		
Gains (pertes) latents sur les placements disponibles à la vente	3 205 103	(4 401 317)
Reclassement à l'état des résultats des gains réalisés sur la cession de placements disponibles à la vente	<u>(667 415)</u>	<u>(220 392)</u>
	<u>2 537 688</u>	<u>(4 621 709)</u>
Résultat étendu	<u>4 100 147 \$</u>	<u>(4 590 051) \$</u>
 DÉFICIT CUMULÉ		
Solde au début	(55 571 161) \$	(55 602 819) \$
Bénéfice net	<u>1 562 459</u>	<u>31 658</u>
 Solde de fin	<u>(54 008 702) \$</u>	<u>(55 571 161) \$</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES
BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 2009

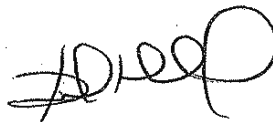
	<u>2009</u>	<u>2008</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	3 880 187 \$	693 418 \$
Placements à court terme (note 8)	6 703 083	3 404 968
Placements à long terme échéant à court terme (note 8)	325 703	3 550 665
Comptes clients (note 6)	3 722 826	4 020 646
Stocks (note 7)	266 692	272 838
Frais payés d'avance	3 710	1 511
	<u>14 902 201</u>	<u>11 944 046</u>
 Placements (note 8)	 9 205 071	 6 831 565
Immobilisations corporelles (note 9)	1 468 898	1 024 308
Actif au titre de prestations constituées (note 15)	283 960	211 875
	<u>10 957 929</u>	<u>8 067 748</u>
	<u>25 860 130 \$</u>	<u>20 011 794 \$</u>
 PASSIF		
À court terme		
Comptes fournisseurs et charges à payer	5 935 237 \$	4 516 021 \$
Retenues sur contrats	468 219	139 246
	<u>6 403 456</u>	<u>4 655 267</u>
 AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 12)	69 825 000	69 825 000
Surplus d'apport	5 719 284	5 719 284
Déficit cumulé	(54 008 702)	(55 571 161)
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 13)	(2 078 908)	(4 616 596)
	<u>19 456 674</u>	<u>15 356 527</u>
	<u>25 860 130 \$</u>	<u>20 011 794 \$</u>

ÉVENTUALITÉS (note 20)
ENGAGEMENTS (note 21)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,


 Michel Garon, administrateur


 Raymond Thibault, administrateur

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES
FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	1 562 459 \$	31 658 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités :		
Amortissement des immobilisations corporelles	261 542	200 682
(Gain) perte sur la cession d'immobilisations corporelles	(63 777)	53
Moins-value durable sur placements	150 000	7 500
Gains réalisés sur la cession de placements disponibles à la vente (note 5)	(667 415)	(220 392)
Augmentation de l'actif au titre de prestations constituées	(72 085)	(16 530)
Variation de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction	(515 260)	191 950
Variation de la juste valeur des actifs désignés à des fins de transaction	52 990	1 550
Quote-part dans les résultats de la société satellite	(355 492)	-
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 14)	2 241 139	299 610
Encaissement des contributions aux immobilisations corporelles	<u>324 989</u>	<u>291 528</u>
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	<u>2 919 090</u>	<u>787 609</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions de placements	(6 920 128)	(10 231 061)
Produit de la cession de placements	8 346 334	8 482 461
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 222 304)	(401 796)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	<u>63 777</u>	<u>7 352</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>267 679</u>	<u>(2 143 044)</u>
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	3 186 769	(1 355 435)
Encaisse au début	<u>693 418</u>	<u>2 048 853</u>
Encaisse à la fin	<u>3 880 187 \$</u>	<u>693 418 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 2009

1. CONSTITUTION, OBJETS ET STATUT FISCAL

La Société de développement de la Baie-James (la Société), dont les actions sont détenues à part entière par le gouvernement du Québec, est constituée en vertu de la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James* (L.R.Q., chapitre D-8.2). La Société a pour mission de favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique, la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles, autres que les ressources hydroélectriques, du Territoire. Elle peut notamment susciter, soutenir et participer à la réalisation de projets visant ces fins. Elle a également pour mission d'aménager le territoire sous réserve de la compétence municipale en matière d'aménagement et d'urbanisme. En vertu des lois fédérales et provinciales, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada. Elle est cependant assujettie à la taxe sur le capital provinciale.

2. NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Le 1^{er} janvier 2009, la Société a adopté le chapitre 3064 - « *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, y compris les actifs incorporels générés en interne.

Depuis le 1^{er} janvier 2008, la Société applique les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) relativement au chapitre 3862 *Instruments financiers - informations à fournir*. Des modifications ont été apportées à ce chapitre et s'appliquent aux états financiers annuels des exercices clos à compter du 30 septembre 2009. En conséquence, les exigences en matière d'information à fournir sur les évaluations de la juste valeur d'instruments financiers et le risque de liquidité sont accrues.

L'application de ces nouvelles normes n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

3. CONVENTIONS COMPTABLES

Conventions comptables en vigueur

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode de la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette), le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif et comprend tous les coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Placements dans une société satellite

La Société comptabilise ses placements à la valeur de consolidation lorsque sa participation dans les titres comportant des droits de vote d'une société émettrice lui permet d'être en mesure d'exercer à l'égard de cette société satellite une influence notable sur les décisions financières et administratives.

Instruments financiers

Catégories

Les actifs disponibles à la vente comprennent tous les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés dans les catégories suivantes.

Les prêts et créances n'incluent pas les titres de créances.

Les actifs détenus à des fins de transaction sont des actifs que la Société a acquis principalement en vue de leur revente à court terme incluant l'encaisse. Cette catégorie comprend également des actifs ne respectant pas les critères requis, mais que la Société a choisi de désigner irrévocablement comme étant détenus à des fins de transaction.

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, autres que des prêts et des créances, dont les paiements sont déterminés ou déterminables et à échéance fixe et que la Société a l'intention bien arrêtée et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Les autres passifs financiers comprennent tous les passifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés dans la catégorie des passifs financiers détenus à des fins de transaction.

Classification de la Société

La Société a établi les classements suivants :

- l'encaisse et les bons de souscription (note 8) sont classés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction et les comptes clients de même que certaines obligations gouvernementales et de sociétés ouvertes (note 8) ont été désignés de façon irrévocable à des fins de transaction;
- les débentures ainsi que les effets à recevoir (note 8) sont classés comme étant des prêts et créances;
- les actions ordinaires de sociétés ouvertes (note 8) sont désignées de façon irrévocable comme étant des actifs disponibles à la vente;
- certaines obligations gouvernementales et d'autres organismes du secteur public (note 8) sont classées comme placements détenus jusqu'à leur échéance;
- les comptes fournisseurs, les charges à payer et les retenues sur contrats sont classés comme étant d'autres passifs financiers.

Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction. Les coûts de transaction sont comptabilisés en résultat net.

Évaluation ultérieure

Les actifs disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur à l'exception des actions ordinaires de sociétés privées qui sont évaluées au coût dans cette catégorie. Les gains et les pertes latents qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatés dans les autres éléments du

résultat étendu jusqu'à ce que ces gains ou ces pertes soient réalisés ou qu'une baisse de valeur de l'actif financier soit considérée comme durable. Lorsqu'un actif disponible à la vente est cédé, le gain ou la perte cumulé au résultat étendu est alors reclassé à l'état des résultats au poste de revenus de placements. De plus, si cet actif financier subit une perte de valeur, cette dernière est également reclassée à l'état des résultats, au poste de moins-value durable sur placements.

Les prêts et créances, les placements détenus jusqu'à échéance ainsi que les autres passifs financiers qui ne sont pas détenus à des fins de transaction sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, le cas échéant. Les intérêts calculés selon la méthode du taux effectif sont présentés à l'état des résultats au poste revenus de placements ou frais d'intérêts.

Les actifs détenus à des fins de transaction, incluant les dérivés, sont évalués à leur juste valeur, et les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatés en résultat net.

Juste valeur

La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Ces valeurs sont déterminées au moyen de méthodes d'évaluation telles l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Société selon des méthodes d'évaluation couramment employées.

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie comportant 3 niveaux, soit :

Niveau 1 - Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques ;

Niveau 2 - Techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien ;

Niveau 3 - Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Baisse de valeur durable des actifs financiers

Pour les actifs financiers autres que détenus à des fins de transaction et prêts et créances, la Société évalue s'il existe une indication objective de la dépréciation de ces actifs. S'il existe une telle indication, le montant recouvrable des actifs est calculé. Si celui-ci est inférieur à la valeur comptable des actifs, une perte pour dépréciation est constatée à l'état des résultats.

Pour les prêts et créances, une provision pour créances douteuses est constatée lorsque nécessaire.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût moins les contributions reçues et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire en considérant les périodes suivantes :

- | | |
|---|-----------------|
| ▪ immeubles et améliorations aux immeubles détenus aux fins de location | 5, 10 et 20 ans |
| ▪ maisons modulaires | 10 ans |
| ▪ mobilier, agencements, machinerie et équipement | 3 et 5 ans |
| ▪ matériel informatique et véhicules | 3 ans |

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée.

Constatation des produits

Prestation de services, ventes et revenus de gestion

Les revenus provenant de la prestation de services, des ventes et des revenus de gestion sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- la livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

Revenus de location

La Société constate les loyers de base selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location. L'excédent des loyers constatés sur les montants à recevoir en vertu des contrats de location est présenté à titre de loyers à recevoir au bilan. Certains contrats de location comprennent des conditions exigeant le remboursement par les locataires d'une part proportionnelle des taxes foncières et des coûts des parties communes. Ces montants sont constatés au cours de la période où les charges connexes sont engagées. Le remboursement des charges se fait sur une base mensuelle en fonction du montant estimé au début de l'exercice. Toute différence entre le montant remboursé et le montant constaté à titre de revenus de location est inscrite à titre de loyers à recevoir ou à remettre.

Revenus de placements et d'engagements

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de l'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont constatés à compter de la date de déclaration. Les gains et les pertes sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen.

Régime de retraite

Le coût du régime de retraite est déterminé par calculs actuariels et la capitalisation du régime est effectuée au moyen de cotisations qui sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations constituées. La charge de retraite est constatée dans les résultats et représente la somme des éléments suivants :

- le coût des prestations de retraite accordées en échange des services rendus par les employés au cours de l'exercice;
- les intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des prestations constituées et le rendement prévu sur l'actif de ce régime. Aux fins du calcul du rendement prévu sur l'actif du régime, l'actif est évalué à sa juste valeur;
- l'amortissement des gains et des pertes actuariels cumulatifs nets, non constatés et supérieurs à 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur de l'actif du régime, selon le plus élevé des deux montants calculés selon la méthode linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe d'employés participant au régime (15 ans en 2009 et 16 ans en 2008).

Flux de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

Modifications futures de conventions comptables

Pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2010, la Société adoptera à titre de nouveau référentiel, les normes comptables pour le secteur public, tel que prévu par la préface des normes comptables du secteur public.

4. BÉNÉFICE NET PAR ACTIVITÉ

	2009			2008
	Produits	Charges	Autres produits	Bénéfice net (perte nette)
Siège social	153 615 \$	1 124 532 \$	- \$	(970 917) \$
Services	15 987 733	14 892 483	-	1 095 250
Développement économique	1 557 010	815 268	667 762	1 409 504
Immobilières	264 653	305 125	-	(40 472)
Hôtelières	3 755 121	3 686 027	-	69 094
	<u>21 718 132 \$</u>	<u>20 823 435 \$</u>	<u>667 762 \$</u>	<u>1 562 459 \$</u>
				<u>31 658 \$</u>

La Société comptabilise ses produits et charges par secteurs d'activité qui comprennent, entre autres, les éléments suivants :

- Activités du siège social
 - Honoraires de gestion gagnés
 - Revenus d'intérêts
 - Gain ou perte sur la cession d'immobilisations corporelles
 - Charges d'intérêts
 - Charges reliées aux bureaux de Matagami et Chibougamau
 - Charges reliées aux services administratifs, aux ressources humaines et à l'informatique
 - Charges reliées au conseil d'administration et à la présidence
 - Charges de communications
 - Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA)
- Activités de services
 - Gestion d'infrastructures

- Activités de développement économique
 - Gestion de titres miniers
 - Gestion et revenus de placements
 - Gain ou perte sur placements
 - Projets de développement économique
 - Charges reliées à la direction du développement économique
- Activités immobilières
 - Exploitation d'immeubles
- Activités hôtelières
 - Exploitation du relais routier du km 381

5. REVENUS DE PLACEMENTS

	2009	2008
Gains réalisés sur la cession de placements disponibles à la vente	667 415 \$	220 392 \$
Revenus d'intérêts sur les prêts et créances	200 281	118 990
Revenus d'intérêts sur les placements détenus jusqu'à leur échéance	62 055	116 708
Revenus d'intérêts sur les actifs désignés à des fins de transaction	140 492	158 156
Revenus d'intérêts sur les actifs détenus à des fins de transaction	5 784	61 730
Gains réalisés sur la cession de propriétés minières	-	435 381
Autres revenus de placements	499 662	387 961
	<u>1 575 689 \$</u>	<u>1 499 318 \$</u>

6. COMPTES CLIENTS

	2009	2008
Actifs détenus à des fins de transaction		
Hydro-Québec ⁽¹⁾	1 971 549 \$	2 847 316 \$
Ministère des Transports ⁽¹⁾	831 879	263 397
Autres	933 567	1 262 966
	<u>3 736 995</u>	<u>4 373 679</u>
Provision pour créances douteuses	(14 169)	(353 033)
	<u>3 722 826 \$</u>	<u>4 020 646 \$</u>

⁽¹⁾ Entité sous contrôle commun

L'analyse de l'âge des comptes clients se détaille comme suit :

	2009		
	<u>Valeur brute</u>	<u>Perte de valeur</u>	<u>Valeur nette</u>
Âge des comptes clients			
Non en souffrance	3 451 231 \$	1 535 \$	3 449 696 \$
En souffrance depuis 0 à 30 jours	196 547	1 579	194 968
En souffrance depuis 31 à 60 jours	26 593	-	26 593
En souffrance depuis 61 à 90 jours	23 666	1 579	22 087
En souffrance depuis plus de 90 jours	38 958	9 476	29 482
	<u>3 736 995 \$</u>	<u>14 169 \$</u>	<u>3 722 826 \$</u>

	2008		
	<u>Valeur brute</u>	<u>Perte de valeur</u>	<u>Valeur nette</u>
Âge des comptes clients			
Non en souffrance	3 839 799 \$	30 112 \$	3 809 687 \$
En souffrance depuis 0 à 30 jours	94 518	-	94 518
En souffrance depuis 31 à 60 jours	28 879	-	28 879
En souffrance depuis 61 à 90 jours	74 752	40 358	34 394
En souffrance depuis plus de 90 jours	335 731	282 563	53 168
	<u>4 373 679 \$</u>	<u>353 033 \$</u>	<u>4 020 646 \$</u>

L'évolution de la provision pour créances douteuses se détaille comme suit :

	2009	2008
Solde au début	353 033 \$	127 953 \$
Perte de valeur comptabilisée	39 259	225 328
Radiation	(378 123)	(248)
Solde à la fin	<u>14 169 \$</u>	<u>353 033 \$</u>

7. STOCKS

	2009	2008
Produits pétroliers	229 594 \$	229 165 \$
Autres	37 098	43 673
	<u>266 692 \$</u>	<u>272 838 \$</u>

Le montant des stocks passé en charge au cours de l'exercice est de 2 181 561 \$ (2008 : 3 008 363 \$)

8. PLACEMENTS

	2009	2008
<u>Placements à court terme</u>		
Actifs désignés à des fins de transaction		
Obligations gouvernementales et d'autres organismes du secteur public portant intérêt de 1,10 % à 6,60 % (taux effectifs de 1,10 % à 1,32 %) et ayant une valeur nominale de 1 516 000 \$ (1 481 000 \$ en 2008)	1 520 692 \$	1 522 952 \$
Certificats de placements garantis d'institutions financières portant intérêt de 1,35 % à 1,55 % et ayant une valeur nominale de 2 295 000 \$ (1 853 000 \$ en 2008)	2 304 588	1 882 016
	<u>3 825 280</u>	<u>3 404 968</u>
Placements détenus jusqu'à leur échéance		
Obligations gouvernementales et d'autres organismes du secteur public portant intérêt de 1,1 % à 10,5 % (taux effectifs de 1,10 % à 1,63 %) et ayant une valeur nominale de 1 949 860 \$	2 004 423	-
Certificats de placements garantis d'institutions financières portant intérêt de 1,65 % à 2,32 % et ayant une valeur nominale de 860 500 \$	873 380	-
	<u>2 877 803</u>	<u>-</u>
	<u>6 703 083</u>	<u>3 404 968</u>
<u>Placements à long terme échéant à court terme</u>		
Prêts et créances		
Portion échéant à court terme de débentures non convertibles de sociétés privées portant intérêt de 12,00 % à 13,25 %	184 996	38 889
Portion échéant à court terme de l'effet à recevoir d'un employé portant intérêt à 4,0 %, payable par versement de 327 \$ aux deux semaines	6 074	5 616
Effet à recevoir remboursé	-	16 312
	<u>191 070</u>	<u>60 817</u>
Actifs détenus à des fins de transaction		
Bons de souscription de sociétés ouvertes	242	148
Actifs désignés à des fins de transaction		
Obligations gouvernementales et d'autres organismes du secteur public portant intérêt à 3,95 % (taux effectif 4,30 %) et ayant une valeur nominale de 132 000 \$ (537 900 \$ en 2008)	134 391	547 105
Placements détenus jusqu'à leur échéance		
Obligations gouvernementales et d'autres organismes du secteur public échues d'une valeur nominale de 2 900 500 \$	-	2 942 595
	<u>325 703</u>	<u>3 550 665</u>

	2009	2008
<u>Placements à long terme</u>		
Placement dans une société satellite (participation de 33 %)		
99 parts de Camp 257 S.E.C. à la valeur de consolidation, déduction faite d'une moins-value durable sur placement de 196 772 \$	355 493 \$	1 \$
Avance remboursée	-	185 921
	<u>355 493</u>	<u>185 922</u>
Actifs désignés disponibles à la vente		
Actions ordinaires de sociétés ouvertes	<u>6 533 918</u>	<u>5 129 587</u>
Prêts et créances		
Débtenture convertible d'une société ouverte portant intérêt à 15,00 % et échéant en 2010 ou 2011	200 000	-
Débtenture non convertible d'une société ouverte remboursée	-	250 000
Débtentures non convertibles de sociétés privées portant intérêt de 8,75 % à 13,25 % et échéant jusqu'en 2015 déduction faite d'une provision pour moins-value durable sur placements de 150 000 \$	1 383 282	914 111
Effet à recevoir d'un employé portant intérêt à 4,00 %, payable par versement de 327 \$ aux deux semaines et échéant en 2018	57 431	63 725
	<u>1 640 713</u>	<u>1 227 836</u>
Actifs détenus à des fins de transaction		
Bons de souscription et options d'achat d'actions de sociétés ouvertes échéant jusqu'en mai 2014	<u>569 869</u>	<u>51 750</u>
Actifs désignés à des fins de transaction		
Obligations d'une société ouverte portant intérêt à 4,17 % (taux effectif de 3,87 %), échéant en 2011 et ayant une valeur nominale de 100 000 \$ (232 000 \$ en 2008)	<u>105 078</u>	<u>236 470</u>
	<u>9 205 071 \$</u>	<u>6 831 565 \$</u>

Au cours de l'exercice, la Société a échangé des actions d'une société ouverte pour celles d'une autre société ouverte. Ceci a amené la comptabilisation d'un gain de 99 645 \$. Cette transaction a été mesurée à la valeur des actions reçues, soit 307 969 \$.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2009				
	Coût	Contributions ⁽¹⁾	Amortissement cumulé	Net
Terrains	71 029 \$	- \$	- \$	71 029 \$
Aérogare	6 595 574	6 595 574	-	-
Immeubles et améliorations aux immeubles détenus				
aux fins de location	3 464 653	485 721	2 115 487	863 445
Maisons modulaires	1 300 513	630 634	511 745	158 134
Mobilier et agencements	324 762	114 489	176 089	34 184
Matériel informatique	386 446	-	327 129	59 317
Machinerie et équipement	1 749 750	1 034 926	490 509	224 315
Véhicules	3 682 646	3 370 334	253 838	58 474
	<u>17 575 373 \$</u>	<u>12 231 678 \$</u>	<u>3 874 797 \$</u>	<u>1 468 898 \$</u>

2008				
	Coût	Contributions ⁽¹⁾	Amortissement cumulé	Net
Terrains	71 029 \$	- \$	- \$	71 029 \$
Aérogare	6 595 574	6 595 574	-	-
Immeubles et améliorations aux immeubles détenus				
aux fins de location	3 713 491	529 345	2 703 023	481 123
Maisons modulaires	1 222 381	630 634	484 444	107 303
Mobilier et agencements	321 093	114 489	178 301	28 303
Matériel informatique	356 011	-	297 847	58 164
Machinerie et équipement	1 569 029	947 803	407 310	213 916
Véhicules	3 677 320	3 370 334	242 516	64 470
	<u>17 525 928 \$</u>	<u>12 188 179 \$</u>	<u>4 313 441 \$</u>	<u>1 024 308 \$</u>

(1) Les contributions reçues de la Société d'énergie de la Baie James, d'Hydro-Québec, de la Municipalité de Baie-James, de la Conférence régionale des élus de la Baie-James et du gouvernement fédéral pour les immobilisations sont comptabilisées en réduction du coût de celles-ci. En 2009, la Société a perçu 324 989 \$ en contributions (2008 : 291 528 \$).

Des immobilisations corporelles classées sous la rubrique maisons modulaires représentant 114 099 \$ n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas opérationnelles en fin d'exercice.

10. PROPRIÉTÉS MINIÈRES

En 2007, la Société a conclu une entente pour la vente éventuelle d'une redevance et de ses droits et intérêts dans une propriété minière située sur le territoire de la Baie-James. Cette entente contient des engagements que l'acquéreur doit réaliser après le 31 décembre 2009. Advenant la réalisation de cette entente aux cours des prochaines années, la Société réalisera des gains supplémentaires sur la disposition de cette propriété et de cette redevance d'un montant maximal de 751 563 \$. Les propriétés minières ont été dévaluées par le passé.

11. EMPRUNT BANCAIRE

La Société bénéficie d'une autorisation d'emprunt bancaire au montant de 4 000 000 \$. Cet emprunt bancaire porte intérêt au taux préférentiel et il est renégociable le 30 juin 2010. Au 31 décembre 2009, le taux d'intérêt est de 2,25 % (2008 : 3,5 %) et le solde est nul.

12. CAPITAL-ACTIONS**Autorisé**

10 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Émis et payé		
6 982 500 actions ordinaires	<u>69 825 000 \$</u>	<u>69 825 000 \$</u>

Les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances.

13. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Solde au début	(4 616 596) \$	5 113 \$
Autres éléments du résultat étendu	<u>2 537 688</u>	<u>(4 621 709)</u>
Solde de fin	<u>(2 078 908) \$</u>	<u>(4 616 596) \$</u>

14. FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation se détaillent comme suit :

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Comptes clients	297 820 \$	1 560 949 \$
Stocks	6 146	(33 906)
Frais payés d'avance	(2 199)	22 231
Comptes fournisseurs et charges à payer	1 610 399	(1 277 836)
Retenues sur contrats	<u>328 973</u>	<u>28 172</u>
	<u>2 241 139 \$</u>	<u>299 610 \$</u>

En date du 31 décembre 2009, le poste comptes fournisseurs et charges à payer inclut des acquisitions liées à des immobilisations corporelles représentant 152 443 \$ (2008 : 343 626 \$).

Les intérêts versés au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 s'élèvent à 1 595 \$ (2008 : 274 \$).

15. RÉGIME DE RETRAITE**Description du régime**

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées à ses employés. Ce régime de retraite offre des prestations fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen de fin de carrière. La politique de la Société est de maintenir ses cotisations à un niveau permettant de pourvoir aux prestations. Elle évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs du régime pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année. La dernière évaluation actuarielle a été produite en date du 31 décembre 2007 et la prochaine évaluation actuarielle sera produite en date du 31 décembre 2010.

La charge de retraite et l'obligation au titre des prestations constituées sont établies par calculs actuariels à partir des hypothèses les plus probables de la direction et extrapolées à partir de l'évaluation actuarielle la plus récente.

Total des paiements en espèces

Le total des paiements en espèces au titre du régime de retraite pour 2009 est constitué des cotisations au régime de retraite à prestations déterminées et s'est chiffré à 177 275 \$ (2008 : 163 676 \$).

Régime à prestations déterminées

Le tableau suivant fait le rapprochement de l'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur de l'actif du régime pour les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 31 décembre 2008 :

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Obligation au titre des prestations constituées	(3 259 280) \$	(2 760 537) \$
Juste valeur des actifs du régime	<u>3 728 373</u>	<u>3 088 085</u>
Situation de capitalisation	469 093 \$	327 548 \$
Gain actuariel net non amorti	<u>(185 133)</u>	<u>(115 673)</u>
Actif au titre des prestations constituées	<u>283 960 \$</u>	<u>211 875 \$</u>

Composition des actifs du régime

Catégorie d'actifs	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Titres de capitaux propres	51,8%	50,9%
Titres de créances	<u>48,2%</u>	<u>49,1%</u>
Total	<u>100,0%</u>	<u>100,0%</u>

Les pourcentages moyens pondérés découlant des hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées et le coût des prestations de la Société sont les suivants :

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Obligations au titre des prestations constituées		
Taux d'actualisation	6,5%	7,0%
Taux de croissance de la rémunération	3,5%	3,5%
Coût des prestations		
Taux d'actualisation	6,5%	7,0%
Taux de rendement prévu des actifs du régime	5,5%	5,5%
Taux de croissance de la rémunération	3,5%	3,5%

Les autres informations relatives au régime à prestations déterminées se présentent comme suit :

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Charge de l'exercice	105 190 \$	147 146 \$
Cotisations de l'employeur	177 275 \$	163 676 \$
Cotisations des employés	74 005 \$	68 398 \$
Prestations versées	35 287 \$	35 287 \$

16. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers à court terme se rapproche du coût en raison de leur échéance rapprochée. Le tableau qui suit indique la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers à long terme de la Société :

	2009		2008	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Placements à long terme :				
Actifs désignés disponibles à la vente				
Actions ordinaires de sociétés ouvertes (niveau 1) ⁽²⁾	6 533 918 \$	6 533 918 \$	5 129 586 \$	5 129 586 \$
Prêts et créances				
Déventures non convertibles de sociétés privées (niveau 3) ⁽³⁾	1 568 278 \$	1 568 278 \$	953 000 \$	953 000 \$
Déventure convertible d'une société ouverte (niveau 3) ⁽³⁾	200 000	200 000	-	-
Déventure non convertible d'une société ouverte ⁽³⁾	-	-	250 000	250 000
Effets à recevoir (niveau 3) ⁽³⁾	63 505	63 505	85 653 ⁽¹⁾	84 445
Ne pouvant être estimés ⁽⁴⁾	355 493	-	185 922	-
	2 187 276 \$	1 831 783 \$	1 474 575 \$	1 287 445 \$
Actifs détenus ou désignés à des fins de transaction				
Obligations gouvernementales, d'autres organismes du secteur public et de sociétés ouvertes (niveau 1) ⁽⁵⁾	239 469 \$	239 469 \$	783 575 \$	783 575 \$
Bons de souscription de sociétés ouvertes (niveau 2) ⁽²⁾	570 111	570 111	51 898	51 898
	809 580 \$	809 580 \$	835 473 \$	835 473 \$
Placements détenus jusqu'à leur échéance				
Obligations gouvernementales et d'autres organismes du secteur public ⁽⁵⁾	- \$	- \$	2 942 595 \$	2 955 824 \$

(1) Pour les catégories de placements dont la valeur comptable est supérieure à la juste valeur, la direction prévoit recouvrer leur valeur comptable.

(2) La juste valeur des actions des sociétés ouvertes est établie sur la base du cours acheteur de fermeture à la date du bilan. Quant aux bons de souscription de sociétés ouvertes, la juste valeur est établie selon la méthode Black & Scholes.

(3) Les justes valeurs ont été déterminées selon la méthode de la valeur actualisée des flux monétaires futurs à des taux d'intérêts de 12,5 % pour les déventures non convertibles de sociétés privées et de 4,0 % pour les effets à recevoir, ce qui représente les taux du marché à la date du bilan pour des placements similaires.

(4) La juste valeur de ces instruments financiers ne peut être estimée au prix d'un effort raisonnable compte tenu de l'absence de marchés pour ce type de placement. Par conséquent, l'instrument financier est comptabilisé au coût.

(5) La juste valeur des obligations gouvernementales, d'autres organismes du secteur public et de sociétés ouvertes est établie sur la base du cours acheteur de fermeture à la date du bilan.

17. OBJECTIFS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction.

La Société conclut des contrats visant ses instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives dans le cadre de ses activités d'investissement.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques sont détaillés ci-après.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison d'encaisse et de placements à long terme libellés en dollars américains. Au 31 décembre 2009, les actifs financiers libellés en devises américaines totalisent 1 176 630 \$ US (1 123 930 \$ US au 31 décembre 2008).

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de change.

À la date du bilan, le taux de change pour le dollar américain est de 1,05053 (2008 : 1,21803).

Un renforcement du dollar canadien de 10 % par rapport au dollar américain, à la date du bilan, aurait diminué l'encaisse, les placements à long terme et le cumul des autres éléments du résultat étendu de 123 609 \$ (2008 : 136 898 \$). Cette analyse suppose que toutes les autres variables, notamment les cours boursiers, demeurent constantes. L'analyse comparative a été effectuée selon les mêmes hypothèses.

Un affaiblissement du dollar canadien de 10 % par rapport au dollar américain, à la date du bilan, aurait le même effet mais en sens opposé sur l'encaisse, les placements à long terme et le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Risque de taux d'intérêt

Les débetures, les obligations gouvernementales et d'autres organismes du secteur public, les obligations de sociétés ouvertes et l'effet à recevoir portent intérêt à taux fixe et exposent donc la Société au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt. Les actifs financiers à taux fixe représentent 8 774 335 \$ (2008 : 8 589 400 \$).

L'emprunt bancaire porte intérêt à taux variable et expose donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de crédit

En règle générale, la valeur comptable au bilan des actifs financiers de la Société exposés au risque de crédit, après déduction des provisions applicables pour pertes, représente le montant maximum du risque de crédit auquel la Société est exposée.

- Comptes clients :

Le risque de crédit de la Société provient principalement des comptes clients. La Société n'exige pas de garantie de ses clients. La politique de la Société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit. De plus, le solde de chaque client est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la Société aux créances douteuses n'est pas importante.

- Débentures :

Les soldes des débentures ainsi que l'encaissement des intérêts qui y sont liés sont analysés trimestriellement. Au 31 décembre 2009, la direction estime que le risque de crédit de la Société relatif à ces actifs financiers est modéré et, de ce fait, une provision pour moins-value durable de 150 000 \$ a été comptabilisée.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunt bancaire d'un montant autorisé suffisant. La Société établit des prévisions budgétaires trimestriellement afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers de l'entité se détaillent comme suit :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels totaux	Échéance	
			Moins de 6 mois	6 à 12 mois
Passifs financiers				
Comptes fournisseurs et charges à payer	5 935 237 \$	5 935 237 \$	5 935 237 \$	- \$
Retenues sur contrats	468 219	468 219	101 362	366 857
	<u>6 403 456 \$</u>	<u>6 403 456 \$</u>	<u>6 036 599 \$</u>	<u>366 857 \$</u>

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie et également de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

18. INFORMATIONS SUR LE CAPITAL

La Société définit son capital comme étant l'avoir de l'actionnaire qui se détaille comme suit :

	2009	2008
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions	69 825 000 \$	69 825 000 \$
Surplus d'apport	5 719 284	5 719 284
Déficit cumulé	(54 008 702)	(55 571 161)
	<u>21 535 582 \$</u>	<u>19 973 123 \$</u>

En vertu de la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James*, les dividendes payés par la Société sont fixés par l'actionnaire, soit le ministre des Finances du Québec, qui en détermine les modalités de paiement. Les dividendes déclarés, le cas échéant, seront déduits des bénéfices non répartis de l'exercice au cours duquel ils seront déclarés.

En vertu de sa loi constitutive, la Société doit obtenir l'autorisation du gouvernement pour effectuer certaines transactions d'emprunt et d'acquisition ou de dispositions de biens. La Société n'est assujettie à aucune autre exigence en matière de capital par une source externe.

La Société n'a effectué aucun changement dans sa gestion du capital. Elle gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive.

19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société effectue de la prestation de services en gestion d'infrastructures de transport qui se détaillent comme suit :

	2009	2008
Apparentés sous contrôle commun :		
Hydro-Québec	11 136 452 \$	11 353 364 \$
Ministère des Transports	3 670 358	1 388 794
Autres	44 502	29 432
	<u>14 851 312 \$</u>	<u>12 771 590 \$</u>

En ce qui concerne la route reliant Matagami à Radisson et Chisasibi et la route Transtaïga ainsi que les aéroports de La Grande-Rivière et de Fontanges, les frais d'entretien et d'exploitation sont assumés par Hydro-Québec et la gestion de ces actifs est faite par un comité de gérance composé de représentants d'Hydro-Québec et de la Société.

La Société perçoit des revenus de gestion sur la prestation de services qu'elle effectue et qui se détaillent comme suit :

	2009	2008
Apparentés sous contrôle commun:		
Hydro-Québec	844 870 \$	962 356 \$
Ministère des Transports	275 349	130 395
Centre régional de la santé et des services sociaux de la Baie-James	52 113	51 402
Autres	93 623	26 858
	<u>1 265 955 \$</u>	<u>1 171 011 \$</u>

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées ci-dessus qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

20. ÉVENTUALITÉS

La Société, à titre de cosignataire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, fait l'objet de certaines poursuites relatives à l'application de cette dernière. Les administrateurs sont d'avis que ces poursuites sont non fondées et par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Une convention d'indemnité a été signée le 26 février 1993 entre Ressources MSV inc., maintenant Ressources MSV 2007 inc. (MSV), la Société et Westminer Canada Limited (Westminer), indemnisant cette dernière contre toute réclamation future au chapitre environnemental concernant des sites miniers. La restauration des sites miniers avait été évaluée en 1994 à 4 300 000 \$ par une firme d'ingénieurs-conseils. Un fonds de restauration a été constitué pour ce faire et Westminer et MSV y ont versé ce montant. Les sommes versées sont détenues en fidéicomis et ne sont pas incluses dans les états financiers. En 1999, une réévaluation a estimé à 3 212 050 \$ les coûts de restauration du site. Le montant total des travaux de restauration effectués depuis la création du fonds environnemental s'élève à 1 313 088 \$. La valeur du fonds est de 4 756 300 \$ au 31 décembre 2009. Le 28 janvier 2009, la Cour supérieure du Québec a accueilli favorablement la requête de Ressources Campbell inc. et de MSV pour l'émission d'une ordonnance initiale en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. Ressources Campbell inc. et MSV entendent alors se prévaloir des dispositions de la Loi pour préparer et présenter un arrangement avec leurs créanciers. Basé sur les opinions reçues d'une firme d'ingénieurs-conseils en septembre 2005 et sous réserve de la mise à jour du plan de restauration, la direction de la Société est d'avis que les fonds cumulés sont suffisants pour procéder aux travaux de restauration à venir. Cette convention prévoit également que la Société pourrait être tenue de contribuer pour 50 % à tout déficit ou bénéficier de 50 % de tout surplus une fois les travaux de restauration effectués.

La Société est propriétaire de terrains qui nécessitent des travaux de décontamination. Ces derniers ont débuté au cours de l'exercice 2005 et la Société a effectué des travaux au coût total de 463 773 \$ dont 63 319 \$ au cours du présent exercice (2008 : 119 558 \$). Au 31 décembre 2009, le solde de la provision représentant le coût total des travaux pour le prochain exercice s'élève à 51 800 \$. Ces travaux comprennent la réalisation d'une nouvelle expertise en 2010 afin d'établir, s'il y a lieu, la suite du plan de réhabilitation.

La Société a signé deux ententes avec Transports Canada en vertu du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires pour un montant maximum de 380 969 \$ aux fins d'acquisition d'équipements mobiles. Une entente échéant en 2011 prévoit que la Société s'engage à exploiter ledit aéroport pendant une période de 10 ans. Advenant le non-respect de cette condition, la Société se verra dans l'obligation de rembourser un montant établi en fonction de la durée restante de cette entente. Quant à la deuxième entente, échéant en 2010, elle prévoit que la Société doit exploiter ledit aéroport pendant une période de deux ans. Advenant le non-respect de cette condition, la Société pourrait se voir dans l'obligation de verser au gouvernement du Canada, en tant que dommages et intérêts, le montant total qui lui a déjà été versé dans le cadre de cette entente. Au 31 décembre 2009, le montant total du passif éventuel découlant de ces ententes est de 216 993 \$. La Société a pour objectif de respecter ces dites ententes jusqu'à échéance.

21. ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée d'après un bail pour la location d'un local à bureau échéant le 31 décembre 2013, à verser une somme totale de 122 624 \$, soit 30 656 \$ par année. Elle s'est également engagée en vertu d'un autre bail pour la location d'un local à bureau échéant le 31 décembre 2018 à verser une somme totale de 704 403 \$ à un apparenté sous contrôle commun (Hydro-Québec), soit 78 267 \$ par année.

Par un décret du 10 janvier 1994, le gouvernement du Québec a transféré à la Société plusieurs terrains localisés sur le territoire de la Baie-James. Les conditions de ce décret prévoient qu'advenant la vente subséquente de ces terrains, le bénéfice réalisé devra être remis au gouvernement du Québec.

22. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société de développement des entreprises culturelles ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.


Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

La directrice générale contrôle et gestion financière,



Carole Hamelin, CMA

Le président et chef de la direction,



François Macerola

Montréal, le 20 mai 2010

ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

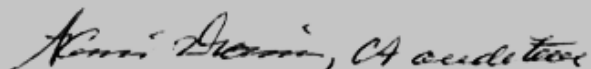
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement des entreprises culturelles au 31 mars 2010 et les états des résultats, du déficit ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,



Alain Drouin, CA auditeur
Vérificateur général adjoint

Montréal, le 20 mai 2010

ÉTATS FINANCIERS

RÉSULTATS

de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Produits		
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)	65 732 263 \$	62 681 966 \$
Intérêts sur placements, prêts et aides remboursables	1 279 758	2 693 058
Récupérations sur investissements et sur aides remboursables en vertu des programmes d'aide financière (note 4)	816 931	1 017 349
Honoraires de prêts et garanties de prêts (note 5)	531 545	561 816
Honoraires de gestion des crédits d'impôt	1 351 300	1 534 832
Honoraires de gestion cinéma	123 900	131 400
Autres produits	15 761	20 583
	69 851 458	68 641 004
Charges		
Programmes d'aide financière (note 6) :		
Cinéma et production télévisuelle	36 219 799	33 394 332
Livre et édition	4 617 538	4 575 929
Métiers d'art	4 206 473	3 601 727
Musique et variétés	9 792 347	11 984 301
Affaires internationales	5 798 611	4 260 848
	60 634 768	57 817 137
Subventions résultant d'avantages importants conférés aux clients	93 030	72 112
Provision pour créances irrécouvrables et pour pertes (note 7)	331 133	786 702
Perte pour dévaluation des billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (note 8)	(274 635)	-
Frais d'administration (note 9)	11 431 155	10 828 584
Frais financiers	-	18 501
	72 215 451	69 523 036
PERTE PROVENANT DE LA GESTION DES INTERVENTIONS FINANCIÈRES	(2 363 993)	(882 032)
PATRIMOINE IMMOBILIER		
Produits		
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)	2 811 718	2 727 643
Loyers et autres	1 671 917	1 687 866
Intérêts sur placements à court terme	8 337	67 114
	4 491 972	4 482 623
Charges		
Frais d'exploitation et d'administration (note 10)	3 522 206	3 445 238
Frais financiers	670 147	605 041
	4 192 353	4 050 279
BÉNÉFICE PROVENANT DE LA GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER	299 619	432 344
PLACEMENTS		
Produit de placements de sociétés en commandite	672 826	319 432
Frais d'intérêts sur avances à long terme du gouvernement du Québec	181 151	319 432
BÉNÉFICE DE PLACEMENTS	491 675	-
PERTE NETTE	(1 572 699) \$	(449 688) \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

DÉFICIT

de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
SOLDE AU DÉBUT	(3 816 750) \$	(3 367 062) \$
Perte nette	(1 572 699)	(449 688)
SOLDE À LA FIN	(5 389 449) \$	(3 816 750) \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

BILAN

de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
ACTIF		
Encaisse	3 202 517 \$	8 770 684 \$
Équivalents de trésorerie (note 11)	2 399 328	6 991 360
Prêts et autres participations financières (note 12)	24 095 065	18 831 828
Aides remboursables (note 6)	1 198 956	963 165
Créances et intérêts courus	1 055 894	890 130
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	19 072 161	18 458 857
Frais payés d'avance et avances sur engagements	919 798	635 897
Placements à long terme (note 13)	15 850 000	15 850 000
Billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (note 8)	12 790 517	14 594 510
Immobilisations corporelles (note 14)	19 999 654	18 836 235
Frais d'émission et de gestion de la dette à long terme	78 902	82 164
TOTAL DE L'ACTIF	100 662 792 \$	104 904 830 \$
PASSIF		
Emprunts à court terme (note 15)	- \$	1 006 163 \$
Charges à payer	2 873 761	2 723 559
Intérêts courus sur avances à long terme du gouvernement du Québec	181 151	319 432
Intérêts courus sur dettes à long terme	250 252	211 180
Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière	19 774 192	19 908 865
Provision cumulée et contribution pour pertes sur garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises (note 7)	562 925	779 643
Produits reportés (note 16)	28 688 002	30 208 648
Avances à long terme du gouvernement du Québec (note 17)	18 000 000	18 000 000
Dettes à long terme (note 18)	16 221 958	16 064 090
	86 552 241	89 221 580
AVOIR		
Capital (note 19)	19 500 000	19 500 000
Déficit	(5 389 449)	(3 816 750)
	14 110 551	15 683 250
TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR	100 662 792 \$	104 904 830 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers.

Engagements (note 23)

Éventualités (note 24)

Pour le conseil d'administration

ÉTATS FINANCIERS

FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(1 572 699) \$	(449 688) \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie :		
Provision pour créances irrécouvrables liées à l'aide remboursable	27 716	79 839
Provision pour créances irrécouvrables et pour pertes	331 133	786 702
Perte sur aliénation d'immobilisations	69	14 622
Avantages importants conférés aux clients	66 480	68 359
Amortissement des frais d'émission et de gestion de la dette long terme	16 187	12 398
Amortissement des immobilisations corporelles	1 849 780	1 783 355
	718 666	2 295 587
Variation des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation:		
Créances et intérêts courus	(165 764)	(91 599)
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	(613 304)	3 786 958
Frais payés d'avance et avances sur engagements	(283 901)	(234 513)
Charges à payer	(143 939)	(40 773)
Intérêts courus sur avances à long terme du gouvernement du Québec	(138 281)	152 606
Intérêts courus sur dettes à long terme	39 072	(12 005)
Montants à verser en vertu des programmes d'aide financière	(134 673)	4 333 625
Produits reportés	(1 520 646)	1 952 339
	(2 961 436)	9 846 638
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(2 242 770)	12 142 225
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Prêts et autres participations financières	(15 070 285)	(15 040 110)
Billets à terme	-	234 771
Billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs	1 803 993	-
Aides remboursables	(626 297)	(932 375)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 719 127)	(3 149 757)
Remboursements de prêts et autres participations financières	9 259 197	11 735 573
Récupération d'aides remboursables	296 310	403 948
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 056 209)	(6 747 950)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts à court terme	(1 006 163)	(1 567 255)
Dettes à long terme	1 846 475	4 601 071
Frais d'émission et de gestion de la dette long terme	(12 925)	(20 879)
Remboursement sur dettes à long terme	(1 688 607)	(1 869 546)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(861 220)	1 143 391
Augmentation (diminution) de trésorerie et équivalents de trésorerie	(10 160 199)	6 537 666
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	15 762 044	9 224 378
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 20)	5 601 845 \$	15 762 044 \$

Les acquisitions d'immobilisations incluses aux charges à payer sont de 350 719 \$ (2009 : 56 578 \$).

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

au 31 mars 2010

1. LOI CONSTITUTIVE ET OBJECTIFS

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) est une personne morale constituée et régie par la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (L.R.Q., chapitre S-10.002). En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, c.1, 5 supplément) et de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c.1-3), la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

Les objectifs de la Société sont de promouvoir et soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles, y compris les médias, et de contribuer à accroître la qualité des produits et services et la compétitivité de ceux-ci au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. La Société est aussi chargée de reconnaître des œuvres comme films québécois suivant les normes prévues par les règlements du gouvernement relativement à l'application de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1).

La Société est propriétaire du parc immobilier patrimonial acquis du ministre des Transports en 1989. La Société peut, avec l'autorisation du gouvernement, acquérir, restaurer, rénover, gérer, exploiter des immeubles ou en disposer.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont les provisions cumulées pour créances irrécouvrables, la provision pour congés de maladie et vacances et la durée de vie des immobilisations corporelles.

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Prêts et autres participations financières

Les prêts et autres participations financières sont constitués des placements de la Société effectués dans le cadre de ses programmes de financement des entreprises. Ces placements peuvent prendre la forme de prêts ou d'investissements aux projets et sont comptabilisés à la valeur nominale, majorée des intérêts courus à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour créances irrécouvrables. Lorsqu'un prêt est assorti de conditions avantageuses importantes, la valeur nominale est actualisée au taux moyen des emprunts du gouvernement afin de déterminer la valeur de la subvention ainsi consentie, laquelle est constatée à titre de charge. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée du prêt, selon la méthode de l'intérêt réel, et est constaté à titre de produit d'intérêts.

Un prêt est classé dans la catégorie des prêts douteux lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que la Société n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts. Lorsqu'un prêt devient douteux, la constatation du produit d'intérêts cesse et la Société réduit cette participation par l'inscription d'une provision pour créances irrécouvrables.

Les garanties d'emprunt apparaissent à titre d'éventualités aux états financiers de la Société. Les prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises sont comptabilisés à l'actif de la Société lorsque cette dernière a approuvé la réclamation produite par l'institution financière prêteuse.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Provision cumulée et contribution pour créances irrécouvrables et pour pertes

La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les créances irrécouvrables et les pertes qui existent dans le portefeuille de la Société. Elle est augmentée de la provision annuelle, laquelle est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations. La provision cumulée pour créances irrécouvrables et pour pertes comprend des provisions spécifiques et une provision générale.

Les provisions spécifiques sont constituées pour chaque prêt. La valeur comptable d'un prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus.

La provision générale est constituée pour les garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises. Le montant de la provision générale est estimé en se fondant sur les pertes antérieures.

La contribution pour pertes représente une somme encaissée pour absorber les pertes éventuelles découlant de la garantie d'un emprunt relatif au financement d'une entreprise. Dans l'éventualité où cette garantie d'emprunt devient douteuse, la contribution sera comptabilisée aux résultats à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les pertes seront constatées.

Les pertes relatives aux garanties accordées en vertu des programmes de financement intérimaire des crédits d'impôt sont remboursables par le gouvernement du Québec, conséquemment la Société ne comptabilise aucune provision.

Aides remboursables et provision cumulée pour créances irrécouvrables

L'aide remboursable est une aide financière assortie d'une obligation de remboursement préétablie, d'une durée minimale de deux ans et n'excédant généralement pas cinq ans. Cette aide est comptabilisée au bilan à la valeur nominale, déduction faite d'une provision cumulée pour créances irrécouvrables. Les aides remboursables ne portent pas intérêt ainsi pour les aides assorties de conditions avantageuses importantes, la valeur nominale est actualisée au taux moyen des emprunts du gouvernement afin de déterminer la valeur de la subvention ainsi consentie, laquelle est constatée à titre de charge. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée de l'aide remboursable, selon la méthode de l'intérêt réel, et est constaté à titre de produit d'intérêts.

La provision cumulée est établie en examinant la probabilité de recouvrement de chaque aide remboursable et en se fondant sur les pertes antérieures. La variation annuelle de la provision cumulée est imputée aux résultats à titre de charges de programmes.

Placements à long terme

Les placements sont comptabilisés au coût d'acquisition. Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est imputée directement aux résultats de l'exercice.

Les revenus sont comptabilisés aux résultats lorsqu'ils sont reçus ou exigibles.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de leur mise en service. Le coût des restaurations comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les frais indirects ainsi que les frais de financement temporaire durant les travaux.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

	Durée de l'amortissement
Restaurations	25 ans
Réparations majeures	de 5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Équipement	5 ans
Matériel informatique et logiciels	de 4 à 7 ans
Améliorations locatives	sur la durée du bail

Les restaurations en cours ne sont pas amorties.

Les œuvres d'art ne sont pas comptabilisées à titre d'immobilisations corporelles du fait qu'il est impossible de faire une estimation raisonnable des avantages économiques futurs qui se rattachant à ces biens; leur coût est imputé aux charges de l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

Frais d'émission et de gestion de la dette à long terme

Les frais d'émission et de gestion de la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'emprunt.

Subventions

Les subventions sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les subventions spécifiques reçues pour les programmes d'aide financière et pour tout autre projet sont reportées et imputées aux résultats à titre de produits en fonction des engagements afférents.

Produits

Les récupérations sur investissements et sur aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie sont comptabilisées aux résultats au moment où elles sont encaissées ou exigibles.

La Société constate ses revenus de location lorsqu'ils sont gagnés, soit lorsque les services sont rendus, qu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que le prix du service rendu est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement sûr.

Programmes d'aide financière

L'aide financière accordée sous forme de subventions, d'investissements et d'aides remboursables, autres que celles assorties d'une obligation de remboursement préétablie, est imputée aux résultats à titre de charges de programmes. Ces charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées et lorsque le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité.

Lorsque les modalités et conditions de l'aide financière accordée ne sont pas respectées, l'annulation du projet est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel les faits sont connus.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes bancaires et des placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours du change annuel moyen. Les gains et les pertes de change sont passés en charges.

3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2010	2009
SUBVENTIONS OCTROYÉES		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Fonctionnement	4 693 916 \$	3 993 791 \$
Dette relative aux programmes d'aide financière	-	18 501
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle	35 593 953	35 496 453
Livre et édition	4 890 559	4 665 559
Métiers d'art	3 808 314	4 008 314
Musique et variétés	9 089 091	10 446 591
Affaires internationales	5 222 283	5 112 783
PATRIMOINE IMMOBILIER		
Fonctionnement	1 008 900	1 108 900
Dettes relatives aux immobilisations corporelles	2 840 994	2 703 207
	67 148 010	67 554 099
SUBVENTIONS REPORTÉES AU DÉBUT		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle	7 728 456	5 663 834
Livre et édition	184 531	34 926
Métiers d'art	700 938	294 351
Musique et variétés	1 330 302	3 520 486
Affaires internationales	2 417 418	1 788 022
Aide spécifique	1 713 576	1 713 576
PATRIMOINE IMMOBILIER		
Dettes relatives aux immobilisations corporelles	15 434 775	14 350 311
	29 509 996	27 365 506
SUBVENTIONS REPORTÉES À LA FIN		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES		
Fonctionnement	(195 000)	-
Programmes d'aide financière		
Cinéma et production télévisuelle	(7 102 609)	(7 728 456)
Livre et édition	(455 635)	(184 531)
Métiers d'art	(300 579)	(700 938)
Musique et variétés	(587 855)	(1 330 302)
Affaires internationales	(1 285 820)	(2 417 418)
Aide spécifique	(1 713 576)	(1 713 576)
PATRIMOINE IMMOBILIER		
Dettes relatives aux immobilisations corporelles	(16 472 951)	(15 434 775)
	(28 114 025)	(29 509 996)
	68 543 981 \$	65 409 609 \$
	2010	2009
Les subventions se subdivisent comme suit :		
INTERVENTIONS FINANCIÈRES	65 732 263 \$	62 681 966 \$
PATRIMOINE IMMOBILIER	2 811 718	2 727 643
	68 543 981 \$	65 409 609 \$

Société de développement des entreprises culturelles

4. RÉCUPÉRATIONS SUR INVESTISSEMENTS ET SUR AIDES REMBOURSABLES EN VERTU DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE

	2010			2009
	Investissements	Aides remboursables*	Total	Total
Cinéma et production télévisuelle	482 044 \$	63 259 \$	545 303 \$	756 056 \$
Affaires internationales	271 628	-	271 628	261 293
	753 672 \$	63 259 \$	816 931 \$	1 017 349 \$

* Ces récupérations proviennent d'aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie.

5. HONORAIRES DE PRÊTS ET GARANTIES DE PRÊTS

	2010	2009
Honoraires de prêts	148 539 \$	140 630 \$
Honoraires de garanties relatifs au financement des entreprises	122 121	188 569
Honoraires de garanties relatifs au financement intérimaire des crédits d'impôt	134 456	135 932
Créances irrécouvrables liées au financement intérimaire des crédits d'impôt	(25 932)	-
Déficit des produits d'honoraires sur les frais de gestion (note 16)	152 361	96 685
	260 885	232 617
	531 545 \$	561 816 \$

6. PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE ET AIDES REMBOURSABLES

	2010						2009
	Cinéma et production télévisuelle	Livre et édition	Métiers d'art	Musique et variétés	Affaires internationales	Total	Total
CHARGES - PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE							
Investissements - aides sélectives	32 033 314 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	32 033 314 \$	29 946 003 \$
Investissements - aides corporatives	500 000	-	-	-	-	500 000	500 000
Subventions	3 859 343	4 623 042	4 163 410	9 969 436	5 020 146	27 635 377	27 352 340
Aides remboursables non assorties d'une obligation de remboursement préétablie	165 000	-	-	-	747 500	912 500	556 125
Provision pour créances irrécouvrables	-	(1 917)	(2 200)	(43 270)	75 104	27 717	79 839
Annulations et recouvrements	(875 635)	(3 787)	-	(151 731)	(44 139)	(1 075 292)	(1 224 813)
Comités d'évaluation	283 657	200	45 263	17 912	-	347 032	323 326
Bureau du cinéma et de la télévision	200 000	-	-	-	-	200 000	200 000
Autres	54 120	-	-	-	-	54 120	84 317
	36 219 799 \$	4 617 538 \$	4 206 473 \$	9 792 347 \$	5 798 611 \$	60 634 768 \$	57 817 137 \$

	2010						2009
	Cinéma et production télévisuelle	Livre et édition	Métiers d'art	Musique et variétés	Affaires internationales	Total	Total
ACTIF - AIDES REMBOURSABLES							
Solde au début	45 000 \$	118 542 \$	4 650 \$	920 337 \$	374 939 \$	1 463 468 \$	1 061 041 \$
Aides remboursables assorties d'une obligation de remboursement préétablie accordées au cours de l'exercice	-	-	-	-	630 377	630 377	932 375
Récupérations	(10 000)	(6 500)	(2 050)	(25 900)	(251 860)	(296 310)	(403 948)
Annulations	-	-	-	(4 080)	-	(4 080)	-
Radiations	-	-	-	-	(40 000)	(40 000)	(126 000)
	35 000	112 042	2 600	890 357	713 456	1 753 455	1 463 468
Avantages importants conférés aux clients	-	-	-	(134 839)	-	(134 839)	(68 359)
Provision cumulée pour créances irrécouvrables	-	(60 583)	(1 300)	(247 066)	(110 711)	(419 660)	(431 944)
Solde à la fin	35 000 \$	51 459 \$	1 300 \$	508 452 \$	602 745 \$	1 198 956 \$	963 165 \$

Société de développement des entreprises culturelles

7. PROVISION CUMULÉE ET CONTRIBUTION POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES ET POUR PERTES

	2010	2009
Solde au début	5 332 395 \$	5 038 322 \$
Radiations de l'exercice		
Prêts accordés par la Société	57 452	359 355
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	100 194	133 274
	157 646	492 629
Provision de l'exercice		
Prêts accordés par la Société	89 130	671 515
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	458 721	(16 706)
Garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	(216 718)	131 893
	331 133	786 702
Solde à la fin	5 505 882 \$	5 332 395 \$

	2010	2009
La provision cumulée et la contribution pour créances irrécouvrables et pour pertes se subdivisent comme suit :		
Prêts accordés par la Société (note 12)	2 256 576 \$	2 224 898 \$
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises (note 12)	2 686 381	2 327 854
	4 942 957	4 552 752
Garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises *	562 925	779 643
	5 505 882 \$	5 332 395 \$

* Inclut une contribution de 375 000 \$ pour pertes sur la garantie d'un emprunt relative au financement d'une entreprise.

8. BILLETS DE TRÉSORERIE NON BANCAIRES ADOSSÉS À DES ACTIFS

Au 31 mars 2010, la Société détient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) qui ont été restructurés en échange de billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (BTAA) par une entente le 21 janvier 2009.

Le PCAA était un instrument de financement à court terme émis par des fiducies, aussi appelé « conduits », généralement pour des échéances variant de un à trois mois. Le PCAA constituait une créance à court terme adossé à divers actifs tels que des créances hypothécaires ou à la consommation et des actifs financiers. Au moment de leur acquisition par la Société, les PCAA de tiers étaient cotés « R-1 » (High) par l'agence de notation DBRS Limited (« DBRS »), soit la plus haute cote accordée par DBRS pour du papier commercial adossé à des actifs.

La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007. Depuis le 13 août 2007, la Société n'a pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu des PCAA de tiers qu'elle détenait lorsque ceux-ci sont venus à échéance.

8. BILLETS DE TRÉSORERIE NON BANCAIRES ADOSSÉS À DES ACTIFS (SUITE)

Les efforts de restructuration du PCAA de tiers entrepris depuis le 13 août 2007 ont abouti à la conclusion de l'entente de Montréal le 24 décembre 2008, laquelle était alors assujettie à l'approbation des autorités décisionnelles des institutions concernées ainsi qu'à l'obtention de décrets ministériels. L'entente a été subséquemment entérinée dans sa forme proposée et a donné lieu à un échange de titres le 21 janvier 2009.

Conséquemment les conduits de PCAA ont été remplacés par trois nouvelles structures sous forme de fiducies, appelées « véhicules d'actifs cadres » (« VAC 1 », « VAC 2 » ET « VAC 3 »). Les VAC 1 et VAC 2 regroupent les transactions des conduits de PCAA constitués uniquement d'actifs synthétiques et hybrides. Le VAC 3 est composé des transactions des conduits de PCAA constitués exclusivement d'actifs inéligibles et d'actifs traditionnels. Par cet échange, la Société détient maintenant des billets de type VAC 2 et VAC 3.

La Société comptabilise ses placements au coût réduit de toute moins-value durable. En date du 31 mars 2010, la moins-value durable comptabilisée de 2,8 M \$ a été réduite de 274 635 \$ au cours de l'exercice sur les placements de 15,6 M\$. De plus, la Société a l'intention, exceptionnellement, de détenir ces placements dans les BTAA à plus long terme.

	2010			2009
	Coût	Moins- value durable comptabilisé	Valeur comptable	Valeur comptable
Actifs synthétiques et hybrides	13 258 751 \$	1 192 768 \$	12 065 983 \$	12 114 354 \$
Actifs inéligibles	1 352 230	1 352 230	-	202 215
Actifs traditionnels	945 045	220 511	724 534	2 277 941
	15 556 026 \$	2 765 509 \$	12 790 517 \$	14 594 510 \$

9. FRAIS D'ADMINISTRATION

	2010	2009
Traitements et avantages sociaux	8 753 864 \$	8 167 785 \$
Honoraires	559 833	231 868
Déplacements, représentation et congrès	300 761	459 502
Loyers	805 649	732 681
Assurances	39 506	42 451
Frais de bureau et de papeterie	360 815	365 738
Publicité et promotion	80 052	207 780
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	69	14 622
Amortissement des immobilisations corporelles	478 167	510 732
Autres frais	52 439	95 425
	11 431 155 \$	10 828 584 \$

Société de développement des entreprises culturelles

10. PATRIMOINE IMMOBILIER - FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

	2010	2009
Traitements et avantages sociaux	371 442 \$	376 451 \$
Honoraires	89 668	161 213
Déplacements, représentation et congrès	6 411	5 156
Taxes	373 288	339 800
Assurances	92 046	94 948
Électricité et chauffage	317 224	280 388
Entretien et réparations	841 358	795 449
Frais de bureau et de papeterie	41 180	39 186
Amortissement des immobilisations corporelles	1 371 613	1 272 622
Autres frais	17 976	80 025
	3 522 206 \$	3 445 238 \$

11. ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La Société détient des acceptations bancaires comptabilisées au coût et portant intérêt à 0,30 %.

12. PRÊTS ET AUTRES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES

	2010		2009
	Montant	Provision pour pertes (note 7)	Montant net
Prêts	21 203 379 \$	211 250 \$	20 992 129 \$
Prêts douteux			
Prêts accordés par la Société	3 048 466	2 045 326	1 003 140
Prêts résultant de l'exécution de garanties d'emprunt relatives au financement des entreprises	4 786 177	2 686 381	2 099 796
	29 038 022 \$	4 942 957 \$	24 095 065 \$
			18 831 828 \$

Les prêts totalisant 28,9 M \$ (2009 : 23,2M \$) sont garantis par des hypothèques de 1^{er} ou 2^{ième} rang sur des biens corporels et incorporels, des cautions personnelles, des cautions corporatives, des assurances vie, des hypothèques immobilières et des remboursements de crédits d'impôt. Des prêts pour un total de 116 511 \$ (2009 : 154 318 \$) ne comportent aucune garantie.

Tous les prêts accordés par la Société portent intérêt à un taux variable. Le taux d'intérêt effectif des prêts au 31 mars 2010, calculé selon une moyenne pondérée, est de 4,82 %, soit le taux préférentiel plus 2,57 %.

12. PRÊTS ET AUTRES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES (SUITE)

Ces prêts, autres que les prêts douteux, viennent à échéance au cours des exercices se terminant le 31 mars :

2011	8 555 488 \$
2012	2 581 907
2013	687 306
2014	4 283 756
2015 et plus	4 883 672
	20 992 129 \$

13. PLACEMENTS À LONG TERME

	2010	2009
Actions ordinaires, au coût, avec droit de vote	450 000 \$	450 000 \$
Participation, au coût dévalué, à titre de commanditaire dans une société en commandite dont l'activité est d'investir dans des entreprises qui oeuvrent dans le secteur de la culture. En vertu de la convention, la Société est échue depuis le 31 décembre 2009. *	7 400 000	7 400 000
Participation, au coût, à titre de commanditaire et commandité dans une société en commandite dont l'activité est d'offrir aux entreprises culturelles des outils de financement spécialisés. La Société continue d'exister jusqu'au 31 décembre 2011, à moins qu'elle soit dissoute avant cette date, conformément à la convention.	8 000 000	8 000 000
	15 850 000 \$	15 850 000 \$

* Les partenaires ont amorcé un processus ayant pour but de prolonger la durée de la société en commandite. Entre-temps, celle-ci poursuit ses activités régulières.

Société de développement des entreprises culturelles

14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

								2010
	Restaurations*	Réparations majeures	Mobilier de bureau	Équipement	Matériel informatique	Améliorations locatives	Logiciels**	Total
Coût								
Solde d'ouverture	22 349 054 \$	5 837 175 \$	576 835 \$	197 731 \$	397 191 \$	441 202 \$	2 594 900 \$	32 394 088 \$
Acquisitions	244 227	1 952 087	177 762	10 562	60 347	251 552	316 731	3 013 268
Dispositions et réductions de valeur	-	-	516	170	27 730	-	26 476	54 892
Solde de clôture	22 593 281	7 789 262	754 081	208 123	429 808	692 754	2 885 155	35 352 464
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture	7 236 089	3 600 145	434 761	168 404	232 484	390 894	1 495 076	13 557 853
Dépenses d'amortissement	903 696	463 793	40 368	13 993	68 465	65 724	293 741	1 849 780
Incidence des dispositions et réductions de valeur	-	-	447	170	27 730	-	26 476	54 823
Solde de clôture	8 139 785	4 063 938	474 682	182 227	273 219	456 618	1 762 341	15 352 810
Valeur comptable nette	14 453 496 \$	3 725 324 \$	279 399 \$	25 896 \$	156 589 \$	236 136 \$	1 122 814 \$	19 999 654 \$

								2009
	Restaurations*	Réparations majeures	Mobilier de bureau	Équipement	Matériel informatique	Améliorations locatives	Logiciels**	Total
Coût								
Solde d'ouverture	20 589 518 \$	5 620 639 \$	610 069 \$	303 525 \$	755 023 \$	441 202 \$	2 513 930 \$	30 833 906 \$
Acquisitions	1 759 536	216 536	14 371	10 442	95 097	-	301 037	2 397 019
Dispositions et réductions de valeur	-	-	47 605	116 236	452 929	-	220 067	836 837
Solde de clôture	22 349 054	5 837 175	576 835	197 731	397 191	441 202	2 594 900	32 394 088
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture	6 428 699	3 142 668	434 553	259 371	604 249	328 254	1 398 919	12 596 713
Dépenses d'amortissement	807 390	457 477	47 667	21 973	78 550	62 640	307 658	1 783 355
Incidence des dispositions et réductions de valeur	-	-	47 459	112 940	450 315	-	211 501	822 215
Solde de clôture	7 236 089	3 600 145	434 761	168 404	232 484	390 894	1 495 076	13 557 853
Valeur comptable nette	15 112 965 \$	2 237 030 \$	142 074 \$	29 327 \$	164 707 \$	50 308 \$	1 099 824 \$	18 836 235 \$

La Société possède des œuvres d'art dont le coût est de 58 519 \$.

* Inclut des actifs de 48 970 \$ (2009 : 645 090 \$) comptabilisés au coût qui ne sont pas amortis puisqu'ils ne sont pas mis en service au 31 mars 2010. Inclut des intérêts capitalisés de 3 829 \$ (2009 : 85 924 \$) pour l'exercice.

** Inclut des actifs de 131 692 \$ (2009 : 168 211 \$) comptabilisés au coût qui ne sont pas amortis puisqu'ils ne sont pas mis en service au 31 mars 2010.

15. MARGE DE CRÉDIT ET EMPRUNTS À COURT TERME

La Société dispose, auprès d'une institution financière, d'une marge de crédit de 2 M\$ autorisée par un décret du gouvernement du Québec. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel pour un terme ne pouvant dépasser un an.

La Société est autorisée, par décret du gouvernement du Québec, à contracter des emprunts à court terme ou par voie de marge de crédit, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 3,7 M \$ pour maintenir en bon état les édifices faisant partie de son parc immobilier. Les emprunts peuvent être contractés auprès d'une institution financière ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec et portent intérêt à taux variable ou fixe, sans excéder le taux préférentiel, pour un terme ne pouvant dépasser un an.

16. PRODUITS REPORTÉS

	2010	2009
Financement intérimaire des crédits d'impôt (note 24)		
Solde au début	119 744 \$	387 223 \$
Montant net des radiations / encaissements (débours) sur les dossiers en défaut	(211 648)	(170 794)
Déficit des produits d'honoraires sur les frais de gestion	(152 361)	(96 685)
Solde à la fin	(244 265)	119 744
Subventions reportées (note 3)	28 114 025	29 509 996
Autres produits reportés	818 242	578 908
	28 688 002 \$	30 208 648 \$

17. AVANCES À LONG TERME DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2010	2009
Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 décembre 2009.*	10 000 000 \$	10 000 000 \$
Avance du gouvernement du Québec, portant intérêt au taux de rendement du placement dans la société en commandite jusqu'à un maximum annuel égal au taux préférentiel, remboursable lors de la dissolution de la société en commandite ou au plus tard le 31 décembre 2011.	8 000 000	8 000 000
	18 000 000 \$	18 000 000 \$

* L'avance de la Société sera prolongée suite au renouvellement de la durée de la société en commandite (note 13).

18. DETTES À LONG TERME

	2010	2009
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,771 %, remboursable en versements annuels de 342 398 \$ jusqu'au 3 juin 2014 et en un versement de 2 396 786 \$ le 3 juin 2014.	3 766 379 \$	4 108 777 \$
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,617 %, remboursable en versements annuels de 416 308 \$ jusqu'au 1er décembre 2015 et en un versement de 2 081 538 \$ le 1er décembre 2015.	4 163 076	4 579 383
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,837 %, remboursable en versements annuels de 41 631 \$ jusqu'au 1er octobre 2013.	166 523	208 154
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,323 %, remboursable par versements annuels de 172 288 \$ jusqu'au 1er octobre 2012 et par un versement de 1 550 588 \$ le 1er octobre 2012.	1 895 163	2 067 451
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,592 %, remboursable en versements annuels de 35 599 \$ jusqu'au 31 mars 2016.	213 595	249 194
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,463 %, remboursable par versements annuels de 35 629 \$ jusqu'au 14 novembre 2016.	249 406	285 035
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,164 %, remboursable en versements annuels de 34 974 \$ jusqu'au 1er octobre 2013 et un versement de 174 874 \$ le 1er octobre 2013.	279 799	314 774
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 2,726 %, remboursable en versements annuels de 34 957 \$ jusqu'au 1er octobre 2013 et un versement de 209 744 \$ le 1er octobre 2013.	314 616	349 573
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 2,726 %, remboursable en versements annuels de 390 175 \$ jusqu'au 1er octobre 2013 et un versement de 2 341 050 \$ le 1er octobre 2013.	3 511 574	3 901 749
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,087 %, remboursable en versements annuels de 83 822 \$ jusqu'au 3 décembre 2018.	754 395	-
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 4,087 %, remboursable en versements annuels de 100 826 \$ jusqu'au 3 décembre 2018.	907 432	-
	16 221 958 \$	16 064 090 \$

Le paiement en capital et intérêts sur ces emprunts est garanti par une hypothèque mobilière sans dépossession sur le montant de la subvention prévu pour le remboursement de cet emprunt.

18. DETTES À LONG TERME (SUITE)

Les montants des versements en capital à effectuer sur les dettes à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

2011	1 688 607
2012	1 688 607
2013	3 066 908
2014	3 781 880
2015	3 068 970
2016 et suivantes	2 926 986
	16 221 958 \$

19. CAPITAL

Au 31 mars 1995, le capital-actions de la Société générale des industries culturelles, organisme du gouvernement, est devenu le capital de la Société.

20. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan :

	2010	2009
Encaisse	3 202 517 \$	8 770 684 \$
Équivalents de trésorerie	2 399 328	6 991 360
	5 601 845 \$	15 762 044 \$

Les intérêts versés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 934 318 \$ (2009 : 789 975 \$).

Les intérêts encaissés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 1 778 415 \$ (2009 : 2 616 260 \$).

21. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 483 134 \$ (2009 : 475 880 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

21. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)**Provision pour congés de maladie et vacances**

	2010			2009
	Congés de maladie	Vacances	Total	Total
Solde au début	131 768 \$	843 171 \$	974 939 \$	856 189 \$
Charge de l'exercice	246 157	712 787	958 944	938 456
Prestations versées au cours de l'exercice	(291 155)	(703 942)	(995 097)	(819 706)
Solde à la fin	86 770 \$	852 016 \$	938 786 \$	974 939 \$

Cette provision est incluse au poste « charges à payer ».

22. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement et indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

23. ENGAGEMENTS

- a) Les montants non déboursés sur les prêts autorisés au 31 mars 2010 totalisent 11,0 M\$ (2009 : 9,9 M\$).
- b) La Société est engagée pour une somme de 100 000 \$ (2009 : 901 914 \$) relativement à des contrats d'entretien et de restauration d'un bâtiment jusqu'en août 2010.

24. ÉVENTUALITÉS

- a) La Société garantit le remboursement d'emprunts ou de dettes contractés par des entreprises auprès d'institutions financières dans le cadre du financement des entreprises et du programme de financement intérimaire des crédits d'impôt. Les engagements maximaux de ces garanties se répartissent comme suit :

	2010	2009
Financement des entreprises *	5 509 025 \$	6 416 762 \$
Financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables à la production cinématographique et télévisuelle québécoise, à la production de titres multimédias, à la production d'enregistrements sonores, à l'édition de livres et à la production de spectacles **	10 327 614	9 570 677
	15 836 639 \$	15 987 439 \$

* La provision cumulée pour pertes relative à ces garanties est présentée à la note 7 des états financiers.

** Toutes pertes relatives aux garanties accordées en vertu de ce programme seront remboursées par le gouvernement du Québec.

24. ÉVENTUALITÉS (SUITE)

b) Diverses affaires judiciaires et extrajudiciaires entamées par ou contre la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la Société, le dénouement de ces affaires ne peut avoir d'incidence importante sur sa situation financière ni sur les résultats de ses opérations.

25. RISQUE DE CHANGE

Le bilan inclut les montants suivants en dollars canadiens à l'égard d'actifs et de passifs financiers dont les flux de trésorerie sont libellés en euros :

	2010	2009
Encaisse	596 512 \$	82 777 \$
Créances et intérêts courus	57 375	36 100
Charges à payer	56 094	-

26. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction de la Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois, règlements et conventions qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction de la Société s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Luc Monty, Président
du Conseil d'administration



Marc Grandisson, Secrétaire
du Conseil d'administration

Québec, le 2 juin 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

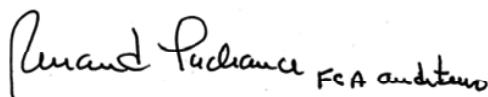
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Société de financement des infrastructures locales du Québec au 31 mars 2010 et l'état des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 2 juin 2010

RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ

de l'exercice terminé le 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
PRODUITS		
Transferts du gouvernement du Canada - Taxe sur l'essence (note 6)	558 041	292 761
Droits additionnels d'immatriculation – SAAQ (note 6)	56 555	52 424
Contribution du gouvernement du Québec	170 200	132 200
Intérêts sur placements	1 086	8 706
	<u>785 882</u>	<u>486 091</u>
CHARGES		
Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées et de voirie locale	491 329	305 227
Programme d'infrastructures de transport en commun	257 516	93 961
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR)	6 129	1 874
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM)	5 564	3 851
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS)	3 696	-
Honoraires d'administration (note 3)	2 776	2 367
Frais de déplacement	1	-
	<u>767 011</u>	<u>407 280</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	18 871	78 811
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	<u>94 079</u>	<u>15 268</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN (note 7)	<u>112 950</u>	<u>94 079</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BILAN

au 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	45	110
Placements temporaires (note 4)	433 333	399 897
Créances et intérêts courus (note 5)	<u>17 527</u>	<u>16 700</u>
	<u>450 905</u>	<u>416 707</u>
PASSIF À COURT TERME		
Charges à payer et frais courus	4 777	12 161
Produits reportés (note 6)	210 693	305 452
Dû au gouvernement du Québec – sans intérêt ni modalité de remboursement	<u>122 485</u>	<u>5 015</u>
	<u>337 955</u>	<u>322 628</u>
EXCÉDENT CUMULÉ (note 7)	<u>112 950</u>	<u>94 079</u>
	<u>450 905</u>	<u>416 707</u>

ENGAGEMENTS (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Luc Monty, président



Marc Grandisson, secrétaire

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2010
(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Société de financement des infrastructures locales du Québec est une personne morale, mandataire de l'État, instituée en vertu de la *Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec* (L.R.Q., chapitre S-11.0102) en date du 17 décembre 2004. Elle a pour mission de verser une aide financière aux organismes municipaux pour contribuer à la réalisation de projets d'infrastructures en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et de transport en commun ainsi que de projets d'infrastructures ayant des incidences économiques, urbaines ou régionales.

Les produits de la Société proviennent de transferts du gouvernement du Canada, de droits additionnels d'immatriculation payés par les propriétaires de certains véhicules routiers et d'une contribution du gouvernement du Québec. Les droits additionnels d'immatriculation sont perçus par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) pour le compte de la Société.

En vertu des lois fédérales et provinciales de l'impôt sur le revenu, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les droits additionnels d'immatriculation et certains frais courus. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Produits

Les transferts du gouvernement du Canada sont affectés et constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges rattachées à ces programmes sont comptabilisées. La contribution du gouvernement du Québec est constatée à titre de produits dans l'exercice auquel elle se rapporte.

Les droits additionnels d'immatriculation sont comptabilisés aux produits en fonction de la période couverte par ces droits exigibles.

Les autres produits sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, lorsque que le montant est déterminable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Charges

Les charges comprennent le coût des biens et services obtenus au cours de l'exercice.

L'aide financière versée aux organismes municipaux est comptabilisée à titre de charge lorsque surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où elle a été autorisée et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la moindre valeur (coût ou valeur de marché).

3. HONORAIRES D'ADMINISTRATION

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Frais de gestion relatifs aux ententes de services avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et le ministère des Finances	2 035	1 688
Frais de perception de la SAAQ - droits additionnels d'immatriculation	<u>741</u>	<u>679</u>
	<u>2 776</u>	<u>2 367</u>

4. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Billets à escompte, Corporation d'hébergement du Québec, échéant en avril 2010	154 287	289 165
Billet à escompte, Financement-Québec, échéant en avril 2010	129 069	51 162
Billets à escompte, Hydro-Québec, échéant en avril 2010	149 977	-
Certificat de dépôt	-	59 570
	<u>433 333</u>	<u>399 897</u>

5. CRÉANCES ET INTÉRÊTS COURUS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Droits additionnels d'immatriculation à recevoir - SAAQ	17 503	16 586
Intérêts courus sur placements temporaires	24	114
	<u>17 527</u>	<u>16 700</u>

6. PRODUITS REPORTÉS

Les produits reportés se rapportent aux sommes reçues ou à recevoir en vertu de l'entente entre le Canada et le Québec relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence afin d'assurer le financement des infrastructures municipales et locales dans une perspective de développement durable. Ils se rapportent aussi aux droits additionnels d'immatriculation. Les variations survenues au cours de l'exercice dans le solde des produits reportés sont les suivantes :

6. PRODUITS REPORTÉS (suite)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Solde au début	271 071	333 635
Transferts du gouvernement du Canada	460 395	230 197
Transferts constatés à titre de produits de l'exercice	<u>(558 041)</u>	<u>(292 761)</u>
Solde à la fin	<u>173 425</u>	<u>271 071</u>
 Droits additionnels d'immatriculation - SAAQ		
Solde au début	34 381	31 868
Droits perçus	59 442	54 937
Droits constatés à titre de produits de l'exercice	<u>(56 555)</u>	<u>(52 424)</u>
Solde à la fin	<u>37 268</u>	<u>34 381</u>
Produits reportés	<u>210 693</u>	<u>305 452</u>

7. EXCÉDENT CUMULÉ

Tel que stipulé à l'article 33 de la *Loi sur la société de financement des infrastructures locales du Québec* (L.R.Q., chapitre S-11.0102), les sommes reçues par la Société doivent être affectées au paiement de ses obligations. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société.

La Société de financement des infrastructures locales du Québec a réservé des sommes pour honorer les engagements pris par la Société dans le cadre du Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et du Programme d'infrastructures de transport en commun. La Société ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations d'origine interne à d'autres fins. Le solde de ces affectations est de 112 950 milliers de dollars au 31 mars 2010 (2009 : 94 079 milliers de dollars).

8. ENGAGEMENTS

**Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale,
Programme d'infrastructures de transport en commun**

La Société s'est engagée à verser une aide financière à divers organismes municipaux en vertu du Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et du Programme d'infrastructures de transport en commun pour un montant respectif de 75 708 milliers de dollars au 31 mars 2010 (2009 : 367 690 milliers de dollars) et de 48 611 milliers de dollars au 31 mars 2010 (2009 : 36 557 milliers de dollars). Les paiements exigibles en capital pour le prochain exercice s'élèvent à :

2010-2011	75 708
Au cours des prochains exercices financiers	48 611

8. ENGAGEMENTS (suite)

De plus, en vertu du Programme d'infrastructures de transport en commun, la ministre des Transports a autorisé des commandes unifiées d'achat d'autobus. Les montants à verser par la SOFIL pourraient atteindre 63 000 milliers de dollars au cours des prochains exercices financiers.

**Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR),
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM),
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS)**

La Société s'est également engagée à verser une aide financière à divers organismes municipaux en vertu du FIMR, du PIQM et du FCIS pour des montants respectifs de 221 804 milliers de dollars au 31 mars 2010 (2009 : 226 402 milliers de dollars), de 87 075 milliers de dollars au 31 mars 2010 (2009 : 92 217 milliers de dollars) et de 92 496 milliers de dollars au 31 mars 2010 (2009 : 95 000 milliers de dollars). En plus de ces montants, la SOFIL assumera les intérêts reliés au montant financés visés par cette aide financière. Les paiements exigibles en capital pour les cinq prochains exercices, découlant des engagements pris par la Société et conditionnels aux crédits votés par l'Assemblée nationale, s'élèvent à :

	FIMR	PIQM	FCIS
2010-2011	22 649	5 584	2 711
2011-2012	17 360	8 273	5 346
2012-2013	18 226	8 645	6 766
2013-2014	19 138	9 019	8 260
2014-2015	20 098	9 426	8 694
2015-2016 et suivantes	124 333	46 128	60 719

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

10. INFORMATIONS SUR LES RISQUES FINANCIERS

Juste valeur

La valeur comptable des actifs et des passifs à court terme représente une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Risque de taux d'intérêt

La Société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses produits d'intérêts.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice varie de 0,15 % à 1 % (2009 : 0,5 % à 3,94 %).

Société de la Place des Arts de Montréal

Rapport de la direction

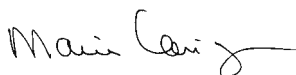
Les états financiers de la Société de la Place des Arts de Montréal ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Marie Lavigne
Présidente-directrice générale



Michel Grégoire, CA
Directeur des finances et
de l'administration

Montréal, le 23 octobre 2009

Rapport du vérificateur

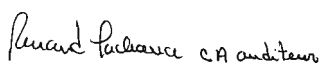
À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié le bilan de la Société de la Place des Arts de Montréal au 31 août 2009 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'évolution des soldes de fonds et l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 août 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA, auditeur

Montréal, le 23 octobre 2009

Société de la Place des Arts de Montréal

Résultats et évolution du solde des fonds

De l'exercice terminé le 31 août 2009

Résultats

	Fonds de fonctionnement	Fonds de production	Total 2009	Total 2008
Produits				(NOTE 5)
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec (NOTE 4)	3 442 107 \$	— \$	3 442 107 \$	2 767 200 \$
Autres subventions du gouvernement du Québec (NOTE 6)	14 484 016	—	14 484 016	15 426 966
Location de salles	3 993 977	—	3 993 977	3 847 668
Services auxiliaires	3 661 803	2 986	3 664 789	4 199 024
Location de bureaux et de locaux commerciaux	2 051 173	—	2 051 173	2 024 262
Redevances et autres revenus de billetterie	3 138 333	392 830	3 531 163	5 226 644
Services aux producteurs	1 862 650	—	1 862 650	1 485 607
Commandites et publicité	518 693	28 700	547 393	617 421
Programme d'accessibilité aux arts (NOTE 7)	305 960	—	305 960	145 143
Contribution de la Fondation (NOTE 7)	250 000	—	250 000	—
Produits financiers	165 643	—	165 643	397 025
Autres produits	975 638	25 088	1 000 726	1 246 509
	34 849 993	449 604	35 299 597	37 383 469
Charges				
Salaires et avantages sociaux	8 405 148	32 824	8 437 972	8 429 278
Entretien et réparations des édifices	4 234 222	—	4 234 222	4 320 795
Électricité et chauffage	2 445 300	—	2 445 300	2 476 185
Achats entretien et réparations équipement	566 899	1 920	568 819	858 063
Services professionnels	589 057	295 752	884 809	1 422 624
Communications	869 865	142 007	1 011 872	1 364 944
Coûts d'exploitation des spectacles	1 429 454	75 072	1 504 526	1 666 999
Administration générale	430 395	27 166	457 561	492 032
Assurances et taxes	7 116 899	—	7 116 899	6 495 834
Frais financiers	2 871 918	—	2 871 918	3 585 303
Amortissement des immobilisations	4 154 095	—	4 154 095	4 944 494
Programme d'accessibilité aux arts (NOTE 7)	1 002 047	—	1 002 047	689 409
Autres charges	263 049	3 372	266 421	222 873
	34 378 348	578 113	34 956 461	36 968 833
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges avant élément suivant	471 645	(128 509)	343 136	414 636
Décomptabilisation de la Fondation	—	—	—	(1 500 329)
Excédent (insuffisance) des produit sur les charges	471 645 \$	(128 509) \$	343 136 \$	(1 085 693) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Évolution du solde des fonds

	Fonds de fonctionnement	Fonds de production	Total 2009	Total 2008
Solde au début				
Solde déjà établi	115 318 \$	1 114 465 \$	1 229 783 \$	1 964 777 \$
Correction d'erreur (NOTE 5)	(350 699)	—	(350 699)	—
Solde redressé	(235 381)	1 114 465	879 084	1 964 777
Excédent (insuffisance) des produit sur les charges	471 645	(128 509)	343 136	(1 085 693)
Contribution du Fonds de production au Programme d'accessibilité aux arts (NOTE 7)	100 000	(100 000)	—	—
Solde à la fin	336 264 \$	885 956 \$	1 222 220 \$	879 084 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société de la Place des Arts de Montréal

Bilan

Au 31 août 2009

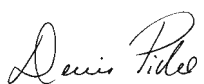
	Fonds de fonctionnement	Fonds de production	Total 2009	Total 2008
Actif				
À court terme				
Encaisse	6 358 676 \$	— \$	6 358 676 \$	6 344 993 \$
Débiteurs	896 381	—	896 381	755 506
Créance à recevoir (NOTE 9)	12 199	—	12 199	11 502
Créance interfonds sans intérêts ni modalités d'encaissement	—	885 956	—	—
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (NOTE 10)	7 011 020	—	7 011 020	7 832 146
Stock des bars	—	—	—	36 654
Coûts reportés du Programme d'accessibilité aux arts	55 382	—	55 382	109 527
Frais payés d'avance	117 016	—	117 016	79 046
	14 450 674	885 956	14 450 674	15 169 374
Encaisse réservée pour des constructions et des réaménagements	3 497 020	—	3 497 020	4 465 038
Créance à recevoir (NOTE 9)	33 833	—	33 833	46 032
Immobilisations (NOTE 11)	56 410 216	—	56 410 216	56 242 214
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (NOTE 10)	53 743 194	—	53 743 194	54 328 063
	128 134 937 \$	885 956 \$	128 134 937 \$	130 250 721 \$
Passif				
À court terme				
Dépôts - Locations et ventes de billets	3 132 465 \$	— \$	3 132 465 \$	2 914 372 \$
Fournisseurs et frais courus (NOTE 12)	3 762 783	—	3 762 783	4 722 226
Créance interfonds sans intérêts ni modalités d'encaissement	885 956	—	—	—
Intérêts courus à payer	700 227	—	700 227	719 797
Emprunts à court terme (NOTE 13)	11 680 520	—	11 680 520	10 347 849
Versements sur la dette à long terme (NOTE 14)	6 215 444	—	6 215 444	5 930 732
	26 377 395	—	25 491 439	24 634 976
Subventions reportées du gouvernement du Québec (NOTE 15)	49 658 148	—	49 658 148	49 594 294
Dette à long terme (NOTE 14)	44 154 388	—	44 154 388	47 533 625
	120 189 931	—	119 303 975	121 762 895
Avoir				
Surplus d'apport (NOTE 16)	7 608 742	—	7 608 742	7 608 742
Solde des fonds	336 264	885 956	1 222 220	879 084
	7 945 006	885 956	8 830 962	8 487 826
	128 134 937 \$	885 956 \$	128 134 937 \$	130 250 721 \$
Engagements (NOTE 20)				

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Jean Laurin



Denis Piché

Société de la Place des Arts de Montréal

Flux de trésorerie

De l'exercice terminé le 31 août 2009

	Fonds de fonctionnement	Fonds de production	Total 2009	Total 2008
Activités d'exploitation				
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	471 645 \$	(128 509) \$	343 136 \$	(1 085 693) \$
Ajustements pour :				
Amortissement des immobilisations	4 154 095	—	4 154 095	4 944 494
Amortissement des subventions reportées du gouvernement du Québec	(4 788 713)	—	(4 788 713)	(5 919 080)
Amortissement de la prime, de l'escompte et des frais d'émission de la dette à long terme	1 908	—	1 908	300 405
	(161 065)	(128 509)	(289 574)	(1 759 874)
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation				
Débiteurs	(140 875)	—	(140 875)	432 019
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	1 405 995	—	1 405 995	3 655 991
Stock des bars	36 654	—	36 654	[466]
Créances à recevoir	11 502	—	11 502	10 844
Coûts reportés du Programme d'accessibilité aux arts	54 145	—	54 145	67 891
Frais payés d'avance	(37 970)	—	(37 970)	31 177
Dépôts - locations et ventes de billets	218 093	—	218 093	(245 493)
Fournisseurs et frais courus	(959 443)	—	(959 443)	1 546 742
Créance interfonds sans intérêts ni modalités d'encaissement	(128 509)	128 509	—	—
Intérêts courus à payer	(19 570)	—	(19 570)	(70 865)
Subventions reportées du gouvernement du Québec	4 852 567	—	4 852 567	4 044 699
	5 292 589	128 509	5 421 098	9 472 539
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	5 131 524	—	5 131 524	7 712 665
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations	(4 322 097)	—	(4 322 097)	(3 290 453)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(4 322 097)	—	(4 322 097)	(3 290 453)
Activités de financement				
Variation de l'encaisse réservée pour des constructions et des réaménagements	968 018	—	968 018	(1 977 416)
Émission d'une dette à long terme	2 834 300	—	2 834 300	2 843 300
Diminution de la dette à long terme	(5 930 733)	—	(5 930 733)	(7 628 421)
Emprunts à court terme	1 332 671	—	1 332 671	2 453 160
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(795 744)	—	(795 744)	(4 309 377)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	13 683	—	13 683	112 835
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	6 344 993	—	6 344 993	6 232 158
Encaisse	6 358 676 \$	— \$	6 358 676 \$	6 344 993 \$
Intérêts versés au cours de l'exercice			2 889 580 \$	3 355 763 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires

Au 31 août 2009

01. Constitution et objet

La Société de la Place des Arts de Montréal, personne morale au sens du Code civil constituée par la *Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal* (L.R.Q., chapitre S-11.03), a pour objets d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer la Place des Arts de Montréal ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

En vertu de l'article 32 de sa loi constitutive, la Société finance ses activités sur les sommes qu'elle reçoit et les crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

La Société a été reconnue organisme de bienfaisance enregistré au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et elle est par conséquent admissible à l'exemption d'impôt prévue pour ces organismes.

02. Modifications comptables

Nouvelles normes adoptées au cours de l'exercice**Informations à fournir concernant le capital**

Le 1^{er} septembre 2008, la direction a adopté le chapitre 1535 du Manuel de l'ICCA, « Informations à fournir concernant le capital », qui établit des normes relatives aux informations à fournir sur le capital de l'entité et sur la façon dont il est géré. La mise en application de ces normes par la Société n'a eu aucune incidence sur le résultat de ses activités ou sur sa situation financière.

Instruments financiers

Le 1^{er} septembre 2008, la direction a adopté les chapitres 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et 3863 « Instruments financiers – présentation », du Manuel de l'ICCA, qui remplacent le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Ces normes modifient et améliorent les obligations d'informations, de façon à obliger l'entité à fournir des informations supplémentaires sur la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers auxquels elle est exposée ainsi que sur la façon dont elle gère ces risques. Leur mise en application par la Société n'a eu aucune incidence sur le résultat de ses activités ou sur sa situation financière.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

L'abrégé des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA CPN-173, Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, précise que le risque de crédit propre à l'entité et celui de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. L'adoption du CPN-173 n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers de la Société ni sur la détermination de la juste valeur de ses actifs financiers et de ses passifs financiers.

Modifications comptables futures

Au cours du prochain exercice, la Société appliquera les nouvelles recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés quant au chapitre 3064. Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, y compris les actifs incorporels générés en interne. Ce chapitre s'applique aux états financiers des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. Par conséquent, la Société adoptera ces nouvelles normes au cours de son exercice ouvert le 1^{er} septembre 2009.

03. Conventions comptables

Responsabilité de la direction

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont la durée de vie utile des immobilisations et la provision pour congés de maladie et vacances. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Comptabilité par fonds

La Société emploie la méthode de comptabilité par fonds. La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Le Fonds de fonctionnement présente les opérations courantes de la Société. Le Fonds de production soutient la production et la diffusion de spectacles destinés aux grandes salles.

Instruments financiers

Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction. Les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats.

Catégorie d'instruments financiers et évaluation ultérieure

En conformité avec le chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », les instruments financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes : détenus à des fins de transaction, prêts et créances, ou autres passifs financiers. Le traitement comptable appliqué à l'instrument financier dépend du classement établi par la direction lors de sa comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif sous-jacent à l'instrument :

Catégorie	Instruments financiers
Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction	Encaisse Encaisse réservée pour des constructions et des réaménagements
Prêts et créances	Débiteurs Créances à recevoir
Autres passifs financiers	Dépôts-Locations et ventes de billets Fournisseurs et frais courus Intérêts courus à payer Emprunts à court terme Dettes à long terme

Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur à la date du bilan. Les gains et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les résultats de la période au cours de laquelle ils se produisent.

Les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Résultat étendu

La Société n'a classé aucun instrument financier comme actif financier disponible à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas de l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges.

Constatation des produits

Subventions

Les subventions affectées sont constatées à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges correspondantes sont engagées. Les subventions à recevoir relatives aux immobilisations et à leur maintien sont inscrites dans l'exercice au cours duquel la Société réalise les travaux ou a obtenu le financement donnant droit à ces subventions.

Autres produits

Les produits provenant de la prestation de services et des ventes sont comptabilisés dans la période à laquelle ils se rapportent et sont soumises aux conditions suivantes :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord ;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus ;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable ;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les gains et les pertes réalisés de même que les gains et les pertes latents sur les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont inclus dans l'état des résultats, le cas échéant.

Coûts reportés du Programme d'accessibilité aux arts

Tous les coûts reportés du programme sont accumulés au bilan au cours de l'exercice où ils sont encourus et sont virés aux résultats au cours de la période de présentation des représentations en proportion des représentations réalisées dans l'année.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les frais directs ainsi que les frais de financement durant les travaux. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Immobilisations corporelles :	
Bâtisses	40 ans
Améliorations et réparations majeures aux bâtisses	10 ans
Équipements et accessoires de scène	10 ans
Mobilier et équipements de bureau	10 ans
Autres équipements	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Immobilisations incorporelles :	
Logiciels informatiques	3 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont examinés régulièrement par la direction pour déterminer si leur valeur a subi une réduction quand des événements ou des changements de situation laissent supposer que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie futurs non actualisés prévus à l'utilisation ainsi qu'avec sa valeur résiduelle. Si l'on considère que la valeur des actifs a subi une dépréciation, celle-ci est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle elle est déterminée. Cette dépréciation représente l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur de l'actif. L'estimation des flux de trésorerie futurs fait appel à l'exercice du jugement professionnel et peut varier dans le temps.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladies accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent les soldes bancaires incluant les découverts ainsi que les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

04. Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec

	2009	2008
Subvention annuelle du ministère	2 783 100 \$	2 767 200 \$
Compensation financière pour la perte de revenus du stationnement P1	376 000	—
Remboursement des honoraires professionnels et autres frais liés au projet de construction de la salle de concert	283 007	—
	3 442 107 \$	2 767 200 \$

05. Correction d'erreur

Les états financiers de l'exercice terminé le 31 août 2008 ont été redressés pour tenir compte d'une correction apportée à la comptabilisation d'une subvention du gouvernement du Québec pour le remboursement des ajustements salariaux liés à la démarche d'équité. Cette modification a entraîné une diminution des produits provenant des autres subventions et des subventions à recevoir de 350 699 \$. L'insuffisance des produits sur les charges pour l'exercice 2008 est maintenant de 1 085 693 \$.

06. Autres subventions du gouvernement du Québec

	2009	2008
Intérêts sur obligations et emprunts sur billets	2 798 120 \$	3 258 523 \$
Compensation tenant lieu de taxes	6 897 183	6 249 363
Amortissement des subventions reportées du gouvernement du Québec	4 788 713	5 919 080
	14 484 016 \$	15 426 966 \$

07. Programme d'accessibilité aux arts

Le solde du Fonds de fonctionnement est essentiellement consacré à la mise en œuvre de séries de spectacles en partenariat avec des programmeurs invités. La contribution nette au Programme d'accessibilité aux arts se détaille ainsi :

	2009	2008
Produits		
Ventes de billets	281 317 \$	145 143 \$
Subventions	18 000	—
Autre revenus	6 643	—
	305 960	145 143
Charges		
Salaires et avantages sociaux	96 492	52 238
Cachets d'artistes, direction artistique et soutien aux programmeurs	355 403	213 311
Coûts d'exploitation	173 386	124 057
Publicité et promotion	376 766	299 803
	1 002 047	689 409
Contribution	(696 087)	(544 266)
Apport de la Fondation de la Place des Arts	250 000	—
Apport du Fonds de production	100 000	—
Contribution nette	(346 087) \$	(544 266) \$

Société de la Place des Arts de Montréal

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 AOÛT 2009

08. Fondation de la Place des Arts

La Fondation de la Place des Arts est désignée fondation publique en vertu du paragraphe 149.1 (6.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Elle est constituée depuis 2006 en organisme à but non lucratif. Cette Fondation a comme principale mission d'appuyer la Société de la Place des Arts de Montréal en contribuant à la réalisation de projets et d'activités qui s'inscrivent dans le cadre de sa mission artistique et culturelle, tel que décidé par la Fondation et la Société. Le conseil d'administration de la Fondation est autonome.

Au 31 août 2009, l'actif net de la Fondation totalise 1 309 936 \$. Les états financiers de la Fondation ne sont pas consolidés avec ceux de la Société.

09. Créance à recevoir

	2009	2008
Créance à recevoir, au taux de 5,9 % remboursable par versements mensuels de 1 216 \$ échéant en février 2013	46 032 \$	57 534 \$
Encaissements à recevoir au cours du prochain exercice	(12 199)	(11 502)
	33 833 \$	46 032 \$

Le montant des encaissements à recevoir au cours des 4 prochains exercices se détaillent comme suit :

2010	12 199 \$
2011	12 939
2012	13 724
2013	7 170

10. Subventions à recevoir du gouvernement du Québec

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec présentées à court terme correspondent aux intérêts courus sur la dette à long terme et sur les emprunts à court terme, aux remboursements de capital sur la dette à long terme payable au cours du prochain exercice et à la compensation financière pour la perte des revenus de stationnement suite à la fermeture du stationnement P1 pour la construction de la nouvelle salle de concert. La portion à long terme représente le total des engagements du gouvernement du Québec relatifs aux immobilisations et à leur maintien, déduction faite des remboursements de capital sur la dette à long terme déjà effectués, et de ceux à faire dans le prochain exercice. Les subventions relatives à la dette à long terme sont encaissables en fonction des versements sur la dette à long terme y afférent.

11. Immobilisations

	Coût	Amortissement cumulé	Net 2009	Net 2008
Immobilisations corporelles				
Terrain	7 759 090 \$	— \$	7 759 090 \$	7 608 742 \$
Bâtisses	98 417 823	62 216 929	36 200 894	37 927 247
Améliorations et réparations majeures aux bâtisses	78 812 061	67 414 575	11 397 486	9 560 263
Équipements et accessoires de scène	2 980 210	2 332 879	647 331	615 065
Mobilier et équipements de bureau	284 047	216 631	67 416	93 141
Autres équipements	1 290 013	1 219 751	70 262	123 345
Matériel informatique	1 020 210	892 116	128 094	142 139
	190 563 454	134 292 881	56 270 573	56 069 942
Immobilisations incorporelles				
Logiciels informatiques	1 980 509	1 840 866	139 643	172 272
Total	192 543 963 \$	136 133 747 \$	56 410 216 \$	56 242 214 \$

12. Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles

Le passif au titre d'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations concerne le coût à engager pour la réfection d'une partie de la toiture de la Salle Wilfrid-Pelletier. Le coût total estimé de l'obligation liée à la réfection de la toiture sur les 14 prochains mois, a été estimé à 185 000 \$ au 1^{er} septembre 2008. La valeur comptable des immobilisations corporelles et du passif « Fournisseurs et frais courus » a été augmenté pour refléter cette obligation.

Des mesures similaires doivent être appliquées à d'autres éléments du parc immobilier de la Société. Toutefois, il n'est pas possible de faire une estimation raisonnable de la juste valeur de l'obligation, car la Société n'est pas en mesure de déterminer la date où des travaux de rénovations ou de démolition seront entrepris sur ces immobilisations.

13. Emprunts à court terme

Le gouvernement du Québec a autorisé la Société à contracter auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec les emprunts suivants relatifs au maintien des immobilisations :

	2009	2008
Billet à terme renouvelable le 1 ^{er} octobre 2009, autorisé par décret pour un montant maximum de 2 861 128 \$ portant intérêt au taux de 0,44889 %	2 380 699 \$	2 147 940 \$
Billet à terme renouvelable le 1 ^{er} octobre 2009, autorisé par décret pour un montant maximum de 2 865 168 \$ portant intérêt au taux de 0,44889 %	2 549 778	2 215 911
Billet à terme renouvelable le 1 ^{er} octobre 2009, autorisé par décret pour un montant maximum de 2 809 416 \$ portant intérêt au taux de 0,44889 %	2 251 584	1 922 216
Billet à terme renouvelable le 1 ^{er} octobre 2009, autorisé par décret pour un montant maximum de 3 931 587 \$ portant intérêt au taux de 0,44889 %	2 241 687	1 615 532
Billet à terme renouvelable le 1 ^{er} octobre 2009, autorisé par décret pour un montant maximum de 8 473 395 \$ portant intérêt au taux de 0,44889 %	2 256 772	—
Billet à terme transféré au long terme le 5 février 2009	—	2 446 250
	11 680 520 \$	10 347 849 \$

Le montant maximum autorisé par le gouvernement du Québec pour les emprunts à court terme relatif au maintien des actifs est de 25 803 337 \$. De cette somme, un montant maximum autorisé de 2 862 643 \$ a été transféré en dette à long terme.

De ce montant, la Société est autorisée à contracter pour son fonctionnement des emprunts temporaires à titre de marge de crédit d'une somme maximale de 2 000 000 \$ à taux variable ou fixe sans excéder le taux préférentiel pour un terme ne pouvant dépasser un an.

La juste valeur des emprunts à court terme au 31 août 2009 se chiffrant à 11 680 520 \$ (2008 : 10 347 849 \$) correspond à la valeur comptable de ces titres étant donné leur court délai de renouvellement.

14. Dette à long terme

	2009	2008
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec garantis par des hypothèques mobilières sans dépossession :		
5,825 % (taux effectif de 5,954 %), remboursable par versements annuels en capital de 2 541 837 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2009 et par un versement de 17 792 858 \$ le 1 ^{er} décembre 2010	20 334 695 \$	22 876 532 \$
5,276 % (taux effectif de 5,407 %), remboursable par versements annuels en capital de 886 252 \$ jusqu'au 3 décembre 2011 et par un versement de 6 203 762 \$ le 3 décembre 2012	8 862 518	9 748 769
5,481 % (taux effectif de 5,648 %), remboursable par versements annuels en capital de 93 451 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012	373 806	467 257
4,237 % (taux effectif de 4,413 %), remboursable par versements annuels en capital de 271 321 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2010	542 642	813 963
4,6172 % (taux effectif de 4,7736 %), remboursable par versements annuels en capital de 183 686 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2015	1 285 800	1 469 486
4,622 % (taux effectif de 4,774 %), remboursable par versements annuels en capital de 509 834 \$ jusqu'au 31 mars 2016	3 568 836	4 078 670
5,187 % (taux effectif de 5,345 %), remboursable par versements annuels en capital de 88 625 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2013	443 126	531 751
5,187 % (taux effectif de 5,345 %), remboursable par versements annuels en capital de 255 975 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2013	1 279 877	1 535 853
4,937 % (taux effectif de 5,064 %), remboursable par versements annuels en capital de 357 634 \$ jusqu'au 16 juillet 2020	3 933 978	4 291 613
4,2739 % (taux effectif de 4,3922 %), remboursable par versements annuels en capital de 171 413 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2014 et par un versement de 1 028 479 \$ le 1 ^{er} décembre 2015	2 056 959	2 228 372
4,557 % (taux effectif de 4,6856 %), remboursable par versements annuels en capital de 284 945 \$ jusqu'au 10 mai 2012 et par un versement de 1 424 724 \$ le 10 mai 2013	2 279 558	2 564 503
4,164 % (taux effectif de 4,313 %), remboursable par versements annuels en capital de 285 759 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 1 428 794 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	2 571 829	2 857 588
2,726 % (taux effectif de 2,858 %), remboursable par versements annuels en capital de 284 711 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 1 708 267 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	2 836 208	—
	50 369 832	53 464 357
Versements échéant au cours du prochain exercice	6 215 444	5 930 732
	44 154 388 \$	47 533 625 \$

14. Dette à long terme (suite)

Le montant des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices, en vertu des clauses de rachat et d'amortissement pour la dette obligataire, se détaille comme suit :

2010	6 215 444 \$
2011	21 466 464
2012	3 402 285
2013	9 859 579
2014	4 704 229

Au 31 août 2009, la juste valeur de la dette à long terme de 50 369 832 \$ (2008 : 53 464 357 \$) s'établit à 54 494 708 \$ (2008 : 56 259 159 \$), compte tenu de l'actualisation des flux de trésorerie au cours du marché pour les titres de nature semblable quant à l'échéance et taux d'intérêt.

15. Subventions reportées du gouvernement du Québec

	2009	2008
Solde du début	49 594 294 \$	51 468 675 \$
Subventions constatées à titre de produits de l'exercice	(4 788 713)	(5 919 080)
Subventions reçues au cours de l'exercice destinées à couvrir les charges futures	4 852 567	4 044 699
Solde à la fin	49 658 148 \$	49 594 294 \$

16. Surplus d'apport

Le poste correspond au coût des terrains.

17. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

Dans le cadre de la construction de la nouvelle salle de concert, la Société a cédé, à titre gratuit, au gouvernement du Québec la propriété superficielle d'une portion de son immeuble. L'immeuble fait l'objet d'un bail emphytéotique de 30 ans entre le gouvernement et le partenaire privé retenu pour la réalisation du projet. L'acte de cession prévoit qu'à l'expiration de l'emphytéose, le gouvernement devra rétrocéder à la Société, à titre gratuit et libre de toute charge, la propriété dudit immeuble. Il prévoit également que le gouvernement lui rétrocède, à titre gratuit et libre de toute charge, les parties de l'immeuble non requises pour la construction, notamment le stationnement P1. La Société a procédé à la radiation de cet immeuble, entièrement déprécié, d'une valeur de 2 521 600 \$. Cette rétrocession est prévue d'ici mai 2011.

Outre la précédente entente, la Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La Société a notamment des produits de location commerciale de 823 305 \$ (2008 : 811 551 \$) avec une société apparentée sous contrôle commun. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

Certains membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

D'autres membres de la Société contribuent à un régime à cotisations déterminées soit les employés du groupe des habilleuses.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 373 147 \$ (2008 : 322 603 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes se limitent à ces cotisations à titre d'employeur.

19. Obligations relatives aux congés de maladie et provision pour vacances

Obligations relatives aux congés de maladie

La Société a modifié au cours de l'exercice sa méthode d'évaluation des obligations relatives aux congés de maladie accumulés. Ces obligations sont dorénavant évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées. Ce changement d'estimation comptable a eu pour effet de diminuer de 7 602 \$ la valeur de l'obligation au 31 août 2009. L'effet de ce changement a été comptabilisé prospectivement aux résultats de l'exercice.

Description

La Société dispose d'un Programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Société.

Le Programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journée d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du Programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Évaluations et estimations subséquentes

Le Programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 août 2009 :

Taux d'indexation	2,00 %
Taux d'actualisation (taux des obligations du Québec échéant dans dix ans)	4,25 %
Durée résiduelle d'activité des salariés actifs	15 ans

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque la Société estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Provision pour congés de maladie et vacances incluse aux fournisseurs et frais courus

	Maladie	Vacances	Total 2009	Total 2008
Solde au début	240 549 \$	288 565 \$	529 114 \$	502 243 \$
Charge de l'exercice	114 432	274 449	388 881	357 650
Prestations versées au cours de l'exercice	(95 875)	(244 746)	(340 621)	(330 779)
Solde à la fin	259 106 \$	318 268 \$	577 374 \$	529 114 \$

20. Engagements

La Société est engagée par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'en 2022 pour des biens et services ainsi que pour des travaux de construction sur des immobilisations.

Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2010	15 163 437 \$
2011	1 521 034
2012	56 568
2013	42 568
2014	39 056
2015 et suivantes	112 212
	<u>16 934 875 \$</u>

21. Informations concernant le capital

La Société définit le capital comme étant composé des soldes de fonds, du surplus d'apport, de la somme des emprunts à court terme et de la dette à long terme portant intérêt.

Le capital de la société est constitué comme suit :

	2009	2008
Surplus d'apport	7 608 742 \$	7 608 742 \$
Soldes de fonds	1 222 220	879 084
Emprunts à court terme	11 680 520	10 347 849
Dette à long terme	50 369 832	53 464 357
	<u>70 881 314 \$</u>	<u>72 300 032 \$</u>

En vertu de sa loi constitutive, la Société doit obtenir l'autorisation du gouvernement pour effectuer certaines transactions d'emprunt et d'acquisition ou de dispositions de biens. La Société n'est assujettie à aucune autre exigence en matière de capital par une source externe.

La Société a respecté au cours de l'exercice toutes les exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise.

La Société gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive.

22. Instruments financiers

Gestion des risques

Les instruments financiers de la Société et la nature des risques auxquels ils peuvent être exposés sont les suivants :

a) Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une des parties manque à ses obligations financières. Il y a concentration du risque de crédit lorsqu'un groupe de clients présentent une caractéristique économique commune qui fait que des changements d'ordre économique ou autres influent de la même façon sur leur capacité de remplir leurs obligations. Les concentrations importantes du risque de crédit auquel la Société est exposée se rapportent à des secteurs d'activité, et la Société ne court aucun risque important à l'égard d'un client unique. La Société est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, ce qui lui ferait subir une perte financière.

Société de la Place des Arts de Montréal

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 AOÛT 2009

Le montant total de l'encaisse, de l'encaisse réservée, des débiteurs et des créances à recevoir, déterminés à la juste valeur, correspond à l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

i) Encaisse et encaisse réservée

Le risque de crédit associé à l'encaisse et l'encaisse réservée est réduit au minimum, ces actifs étant investis occasionnellement dans des parts de Fonds communs du marché monétaire, des bons du Trésor du Canada et des dépôts à terme. La Société limite ce risque en ne faisant affaire qu'avec des institutions reconnues.

ii) Créances à recevoir et débiteurs

Le risque de crédit associé aux créances est présent car, la Société n'a pas une clientèle nombreuse.

La Société doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Les raisons pour lesquelles les comptes sont en souffrance et le secteur d'activité d'où émane la créance sont des éléments considérés lorsqu'il s'agit de déterminer à quel moment les comptes en souffrances doivent faire l'objet d'une provision ou s'il y a lieu de sortir du bilan les montants portés au compte de provision en diminution des montants à recevoir. La provision pour créances douteuses est calculée au cas par cas pour les montants à recevoir. En fin d'exercice, la provision pour créance douteuse est minime.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas être en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.

La Société gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels, ainsi qu'en détenant des actifs qui peuvent être facilement transformés en trésorerie et en gérant les échéances des passifs financiers.

Les fournisseurs et charges à payer sont généralement remboursés dans un délai n'excédant pas 30 jours.

c) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur d'instruments financiers ou les flux de trésorerie y afférents fluctuent en raison des taux d'intérêt du marché.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à sa trésorerie, à ses équivalents de trésorerie et à ses placements temporaires.

La trésorerie de la Société comprend des montants déposés dans des institutions financières portant intérêt au taux du marché.

La Société gère son exposition au risque de taux d'intérêt associé à sa trésorerie en minimisant les risques d'investissement du capital tout en obtenant un rendement satisfaisant et en maintenant les liquidités minimales nécessaires à son fonctionnement quotidien. Les fluctuations des taux d'intérêt du marché s'appliquant à la trésorerie n'ont pas d'incidence significative sur les résultats de fonctionnement de la Société. Les emprunts à court terme et la dette à long terme portent intérêt à taux fixe limitant ainsi le risque de taux d'intérêt.

Autres éléments d'actifs et passifs

La juste valeur de l'encaisse, des débiteurs, des dépôts de location et ventes de billets ainsi que des fournisseurs et frais courus équivaut à leur coût étant donné leur courte période d'échéance.

23. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

RAPPORT DE LA DIRECTION

La préparation et la présentation des états financiers de la Société de l'assurance automobile du Québec (Société) sont la responsabilité de la direction, y compris les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux présents états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La Direction de la vérification interne procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes que la Société applique de façon uniforme.

La Société reconnaît qu'elle est tenue de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et d'approuver les états financiers. Pour ce faire, il est assisté par le comité de vérification. Ce comité rencontre la direction ainsi que les vérificateurs externes, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec et Mallette, SENCRL, comptables agréés, procèdent à la vérification des états financiers de la Société conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Le rapport des vérificateurs expose la nature et l'étendue de leur travail ainsi que l'expression de leur opinion. Ils peuvent rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui a rapport à leur vérification.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président aux ressources humaines,
à l'administration et aux finances,



John Harbour, FCA



André Legault, M. Fisc.

Québec, le 30 mars 2010



MALLETTE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À l'Assemblée nationale,

Nous avons vérifié le bilan de la Société de l'assurance automobile du Québec au 31 décembre 2009 ainsi que les états des résultats, du déficit cumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., c. V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Renaud Lachance, FCA auditeur

Mallette, SENCRL, comptables agréés

par Gratien Nolet, CA auditeur

Québec, le 30 mars 2010

SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC
RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

	2009	2008
(en milliers de dollars)		
PRODUITS		
Gestion de l'accès au réseau routier		
Frais perçus reliés aux transactions		
d'immatriculation et de permis de conduire	115 381	97 516
Revenus nets d'intérêts (note 3)	4 658	3 710
Contribution du ministère des Transports	1 000	-
Autres	366	630
	121 405	101 856
Contrôle routier (note 4)		
Contribution du ministère des Finances	63 200	58 758
Autres revenus	1 855	2 344
	65 055	61 102
Programmes financés par le ministère des Transports	12 004	10 052
Frais perçus pour la gestion des amendes impayées	5 988	6 715
	204 452	179 725
CHARGES		
Frais d'administration et autres (note 5)		
Gestion de l'accès au réseau routier	157 862	139 631
Contrôle routier	65 055	61 102
Programmes financés par le ministère des Transports (note 6)	12 004	10 052
Gestion des amendes impayées	5 988	6 715
	240 909	217 500
DÉFICIT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(36 457)	(37 775)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC
DÉFICIT CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

	2009	2008
(en milliers de dollars)		
SOLDE AU DÉBUT	(179 060)	(141 285)
Déficit des produits sur les charges	(36 457)	(37 775)
SOLDE À LA FIN	(215 517)	(179 060)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC
BILAN
AU 31 DÉCEMBRE

2009 **2008**

(en milliers de dollars)

ACTIF

Créances (note 7)	82 250	55 767
Dû par le Fonds d'assurance (note 8)	46 701	50 478
Immobilisations (note 9)	122 414	117 972

251 365 **224 217**

PASSIF ET DÉFICIT CUMULÉ

PASSIF

Découvert bancaire	10 599	8 218
Marge de crédit (note 10)	185 724	148 385
Charges à payer et frais courus		
Gouvernement du Québec	172 540	150 488
Autres	32 539	32 422
Provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés (note 11)	64 089	62 381
Contributions reportées		
Gouvernement du Québec	1 310	1 383
Autres	81	-

466 882 **403 277**

DÉFICIT CUMULÉ **(215 517)** **(179 060)**

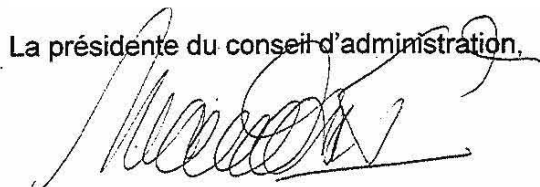
251 365 **224 217**

ENGAGEMENTS (note 12)

ÉVENTUALITÉS (note 13)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

La présidente du conseil d'administration,



Marie-Anne Tawil, LL.L., LL.B., MBA

Le président du comité de vérification,



André Lesage, FCA

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC
FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

	2009	2008
(en milliers de dollars)		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Gestion de l'accès au réseau routier		
Frais perçus reliés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire	113 519	95 529
Frais d'administration payés	(145 309)	(124 732)
Frais d'administration remboursés par des tiers	1 806	858
Contribution reçue du ministère des Transports	1 000	-
Autres revenus perçus	471	606
Contrôle routier		
Contribution reçue du ministère des Finances	63 581	62 103
Autres revenus perçus	2 607	2 344
Frais d'administration payés	(57 393)	(53 562)
Frais d'administration remboursés par des tiers	187	246
Programmes financés par le ministère des Transports		
Contribution reçue du ministère des Transports	8 859	9 194
Frais payés	(12 790)	(9 669)
Frais d'administration remboursés par des tiers	2	-
Gestion des amendes impayées		
Frais perçus	8 047	7 050
Frais payés	(5 590)	(5 591)
Frais d'administration remboursés par des tiers	7	-
Revenus nets d'intérêts		
Intérêts perçus	4 931	4 754
Intérêts versés	(772)	(2 400)
	(16 837)	(13 270)
 Mandat de fiduciaire pour le Fonds d'assurance		
Contributions - immatriculation		
Perçues pour le Fonds d'assurance	676 104	624 553
Remises au Fonds d'assurance	(683 525)	(638 272)
Contributions - permis de conduire		
Perçues pour le Fonds d'assurance	319 771	170 212
Remises au Fonds d'assurance	(326 993)	(174 208)
Frais d'administration et autres frais payés pour le Fonds d'assurance	(129 057)	(124 994)
Frais d'administration remboursés par le Fonds d'assurance	137 037	136 400
Autres revenus perçus pour le Fonds d'assurance	651	675
Immobilisations payées pour le Fonds d'assurance	(1 294)	-
	(7 306)	(5 634)

SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC
FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

	2009	2008
(en milliers de dollars)		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (suite)		
Mandats confiés par le gouvernement du Québec		
Droits d'immatriculation et de permis de conduire		
Perçus pour le gouvernement du Québec	830 169	780 065
Remis au gouvernement du Québec	(843 173)	(761 609)
Perçus pour la Société de financement des infrastructures locales	57 680	53 517
Remis à la Société de financement des infrastructures locales	(57 742)	(53 016)
Perçus pour d'autres gouvernements	30 852	32 629
Remis à d'autres gouvernements	(30 998)	(32 636)
Taxes		
Perçues pour le gouvernement du Québec	1 042 238	926 178
Remises au gouvernement du Québec	(1 016 022)	(915 195)
Contributions des automobilistes au transport en commun		
Perçues pour le gouvernement du Québec	75 854	72 227
Remises au gouvernement du Québec	(75 931)	(71 293)
Vignettes de stationnement		
Perçues pour le gouvernement du Québec	538	443
Remises au gouvernement du Québec	(536)	(438)
	12 929	30 872
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(11 214)	11 968
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Débours pour acquisitions d'immobilisations	(28 707)	(31 202)
Produits d'aliénations d'immobilisations	120	67
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(28 587)	(31 135)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation de la marge de crédit	37 339	22 655
Encaissement de contributions reportées	81	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	37 420	22 655
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(2 381)	3 488
DÉCOUVERT BANCAIRE AU DÉBUT	(8 218)	(11 706)
DÉCOUVERT BANCAIRE À LA FIN	(10 599)	(8 218)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 DÉCEMBRE 2009

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

La Société de l'assurance automobile du Québec (Société) est une personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, constituée par la *Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec* (L.R.Q., c. S-11.011).

Fonctions

La Société a pour fonctions :

- d'appliquer le Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2), notamment en ce qui a trait à l'immatriculation des véhicules routiers, aux permis et aux licences, aux normes de sécurité routière en ce qui concerne les véhicules ainsi qu'aux obligations en cas d'accident;
- en matière de contrôle routier :
 - < d'assurer la surveillance et le contrôle du transport routier des personnes et des biens sur route et en entreprise, notamment en ce qui a trait à l'application des dispositions :
 - du Code de la sécurité routière,
 - des lois et règlements liés au transport routier qui relèvent de la responsabilité des ministères et organismes désignés par le gouvernement, dans la mesure et aux conditions déterminées par entente conformément au Code de la sécurité routière;
 - < d'assumer un rôle de coordination opérationnelle en matière de contrôle du transport routier entre les ministères et organismes visés et de favoriser un contrôle routier accru sur tout le territoire du Québec;
- d'exécuter tout autre mandat qui peut lui être donné par la loi ou par entente avec le gouvernement ou avec l'un de ses ministères ou organismes :

- < Programmes financés par le ministère des Transports

L'application du Programme d'adaptation de véhicules est confiée à la Société par entente avec le ministère des Transports, conformément à la *Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec*. Selon cette même entente, le ministre confie également à la Société le mandat de délivrer les vignettes de stationnement pour les personnes handicapées, conformément au Code de la sécurité routière.

L'application et la responsabilité de la gestion du programme Alcofrein sont confiées à la Société par une seconde entente avec le ministère des Transports, conformément à la *Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec*.

- < Gestion des amendes impayées

Le Code de la sécurité routière prévoit que la Société doit limiter l'accès au réseau routier aux personnes ou aux véhicules lorsque le percepteur (Code de procédure pénale, [L.R.Q., c. C-25.1]), principalement les municipalités, avise la Société de la situation du défendeur en matière d'amendes impayées.

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS (suite)

- de percevoir, en vertu d'ententes ou de la réglementation :
 - < pour la gestion de l'accès au réseau routier, les frais liés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire;
 - < à titre de fiduciaire du Fonds d'assurance automobile du Québec (Fonds d'assurance), les contributions d'assurance relatives à l'obtention de l'immatriculation d'un véhicule routier et à la délivrance d'un permis de conduire;
 - < à titre de mandataire du gouvernement du Québec, les droits relatifs à l'immatriculation et au permis de conduire, les taxes de vente s'appliquant aux véhicules, la taxe applicable sur les contributions d'assurance ainsi que les contributions des automobilistes au transport en commun;
 - < pour la Société de financement des infrastructures locales, les droits relatifs aux véhicules munis d'un moteur de forte cylindrée;
 - < pour le compte d'administrations provinciales et d'États américains, d'autres droits d'immatriculation.

La *Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec* prévoit que la Société doit transférer au Fonds d'assurance, au fur et à mesure, toutes les sommes qu'elle perçoit à titre de contribution d'assurance ainsi que toute autre somme destinée à augmenter le Fonds d'assurance.

- d'administrer, en qualité de fiduciaire, le Fonds d'assurance :

Le Fonds d'assurance est une fiducie d'utilité sociale au sens du Code civil du Québec qui a été constituée le 1^{er} janvier 2004 par le transfert d'actifs de la Société, et dont le patrimoine est affecté à l'indemnisation des préjudices corporels et matériels prévus dans la *Loi sur l'assurance automobile* (L.R.Q., c. A-25), ainsi qu'à la prévention en matière de sécurité routière et à la promotion qui s'y rattache.

Le Fonds d'assurance n'est pas consolidé avec la Société puisqu'il constitue un patrimoine fiduciaire distinct en vertu de la *Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec*. Des états financiers distincts sont produits pour le Fonds d'assurance. Le tableau suivant présente un sommaire des sommes gérées pour le Fonds d'assurance au 31 décembre :

	2009	2008
ACTIF		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec	6 093 535	5 738 369
Autres actifs	66 806	73 130
	6 160 341	5 811 499
PASSIF		
Obligations envers les victimes – Passif actuariel	8 111 623	8 064 481
Autres passifs	459 397	411 532
	8 571 020	8 476 013
DÉFICIT CUMULÉ	(2 410 679)	(2 664 514)
	6 160 341	5 811 499

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public*. Il doit y avoir cohérence entre l'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus et ce manuel. Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, l'élaboration des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les créances irrécouvrables, la durée de vie utile des immobilisations et la provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'origine. Elles sont amorties comme suit compte tenu de leur valeur résiduelle :

	MÉTHODE	VIE UTILE
Bâtisse	Linéaire	40 ans
Aménagement du siège social	Linéaire	10 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Équipement	Linéaire	Maximum 5 ans
Matériel roulant	Linéaire	Maximum 5 ans
Postes de photographie	Linéaire	Maximum 5 ans
Matériel informatique et logiciels d'exploitation	Linéaire	Maximum 5 ans
Développements informatiques	Linéaire	Maximum 7 ans
Logiciels d'application	Linéaire	Maximum 5 ans
Postes de contrôle routier		
Bâtiments	Linéaire	10 ans et 20 ans
Aménagement de terrains	Linéaire	20 ans
Équipement	Proportionnelle à l'ordre numérique inversé des années	Maximum 10 ans

b) Dépréciation des immobilisations

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et services, ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice pendant lequel la dépréciation est déterminée.

c) Produits

Les frais perçus liés aux transactions d'immatriculation et de permis de conduire sont comptabilisés à titre de produits lorsque le service est rendu. Les contributions relatives aux programmes ou mandats confiés à la Société ainsi que les autres revenus sont comptabilisés lorsqu'ils peuvent être estimés et que leur recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**d) Contributions reportées**

Les subventions accordées par l'intermédiaire des programmes d'aide gouvernementale et les autres contributions reçues pour le financement d'immobilisations sont comptabilisées à titre de produit reporté lorsqu'il existe une assurance raisonnable que les sommes seront reçues. Les contributions reportées sont amorties au même rythme que les immobilisations afférentes.

e) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite interemployeurs**

Les employés de la Société contribuent aux régimes interemployeurs à prestations déterminées du gouvernement du Québec. La Société ne disposant pas d'information suffisante pour utiliser la méthode de comptabilisation des régimes à prestations déterminées, elle utilise la méthode de comptabilisation des régimes à cotisations déterminées.

Régime supplémentaire de retraite

Ce régime est comptabilisé selon la méthode des régimes à prestations déterminées. Le coût de ce régime est établi annuellement d'après des évaluations actuarielles qui font appel à la méthode des coûts projetés au prorata des années de service. Les évaluations actuarielles sont produites annuellement sur la base d'un taux d'actualisation fondé sur le rendement à échéance des titres de créance de qualité supérieure dont les flux de trésorerie permettent un appariement des paiements prévus pour ce régime. Les autres hypothèses économiques et démographiques sont celles jugées les plus probables par la direction de la Société. Les gains et pertes actuariels sont amortis de façon linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants.

Provision pour congés de maladie

La provision pour congés de maladie est établie à l'aide d'une méthode actuarielle qui tient compte des avantages gagnés à la date de clôture. La valeur des obligations actuarielles est établie selon les hypothèses de nature économique les plus probables. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle.

f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Société présente dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

3. REVENUS NETS D'INTÉRÊTS

	2009	2008
Intérêts imputés au Fonds d'assurance	222	1 325
Intérêts imputés au Contrôle routier	227	979
Intérêts sur soldes bancaires	2	167
Intérêts sur étalement des paiements		
Revenus	4 913	3 639
Frais d'intérêts	(415)	(1 502)
Frais d'intérêts sur marge de crédit	(291)	(898)
	4 658	3 710

4. CONTRÔLE ROUTIER

Les frais du Contrôle routier sont financés par une contribution du ministère des Finances, découlant d'une entente entre la Société et ce dernier.

5. FRAIS D'ADMINISTRATION ET AUTRES

	2009				2008	
	Gestion de l'accès au réseau routier	Contrôle routier	Programmes financés par le ministère des Transports (note 6)	Gestion des amendes impayées	Total	Total
Frais d'administration						
Traitements et charges sociales	82 931	37 964	1 410	1 966	124 271	112 082
Rémunération des mandataires	15 009	1 380	-	60	16 449	14 185
Services administratifs et professionnels	11 860	3 758	417	260	16 295	12 881
Frais de déplacement	1 114	1 389	9	29	2 541	2 479
Frais de communication	8 499	1 844	25	2 630	12 998	10 841
Information et publicité	744	800	2	5	1 551	784
Loyers, taxes et électricité	6 773	2 616	16	72	9 477	8 482
Frais d'entretien	1 090	2 682	4	11	3 787	4 151
Mobilier, agencement et équipement	747	382	4	8	1 141	2 157
Location et entretien de matériel informatique et bureautique	6 785	2 685	35	136	9 641	9 074
Matériel informatique et bureautique	971	471	15	21	1 478	1 405
Impression, fournitures et autres dépenses	7 838	2 077	52	43	10 010	9 090
Frais d'utilisation du siège social	2 821	802	72	105	3 800	3 739
Remboursement de frais d'administration par des tiers	(717)	(189)	(2)	(7)	(915)	(1 492)
	146 465	58 661	2 059	5 339	212 524	189 858
Amortissement des immobilisations	16 904	6 240	40	649	23 833	25 161
Amortissement des contributions reportées	-	(73)	-	-	(73)	(73)
Frais d'utilisation des immobilisations attribués au Fonds d'assurance	(6 188)	-	-	-	(6 188)	(7 282)
	10 716	6 167	40	649	17 572	17 806
	157 181	64 828	2 099	5 988	230 096	207 664
Autres						
Subventions versées	-	-	9 905	-	9 905	8 143
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec ⁽¹⁾	681	-	-	-	681	714
Intérêts	-	227	-	-	227	979
	681	227	9 905	-	10 813	9 836
	157 862	65 055	12 004	5 988	240 909	217 500

(1) La participation au financement du Tribunal administratif du Québec est prévue dans la *Loi sur la justice administrative* (L.R.Q., c. J-3). Un décret annuel fixe la participation de chaque organisme utilisateur.

5. FRAIS D'ADMINISTRATION ET AUTRES (suite)

La Société assume l'ensemble des frais d'administration des mandats qu'elle gère, y compris les frais attribuables au Fonds d'assurance. Par la suite, ils sont répartis par mandat à l'aide de la gestion par activité, exception faite des subventions versées, de la participation au financement du Tribunal administratif du Québec et des intérêts. Cette répartition donne les résultats suivants :

	2009	2008
Gestion de l'accès au réseau routier	157 181	138 917
Contrôle routier	64 828	60 123
Programmes financés par le ministère des Transports	2 099	1 909
Gestion des amendes impayées	5 988	6 715
Total pour la Société	230 096	207 664
Frais d'administration attribués au Fonds d'assurance	133 120	132 977
Total des frais d'administration	363 216	340 641

Les frais d'administration du Fonds d'assurance sont présentés de façon détaillée dans les états financiers du Fonds d'assurance automobile du Québec.

6. PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS

	2009				2008
	Adaptation de véhicules	Vignettes de stationnement	Alcofrein	Total	Total
Frais d'administration	418	1 304	377	2 099	1 909
Subventions versées	9 905	-	-	9 905	8 143
	10 323	1 304	377	12 004	10 052

7. CRÉANCES

	2009	2008
Comptes clients - Étalement des paiements	62 425	36 928
Centres de services privés	13 410	10 494
Municipalités	692	2 751
Autres	5 723	5 594
	82 250	55 767

8. DÛ PAR LE FONDS D'ASSURANCE

Le montant à recevoir du Fonds d'assurance est remboursable sur demande et il porte intérêt au taux mensuel moyen applicable à la marge de crédit dont dispose la Société auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Le taux de la marge de crédit est de 0,39 % au 31 décembre 2009 (2008 : 1,67 %).

9. IMMOBILISATIONS

		2009		2008
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti	Coût non amorti
Terrain	1 637	-	1 637	1 637
Bâtisse	3 925	1 734	2 191	2 302
Aménagement du siège social	11 212	11 212	-	-
Améliorations locatives ⁽¹⁾	5 452	580	4 872	2 608
Équipement	5 412	5 201	211	346
Matériel roulant ⁽²⁾	14 233	6 962	7 271	6 860
Postes de photographie	12 180	12 180	-	-
Matériel informatique et logiciels d'exploitation	31 369	28 612	2 757	3 816
Développements informatiques ⁽³⁾	193 771	131 698	62 073	60 983
Logiciels d'application	4 771	3 310	1 461	920
Postes de contrôle routier ⁽⁴⁾	50 850	10 909	39 941	38 500
	334 812	212 398	122 414	117 972

- (1) Des améliorations locatives d'une valeur de 502 000 \$ (2008 : 2 608 000 \$) ne sont pas encore utilisées au 31 décembre 2009 et ne sont pas amorties.
- (2) Du matériel roulant d'une valeur de 1 137 000 \$ (2008 : 1 509 000 \$) n'est pas encore en service au 31 décembre 2009 et n'est pas amorti.
- (3) Des développements informatiques d'une valeur de 19 783 000 \$ (2008 : 19 016 000 \$) sont en voie de réalisation au 31 décembre 2009 et ne sont pas amortis. Par ailleurs, des développements informatiques d'une valeur de 70 000 \$ (2008 : 0 \$), non en service donc non amortis, ont été radiés au cours de l'exercice en raison d'avantages futurs non réalisables. Une moins-value pour dépréciation de 70 000 \$ est inscrite dans les frais d'administration de l'exercice (2008 : 0 \$).
- (4) Des postes de contrôle routier d'une valeur de 786 000 \$ ne sont pas encore en activité au 31 décembre 2009 (2008 : 8 791 000 \$). Par conséquent, ils ne sont pas amortis.

Au 31 décembre 2009, les charges à payer et frais courus afférents aux immobilisations s'élèvent à 9 255 000 \$ (2008 : 9 804 000 \$).

10. MARGE DE CRÉDIT

La Société est autorisée par décret du gouvernement du Québec à contracter une marge de crédit de 400 000 000 \$, et ce, jusqu'au 31 décembre 2011, auprès d'institutions financières, auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse) ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement. Par conséquent, au 31 décembre 2009, la Société détient :

- une marge de crédit auprès de la Caisse de 390 000 000 \$ échéant le 31 décembre 2010. Cette marge de crédit porte intérêt au taux annuel de rendement du compte de dépôts à vue établi quotidiennement et majoré de 0,05 %. Le taux d'intérêt de cette marge est de 0,39 % au 31 décembre 2009 (2008 : 1,67 %). Le solde de cette marge de crédit est de 185 724 000 \$ au 31 décembre 2009 (2008 : 148 385 000 \$);
- une marge de crédit auprès de la Caisse Centrale Desjardins de 10 000 000 \$ échéant le 30 juin 2010. Cette marge de crédit porte intérêt au taux de base de la Caisse Centrale Desjardins calculé quotidiennement. Le taux d'intérêt est de 2,25 % au 31 décembre 2009. Le solde de cette marge de crédit est nul au 31 décembre 2009.

11. PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX FUTURS ET SOMMES DUES AUX EMPLOYÉS

Régimes de retraite interemployeurs

Les employés de la Société participent principalement au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Les régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 9 449 000 \$ (2008 : 9 386 000 \$). Un montant de 3 747 000 \$ est imputé au Fonds d'assurance en 2009 (2008 : 3 970 000 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Régime supplémentaire de retraite

Le Régime supplémentaire de retraite pour les vice-président(e)s de la Société (RSRVP) s'adresse aux vice-présidents et aux vice-présidentes qui ne participent pas au RRAS. Les participants ne cotisent pas au RSRVP. Ce régime à prestations déterminées n'est pas capitalisé et a pour principal objet de pourvoir des prestations supplémentaires de retraite aux vice-présidents et aux vice-présidentes de la Société qui participent au RRPE de façon à ce que l'ensemble des prestations de retraite provenant du RSRVP et du RRPE soient comparables à celles qui seraient pourvues en vertu du RRAS.

Les données financières de l'exercice sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Provision pour avantages sociaux futurs et sommes dues aux employés

	2009				2008	
	Congés de maladie ⁽¹⁾	Vacances	Régime supplémentaire de retraite ⁽²⁾	Autres avantages sociaux et sommes dues ⁽³⁾	Total	Total
Solde au début	40 784	18 644	100	2 853	62 381	63 059
Charges de l'exercice	11 242	17 533	176	4 690	33 641	30 390
Prestations versées au cours de l'exercice	(11 561)	(16 610)	-	(3 762)	(31 933)	(31 068)
Solde à la fin	40 465	19 567	276	3 781	64 089	62 381

- (1) Cette provision a fait l'objet d'une évaluation au 31 décembre 2009 et la valeur des obligations actuarielles est établie selon les hypothèses suivantes :

Taux de croissance de la rémunération	3,00 %
Taux d'actualisation	4,18 %

- (2) Le montant des gains actuariels nets non amortis s'élève à 7 000 \$ au 31 décembre 2009 (2008 : pertes de 53 000 \$). Les hypothèses actuarielles significatives retenues lors de l'évaluation des obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes :

Taux de croissance de la rémunération	3,50 %
Taux d'actualisation	3,80 %

- (3) Les autres avantages sociaux comprennent les compensations de l'employeur pour des absences rémunérées, notamment en assurance salaire et en congé de maternité ou de paternité. Les sommes dues sont relatives aux banques de temps supplémentaire et aux congés autofinancés.

12. ENGAGEMENTS**Contrats de location**

La Société est engagée en vertu de divers contrats de location de locaux pour une somme minimale estimée à 51 186 000 \$ au 31 décembre 2009. Ces contrats s'échelonnent jusqu'en 2019 et se répartissent comme suit :

2010	10 178 000 \$
2011	8 756 000
2012	6 973 000
2013	6 481 000
2014	5 111 000
2015 et exercices subséquents	13 687 000

Contrats de services informatiques et autres

La Société est engagée en vertu de divers contrats de services informatiques et autres pour une somme minimale estimée à 37 436 000 \$ au 31 décembre 2009. Ces contrats s'échelonnent jusqu'en 2014 et se répartissent comme suit :

2010	25 779 000 \$
2011	9 238 000
2012	2 175 000
2013	205 000
2014	39 000

13. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'aucune provision n'est requise à l'égard de ces litiges et elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société est apparentée à l'ensemble des ministères et des fonds spéciaux ainsi qu'aux organismes et entreprises contrôlés, directement ou indirectement, par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable de la part du gouvernement du Québec. Elle est également apparentée au Fonds d'assurance. Elle n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles présentées distinctement dans les états financiers, notamment pour le Fonds d'assurance :

	2009	2008
Frais d'administration ⁽¹⁾		
Centre de services partagés du Québec		
Information et publicité	4 236	4 170
Location et entretien de matériel informatique et bureautique	3 643	3 620
Frais de communication	3 201	3 245
Société immobilière du Québec - Loyers, taxes et électricité	2 240	2 037
Hydro-Québec - Frais d'utilisation du siège social	1 031	961

(1) Une partie de ces frais est imputée au Fonds d'assurance. En effet, la Société assume l'ensemble des frais d'administration des mandats qu'elle gère, y compris les frais attribuables au Fonds d'assurance. Par la suite, ils sont répartis par mandat à l'aide de la gestion par activité.

Les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange.

15. INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LES RISQUES FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme la volatilité des taux d'intérêt qui se répercute sur les éléments de trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que sur la marge de crédit (taux d'intérêt variable) de la Société.

Le dû par le Fonds d'assurance et la marge de crédit portent intérêt à taux variable. Il en résulte donc un risque de flux de trésorerie quant aux intérêts qui seront encaissés ou versés relativement à ces éléments.

L'effet net, tant sur cet actif que sur ce passif, d'une augmentation (réduction) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait augmenté (réduit) de 685 000 \$ le déficit des produits sur les charges (2008 : 307 000 \$).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour faire respecter ses obligations financières.

Afin de contrer ce risque, des prévisions à l'égard des besoins de liquidités de la Société sont effectuées quotidiennement. Pour assurer les besoins de liquidités, la Société dispose d'une marge de crédit de 400 000 000 \$, dont le solde s'élève à 185 724 000 \$ au 31 décembre 2009 (2008 : 148 385 000 \$).

La Société est en mesure d'honorer les passifs qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée au 31 décembre 2009. La Société paie généralement ses créances à l'intérieur d'un délai de 30 jours.

15. INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LES RISQUES FINANCIERS (suite)*Risque de crédit*

Le risque de crédit correspond au risque de pertes financières résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. La Société est exposée à un risque de crédit à l'égard de sommes à recouvrer. La Société évalue périodiquement les pertes probables sur ses créances et constitue une provision pour créances irrécouvrables selon les tendances historiques. La valeur comptable des créances représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

L'analyse de l'âge des créances se détaille comme suit :

	2009		2008	
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette
Créances non en souffrance	79 254	-	79 254	53 532
Créances en souffrance depuis :				
Moins de 1 an	4 867	2 143	2 724	2 042
De 1 à 2 ans	1 319	1 076	243	166
De 2 à 3 ans	832	803	29	27
De 3 à 4 ans	748	748	-	-
	87 020	4 770	82 250	55 767

Les créances non en souffrance sont constituées principalement des sommes à percevoir de la clientèle ayant adhéré à l'étalement des paiements, des centres de services privés mandataires de la Société et de municipalités.

L'évolution de la provision pour créances irrécouvrables se détaille comme suit :

	2009	2008
Solde au début	4 128	3 649
Provision comptabilisée au cours de l'exercice	2 718	2 216
Reprise de provision	(2 076)	(1 737)
Solde à la fin	4 770	4 128

16. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés qui suivent ont été dressés par la direction de la Société des alcools du Québec (la Société) et approuvés par son conseil d'administration. La direction est responsable des données et des affirmations contenues dans ces états financiers consolidés et dans les autres sections du rapport annuel. Les états financiers consolidés ont été préparés selon les conventions et les procédés établis par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et reflètent les meilleurs jugements et estimations de la direction, basés sur l'information actuellement disponible.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que les biens de l'entreprise sont convenablement protégés, que les transactions sont effectuées conformément à son autorisation, et enfin, que les registres comptables constituent une base fiable pour l'établissement d'états financiers exacts et ponctuels. De plus, le Service de la vérification interne passe en revue, sur une base sélective, les processus comptables et les systèmes de gestion. Ses constatations et ses recommandations sont transmises à la direction, qui agit en conséquence. La direction reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires de la Société conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration de la Société a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses obligations relatives à la préparation d'états financiers et au contrôle financier de l'exploitation. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche au moyen de son comité de vérification, qui se compose uniquement d'administrateurs indépendants. Ce comité révisé périodiquement les états financiers consolidés et étudie également les rapports portant sur les conventions et les méthodes comptables ainsi que sur les systèmes de contrôle interne. Les vérificateurs externes peuvent, sans restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne leur vérification.

Les états financiers consolidés ont été vérifiés par le Vérificateur général du Québec et par le cabinet Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Leur responsabilité consiste à exprimer une opinion professionnelle sur la fidélité des états financiers. Le rapport des vérificateurs, qui figure ci-contre, précise la nature et l'étendue de leur vérification et présente leur opinion à l'égard de ces états financiers.



PHILIPPE DUVAL
Président et chef de la direction



RICHARD GENEST
Vice-président et chef de la direction financière

Montréal, le 20 mai 2010

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au ministre des Finances,

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Société des alcools du Québec au 27 mars 2010 et les états consolidés des résultats et résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 27 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, compte tenu de l'adoption des nouvelles conventions comptables décrites à la note 4, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 FCA auditeur

RENAUD LACHANCE, FCA auditeur



RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

Montréal, le 20 mai 2010

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 7023

SAQ - RAPPORT ANNUEL 2010 51

RÉSULTATS ET RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 27 mars 2010
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Ventes nettes (note 5)	2 542 191 \$	2 417 786 \$
Coût des produits vendus (note 5)	1 198 203	1 141 887
Bénéfice brut (note 5)	1 343 988	1 275 899
Charges d'exploitation		
Frais de vente et mise en marché, de distribution et d'administration (note 6)	498 553	482 254
Charge de financement (note 7)	563	2 460
Amortissements des immobilisations corporelles	22 072	22 490
Amortissements des actifs incorporels	5 102	10 484
	526 290	517 688
Autres produits		
Revenus publicitaires, promotionnels et divers	49 515	48 503
Bénéfice net et résultat étendu	867 213 \$	806 714 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 27 mars 2010
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde au début	14 808 \$	14 094 \$
Bénéfice net	867 213	806 714
	882 021	820 808
Dividende	(867 213)	(806 000)
Solde à la fin	14 808 \$	14 808 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

52 SAQ - RAPPORT ANNUEL 2010

BILAN CONSOLIDÉ

27 mars 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
Actif		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 20)	44 101 \$	27 722 \$
Comptes clients et autres débiteurs (note 8)	45 624	44 846
Stocks (note 9)	302 124	294 900
Dépôts et charges payées d'avance	10 170	13 253
	<u>402 019</u>	<u>380 721</u>
Immobilisations corporelles (note 10)	202 475	190 213
Actifs incorporels (note 11)	<u>23 276</u>	<u>19 375</u>
	<u>627 770 \$</u>	<u>590 309 \$</u>
Passif		
À court terme		
Emprunts (note 12)	– \$	36 998 \$
Comptes fournisseurs et autres charges à payer (note 13)	326 523	301 190
Dividende à payer	233 213	183 000
	<u>559 736</u>	<u>521 188</u>
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 14)	1 765	3 298
Passif au titre des crédits de congés de maladie cumulés (note 16)	17 733	17 759
Passif au titre des prestations constituées du régime de retraite (note 16)	3 728	3 256
	<u>582 962</u>	<u>545 501</u>
Capitaux propres (note 17)		
Capital-actions	30 000	30 000
Bénéfices non répartis	14 808	14 808
	<u>44 808</u>	<u>44 808</u>
	<u>627 770 \$</u>	<u>590 309 \$</u>

Éventualités et engagements (note 19)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration

NORMAN HÉBERT JR.
Président du conseil d'administration

CHANTAL BÉLANGER
Présidente du comité de vérification

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 27 mars 2010
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	867 213 \$	806 714 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissements des immobilisations corporelles	22 072	22 490
Amortissements des actifs incorporels	5 102	10 484
Perte sur cessions d'immobilisations corporelles	822	59
Charge au titre des crédits de congés de maladie	2 967	3 554
Charge au titre du régime de retraite	520	892
	<u>898 696</u>	<u>844 193</u>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 20)	19 317	(5 779)
Prestations versées par le régime de crédits de congés de maladie cumulés et par le régime de retraite	(3 041)	(3 821)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<u>914 972</u>	<u>834 593</u>
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(34 206)	(19 307)
Acquisitions d'actifs incorporels	(9 072)	(7 304)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	57	786
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(43 221)</u>	<u>(25 825)</u>
Activités de financement		
Variation nette des emprunts	(36 998)	(5 991)
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(1 374)	(1 231)
Dividende versé	(817 000)	(802 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>(855 372)</u>	<u>(809 222)</u>
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	16 379	(454)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	27 722	28 176
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	44 101 \$	27 722 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

27 mars 2010

(en milliers de dollars pour les tableaux)

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société des alcools du Québec (la Société) est constituée en vertu de la *Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., c. S-13)*. La Société a pour mandat de faire le commerce de boissons alcooliques sur le territoire du Québec. À titre de société d'État, elle est exonérée de l'impôt sur les bénéfices.

2. EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la Société se termine le dernier samedi du mois de mars. Par conséquent, les exercices financiers terminés le 27 mars 2010 et le 28 mars 2009 comprennent 52 semaines d'exploitation chacun.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les principales conventions comptables suivies au cours de la préparation des états financiers consolidés sont résumées ci-après :

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et la quote-part des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges de Société d'investissement M.-S., S.E.C., une coentreprise dans laquelle la Société détient une participation de 50 %. Cette quote-part est comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont l'évaluation des stocks, les durées de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, les frais courus, les provisions et les passifs actuariels liés aux crédits de congés de maladie cumulés et aux prestations constituées du régime de retraite. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Constatation des produits

Les ventes de boissons alcooliques effectuées aux consommateurs, aux agences, aux titulaires de permis (incluant les établissements licenciés et les institutions), aux distributeurs autorisés (grossistes-épiciers) ainsi que les autres produits sont constatés lorsqu'ils sont gagnés, c'est-à-dire au moment de la livraison des produits et lorsque les services ont été rendus, déduction faite des escomptes et retours, et lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que les montants sont déterminés ou déterminables et que le recouvrement est raisonnablement assuré. La Société agit à titre d'intermédiaire en ce qui concerne les ventes de bières effectuées aux titulaires d'un permis de brasseur et aux titulaires d'un permis de distributeur de bière. Conséquemment, ces ventes sont comptabilisées au net.

Constatation des contreparties reçues de fournisseurs

Les contreparties en espèces reçues de fournisseurs sont considérées comme des ajustements de prix des produits des fournisseurs et, en conséquence, sont comptabilisées en réduction du coût des produits vendus et des stocks. Certaines exceptions s'appliquent lorsque les contreparties en espèces reçues représentent des remboursements de coûts différentiels engagés par la Société pour vendre des produits des fournisseurs ou des paiements au titre de biens livrés ou de services fournis aux fournisseurs. Ces dernières contreparties reçues des fournisseurs sont enregistrées, selon leur nature, en réduction des charges afférentes ou à titre d'autres produits.

Contrats de location-exploitation

La Société comptabilise les charges de location résultant de ses contrats de location-exploitation de façon linéaire sur la durée des baux.

Conversion des devises

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan tandis que les autres éléments d'actif sont convertis au taux en vigueur à la date des transactions. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les résultats de l'exercice. Des gains de change de 1,8 million de dollars sont inclus dans les résultats de l'exercice 2010 (pertes de 3,2 millions de dollars en 2009).

Instruments financiers

Les instruments financiers sont évalués à la juste valeur au moment de leur constatation initiale. Leur évaluation au cours des périodes subséquentes et la comptabilisation des variations de leur juste valeur dépendent de la catégorie dans laquelle ils sont classés.

La Société a effectué le classement suivant pour ses instruments financiers :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans les « Actifs détenus à des fins de transaction » et sont évalués à la juste valeur.

Les comptes clients et autres débiteurs sont classés dans les « Prêts et créances ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

Les emprunts, les comptes fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception des taxes et droits gouvernementaux à payer et de la tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins de un an), ainsi que le dividende à payer, sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût. La charge d'intérêts et les coûts de transaction liés aux « Autres passifs financiers » sont présentés à l'état des résultats consolidés au poste « Charge de financement ».

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

La Société gère partiellement son risque de change sur les sorties de fonds prévues en devises au moyen de contrats de change à terme et d'autres instruments financiers dérivés. Toutefois, la Société ne documente pas la relation de couverture selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et, par conséquent, ces instruments financiers dérivés ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture. Ainsi, la Société comptabilise ces instruments financiers dérivés à leur juste valeur et les gains et les pertes qui en résultent sont inclus dans les charges d'exploitation. Ces instruments financiers sont classés dans la catégorie des actifs et passifs détenus à des fins de transaction. Bien que ces instruments financiers dérivés ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture, la Société estime que, du point de vue de l'exploitation et de la gestion des flux de trésorerie, ils lui permettent de réduire les effets négatifs éventuels d'une baisse du dollar canadien sur le marché des changes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Dérivés incorporés

Les dérivés incorporés à des instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leur contrat hôte et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte.

Au 27 mars 2010 et au 28 mars 2009, la Société ne détenait aucun instrument financier ou contrat comportant un dérivé incorporé nécessitant d'être séparé.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins de la date d'acquisition.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des stocks de boissons alcooliques comprend le coût d'acquisition, les frais de transport à l'achat, les droits de douane et d'accise afférents ainsi que les frais de livraison directs encourus pour rendre disponibles les produits aux différents points de vente.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les taux annuels suivants sont utilisés :

Immeubles	2,5 % et 10 %
Mobilier et équipement	Taux variant entre 2,8 % et 33 %
Matériel roulant	Taux variant entre 10 % et 30 %
Améliorations locatives	Selon la durée des baux, qui varie de 5 à 15 ans
Pavage et stationnement	8 %

Immeuble loué en vertu d'un contrat de location-acquisition

L'immeuble loué en vertu d'un contrat de location-acquisition est comptabilisé au coût, soit à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail. L'amortissement de l'immeuble est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux annuel de 2,5 %.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)**Actifs incorporels**

Les actifs incorporels, composés de logiciels et de licences d'utilisation, sont comptabilisés au coût. Celui-ci comprend les frais directement liés à l'acquisition ou au développement de logiciels destinés à un usage interne. Ces actifs sont amortis, à compter de leur date de mise en service, sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les périodes d'amortissement sont les suivantes :

Logiciels et licences acquis	3 à 5 ans
Logiciels développés à l'interne	3 à 10 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée.

Régimes d'avantages sociauxCrédits de congés de maladie cumulés

La Société administre un régime à prestations déterminées qui garantit à la plupart de ses employés le paiement de crédits de congés de maladie. Le coût des prestations futures au titre de paiement de crédits de congés de maladie gagnés par les employés de la Société qui participent au régime est établi par calculs actuariels, selon la méthode des coûts projetés au prorata des années de service, et il est imputé aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par ces employés. Les calculs actuariels tiennent compte des hypothèses les plus probables établies par la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite et le taux d'utilisation des crédits de congés de maladie.

La Société amortit les gains et les pertes actuariels nets cumulatifs non constatés et supérieurs à 10 % de l'obligation pour crédits de congés de maladie cumulés sur la durée résiduelle moyenne d'activité du groupe de salariés actifs participant au régime. Cette durée est de 14 ans pour les exercices terminés les 27 mars 2010 et 28 mars 2009.

Régimes de retraite

Les employés de la Société participent à des régimes de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Ces régimes, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, sont à prestations déterminées et comportent des garanties de versement de rentes à la retraite et de prestation au décès qui sont indexées annuellement. La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée à ces régimes car la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

De plus, la Société administre un régime de retraite supplémentaire pour la haute direction. Ce régime prend en compte le nombre d'années de service et la moyenne des trois salaires annuels les plus élevés durant la carrière de l'employé. Ce régime est à prestations déterminées et comporte également des garanties de versement de rentes à la retraite et de prestation au décès qui sont indexées annuellement. L'évaluation actuarielle de l'obligation au titre des prestations constituées relatives aux prestations de retraite est fondée sur la méthode des coûts projetés au prorata des années de service. L'évaluation a été effectuée en utilisant la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des salaires, l'âge de départ à la retraite et d'autres facteurs actuariels.

L'excédent des gains actuariels cumulés nets (des pertes actuarielles cumulées nettes) sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs participant au régime. Pour l'exercice terminé le 27 mars 2010, cette durée est de 4,5 ans (4,1 ans pour l'exercice 2009).

4. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Exercice terminé le 27 mars 2010

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 29 mars 2009, conformément aux dispositions transitoires applicables, la Société a adopté le chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » en remplacement des chapitres 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et 3450 « Frais de recherche et de développement ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne. Ce chapitre s'applique de façon rétrospective avec retraitement des chiffres correspondants.

L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Instruments financiers

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA intitulé « Instruments financiers – Informations à fournir ». Ces modifications introduisent de nouvelles exigences en matière de divulgation d'informations financières relatives à l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers. Les instruments financiers mesurés à la juste valeur doivent dorénavant être classés selon une hiérarchie à trois niveaux fondée sur le type de données utilisées pour réaliser les évaluations. Cette hiérarchie est comme suit :

- niveau 1 : les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- niveau 3 : les données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Par ailleurs, les modifications nécessitent la présentation d'informations supplémentaires quant à la nature et à la portée du risque de liquidité liées aux instruments financiers auxquels une entité est exposée. Cette modification s'applique aux exercices terminés à compter du 30 septembre 2009. L'application des recommandations contenues dans ce chapitre ne concerne que les informations à fournir et n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Exercices futurs

Normes internationales d'information financière

En janvier 2006, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a fait part de sa décision de remplacer les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada par les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou IFRS) pour toutes les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre compte, une responsabilité à laquelle la Société doit répondre. Les IFRS comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir à l'égard de plusieurs postes comptables. Le CNC a confirmé en février 2008 que le passage complet aux IFRS prendra effet pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 (27 mars 2011 pour la Société).

La Société a complété les activités de planification et de diagnostic de son plan de transition. Elle a exercé des choix concernant les allègements offerts par la norme IFRS 1 à la date de transition ainsi que des conventions comptables qui seront appliquées de façon continue par la suite. La Société évalue actuellement les incidences des nouvelles normes comptables sur ses activités commerciales, ses processus et systèmes financiers et de gestion, son cadre de contrôle interne et ses états financiers consolidés.

5. VENTES NETTES, COÛT DES PRODUITS VENDUS ET BÉNÉFICE BRUT

	2010			2009		
	Succursales et centres spécialisés	Grossistes - épiciers	Total	Succursales et centres spécialisés	Grossistes - épiciers	Total
Ventes nettes	2 254 266 \$	287 925 \$	2 542 191 \$	2 140 871 \$	276 915 \$	2 417 786 \$
Coût des produits vendus	1 051 076	147 127	1 198 203	1 001 218	140 669	1 141 887
Bénéfice brut	1 203 190 \$	140 798 \$	1 343 988 \$	1 139 653 \$	136 246 \$	1 275 899 \$

Les ventes nettes de la Société ne comprennent pas les ventes de bières effectuées aux titulaires d'un permis de brasseur et aux titulaires d'un permis de distributeur de bière. Ces derniers vendent et livrent, dans la province de Québec, des bières fabriquées dans les autres provinces canadiennes ou à l'étranger par eux-mêmes ou par des sociétés qui leur sont apparentées. Ces produits doivent être achetés exclusivement de la Société, laquelle agit à titre d'intermédiaire entre les fournisseurs et les brasseurs et distributeurs de bière. Ces transactions de vente ne génèrent aucun bénéfice brut pour la Société, qui perçoit toutefois des frais de service pour celles-ci. Les ventes nettes et le coût des produits vendus résultant de ces transactions se sont élevés à 270,8 millions de dollars pour l'exercice 2010 (231,2 millions de dollars pour l'exercice 2009).

6. FRAIS DE VENTE ET MISE EN MARCHÉ, DE DISTRIBUTION ET D'ADMINISTRATION

	2010	2009
Rémunération et avantages sociaux	332 480 \$	319 166 \$
Frais d'occupation d'immeuble	69 427	66 971
Frais d'utilisation de l'équipement et des fournitures	19 658	20 298
Frais de livraison et communication	8 318	8 811
Autres charges d'exploitation	68 670	67 008
	<u>498 553 \$</u>	<u>482 254 \$</u>

7. CHARGE DE FINANCEMENT

	2010	2009
Charges financières liées aux « Autres passifs financiers »		
Intérêts sur les emprunts contractés auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, un organisme du gouvernement exerçant des opérations fiduciaires	56 \$	671 \$
Autres intérêts sur les emprunts à court terme	123	1 431
	<u>179</u>	<u>2 102</u>
Intérêts relatifs à l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	446	589
	<u>625</u>	<u>2 691</u>
Moins : Revenus d'intérêts sur les placements, soldes bancaires et autres	(62)	(231)
	<u>563 \$</u>	<u>2 460 \$</u>

8. COMPTES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

	2010	2009
Grossistes-épiciers	11 955 \$	15 416 \$
Établissements licenciés, institutions et autres comptes commerciaux	33 669	29 430
	<u>45 624 \$</u>	<u>44 846 \$</u>

Société des alcools du Québec

60 SAQ – RAPPORT ANNUEL 2010 NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

9. STOCKS

	2010	2009
Boissons alcooliques ⁽¹⁾	299 236 \$	292 159 \$
Fournitures diverses	2 888	2 741
	<u>302 124 \$</u>	<u>294 900 \$</u>

(1) Le montant des stocks de boissons alcooliques comptabilisé en charges correspond au coût des produits vendus.

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010		2009	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti	Coût non amorti
Terrains	11 357 \$	– \$	11 357 \$	10 706 \$
Immeubles	170 893	59 232	111 661	93 561
Mobilier et équipement ⁽¹⁾	178 260	124 544	53 716	58 865
Matériel roulant	17 196	12 057	5 139	5 263
Améliorations locatives ⁽¹⁾	50 163	33 663	16 500	17 358
Pavage et stationnement	4 359	3 106	1 253	1 204
	<u>432 228</u>	<u>232 602</u>	<u>199 626</u>	<u>186 957</u>
Immeuble loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	16 280	13 431	2 849	3 256
	<u>448 508 \$</u>	<u>246 033 \$</u>	<u>202 475 \$</u>	<u>190 213 \$</u>

(1) Des travaux liés à l'aménagement des succursales, d'une valeur capitalisée de 17,6 millions de dollars, étaient en voie de réalisation au 27 mars 2010 (7,7 millions de dollars au 28 mars 2009) et ne sont pas amortis.

Le coût total et l'amortissement cumulé total des immobilisations corporelles au 28 mars 2009 étaient de 421,3 millions de dollars et de 231,1 millions de dollars respectivement.

11. ACTIFS INCORPORELS

	2010		2009	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti	Coût non amorti
Logiciels et licences acquis	14 525 \$	12 292 \$	2 233 \$	1 346 \$
Logiciels développés à l'interne ⁽¹⁾	134 703	113 660	21 043	18 029
	<u>149 228 \$</u>	<u>125 952 \$</u>	<u>23 276 \$</u>	<u>19 375 \$</u>

(1) Des logiciels développés à l'interne, d'une valeur capitalisée de 12,8 millions de dollars, étaient en voie de réalisation au 27 mars 2010 (10,2 millions de dollars au 28 mars 2009) et ne sont pas amortis.

Le coût total et l'amortissement cumulé total des actifs incorporels au 28 mars 2009 étaient de 140,2 millions de dollars et de 120,8 millions de dollars respectivement.

12. EMPRUNTS

	2010	2009
Emprunts	– \$	36 998 \$

Les emprunts au 28 mars 2009 étaient constitués de 2 emprunts totalisant 37,0 millions de dollars dont 1 emprunt de 29,5 millions de dollars contracté auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, un organisme du gouvernement exerçant des opérations fiduciaires exclu du périmètre comptable du gouvernement du Québec. Ces emprunts portaient intérêt à des taux de 0,51 % et 0,52 % et venaient à échéance à 4 jours ou moins.

Au 27 mars 2010, la Société dispose de 2 facilités de crédit bancaire dont une marge de crédit de 10 millions de dollars venant à échéance le 30 septembre 2010. Les montants prélevés sur cette marge de crédit portent intérêt au taux préférentiel, soit 2,25 % au 27 mars 2010 (2,5 % au 28 mars 2009). Une deuxième facilité de crédit de 300 millions de dollars était entièrement disponible au 27 mars 2010 et au 28 mars 2009. Ce crédit est disponible sous forme de découverts bancaires portant intérêt au taux préférentiel ou sous forme d'avances portant intérêt à un taux fixe correspondant au coût des fonds de l'institution financière plus une marge à être déterminée. Ce crédit est remboursable sur demande.

13. COMPTES FOURNISSEURS ET AUTRES CHARGES À PAYER

	2010	2009
Comptes fournisseurs et autres charges à payer ⁽¹⁾	150 773 \$	135 711 \$
Taxes et droits gouvernementaux à payer	88 306	87 793
Rémunération et avantages sociaux à payer	85 911	76 312
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins de un an	1 533	1 374
	326 523 \$	301 190 \$

(1) La Société s'est engagée à participer au financement de divers programmes visant la protection et l'amélioration de l'environnement. Pour ce faire, elle consacre une portion de son chiffre d'affaires à ces fins. L'excédent des prélèvements cumulés tirés des ventes sur les charges cumulées, présenté dans les comptes fournisseurs et autres charges à payer, s'élève à 7,5 millions de dollars au 27 mars 2010 (8,9 millions de dollars au 28 mars 2009).

14. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	2010	2009	
Obligation relative à la location d'un immeuble, remboursable jusqu'au 11 avril 2012 par versements mensuels de 0,15 million de dollars incluant les intérêts calculés au taux annuel de 11 %, capitalisé semestriellement.	3 298 \$	4 672 \$	
Moins : tranche de l'obligation échéant à moins de un an	(1 533)	(1 374)	
	1 765 \$	3 298 \$	
	Capital	Intérêts	Total
Versements des prochains exercices : 2011	1 533 \$	287 \$	1 820 \$
2012	1 711	109	1 820
2013	54	1	55
	3 298 \$	397 \$	3 695 \$

15. PARTICIPATION DANS UNE COENTREPRISE

La Société détient une participation de 50 % dans la Société d'investissement M.-S., S.E.C. Les principales composantes provenant de cette coentreprise qui sont incluses dans les états financiers consolidés sont présentées ci-après :

	2010	2009
Résultats		
Charges d'exploitation	308 \$	583 \$
Revenus d'intérêt	–	(5)
Amortissements	19	80
	<u>327</u>	<u>658</u>
Autres produits	549	699
Bénéfice net	<u>222 \$</u>	<u>41 \$</u>
Bilan		
Actif à court terme	383 \$	295 \$
Actif à long terme	–	18
	<u>383 \$</u>	<u>313 \$</u>
Passif à court terme	60 \$	212 \$
Capitaux propres	323	101
	<u>383 \$</u>	<u>313 \$</u>
Flux de trésorerie		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	140 \$	114 \$

16. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes à prestations déterminées**

Les membres du personnel de la Société participent au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties de versements de prestations à la retraite et au décès. Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Les taux de cotisation à ces régimes de retraite sont demeurés inchangés à 8,19 % de la masse salariale assujettie pour le RREGOP, à 7,25 % pour le RRF et à 10,54 % pour le RRPE.

La Société évalue ses obligations au titre des prestations pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année pour le régime de crédits de congés de maladie cumulés et à la fin de chaque exercice financier pour le régime de retraite supplémentaire de la haute direction. L'évaluation actuarielle la plus récente du régime de crédits de congés de maladie cumulés aux fins de la capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2007 et la prochaine évaluation doit être effectuée au plus tard en date du 31 décembre 2010. L'évaluation actuarielle la plus récente du régime de retraite supplémentaire de la haute direction aux fins de la capitalisation a été effectuée en date du 27 mars 2010 et la prochaine évaluation doit être effectuée au plus tard en date du 30 mars 2013.

16. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)**Total des paiements en espèces**

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs pour l'exercice 2010, constitué des cotisations de la Société aux régimes de retraite des employés du gouvernement et des sommes versées directement aux bénéficiaires du régime supplémentaire de retraite pour la haute direction et du régime de crédits de congés de maladie cumulés, s'est chiffré à 16,4 millions de dollars (16,9 millions de dollars en 2009).

Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants inscrits dans les états financiers

	Régime de crédits de congés de maladie cumulés		Régime de retraite supplémentaire de la haute direction	
	2010	2009	2010	2009
Obligation au titre des prestations constituées et situation de capitalisation-déficit	24 989 \$	21 853 \$	4 962 \$	3 470 \$
Solde des montants non amortis	(7 256)	(4 094)	(1 234)	(214)
Passif au titre des prestations constituées figurant au bilan de la Société	17 733 \$	17 759 \$	3 728 \$	3 256 \$

Coûts des avantages sociaux futurs constatés dans l'exercice

	2010	2009
Régime de crédits de congés de maladie cumulés	2 967 \$	3 554 \$
Régime de retraite supplémentaire de la haute direction	520 \$	892 \$
Régimes de retraite des employés du gouvernement (régimes interentreprises) ⁽¹⁾	13 320 \$	13 053 \$

(1) Régimes de retraite à prestations déterminées, comptabilisés en appliquant la comptabilité des régimes à cotisations déterminées.

16. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)**Prestations versées**

Les prestations versées par le régime de crédits de congés de maladie cumulés se sont chiffrées à 3,0 millions de dollars en 2010 (3,8 millions de dollars en 2009) et celles versées par le régime supplémentaire de retraite de la haute direction à 0,04 million de dollars (0,03 million de dollars en 2009).

Principales hypothèses

Les principales hypothèses utilisées aux fins de la comptabilisation des avantages sociaux futurs sont les suivantes :

	Régime de crédits de congés de maladie cumulés		Régime de retraite supplémentaire de la haute direction	
	2010	2009	2010	2009
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice				
Taux d'actualisation	5,25 %	6,75 %	5,25 %	7,00 %
Taux de croissance de la rémunération	3,00 %	3,00 %	3,50 %	3,50 %
Taux d'utilisation des crédits de congés de maladie	*	*	—	—
*De 45 % à 65 % selon le groupe d'employés				
Coût des prestations pour l'exercice				
Taux d'actualisation	6,75 %	5,00 %	7,00 %	5,00 %
Taux de croissance de la rémunération	3,00 %	3,00 %	3,50 %	3,50 %
Taux d'utilisation des crédits de congés de maladie	*	*	—	—
*De 45 % à 65 % selon le groupe d'employés				

17. CAPITAUX PROPRES**Capital-actions**

La Société est une compagnie à fonds social dont les actions font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances du Québec. Le capital-actions autorisé de la Société se compose de 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune qui étaient émises et payées au 27 mars 2010 et au 28 mars 2009.

Bénéfices non répartis

En vertu de la *Loi sur la Société des alcools du Québec*, les dividendes payés par la Société sont fixés par le ministre des Finances du Québec qui en détermine les modalités de paiement. Les dividendes déclarés sont déduits des bénéfices non répartis de l'exercice pour lequel ils ont été déclarés.

Pour l'exercice 2010, le ministre des Finances du Québec a déclaré un dividende de 867,2 millions de dollars (806 millions de dollars en 2009).

Cumul des autres éléments du résultat étendu

Au cours des exercices terminés les 27 mars 2010 et 28 mars 2009, la Société n'a effectué aucune opération ayant eu une incidence sur le résultat étendu et, par conséquent, aucun solde d'ouverture ni de clôture n'est présenté pour le cumul des autres éléments du résultat étendu.

18. GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société comprend les capitaux propres, l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition, le dividende à payer et les emprunts. La Société gère son capital de façon à répondre aux exigences de son actionnaire, à assurer la protection de ses fonds en tout temps et à soutenir sa croissance. Elle maintient un cadre de gestion rigoureux afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive. Au cours de l'exercice 2010, la Société n'a apporté aucun changement dans la gestion de son capital.

La Société assume l'entière responsabilité du financement de ses activités. En cours d'exercice, elle verse le dividende à son actionnaire sous forme d'avances périodiques. En raison de ce mode de distribution du bénéfice, la Société doit recourir à des sources de financement externes. Pour ce faire, la Société est autorisée par le gouvernement du Québec et son conseil d'administration à effectuer des emprunts à court terme jusqu'à concurrence d'un montant total non remboursé de 400 millions de dollars. Cette limite a été respectée au cours de l'exercice.

La Société n'est assujettie à aucune autre exigence concernant le recours à des sources de financement externes.

À la fin de l'exercice, la structure de capital, telle que définie par la Société, s'établit comme suit :

	2010	2009
Capitaux propres	44 808 \$	44 808 \$
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition ⁽¹⁾	3 298	4 672
Dividende à payer	233 213	183 000
Emprunts	—	36 998
	<u>281 319 \$</u>	<u>269 478 \$</u>

(1) Incluant la tranche échéant à moins de un an

19. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS**Éventualités**

Dans le cours normal de son exploitation, la Société fait face à des réclamations et poursuites diverses, principalement en dommages-intérêts, qui totalisent près de 3,6 millions de dollars. La direction de la Société conteste ces poursuites judiciaires et s'oppose donc à donner suite aux réclamations qui en découlent. Aucune provision n'est comptabilisée dans le livre de la Société relativement à ces éventualités car selon la direction, aucun règlement pouvant découler de celles-ci aurait un effet significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

Engagements

En vertu de contrats de location-exploitation, la Société s'est engagée à payer un montant total de 337,1 millions de dollars pour la location de succursales. Les versements des prochains exercices se chiffrent à :

2011	45 292 \$
2012	43 203 \$
2013	38 701 \$
2014	34 913 \$
2015	31 937 \$
2016-2025	143 081 \$

Environnement

Les activités de la Société sont assujetties à des lois, règlements et directives sur l'environnement adoptés par les autorités gouvernementales. La direction considère que les risques environnementaux sont gérés adéquatement et qu'aucun passif actuel ou probable n'existe à leur égard.

20. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	2010	2009
Intérêts versés inclus dans les flux de trésorerie liés à l'exploitation	<u>626 \$</u>	<u>2 700 \$</u>
La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement se détaille ainsi :		
Comptes clients et autres débiteurs	(778)\$	1 832 \$
Stocks	(7 224)	(16 714)
Dépôts et charges payées d'avance	3 083	12 823
Comptes fournisseurs et autres charges à payer	<u>24 236</u>	<u>(3 720)</u>
	<u>19 317 \$</u>	<u>(5 779)\$</u>
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels financées par les comptes fournisseurs et autres charges à payer	<u>3 367 \$</u>	<u>2 429 \$</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice ⁽¹⁾	<u>44 101 \$</u>	<u>27 722 \$</u>

(1) Comprennent au 27 mars 2010 un placement temporaire de 16,0 millions de dollars, contracté auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec, au taux de 0,25 % et venant à échéance le 29 mars 2010.

21. INSTRUMENTS FINANCIERS**Juste valeur des instruments financiers**

	2010		2009	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	<u>3 425 \$</u>	<u>3 298 \$</u>	<u>5 228 \$</u>	<u>4 672 \$</u>

La juste valeur de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition est estimée à partir de la valeur actualisée des versements mensuels futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêt offerts sur le marché à la Société (données de niveau 2) pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires, capitalisés semestriellement et échéant en avril 2012, soit 3,86 % en 2010 (3,66 % en 2009).

La juste valeur des autres instruments financiers à court terme se rapproche de la valeur comptable étant donné que les éléments seront réalisés ou réglés à moins de un an ou sont dus sur demande. Ces instruments financiers comprennent les comptes clients et autres débiteurs, les emprunts, les comptes fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception des taxes et droits gouvernementaux à payer et de la tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins de un an) ainsi que le dividende à payer.

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie est déterminée en utilisant des données de niveau 1.

22. GESTION DES RISQUES**Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers**

La Société est exposée à divers risques financiers qui découlent de ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société.

La Société ne conclut pas de contrats ou d'ententes visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risques financiersRisque de taux d'intérêt

Les dépôts bancaires et les certificats de dépôt ainsi que les emprunts et les sommes prélevées sur les facilités de crédit, contractés sur une base quotidienne, exposent la Société au risque de flux de trésorerie associé aux fluctuations des taux d'intérêt. Pour l'exercice 2010, le solde moyen de ces actifs et passifs financiers correspond à un emprunt net de 51,6 millions de dollars (76,4 millions de dollars en 2009). Les passifs financiers ont porté intérêt à des taux variant de 0,25 % à 2,5 % durant l'exercice (0,51 % à 5,25 % en 2009) et ont comporté des échéances variant de 1 à 8 jours en 2010 et en 2009.

Pour l'exercice 2010, si les taux d'intérêt de ses actifs et passifs financiers avaient varié de 50 points de base à la hausse ou à la baisse, le bénéfice net de la Société aurait été respectivement inférieur ou supérieur de 0,3 million de dollars (0,4 million de dollars pour l'exercice 2009).

L'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition porte un taux d'intérêt fixe et expose la Société au risque de la juste valeur lié au taux d'intérêt, à savoir que le taux d'intérêt sur le marché soit inférieur à celui rattaché à cet élément de passif. Le taux d'intérêt effectif de cette obligation est de 11,3 %.

Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de certains comptes fournisseurs libellés en devises. Au 27 mars 2010, ces comptes fournisseurs totalisent respectivement 6,3 millions d'euros et 1,3 million de dollars américains (4,8 millions d'euros et 1,5 million de dollars américains au 28 mars 2009).

Au cours de l'exercice, les achats de devises ont été comme suit, en dollars canadiens :

	2010	2009
Euro	202 615 \$	221 618 \$
Dollar américain	28 389	31 039
Autres devises	5 169	4 973
	<u>236 173 \$</u>	<u>257 630 \$</u>

Si les taux de change des devises achetées en cours d'exercice avaient varié de 5 % à la hausse ou à la baisse, le coût des produits vendus de la Société aurait été respectivement supérieur ou inférieur d'environ 12 millions de dollars (13 millions de dollars en 2009). En raison de la politique de révision des prix de vente des produits de la Société, laquelle comporte plusieurs révisions en cours d'exercice, sous réserve de certaines conditions, l'incidence d'une telle variation sur le bénéfice brut et le bénéfice net de la Société aurait été peu importante.

22. GESTION DES RISQUES (SUITE)

La Société négocie des contrats de change à terme visant à couvrir partiellement le risque de change auquel elle est exposée, en vertu desquels elle est tenue d'acheter des montants précis de devises, principalement en euros et en dollars américains, à des taux de change déterminés à l'avance.

Au 27 mars 2010, la Société avait un contrat à terme de moins de 12 mois libellé en euros. Le montant en cours se chiffrait à 2,6 millions d'euros et le cours à terme était de 1,3979. La juste valeur de ce contrat s'élève à 0,05 million de dollars (données de niveau 2) et est incluse dans les comptes fournisseurs et autres charges à payer. Au 28 mars 2009, il n'y avait aucun contrat à terme en vigueur.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une perte survienne en raison du manquement d'un tiers à respecter ses obligations. En général, la valeur comptabilisée dans le bilan consolidé de la Société au titre des actifs financiers exposés au risque de crédit, déduction faite des provisions pour pertes, constitue le montant maximal qui est exposé au risque de crédit.

Trésorerie

Pour réduire son exposition au risque de crédit, la Société effectue le placement de sa trésorerie auprès d'institutions financières qu'elle considère comme contreparties solvables. La Société effectue un suivi et une évaluation continus des changements possibles de statut de ses parties contractantes ainsi que de leur solvabilité.

Comptes clients et autres débiteurs

La Société considère que son exposition au risque de crédit lié aux ventes de boissons alcooliques et d'autres biens et services est limitée en raison de la diversité de sa clientèle et du nombre élevé de ses clients. Pour certains clients, la Société exige des garanties accessoires. La politique de la Société consiste à soumettre certains clients à une procédure de vérification de crédit. De plus, le solde des comptes clients et autres débiteurs est géré et analysé de façon continue et, par conséquent, l'exposition de la Société aux pertes de créances n'est pas importante.

Le tableau suivant présente l'âge des comptes clients et autres débiteurs et la provision pour mauvaises créances afférente. La provision est établie en fonction de l'âge des comptes et du statut des dossiers clients.

	2010	2009
Courants et moins de 8 jours	37 405 \$	37 927 \$
Entre 8 et 30 jours	5 902	6 070
Plus de 30 jours	3 353	1 861
	46 660	45 858
Provision pour mauvaises créances	(1 036)	(1 012)
	45 624 \$	44 846 \$

L'évolution de la provision pour mauvaises créances se détaille comme suit :

	2010	2009
Solde au début	1 012 \$	976 \$
Reprise de provision	122	13
Radiation de créances	(108)	(74)
Perte de valeur comptabilisée	10	97
Solde à la fin	1 036 \$	1 012 \$

22. GESTION DES RISQUES (SUITE)Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à ses passifs financiers. La Société est exposée à ce risque principalement par ses emprunts, ses comptes fournisseurs et autres charges à payer, le dividende à payer, l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition et les engagements contractuels.

Les passifs financiers ont une échéance contractuelle inférieure à un an, à l'exception de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts de montants autorisés suffisants. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

L'exposition de la Société à ce risque est réduite par un volume important de fonds générés par l'exploitation, des sources de financement préautorisées et la gestion de la dette à court terme à taux variables. La Société considère qu'elle est en mesure d'honorer les passifs financiers nécessitant des déboursés à brève échéance.

23. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part de ce dernier. La valeur d'échange correspond au montant établi et accepté par les parties. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

24. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée au cours de l'exercice.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation incluant les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du présent rapport annuel concordent avec l'information présentée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction s'est dotée d'un système comptable et d'un système de contrôle interne, conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Sépaq reconnaît par ailleurs qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Sépaq, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Son rapport de vérification expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le vérificateur peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Alain Cloutier
Président-directeur général



Réal Couture, FCA
Vice-président à l'administration et aux finances

Québec, le 17 mai 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR


Au Ministre des Finances,

J'ai vérifié le bilan de la Société des établissements de plein air du Québec au 31 mars 2010 et les états des résultats, du déficit cumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive des changements apportés par l'adoption des normes comptables du secteur public et expliqués à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 Renaud Lachance FCA auditeur

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 17 mai 2010

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

RÉSULTATS

Page 3

Exercice terminé le 31 mars
(En milliers de dollars)

2010

2009
(retraité)

REVENUS

Pêche et villégiature	34 176	32 988
Chasse	15 632	14 856
Restauration, boutiques et dépanneurs	16 285	16 113
Autres activités de plein air	17 146	15 735
Concessions et divers	5 036	4 923
Intérêts	532	1 344
Subventions	4 035	2 446
Virement de subventions reportées (note 8)	6 104	6 652
Honoraires de gestion	25 442	23 902
	124 388	118 959

DÉPENSES

Salaires et avantages sociaux	58 256	56 371
Entretien et énergie	20 583	17 601
Frais généraux et administratifs	10 461	9 373
Produits de revente	9 535	8 953
Frais de vente et marketing	6 404	6 268
Amortissement	14 665	13 786
Frais financiers	1 101	2 611
Quote-part des résultats dans un partenariat	(76)	51
	120 929	115 014

BÉNÉFICE NET

3 459

3 945

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC**DÉFICIT CUMULÉ**

Page 4

Exercice terminé le 31 mars
(En milliers de dollars)

2010**2009****SOLDE AU DÉBUT**

Solde déjà établi

(15 692)**(20 525)**

Redressement (note 3)

(2 567)**(1 679)**

Solde redressé

(18 259)**(22 204)****BÉNÉFICE NET****3 459****3 945****SOLDE À LA FIN****(14 800)****(18 259)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

FLUX DE TRÉSORERIE

Page 5

Exercice terminé le 31 mars

(En milliers de dollars)

	2010	2009
		(retraité)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	3 459	3 945
Amortissement	14 665	13 786
Virement de subventions reportées	(6 104)	(6 652)
Quote-part des résultats dans un partenariat	(76)	51
Variation de la provision pour congés de maladie et vacances	(262)	56
Variation des postes à court terme (note 5)	490	(2 201)
	<u>12 172</u>	<u>8 985</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(19 031)	(18 412)
Produits de cessions d'actifs	721	151
Avance à la société apparentée (note 13)	2 038	(29 617)
Avance à un partenariat	356	52
	<u>(15 916)</u>	<u>(47 826)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Subventions aux immobilisations corporelles encaissées	10 148	7 501
Variation nette des emprunts	(6 584)	31 997
	<u>3 564</u>	<u>39 498</u>
VARIATION DES FLUX DE TRÉSORERIE	<u>(180)</u>	<u>657</u>
ENCAISSE (CHÈQUES EN CIRCULATION NETS DE L'ENCAISSE) AU DÉBUT	<u>219</u>	<u>(438)</u>
ENCAISSE À LA FIN	<u>39</u>	<u>219</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

BILAN

Page 6

Au 31 mars
(En milliers de dollars)

	2010	2009 (retraité)
--	------	--------------------

ACTIF

ACTIF À COURT TERME

Encaisse	39	219
Créances	5 815	4 658
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	4 641	8 623
Stocks	1 948	1 953
Frais payés d'avance	2 009	2 158
Avance à une société apparentée (note 13)	49 055	51 093
	<u>63 507</u>	<u>68 704</u>

SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	27 474	22 459
--	--------	--------

PARTICIPATION ET AVANCE DANS UN PARTENARIAT	-	280
---	---	-----

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 4)	174 726	171 511
	<u>265 707</u>	<u>262 954</u>

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Comptes à payer et frais courus	13 687	13 097
Honoraires de gestion reportés	515	-
Dépôts de clients	12 485	12 419
Emprunts (note 6)	93 500	100 084
	<u>120 187</u>	<u>125 600</u>

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES (note 7)	1 515	1 777
---	-------	-------

SUBVENTIONS REPORTÉES (note 8)	87 218	82 249
	<u>208 920</u>	<u>209 626</u>

AVOIR DE L'ACTIONNAIRE

CAPITAL-ACTIONS (note 9)	71 587	71 587
DÉFICIT CUMULÉ	(14 800)	(18 259)
	<u>56 787</u>	<u>53 328</u>
	<u>265 707</u>	<u>262 954</u>

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (notes 11 et 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :


M. Georges Laberge


M. Alain Cloutier

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

7

NOTES COMPLÉMENTAIRES**Au 31 mars 2010****1 — STATUTS CONSTITUTIFS ET OBJETS**

La Société a été créée par la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec (L.R.Q., chapitre S-13.01). Elle a pour objet d'administrer, d'exploiter et de développer, seule ou avec d'autres, les équipements, les immeubles ou les territoires à vocation récréative ou touristique qui lui sont transférés en vertu de sa loi constitutive; de concevoir, de construire, d'administrer, d'exploiter et de développer, seule ou avec d'autres, tout autre équipement, immeuble ou territoire à vocation récréative ou touristique.

En raison de sa loi constitutive, toutes les actions de la Société sont attribuées au ministre des Finances; la Société n'est donc pas assujettie aux impôts sur le revenu.

Le 30 mars dernier, lors du discours du budget 2010-2011, le gouvernement du Québec a annoncé l'abolition de la Société des parcs de sciences naturelles du Québec et l'intégration de ses activités à la Société des établissements de plein air du Québec. Le gouvernement déposera d'ici la fin de l'année 2010-2011, un projet de loi qui précisera les modalités liées à ce changement.

2 — CONVENTIONS COMPTABLES

a) Responsabilité de la direction et méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la provision pour congés de maladie et vacances.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

8

b) Comptabilisation des revenus

Les revenus tirés de la prestation de services reliés à la pêche, à la villégiature, à la chasse et aux autres activités sont comptabilisés lorsque les services sont rendus.

La Société comptabilise les revenus tirés de la vente de biens lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés au client.

Les subventions affectées proviennent du gouvernement du Québec et sont constatées à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées.

Les honoraires de gestion proviennent du gouvernement du Québec et de la société apparentée pour assumer les dépenses reliées à la conservation, à l'éducation, à l'entretien et à l'exploitation du réseau des parcs nationaux et de l'Aquarium du Québec et sont comptabilisés à titre de revenus au cours des exercices concernés.

c) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

d) Partenariats

La Société comptabilise sa participation dans le partenariat commercial selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation et sa participation dans le partenariat autre que commercial selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

e) Immobilisations corporelles et amortissement

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Bâtiments et infrastructures	entre 4 % et 14 %
Matériel roulant, mobilier, équipements et améliorations locatives	entre 10 % et 33 %

f) Dépréciation

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

9

g) Subventions reportées

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles sont comptabilisées à titre de subventions reportées. Elles sont virées aux résultats sur la base de l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

h) Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes gouvernementaux interentreprises à prestations déterminées étant donné que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

i) Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

3 — MODIFICATIONS COMPTABLES

Adoption de nouvelles normes comptables

Depuis le 1^{er} avril 2009, la Société comptabilise ses opérations selon le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public. Auparavant, elle utilisait le Manuel de l'ICCA – Comptabilité pour le secteur privé. Les effets de la première application de ces nouvelles normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers comparatifs.

Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous, ainsi que les impacts, le cas échéant.

Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes comptables du secteur public. Cette modification n'a aucune incidence sur la mesure des actifs et des passifs.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

10

3 — MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)**Revenus et dépenses**

Les revenus et dépenses sont maintenant tous présentés à la valeur brute dans les états financiers. Auparavant, la charge d'amortissement était présentée nette de l'amortissement des subventions reportées et les frais financiers nets des revenus d'intérêts. L'amortissement et les frais financiers sont maintenant présentés à la valeur brute et le virement des subventions reportées et les revenus d'intérêts sont présentés dans les revenus.

Ces changements ont pour effet de créer le poste « virement de subventions reportées » au montant de 6 104 000 \$ au 31 mars 2010 (2009 : 7 540 000 \$) et d'augmenter du même montant le poste « amortissement », et de créer le poste « intérêts » au montant de 532 000 \$ (2009 : 1 344 000 \$) en augmentant le poste « frais financiers » du même montant.

Redressement

Au cours de l'exercice la Société a revu sa méthode concernant le virement des subventions reportées aux résultats. Les subventions reportées sont constatées aux résultats au même rythme que l'amortissement des immobilisations auxquelles elles se rapportent alors qu'auparavant on utilisait des taux moyens en fonction de l'expérience passée.

L'application rétroactive de ce redressement a pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'exercice financier 2009 présenté à titre comparatif :

(En milliers de dollars)

Bilan

Subventions reportées	2 567
Déficit cumulé	(1 679)

Résultats

Virements de subventions reportées	(888)
------------------------------------	-------

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

11

4 — IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(En milliers de dollars)		2010		2009
	Coût	Amortisse- ment cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrains	2 481	-	2 481	2 481
Territoires à vocation récréative ou touristique	13 851	-	13 851	13 851
Bâtiments et infrastructures	219 568	76 335	143 233	140 539
Matériel roulant	13 387	5 428	7 959	8 654
Mobilier, équipements et améliorations locatives	19 311	12 109	7 202	5 986
	268 598	93 872	174 726	171 511

Des immobilisations corporelles classées sous les rubriques bâtiments et infrastructures, matériel roulant et mobilier, équipements et améliorations locatives, représentant respectivement 7 830 000 \$, 372 000 \$ et 1 042 000\$, n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas opérationnelles en fin d'exercice.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

12

5 — INFORMATION SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Variation des postes à court terme

(En milliers de dollars)	2010	2009
Créances	(1 157)	721
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	(108)	253
Stocks	5	8
Frais payés d'avance	149	(145)
Comptes à payer et frais courus	1 020	(3 394)
Honoraires de gestion reportés	515	-
Dépôts de clients	66	356
	490	(2 201)

Les acquisitions d'immobilisations corporelles d'une somme de 19 031 000 \$ (2009, 18 412 000 \$) comprennent des variations de frais courus de (430 000 \$) (2009, 798 000 \$).

Les intérêts déboursés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 482 000 \$ (2009, 2 296 000 \$).

6 — EMPRUNTS

(En milliers de dollars)	2010	2009
Acceptations bancaires échéant d'avril 2010 à juillet 2010 et portant intérêts à des taux variant de 0,49 % à 0,85 % (2009, 0,77 % à 1,91 %).	93 500	100 084

La Société a négocié auprès d'institutions financières et du Fonds de financement des facilités de crédit permettant d'emprunter, à son gré, des sommes sous différentes formes jusqu'à concurrence du montant maximum de 233 000 000 \$ que le gouvernement lui autorise à emprunter jusqu'au 30 juin 2014. Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés, la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, après s'être assurée que la Société n'est pas en mesure de rencontrer ses obligations sur l'un ou l'autre de ces emprunts, est autorisée à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à leur inexécution.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

13

7 — AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**a) Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite ou au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2 250 000 \$ (2009, 2 368 000 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

b) Provision pour congés de maladie et vacances

La provision pour congés de maladie est établie sur la base d'une méthode actuarielle.

(En milliers de dollars)	2010	2009
Solde au début	5 765	5 470
Charges de l'exercice	6 098	5 951
Prestations versées au cours de l'exercice	(5 889)	(5 656)
Solde à la fin	5 974	5 765

La provision pour congés de maladie et vacances payable à court terme au montant de 4 459 000 \$ (2009, 3 988 000 \$) est incluse au poste comptes à payer et frais courus.

La portion court terme de la provision pour congés de maladie est constituée des jours accumulés au cours de l'exercice et qui, majoritairement, seront remboursables à 50 % s'ils ne sont pas utilisés au cours du prochain exercice. La portion long terme de la provision pour congés de maladie est constituée de banques pour lesquelles il n'y a plus d'accumulation de journées et qui seront, dans la plupart des cas, écoulées en totalité au moment de la retraite de l'employé.

Les hypothèses utilisées pour déterminer la provision pour congés de maladie de la Société sont les suivantes :

Taux d'actualisation	entre 2,94 % et 3,58 %
Taux de croissance de la rémunération	entre 2,50 % et 3,25 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	entre 4 ans et 6 ans

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

14

8 — SUBVENTIONS REPORTÉES

(En milliers de dollars)	2010	2009 (retraité)
Solde au début	82 249	85 423
Nouvelles subventions	11 073	3 478
Virements aux résultats	(6 104)	(6 652)
Solde à la fin	87 218	82 249

9 — CAPITAL-ACTIONS

(En milliers de dollars)	2010	2009
Autorisé		
D'après sa loi constitutive, la Société est autorisée à émettre, au ministre des Finances, 750 000 actions ordinaires, avec droit de vote, d'une valeur nominale de 100 \$		
Émis		
268 617 actions en paiement de transferts d'actifs	26 862	26 862
447 250 actions payées comptant	44 725	44 725
	71 587	71 587

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

15

10 — PARTENARIATS**Partenariat commercial**

La Société détenait une participation de 50 % dans Sépaq-Val-Jalbert S.E.N.C. dont l'objet était d'administrer, d'exploiter et de développer le site touristique du Village historique de Val-Jalbert. La participation était comptabilisée à la valeur de consolidation modifiée et a été disposée au cours de l'exercice.

Partenariat autre que commercial

La Société détient une participation de 50 % dans Mistissini-Sépaq S.E.N.C. dont l'objet est d'opérer et de gérer conjointement les réserves fauniques d'Assinica et des Lacs-Albanel-Mistassini-et-Waconichi ainsi que de promouvoir l'emploi des Cris et de la population de la région. Au 31 mars 2010, la quote-part de chacun des éléments de ce partenariat comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle se détaille comme suit :

(En milliers de dollars)	2010	2009
Bilan		
Frais payés d'avance	2	4
Comptes à payer et frais courus	37	32
Dépôts de clients	162	143
Subventions reportées	40	-
Résultats		
Revenus	465	442
Dépenses	444	378
Flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation	87	36

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

16

11 — ENGAGEMENTS

La Société est liée par des engagements dont le solde est de 4 853 000 \$, exclusion faite des clauses escalatoires sur les baux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars)

2011	1 559
2012	998
2013	642
2014	640
2015	633

De plus, au 31 mars 2010, la Société s'était engagée à supporter des coûts pour des immobilisations corporelles au cours du prochain exercice pour un montant de 1 918 000 \$.

12 — ÉVENTUALITÉS

La Société peut, à l'occasion, être sujette à des réclamations et à des poursuites judiciaires dans le cours de ses affaires. Ces réclamations font souvent l'objet d'incertitudes. La direction est d'avis que des provisions suffisantes ont été comptabilisées en fin d'exercice aux états financiers de la Société et que le règlement final de ces éventualités n'aura pas d'effet négatif sur la situation financière de la Société.

13 — OPÉRATIONS AVEC APPARENTÉES

En date du 3 mai 2006, la Sépaq a signé une convention avec la Société des parcs de sciences naturelles du Québec selon laquelle elle s'est vu confier le mandat de gérer et d'administrer le Parc Aquarium du Québec et de coordonner le plan de fermeture du Jardin zoologique du Québec.

Au cours de l'exercice, la Société des parcs de sciences naturelles du Québec a remboursé à la Sépaq une somme de 2 038 000 \$ (2009, emprunt de 29 617 000 \$). La somme due à la Sépaq a porté intérêts au taux moyen de 0,98 %. Elle est sans modalité de remboursement et la Sépaq a inscrit un revenu d'intérêts de 522 000 \$ (2009, 1 314 000 \$). De plus, la Sépaq a comptabilisé un revenu d'honoraires de gestion de 5 892 000 \$ (2009, 3 425 000 \$).

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

17

13 — OPÉRATIONS AVEC APPARENTÉES (suite)

En plus des opérations entre apparentées déjà divulguées ci-dessus et dans les états financiers, lesquelles sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentées autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La plupart de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

14 — INFORMATION SUR LES RISQUES FINANCIERS

Risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

La direction estime que la Société n'est pas exposée à un risque de crédit important, étant donné qu'elle transige avec un nombre important de clients, lesquels effectuent en majorité le paiement des services par cartes de crédit ou de débit et habituellement avant que ceux-ci ne soient rendus. Par conséquent, la Société n'a pas de compte en souffrance significatif.

Juste valeur

En raison de leur échéance très rapprochée ou à court terme, la valeur comptable de l'encaisse, des créances, de l'avance à la société apparentée, des comptes à payer et frais courus, des dépôts de clients et des emprunts indiqués au bilan se rapproche de leur juste valeur.

La juste valeur de l'avance à la société apparentée ne peut être évaluée de façon fiable étant donné que la transaction est survenue entre des parties apparentées.

Risque de liquidité

La Société considère qu'elle détient suffisamment d'actifs financiers facilement convertibles en trésorerie et également de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

18

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée à un risque de taux d'intérêt au niveau de l'avance à la société apparentée et des emprunts puisqu'ils portent intérêt à taux variable.

L'effet net d'une augmentation (réduction) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 581 000 \$ le bénéfice net (2009 : 428 000 \$).

15- CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2009 ont été reclassés pour rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 2010.

MALLETTE

Mallette
SNCRL
Comptables agréés

Bureau 200
3075, chemin des Quatre-Bourgeois
Québec (Québec) G1W 5C4

Téléphone 418 653-4431

Télécopie 418 656-0900

Courriel info.quebec@mallette.ca

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de la
Société des parcs de sciences naturelles du Québec,

Nous avons vérifié le bilan de la **SOCIÉTÉ DES PARCS DE SCIENCES NATURELLES DU QUÉBEC** au 31 mars 2010 et les états des résultats, du déficit cumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Mallette*¹

Mallette
SNCRL
Comptables agréés

Québec, Canada
Le 23 avril 2010

¹ CA auditeur permis n° 12506

Société des parcs de sciences naturelles du Québec

RÉSULTATSExercice terminé le 31 mars
(En milliers de dollars)

2010

2009

REVENUS

Subventions (note 1)	11 565 \$	11 678 \$
Amortissement des subventions reportées	156	161
Autres	2	17
	<u>11 723</u>	<u>11 856</u>

DÉPENSES

Frais de fermeture	796	1 226
Honoraires de gestion concernant le Parc Aquarium du Québec	5 892	3 425
Frais financiers (note 3)	522	1 714
Taxes foncières	1 609	2 586
Amortissement des immobilisations	1 124	1 155
	<u>9 943</u>	<u>10 106</u>

RÉSULTATS NETS	1 780 \$	1 750 \$
-----------------------	-----------------	-----------------

DÉFICIT CUMULÉExercice terminé le 31 mars
(En milliers de dollars)

	2010	2009
Solde au début	(26 419) \$	(28 169) \$
Résultats nets	1 780	1 750
Solde à la fin	(24 639) \$	(26 419) \$

Société des parcs de sciences naturelles du Québec

FLUX DE TRÉSORERIEExercice terminé le 31 mars
(En milliers de dollars)

2010

2009

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Résultats nets

1 780 \$

1 750 \$

Amortissement des immobilisations, net des subventions reportées

968

994

Variation des postes à court terme

(709)

94

2 039

2 838

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Remboursement de la dette à long terme

-

(32 455)

Somme remboursée à la société apparentée

(2 039)

29 617

(2 039)

(2 838)

VARIATION DES FLUX DE TRÉSORERIE

-

-

ENCAISSE AU DÉBUT

-

-

ENCAISSE À LA FIN

-

\$

-

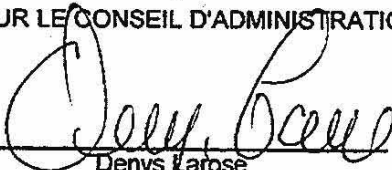
\$

BILAN

Au 31 mars (En milliers de dollars)		
	2010	2009
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Débiteurs	2 \$	8 \$
Subvention à recevoir	1 428	91
Frais reportés au prochain exercice	429	1 490
	<u>1 859</u>	<u>1 589</u>
IMMOBILISATIONS (note 4)	<u>26 553</u>	<u>27 677</u>
	<u>28 412 \$</u>	<u>29 266 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	322 \$	761 \$
Somme due à une société apparentée (note 1)	49 054	51 093
	<u>49 376</u>	<u>51 854</u>
SUBVENTIONS REPORTÉES	<u>3 675</u>	<u>3 831</u>
	<u>53 051</u>	<u>55 685</u>
DÉFICIT CUMULÉ	<u>(24 639)</u>	<u>(26 419)</u>
	<u>28 412 \$</u>	<u>29 266 \$</u>

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (notes 1 et 5)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :


 Denys Larose


 Jean Lamy

1 — STATUTS CONSTITUTIFS, NATURE DES ACTIVITÉS, ENGAGEMENTS ET OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉES

La Société a été constituée le 30 août 1994 en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec pour effectuer la gestion du Parc Aquarium du Québec (« Aquarium ») et du Jardin zoologique du Québec (« Jardin »).

En 2002, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le ministre des Transports du Québec ont cédé à la Société, en vertu d'un bail emphytéotique, les immeubles de l'Aquarium et du Jardin pour une période de quarante ans se terminant le 31 mars 2042. La Société s'est engagée à assumer tous les frais liés aux immeubles. Aucune valeur n'a été comptabilisée à titre d'apports pour ces immeubles.

Le 3 mai 2006, la Société a signé une convention de gestion avec la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) et le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs selon laquelle la Sépaq se voit confier le mandat de gérer et d'administrer l'Aquarium et de coordonner le plan de fermeture du Jardin. En vertu de cette convention, et sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires, le ministre s'est engagé à verser à la Société les sommes nécessaires pour qu'elle respecte ses obligations. À cet effet, la Société a reçu au cours de l'exercice une subvention de 11 565 000 \$ (2009, 11 678 000 \$) et a encouru une dépense de 5 892 000 \$ (2009, 3 425 000 \$) pour les honoraires de gestion concernant les opérations de l'Aquarium.

La Société peut aussi emprunter lorsque la subvention annuelle est insuffisante pour couvrir les déboursés. Au cours de l'exercice, la Société a remboursé à la Sépaq un montant de 2 039 000 \$ (2009, emprunt de 29 617 000 \$). La somme due à la Sépaq a porté intérêt au taux moyen de 0,98 % (2009, 2,96 %). Elle est sans modalités de remboursement et la Société a inscrit une dépense d'intérêts de 522 000 \$ (2009, 1 714 000 \$).

Le 30 mars 2010, le ministre des Finances, M. Raymond Bachand, a annoncé dans son discours sur le budget 2010-2011 l'abolition de la Société, et le transfert de ses activités à la Sépaq.

2 — CONVENTIONS COMPTABLES

a) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la Société ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses comptabilisés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

b) Comptabilisation des revenus

Les subventions sont comptabilisées à titre de revenus lorsque les dépenses sont constatées.

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Bâtiments	3 %
Stationnement	4 %
Aménagements paysagers	7 %
Mobilier, équipement, matériel roulant et animaux	20 %

Les immobilisations sont révisées pour dépréciation lorsqu'il y a des indications que leurs valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

d) Subventions reportées

Les subventions relatives aux immobilisations sont comptabilisées à titre de subventions reportées. Elles sont virées aux résultats sur la base de l'amortissement des immobilisations auxquelles elles se rapportent.

3 — FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers de 522 000 \$ ne comprennent que des intérêts sur la somme empruntée de la Sépaq (2009; 1 714 000 \$).

4 — IMMOBILISATIONS

(En milliers de dollars)		2010		2009	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette	
Bâtiments et stationnement	31 554 \$	6 461 \$	25 093 \$	25 987 \$	
Aménagements paysagers	2 367	1 140	1 227	1 385	
Mobilier, équipement et matériel roulant	3 533	3 300	233	305	
Animaux	430	430	-	-	
	37 884 \$	11 331 \$	26 553 \$	27 677 \$	

5 — ÉVENTUALITÉS

La Société peut, à l'occasion, être sujette à des réclamations et des poursuites judiciaires dans le cours de ses affaires. Ces réclamations font souvent l'objet d'incertitudes. La Société est d'avis que des provisions suffisantes ont été comptabilisées en fin d'exercice et que le règlement final de ces éventualités n'aura pas d'effet négatif sur sa situation financière.

Par ailleurs, la Société négocie présentement avec la Commission de la capitale nationale du Québec la cession d'une partie de son terrain. Dans le cadre de ces négociations, il est prévu que cette dernière remboursera les taxes foncières relatives à la portion de terrain qui lui sera cédée, et ce, rétroactivement au 1^{er} septembre 2006. À la date de fermeture des états financiers, les négociations étaient toujours en cours.

6 — RÉGIME DE RETRAITE

Le 29 avril 2002, la Société a instauré un régime de retraite facultatif à cotisations déterminées. La cotisation de l'employeur correspond à 5 % du salaire brut de l'employé si ce dernier contribue au régime un minimum de 5 % de son salaire brut.

La dépense pour l'exercice relative à ce régime de retraite est de 5 800 \$ (2009, 8 400 \$).

7 — OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs assume une portion de la masse salariale et des avantages sociaux de certains employés affectés à la Société. Ainsi, les revenus et les dépenses incluent une somme de 109 000 \$ (2009, 382 000 \$) à cet effet.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société des traversiers du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Pour ce faire, depuis avril 2009, il est assisté par le Comité de vérification. Ce comité rencontre la direction ainsi que les vérificateurs externes, examine les états financiers et en recommande l'approbation au Conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société des traversiers du Québec conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le Comité de vérification pour discuter de tout événement qui concerne sa vérification.



Georges Farrab

Président-directeur général



Gaston Larocque

Directeur de l'administration et des finances

Québec, le 18 mai 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

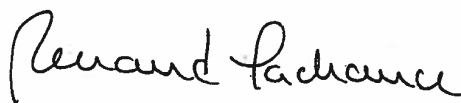
Au Ministre des Finances,

J'ai vérifié le bilan de la Société des traversiers du Québec au 31 mars 2010 et les états des produits et charges et déficit cumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive des changements apportés par l'adoption des normes comptables du secteur public et expliqués à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 FCA auditeur
Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 18 mai 2010

**SOCIÉTÉ DES TRAVERSISERS DU QUÉBEC
PRODUITS ET CHARGES ET DÉFICIT CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	\$	\$
CHARGES		
Frais d'exploitation (note 4)	60 627 424	54 535 263
Frais d'administration (note 5)	6 494 534	4 961 193
Amortissement des immobilisations corporelles	7 282 376	6 618 430
Intérêts sur la dette à long terme	3 208 532	3 352 550
	<u>77 612 866</u>	<u>69 467 436</u>
PRODUITS		
Transport des véhicules	9 455 210	8 657 007
Transport des passagers	7 158 285	7 205 766
Autres (note 6)	821 232	626 355
	<u>17 434 727</u>	<u>16 489 128</u>
PERTE AVANT PARTICIPATIONS GOUVERNEMENTALES	60 178 139	52 978 308
PARTICIPATIONS GOUVERNEMENTALES (note 7)	<u>61 006 112</u>	<u>53 402 125</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(827 973)	(423 817)
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT	<u>11 417 256</u>	<u>11 841 073</u>
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN	<u><u>10 589 283</u></u>	<u><u>11 417 256</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DES TRAVERSISERS DU QUÉBEC

BILAN

AU 31 MARS 2010

	2010 \$	2009 \$
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 177 436	-
Créances (note 8)	2 759 228	2 316 875
Frais payés d'avance	559 130	367 650
Participation gouvernementale recouvrable (note 9)	731 946	733 244
	<u>7 227 740</u>	<u>3 417 769</u>
Placement de la compensation provenant du transfert des quais fédéraux (note 12)	30 910 395	34 778 880
Participation gouvernementale recouvrable (note 9)	21 872 466	23 805 652
Immobilisations corporelles (note 10)	79 277 000	70 940 587
	<u>139 287 601</u>	<u>132 942 888</u>
PASSIF		
À court terme		
Découvert bancaire	-	1 258 086
Charges à payer et frais courus	9 156 012	6 834 926
Versements sur la dette à long terme (note 11)	6 906 619	6 202 873
	<u>16 062 631</u>	<u>14 295 885</u>
Loyers perçus d'avance	114 000	120 000
Dette à long terme (note 11)	68 205 824	67 710 532
Participations gouvernementales reportées		
Afférentes à la compensation financière provenant du transfert des quais fédéraux (note 12)	30 910 395	34 778 880
Afférentes aux immobilisations corporelles (note 13)	32 910 240	25 781 053
	<u>148 203 090</u>	<u>142 686 350</u>
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE (DÉFICITAIRE)		
Capital-actions (note 14)	1 500 000	1 500 000
Surplus d'apport (note 15)	173 794	173 794
Déficit	(10 589 283)	(11 417 256)
	<u>(8 915 489)</u>	<u>(9 743 462)</u>
	<u>139 287 601</u>	<u>132 942 888</u>

ENGAGEMENTS (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits par rapport aux charges	827 973	423 817
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	7 282 376	6 618 430
Diminution de la participation gouvernementale recouvrable	1 934 484	1 887 895
Virement de participations gouvernementales reportées	(6 132 678)	(3 674 830)
Perte sur vente d'immobilisations corporelles	1 776	31 038
Diminution des loyers perçus d'avance	(6 000)	(6 000)
	<u>3 907 931</u>	<u>5 280 350</u>
Variations de certains éléments d'actif et de passif à court terme hors trésorerie et équivalents de trésorerie :		
Créances	(442 353)	552 654
Frais payés d'avance	(191 480)	151 272
Charges à payer et frais courus	1 920 121	(1 087 687)
Subvention d'opération du ministère des Transports perçue d'avance	-	(15 603 715)
Participation gouvernementale reportée afférente aux immobilisations corporelles	<u>2 000 000</u>	<u>-</u>
Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour les) activités d'exploitation	<u>7 194 219</u>	<u>(10 707 126)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements à long terme	(1 604 795)	(1 835 023)
Produit de la vente de placements	4 510 010	2 207 034
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(9 429 710)	(4 122 577)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	-	3 282
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	<u>(6 524 495)</u>	<u>(3 747 284)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunt à long terme	7 550 000	3 200 000
Participation gouvernementale et produits financiers connexes provenant du transfert des quais fédéraux	2 566 760	1 810 234
Remboursement de la dette à long terme	<u>(6 350 962)</u>	<u>(5 673 497)</u>
Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour les) activités de financement	<u>3 765 798</u>	<u>(663 263)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	<u>4 435 522</u>	<u>(15 117 673)</u>
(INSUFFISANCE) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>(1 258 086)</u>	<u>13 859 587</u>
TRÉSORERIE (INSUFFISANCE) ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>3 177 436</u>	<u>(1 258 086)</u>
Intérêts payés au cours de l'exercice	<u>3 209 829</u>	<u>3 401 773</u>

Au cours de l'exercice, la Société a acquis 761 086 \$ (360 121 \$ en 2009) d'immobilisations corporelles qui sont incluses dans les charges à payer et les frais courus et 5 789 890 \$ qui sont incluses dans les participations gouvernementales reportées.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ DES TRAVERSISERS DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2010

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Société des traversiers du Québec est une compagnie à fonds social constituée par loi spéciale (L.R.Q., chapitre S-14) dont les actions font partie du domaine public du Québec et sont réservées au ministre des Finances. La Société a pour objet notamment de fournir des services de transport par traversier entre les rives des fleuves, rivières et lacs situés dans le Québec.

En vertu de l'article 5 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la présentation des états financiers, la Société utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société des traversiers du Québec par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi qu'à l'égard de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Constatation des produits

Prestations de services

Les produits provenant de la prestation de services sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- ✓ Le service est payé et rendu;
- ✓ Le service est rendu et facturé, et le recouvrement est raisonnablement assuré.

Participations et subventions gouvernementales

La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les participations et les subventions. La subvention et les produits financiers connexes, grevés d'une affectation d'origine externe aux charges d'exercices futurs, sont constatés à titre de produits au cours des exercices où les charges correspondantes sont engagées. Les subventions non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon les méthodes d'amortissement et les taux suivants :

	Méthode	Taux
Bâtiments	Solde dégressif	4 % et 10 %
Quais	Solde dégressif	5 %
Navires	Solde dégressif	15 %
Ameublement et équipement	Solde dégressif	20 %
Matériel roulant	Solde dégressif	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux produits et charges de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Participation gouvernementale recouvrable

La participation gouvernementale recouvrable correspond à l'écart entre, d'une part, la somme des charges d'intérêts encourues sur des emprunts du Fonds de financement afférents à l'acquisition d'immobilisations corporelles et de l'amortissement cumulé sur ces immobilisations et, d'autre part, les subventions du gouvernement du Québec reçues pour permettre les versements sur ces emprunts.

Participations gouvernementales reportées

La contrepartie de la valeur attribuée aux biens acquis par donation et les subventions pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisées comme participations gouvernementales reportées et sont virées aux produits et charges selon les mêmes méthodes et taux d'amortissement que les immobilisations en cause.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu que la Société ne dispose pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

Depuis le 1^{er} avril 2009, la Société établit ses états financiers selon le *Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* pour le secteur public. Auparavant, elle utilisait le *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés - Comptabilité* pour le secteur privé. Ce changement n'a aucune incidence sur les produits et charges et le déficit cumulé de la Société.

Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel sont décrites ci-dessous.

Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes comptables du secteur public. Cette modification n'a aucune incidence sur la mesure des actifs et des passifs.

4. FRAIS D'EXPLOITATION

	2010	2009
	\$	\$
Traitements et avantages sociaux	25 080 297	24 006 781
Formation du personnel	323 921	368 076
Contrats d'exploitation	3 018 931	2 520 688
Carburant	8 046 016	10 457 529
Entretien et réparation - navires	9 250 967	6 468 765
Entretien et réparation - quais	7 970 110	4 060 521
Entretien et réparation - bâtiments	930 330	675 218
Taxes foncières et scolaires	979 469	928 103
Assurances	1 289 820	1 233 896
Commission de la santé et sécurité au travail	372 821	398 410
Frais de déplacement	450 209	438 880
Maintenance des TI et télécommunications	173 048	157 504
Uniformes	49 433	294 001
Publicité	204 086	165 661
Honoraires professionnels	1 137 618	845 082
Frais de port et frais de quais	493 572	480 239
Autres	1 256 776	1 068 020
Recouvrements des assureurs	(400 000)	(32 111)
	60 627 424	54 535 263

5. FRAIS D'ADMINISTRATION

	2010	2009
	\$	\$
Traitements et avantages sociaux	3 952 224	3 397 346
Formation du personnel	85 209	39 540
Frais de déplacement	282 227	268 415
Honoraires professionnels	1 382 606	473 804
Frais reliés au bâtiment du siège social	202 582	239 206
Publicité	155 209	115 201
Maintenance des TI et télécommunications	182 353	158 975
Papeterie et impression	89 382	79 830
Autres	162 742	188 876
	6 494 534	4 961 193

6. AUTRES PRODUITS

	2010	2009
	\$	\$
Intérêts sur dépôts bancaires	38 143	232 206
Droits d'amarrage	43 119	42 356
Droits de débarcadère ferroviaire	217 359	-
Stationnement et divers	143 246	118 307
Distributeurs automatiques et concession alimentaire	221 711	186 243
Affichage publicitaire	142 301	52 667
Location de locaux	17 129	19 614
Location de navires	-	6 000
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	(1 776)	(31 038)
	821 232	626 355

7. PARTICIPATIONS GOUVERNEMENTALES

	2010	2009
	\$	\$
Subventions du gouvernement du Québec		
Subvention d'opération du ministère des Transports	56 807 918	51 615 190
Participations gouvernementales recouvrables	(1 934 484)	(1 887 895)
	<u>54 873 434</u>	<u>49 727 295</u>
Virement de participations gouvernementales reportées		
Afférentes à la compensation financière provenant du transfert des quais fédéraux (note 12)	4 511 315	2 182 245
Afférentes aux immobilisations corporelles acquises par donation du gouvernement du Québec (note 13)	483 338	294 411
Afférentes aux immobilisations corporelles acquises par donation du gouvernement du Canada (note 13)	1 138 025	1 198 174
	<u>6 132 678</u>	<u>3 674 830</u>
	<u>61 006 112</u>	<u>53 402 125</u>

8. CRÉANCES

	2010	2009
	\$	\$
Secteur du transport	304 693	314 493
Secteur gouvernemental	2 005 329	272 423
Subvention à recevoir du ministère des Transports	-	1 526 290
Réclamation d'assurances	429 032	197 422
Autres	20 174	6 247
	<u>2 759 228</u>	<u>2 316 875</u>

9. PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE RECOUVRABLE

Le gouvernement du Québec s'est engagé à verser les sommes nécessaires à la Société pour qu'elle soit en mesure de s'acquitter de ses obligations sur des emprunts du Fonds de financement servant à financer l'acquisition d'immobilisations corporelles, après s'être assuré que la Société n'est pas en mesure de le faire.

La participation recouvrable s'établit comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Solde au début	24 538 896	26 426 791
Amortissement des immobilisations corporelles financées à long terme	4 417 776	3 834 825
Intérêts encourus sur les emprunts	3 208 532	3 352 550
	<u>32 165 204</u>	<u>33 614 166</u>
Participations gouvernementales reçues	(9 560 792)	(9 075 270)
Solde à la fin	<u>22 604 412</u>	<u>24 538 896</u>

Ce solde se rapporte aux éléments suivants du bilan :

	2010	2009
	\$	\$
Emprunts du Fonds de financement (note 11)	49 561 033	48 361 995
Coût non amorti des immobilisations corporelles financées à long terme (note 10)	(27 688 567)	(24 556 343)
	<u>21 872 466</u>	<u>23 805 652</u>
Intérêts courus sur ces emprunts	731 946	733 244
	<u>22 604 412</u>	<u>24 538 896</u>

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010					2009
	FINANCÉES À LONG TERME	ACQUISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	ACQUISES À L'AIDE DE PARTICIPATIONS GOUVERNEMENTALES	AUTRES	TOTAL	TOTAL
	(note 9)		(note 13)			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
COÛT						
Terrains	-	-	173 794	21 972	195 766	195 766
Quais *	932 712	23 108 643	46 366 856	722 917	71 131 128	65 575 045
Bâtiments	5 698 304	1 681 967	5 752 206	3 301 517	16 433 994	15 591 466
Navires *	116 399 359	-	29 228 709	4 610 621	150 238 689	145 574 383
Ameublement et équipement *	-	-	2 012 738	5 833 622	7 846 360	3 298 864
Matériel roulant	-	-	-	149 171	149 171	149 171
Améliorations locatives	-	-	215 930	694 240	910 170	908 717
	<u>123 030 375</u>	<u>24 790 610</u>	<u>83 750 233</u>	<u>15 334 060</u>	<u>246 905 278</u>	<u>231 293 412</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ						
Quais	465 881	13 446 448	17 763 850	262 767	31 938 946	30 014 620
Bâtiments	1 511 452	1 401 466	3 857 069	1 383 660	8 153 647	7 431 713
Navires	93 364 475	-	28 817 762	2 026 954	124 209 191	119 858 406
Ameublement et équipement	-	-	11 588	2 267 938	2 279 526	2 035 373
Matériel roulant	-	-	-	136 798	136 798	131 492
Améliorations locatives	-	-	215 930	694 240	910 170	881 221
	<u>95 341 808</u>	<u>14 847 914</u>	<u>50 666 199</u>	<u>6 772 357</u>	<u>167 628 278</u>	<u>160 352 825</u>
VALEUR NETTE	<u>27 688 567</u>	<u>9 942 696</u>	<u>33 084 034</u>	<u>8 561 703</u>	<u>79 277 000</u>	<u>70 940 587</u>

* Au 31 mars 2010, ces postes incluent un total de 6 899 382 \$ d'acquisitions sur lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé. Ce montant se répartit ainsi : quais 961 707 \$, navires 1 375 092 \$ et ameublement et équipement 4 562 583 \$.

11. DETTE À LONG TERME

	2010 \$	2009 \$
Dû au gouvernement du Québec payable sur demande, sans intérêt et remboursable selon des modalités qui seront convenues entre le ministre des Finances et la Société en vertu d'une entente relative à la cession, par le gouvernement du Québec à la Société, de bâtiments et de quais	25 551 410	25 551 410
Emprunts du Fonds de financement, 8,49 %, remboursables par des versements semestriels de 1 766 415 \$, échéant en juin 2011*	4 860 469	7 782 682
Emprunt du Fonds de financement, 6,96 %, remboursable par des versements semestriels de 1 725 967 \$, échéant en janvier 2018*	20 866 429	22 765 541
Emprunt du Fonds de financement, 5,06 %, remboursable par des versements semestriels de 280 938 \$, échéant en janvier 2018*	3 657 911	4 012 852
Emprunt du Fonds de financement, 5,68 %, remboursable par des versements semestriels de 288 635 \$, échéant en janvier 2018*	3 648 757	4 012 334
Emprunt du Fonds de financement, 6,04 %, remboursable par des versements semestriels de 102 319 \$, échéant en juin 2028*	2 257 868	2 323 481
Emprunt du Fonds de financement, 5,00 %, remboursable par des versements semestriels de 181 137 \$, échéant en 2016*	3 129 329	3 328 045
Emprunt du Fonds de financement, 4,72 %, remboursable par des versements semestriels de 91 860 \$, échéant en décembre 2015*	948 193	1 082 736
Emprunt du Fonds de financement, 4,65 %, remboursable par des versements semestriels de 200 726 \$, échéant en juin 2018*	2 790 168	3 054 324
Emprunt du Fonds de financement, 4,37 %, remboursable par des versements semestriels de 284 796 \$, échéant en décembre 2017*	7 401 909	-
	75 112 443	73 913 405
Versements échéant en deçà d'un an	6 906 619	6 202 873
	<u>68 205 824</u>	<u>67 710 532</u>

Les versements en capital à effectuer sur les emprunts au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2011	6 906 619 \$
2012	5 648 020 \$
2013	4 202 160 \$
2014	4 458 805 \$
2015	4 731 606 \$

* Ces emprunts portent intérêts à taux fixes

12. PARTICIPATIONS GOUVERNEMENTALES REPORTÉES AFFÉRENTES À LA COMPENSATION FINANCIÈRE PROVENANT DU TRANSFERT DES QUAIS FÉDÉRAUX

En vertu d'une entente signée le 30 mars 2001, le gouvernement du Québec a transféré à la Société la propriété, effective le 19 juin 2000, des installations portuaires d'une valeur attribuée de 35 525 305 \$, situées sur le site des dix terminaux de traversiers reçus du gouvernement du Canada, ainsi que la compensation financière de 36 300 000 \$ associée à ce transfert. Selon cette entente, la Société doit utiliser cette somme forfaitaire, ainsi que les fruits de son investissement, exclusivement pour l'opération, l'entretien et la réfection des dix terminaux.

	2010	2009
	\$	\$
Solde au début	34 778 880	35 101 313
Intérêts gagnés	337 048	426 181
Amortissement des escomptes et des primes sur placements	1 267 747	1 408 842
Frais de garde	(1 305)	(1 395)
Gain sur disposition de placements	-	26 184
	36 382 370	36 961 125
Virement aux produits et charges d'un montant équivalent des charges nettes des quais transférés du gouvernement du Canada	(4 511 315)	(2 182 245)
Virement à la participation gouvernementale reportée pour l'acquisition d'immobilisations	(960 660)	-
	30 910 395	34 778 880

Ce solde au bilan se rapporte aux éléments suivants :

	2010	2009
	\$	\$
Placement de la compensation pour les quais fédéraux, constitué de :		
Encaisse	69 676	364 162
Placement en billet à escompte (échéant le 1 ^{er} avril 2010, rendement de 0,20 %)	2 690 000	-
Placement sur le marché obligataire (valeur au marché : 30 537 296 \$; 37 156 635 \$ en 2009)	28 045 203	34 323 774
Intérêts courus à recevoir	105 516	90 944
	30 910 395	34 778 880

Les placements obligataires portent intérêt à des taux compris entre 1,90 % et 7,02 %. Les échéances s'échelonnent d'avril 2010 à juillet 2025.

Les escomptes et les primes sont amortis selon la méthode du taux de rendement effectif.

13. PARTICIPATIONS GOUVERNEMENTALES REPORTÉES AFFÉRENTES AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	\$	\$
Participations par donation		
a) Gouvernement du Québec		
Solde au début	3 063 909	3 358 320
Subvention reçue sous forme d'immobilisations	5 789 890	-
Virement aux produits et charges des montants suivants :		
Amortissement des immobilisations subventionnées		
ou acquises par donation	(483 338)	(294 411)
Solde à la fin	<u>8 370 461</u>	<u>3 063 909</u>
b) Gouvernement du Canada		
Solde au début	22 717 144	23 915 318
Virement aux produits et charges d'un montant équivalent à		
l'amortissement des immobilisations subventionnées		
ou acquises par donation	(1 138 025)	(1 198 174)
Solde à la fin	<u>21 579 119</u>	<u>22 717 144</u>

Participations à même la compensation financière provenant du transfert des quais fédéraux (note 12)**Gouvernement du Canada**

Solde du début	-	-
Transfert de la compensation financière provenant du transfert des quais fédéraux	960 660	-
Solde à la fin	<u>960 660</u>	<u>-</u>

Participations à l'aide d'une subvention**Gouvernement du Canada**

Solde du début	-	-
Subvention pour le programme de contribution pour la sûreté maritime	2 000 000	-
Solde à la fin	<u>2 000 000</u>	<u>-</u>
	<u>32 910 240</u>	<u>25 781 053</u>

Ce solde se rapporte aux éléments suivants :

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	\$	\$
Terrains	173 794	173 794
Quais	28 603 006	24 004 503
Bâtiments	1 895 137	1 291 644
Navires	410 947	483 468
Ameublement et équipement	2 001 150	1 438
	<u>33 084 034</u>	<u>25 954 847</u>
Déduire : Participation gouvernementale inscrite		
au surplus d'apport (note 15)	(173 794)	(173 794)
	<u>32 910 240</u>	<u>25 781 053</u>

14. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé :

100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	\$	\$
Emis et payé :		
15 000 actions	<u>1 500 000</u>	<u>1 500 000</u>

15. SURPLUS D'APPORT

	2010	2009
	\$	\$
Participation gouvernementale relative à des terrains acquis par donation (note 13)	173 794	173 794

16. ENGAGEMENTS

La Société a signé un bail à long terme échéant en 2019 pour les locaux à la gare de Lévis avec une option de renouvellement de quatorze ans. La Société a également signé un bail pour la location des locaux au port de Québec renouvelé pour cinq ans en 2009. Ce bail comporte deux autres options de renouvellement de cinq ans chacune. Finalement, la Société a signé deux baux à court terme pour la location de locaux avec Via Rail Canada et la Société Immobilière du Bassin Louise. Le premier, d'une durée de neuf mois, sera échu en juillet 2010 et le second, d'une durée de dix-sept mois, sera échu en septembre 2010.

En vertu d'une entente conclue le 1^{er} août 2009 avec le ministère des Transports (MTQ), la Société s'est vu confier la gestion de treize services de traversiers et de dessertes qui étaient sous la responsabilité du MTQ. Les ententes de service, maintenant au nombre de seize, visent à permettre à des transporteurs de maintenir des services maritimes et de transport aérien et la Société s'est engagée à leur verser une rémunération annuelle ou de combler leur déficit.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010, la charge de loyer pour les locaux s'élève à 95 244 \$ et la rémunération versée aux transporteurs totalise 3 018 931 \$.

Au 31 mars 2010, les engagements de la Société s'établissent comme suit :

	Baux	Ententes de services *
	\$	\$
2011	107 585	24 855 199
2012	71 532	15 617 289
2013	72 963	14 662 102
2014	74 422	13 756 900
2015	66 660	13 528 892
Exercices subséquents	235 683	82 498 299
	628 845	164 918 681

De plus, la Société s'est engagée envers deux consortiums pour la conception de plans et devis relatifs à la construction de nouveaux navires, pour un montant de 3 898 923 \$.

* Les montants des ententes de services sont basés sur une estimation de coûts prévus aux contrats et des déficits budgétaires des transporteurs.

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà exposées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas exposées distinctement dans les états financiers.

18. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux produits et charges de l'exercice s'élèvent à 1 032 976 \$ (2009 : 1 008 050 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société d'habitation du Québec ont été dressés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité des données, notamment des estimations et des jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel de gestion concordent avec les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la Société.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent. Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, rencontre cette dernière ainsi que le vérificateur général, examine les états financiers et les approuve.

Le vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Son rapport expose la nature et l'étendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion. Le vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le président-directeur général,



WILLIAM JOHN MACKAY

Québec, le 21 juin 2010

Le vice-président aux affaires publiques
et à l'administration,



ANDRÉ FILION

Québec, le 21 juin 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Société d'habitation du Québec au 31 mars 2010, l'état des résultats ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2010. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 FCA auditeur

RENAUD LACHANCE, FCA auditeur

Québec, le 21 juin 2010



RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

(en milliers de dollars)

	Notes	2010	2009
PRODUITS			
Contributions	3		
Gouvernement du Québec		430 658	407 991
Société canadienne d'hypothèques et de logement		264 701	261 177
		695 359	669 168
Honoraires	4	591	782
Intérêts et autres produits		649	1 027
		696 599	670 977
CHARGES			
Coût des programmes	3	658 059	634 039
Frais d'administration	5	38 540	36 938
		696 599	670 977

BILAN

AU 31 MARS 2010

(en milliers de dollars)

	Notes	2010	2009
ACTIF			
À court terme			
Encaisse		–	5 156
Créances	6	256 994	152 212
		256 994	157 368
Encaisse réservée	7	1 544	1 668
Placements	8	7 208	7 296
Contribution recouvrable – Gouvernement du Québec	14	27 043	16 238
Immobilisations corporelles	9	7 363	7 711
		300 152	190 281
PASSIF			
À court terme			
Découvert bancaire		3 014	–
Emprunt temporaire	10	7 363	7 785
Charges à payer	11	53 265	57 599
Provision pour vacances	12	3 105	2 828
Contributions reportées			
Gouvernement du Québec		21 191	11 159
Société canadienne d'hypothèques et de logement	13	179 973	89 400
		267 911	168 771
Provision pour pertes sur garanties de prêts	14	27 043	16 238
Provision pour congés de maladie	12	5 198	5 272
		300 152	190 281
ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS	17,18		

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La présidente du conseil d'administration,



GINETTE FORTIN

Le président-directeur général,



WILLIAM JOHN MACKAY

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2009 / 2010

FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

(en milliers de dollars)

	Notes	2010	2009
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Rentrées de fonds – contributions des gouvernements		788 732	747 122
Rentrées de fonds – honoraires		863	708
Sorties de fonds – autres		(92 182)	(82 406)
Sorties de fonds – coût des programmes		(668 734)	(629 573)
Sorties de fonds – frais d'administration		(34 398)	(32 211)
Intérêts reçus		728	904
Intérêts payés		(53)	(232)
		(5 044)	4 312
Encaisse réservée	7	124	(202)
Sommes détenues pour le compte d'organismes subventionnaires	15		
Rentrées de fonds - sommes reçues		2 529	2 224
Sorties de fonds - sommes versées		(2 398)	(2 070)
Intérêts reçus		1	8
		132	162
		(4 788)	4 272
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Encaissements sur placements		88	–
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(3 048)	(3 017)
		(2 960)	(3 017)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Remboursements sur emprunts temporaires		(422)	(177)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE L'ENCAISSE		(8 170)	1 078
ENCAISSE AU DÉBUT		5 156	4 048
Redressement du reclassement à long terme des papiers commerciaux adossés à des actifs de l'exercice précédent		–	30
(DÉCOUVERT BANCAIRE) ENCAISSE À LA FIN		(3 014)	5 156

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

1 // CONSTITUTION ET OBJETS

La Société d'habitation du Québec (SHQ), personne morale constituée par loi spéciale (L.R.Q., chapitre S-8), a pour objets :

- d'aviser le ministre responsable au sujet des besoins, des priorités et des objectifs de tous les secteurs de l'habitation au Québec;
- de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation;
- de mettre à la disposition des citoyennes et des citoyens du Québec des logements à loyer modique;
- de favoriser le développement et la mise en oeuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitations;
- de faciliter pour les citoyennes et les citoyens du Québec l'accession à la propriété immobilière;
- de promouvoir l'amélioration de l'habitat.

La SHQ a été mandatée par Immobilière SHQ, personne morale à fonds social, mandataire de l'État, constituée par la *Loi sur Immobilière SHQ* (L.R.Q., chapitre I-0.3), pour administrer, moyennant considération, ses biens et les obligations qui en découlent, ainsi que le mandat de pouvoir à la gestion des affaires courantes afférentes à ces biens. À cet égard, la SHQ a confié à la Société de gestion immobilière SHQ, personne morale constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., chapitre C-38), le mandat d'administrer certains des immeubles de Immobilière SHQ.

En mars 2010, le gouvernement a annoncé l'abolition de Immobilière SHQ et l'intégration de ses activités à la Société d'habitation du Québec. Un projet de loi omnibus devrait être déposé d'ici la fin de l'année 2010-2011 pour donner suite à cette décision.

2 // CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de la SHQ, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont des répercussions sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Les montants présentés et l'information fournie dans les notes sont établis à partir des meilleures estimations de la direction. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont la provision pour pertes sur garanties de prêts, la provision pour vacances et la provision pour congés de maladie.

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la SHQ utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

A. Contributions

Les contributions au coût des programmes et aux frais d'administration de l'exercice sont inscrites à titre de produits lorsque les coûts afférents à ces programmes et à ces frais d'administration y sont aussi comptabilisés.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement agit pour le compte du gouvernement du Canada en ce qui concerne les programmes prévus aux ententes-cadres Canada-Québec.



B. Coût des programmes

Les subventions imputées au coût des programmes sont comptabilisées à titre de charges lorsque surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où elles ont été autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est.

C. Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

D. Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la SHQ ne dispose pas d'informations suffisantes pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

E. Placements

Les placements sont comptabilisés au coût d'acquisition diminués de toute moins-value durable.

F. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

Le développement informatique inclut le coût pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative, soit :

Améliorations locatives	5 ans
Matériel et équipement	3 ans
Développement informatique	5 ans
Logiciel	3 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la SHQ de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur les immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats.

G. Provision pour pertes sur garanties de prêts

Cette provision est établie en appliquant aux prêts garantis un taux basé sur l'expérience passée.

3 // COÛT ET CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES

	2010			2009		
	CONTRIBUTIONS			CONTRIBUTIONS		
PROGRAMMES	Coût	Gouvernement du Québec	SCHL ^(a)	Coût	Gouvernement du Québec	SCHL ^(a)
AIDE AU LOGEMENT SOCIAL, COMMUNAUTAIRE ET ABORDABLE						
Logement à but non lucratif ^(b)						
Public						
Volet régulier	245 714	112 957	132 757	241 235	103 065	138 170
Volet Inuit	66 526	30 135	36 391	68 294	34 172	34 122
	312 240	143 092	169 148	309 529	137 237	172 292
Privé						
Coopératives d'habitation et organismes à but non lucratif	28 746	7 102	21 644	28 735	7 202	21 533
Logements autochtones urbains	9 299	2 343	6 956	7 573	1 910	5 663
Logements autochtones ruraux	8 829	2 218	6 611	6 269	1 578	4 691
	46 874	11 663	35 211	42 577	10 690	31 887
	359 114	154 755	204 359	352 106	147 927	204 179
Allocation-logement destinée aux personnes âgées et aux familles	72 770	72 770	–	75 962	75 962	–
Accèslogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif	61 152	55 542	5 610	44 058	40 692	3 366
Supplément au loyer	58 044	38 501	19 543	53 364	34 134	19 230
Logement abordable Québec						
Volet social et communautaire	23 445	22 780	665	19 423	19 422	1
Volet privé	2 077	1 586	491	1 533	1 518	15
Volet région Kativik	1 270	260	1 010	1 959	268	1 691
Volet Nord-du-Québec	881	132	749	1 183	549	634
Aide d'urgence dans le contexte de la pénurie de logements locatifs						
Programme 2004	7 136	7 136	–	8 516	8 583	(67)
Programme 2005	2 029	2 029	–	2 381	2 381	–
Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif	2 353	2 353	–	2 238	2 238	–
Aide aux organismes communautaires	1 515	1 515	–	1 521	1 521	–
Initiative en habitation au Nunavik	123	123	–	130	130	–
SOUS-TOTAL	591 909	359 482	232 427	564 374	335 325	229 049

(a) Société canadienne d'hypothèques et de logement.

(b) Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010, la SHQ a octroyé à la Société de gestion immobilière SHQ un montant total de 5,2 millions de dollars (2009 : 5,5 millions de dollars) pour le logement à but non lucratif.

PROGRAMMES	2010			2009		
	CONTRIBUTIONS			CONTRIBUTIONS		
	Coût	Gouvernement du Québec	SCHL ^(a)	Coût	Gouvernement du Québec	SCHL ^(a)
AMÉLIORATION DE L'HABITAT						
RénoVillage	21 724	7 695	14 029	25 575	10 354	15 221
Adaptation de domicile	20 971	17 356	3 615	17 895	15 730	2 165
Rénovation Québec	14 085	9 326	4 759	15 104	10 336	4 768
Logements adaptés pour aînés autonomes	2 354	587	1 767	2 069	675	1 394
Réparations d'urgence	2 229	536	1 693	2 931	787	2 144
Amélioration des maisons d'hébergement	1 884	388	1 496	1 839	913	926
Aide aux propriétaires de bâtiments résidentiels endommagés par l'oxydation de la pyrite	1 152	840	312	1 087	798	289
Revitalisation des vieux quartiers	1 113	1 113	–	2 035	2 035	–
Rénovation résidentielle à l'intention des propriétaires occupants de la région de Kativik	9	9	–	–	–	–
SOUS-TOTAL	65 521	37 850	27 671	68 535	41 628	26 907
ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ						
Accession à la propriété pour les résidents de la région de Kativik	117	117	–	215	215	–
Logement en régions éloignées	74	74	–	37	37	–
SOUS-TOTAL	191	191	–	252	252	–
APPUI À L'INDUSTRIE						
Appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation	414	414	–	484	484	–
DIVERS PROGRAMMES EN PHASE DE FERMETURE ^(c)	24	16	8	394	394	–
TOTAL	658 059	397 953	260 106	634 039	378 083	255 956
CONTRIBUTIONS						
Coût des programmes		397 953	260 106		378 083	255 956
Frais d'administration (note 5)		32 705	4 595		29 908	5 221
TOTAL		430 658	264 701		407 991	261 177

(a) Société canadienne d'hypothèques et de logement.

(c) Les divers programmes en phase de fermeture regroupés à ce poste sont les suivants : Aide au logement populaire, Aide à la restauration Canada-Québec, Virage Rénovation (Stimulation de la rénovation résidentielle), RénoVe, Aide à la mise de fonds, et Aide à l'acquisition dans la localité de Radisson.

4 // HONORAIRES

	2010	2009
Immobilière SHQ	555	627
Société de gestion immobilière SHQ	36	70
Divers organismes	–	85
	591	782

5 // FRAIS D'ADMINISTRATION

	Notes	2010	2009
Traitements et autres rémunérations	16	25 166	23 800
Services de transport et de communication		1 630	1 628
Services professionnels		4 849	4 422
Entretien et réparations		333	546
Loyers		2 346	2 333
Fournitures et approvisionnements		292	289
Subventions diverses		417	338
Intérêts sur emprunt temporaire	10	53	231
Amortissement des immobilisations corporelles		3 396	3 297
Autres		58	54
		38 540	36 938
Ces frais d'administration sont compensés, en grande partie, par des contributions qui sont réparties comme suit :			
Gouvernement du Québec		32 705	29 908
Société canadienne d'hypothèques et de logement		4 595	5 221
		37 300	35 129



6 // CRÉANCES

	2010	2009
Contributions à recevoir		
Gouvernement du Québec	258	9 100
Société canadienne d'hypothèques et de logement	34 389	29 446
Avances aux offices d'habitation pour des améliorations majeures capitalisables	174 646	82 422
Bénéficiaires de subventions	40 324	23 233
Immobilière SHQ	154	173
Société de gestion immobilière SHQ	993	876
Avances aux partenaires	6 124	6 593
Intérêts courus	2	123
Autres	104	246
	256 994	152 212

7 // ENCAISSE RÉSERVÉE

L'encaisse réservée est constituée des réserves de remplacement centralisées relatives au Programme de logement à but non lucratif privé – coopératives d'habitation et organismes à but non lucratif. Ce compte sert à réaliser des travaux de remplacement, d'amélioration et de modernisation pour les coopératives d'habitation bénéficiaires de ce programme. La contrepartie des sommes détenues en fin d'exercice est incluse au poste « Charges à payer » au passif de la SHQ.

8 // PLACEMENTS

Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) de tiers

Depuis le 13 août 2007, la SHQ détenait des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non garantis par des banques.

Le 23 décembre 2007, le Comité pancanadien des investisseurs approuvait une proposition d'entente visant à restructurer les séries liées au PCAA émises par 20 fiducies.

Le 25 avril 2008, les détenteurs de PCAA ont voté en faveur du plan de restructuration. La mise en oeuvre de celui-ci a été finalisée le 21 janvier 2009.

Conformément au plan de restructuration, le PCAA concerné a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable à plus long terme assortis d'échéances conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents. Le plan prévoit aussi, dans certains cas, le regroupement de certains actifs de même que la création de nouvelles facilités de financement de marge pour soutenir tout appel de garantie qui pourrait se produire.

Les séries du PCAA concerné, soutenues en totalité ou en partie par des actifs synthétiques, ont été regroupées dans les véhicules d'actifs cadres (1 et 2) suivants :

- le véhicule d'actifs cadre 1 (VAC1) est un véhicule formé pour les investisseurs qui ont choisi d'engager leur part proportionnelle d'une facilité de financement de marge associée à leurs actifs sous-jacents;
- le véhicule d'actifs cadre 2 (VAC2) est un véhicule formé pour les investisseurs qui ont choisi d'engager moins que leur part proportionnelle d'une facilité de financement de marge (ou aucune part), auquel cas la portion restante sera financée par des tiers.

Les facilités de financement de marge dans VAC1 et VAC2 sont fournies par divers prêteurs. Ces facilités sont conçues pour réduire le risque que les nouveaux véhicules ne soient pas en mesure de faire face à des appels de marge si des circonstances futures en justifiaient la nécessité. De plus, un moratoire empêche les appels de marge pendant une période de 18 mois.

Relativement à la contribution d'actifs soutenus par la facilité de financement de marge pour les VAC1 et VAC2, les investisseurs ont reçu une combinaison de billets de catégories A-1, A-2, B et C assortis d'une échéance prévue jusqu'en juillet 2056. Les actifs inadmissibles dans VAC1 et VAC2 ont été séparés et les porteurs de billets détenant des séries de PCAA garanties en partie par des actifs inadmissibles ont reçu des billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI) qui reflètent le rendement de l'actif individuel sous-jacent.

Un véhicule formé, mettant en silo chaque série garantie exclusivement par des actifs traditionnels ou des actifs inadmissibles à 100 %, a été créé sous le nom de véhicule d'actifs cadre 3 (VAC3). Deux principales catégories de billets sont créées dans VAC3 : les billets reflète pour les actifs traditionnels (AT) et les billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI). Tous les billets sont liés au rendement net et aux échéances de leurs actifs sous-jacents respectifs.

Conformément au plan de restructuration finalisé le 21 janvier 2009, les PCAA que la SHQ avait à cette date ont été substitués contre les titres suivants :

Catégorie	Valeur nominale
PCAA inclus dans le plan de restructuration :	
VAC2	
Catégorie A-1	5 448
Catégorie A-2	2 523
Catégorie B	458
Catégorie C	260
Billets reflète pour actifs inadmissibles	881
	9 570

Les billets de catégories A-1, A-2 et B portent intérêt au taux des acceptations bancaires moins 0,500 %. L'intérêt sur les billets de catégorie B est cumulatif et est payable seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1 et A-2 auront été réglés intégralement. Les billets de catégorie C portent intérêt au taux des acceptations bancaires plus 20 %. Ces intérêts sont cumulatifs et payables seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1, A-2 et B auront été réglés intégralement.

Quant aux billets reflète pour actifs traditionnels et inadmissibles, ils portent intérêt à un taux qui sera rajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents.

Au 31 mars 2010, la SHQ détenait des BTAA d'une valeur nominale de 9,5 millions de dollars émis par des tiers et dont la valeur nette était de 7,2 millions de dollars.

Catégorie	
VAC2	
Catégorie A-1	5 430
Catégorie A-2	2 523
Catégorie B	458
Catégorie C	260
Billets reflète pour actifs inadmissibles	811
VALEUR NOMINALE	9 482
Moins-value	2 274
VALEUR NETTE	7 208



Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de BTAA inclus dans le plan, la direction a estimé le montant de BTAA qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur la valeur nominale. Elle est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2010 en fonction de l'information disponible à ce jour. La moins-value est estimée selon une technique d'évaluation tenant compte de la qualité du crédit des actifs sous-jacents, de certaines hypothèses et probabilités. Elle tient compte également de la séquence de subordination imbriquée dans les billets : les billets C sont subordonnés aux billets B, les billets B le sont aux billets A-2 et les billets A-2 le sont aux billets A-1. Cette structure en cascade vise à ce que les tranches subordonnées absorbent les premières pertes jusqu'à concurrence de leur valeur nominale de façon à immuniser les tranches supérieures. En raison de la structure en cascade, ce sont les billets C et B qui absorbent les plus grandes baisses de valeur.

En décembre 2008, DBRS a émis la cote A aux billets A-1 et A-2, mais n'a pas fourni de notation de crédit pour les billets B et C. Le 11 août 2009, DBRS a décoté les billets de catégorie A-2 de VAC2, faisant passer la notation de A à BBB (faible) avec la mention « sous surveillance avec implication négative ».

La SHQ considère que les BTAA n'ont pas subi de moins-value durable durant l'exercice se terminant le 31 mars 2010.

Au 31 mars 2009, les BTAA détenus avaient une valeur nominale de 9,6 millions de dollars pour une valeur nette de 7,3 millions de dollars.

9 // IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
		2010		2009
Améliorations locatives	1 478	990	488	599
Matériel et équipement	7 419	6 505	914	1 341
Développement informatique	22 757	17 020	5 737	5 666
Logiciel	1 208	984	224	105
	32 862	25 499	7 363	7 711

10 // EMPRUNT TEMPORAIRE

La SHQ est autorisée par le gouvernement du Québec à effectuer des emprunts temporaires auprès d'institutions financières et du Fonds de financement du gouvernement du Québec, entité sous contrôle commun, jusqu'à un maximum de 30 millions de dollars, et ce, jusqu'au 31 mars 2015.

Tout emprunt contracté en vertu de cette autorisation porte intérêt au taux fixe négocié au moment de l'emprunt.

Le taux au 31 mars 2010 est de 0,52 %.

Les intérêts sur emprunt temporaire de l'exercice sont imputés au poste de charges « Frais d'administration – Intérêts sur emprunt temporaire » (note 5).

11 // CHARGES À PAYER

	Note	2010	2009
Bénéficiaires de subventions		47 926	39 373
Immobilière SHQ		–	12 223
Fournisseurs et autres		4 555	4 251
Société de gestion immobilière SHQ		206	161
Sommes détenues pour le compte d'organismes subventionnaires	15	533	401
Gouvernement du Québec		45	1 190
		53 265	57 599

12 // PROVISIONS POUR VACANCES ET CONGÉS DE MALADIE

Provision pour congés de maladie

La SHQ dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la SHQ.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de les monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. De plus, les employés peuvent faire le choix d'utiliser ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la SHQ. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés. Ces obligations sont évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

Les hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations sont les suivantes :

	2010	2009
Taux d'inflation	2,75 %	2,75 %
Progression des salaires nette d'inflation		
RREGOP	0,50 %	0,50 %
RRPE, RRAS	0,50 %	0,25 %
Taux d'actualisation		
RREGOP	4,80 %	4,90 %
RRPE, RRAS	4,11 %	4,08 %
Facteur de réduction	95 %	95 %



	Vacances		Congés de maladie	
	2010		2009	
Solde au début	2 828	5 272	2 364	5 650
Provision de l'exercice	2 147	403	2 108	205
Prestations versées ou annulées au cours de l'exercice	(1 870)	(477)	(1 644)	(583)
SOLDE À LA FIN	3 105	5 198	2 828	5 272

13 // CONTRIBUTION REPORTÉE – SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

La contribution reportée de la Société canadienne d'hypothèques et de logement se rapporte aux contributions des exercices considérés, destinées à couvrir les charges des exercices futurs, au regard des réparations capitalisables non amorties effectuées sur des immeubles dans le cadre du programme Logement à but non lucratif – Public, du programme AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, du programme Logement abordable Québec ainsi que certains programmes de l'Amélioration de l'habitat. Les variations survenues au cours de l'exercice dans le solde de la contribution reportée sont les suivantes :

	2010	2009
Solde au début	89 400	2 033
Nouvelles contributions de l'exercice :		
Logement à but non lucratif - public	82 647	89 133
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec	2 941	566
Amélioration de l'habitat (a)	20 203	–
	195 191	91 732
Contributions constatées à titre de produits de l'exercice :		
Amélioration de l'habitat	(12 972)	–
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec	(2 246)	(2 332)
SOLDE À LA FIN	179 973	89 400

(a) Les nouvelles contributions se rapportent à l'Entente concernant certains programmes de rénovation et d'adaptation de domicile pour les programmes suivants : RénoVillage, Adaptation de domicile, Rénovation Québec, Réparations d'urgence, Logements adaptés pour aînés autonomes, Amélioration des maisons d'hébergement et certains volets du programme AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif.

14 // PROVISION POUR PERTES SUR GARANTIES DE PRÊTS

Au cours de l'année financière 2009-2010, la Société a procédé à la révision des taux utilisés pour l'établissement de la provision pour pertes sur garanties de prêts. L'effet de la révision de ces taux a été comptabilisé de manière prospective entraînant une hausse de 8,7 M\$ à la fois de la charge relative aux coûts des programmes concernés et de la provision pour pertes sur garanties de prêts. Ainsi, la provision de l'exercice est passée de 3,7 M\$ à 12,4 M\$.

	2010	2009
Solde au début	16 238	13 958
Provision de l'exercice	12 439	4 905
Exécution de garanties	(1 634)	(2 625)
SOLDE À LA FIN	27 043	16 238
La provision (taux) par programme se répartit comme suit :		
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif	19 074 (3 %)	10 638 (2 %)
Logement abordable Québec – Volet social et communautaire	5 941 (3 %)	3 843 (2 %)
Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif	1 357 (7 %)	1 112 (5 %)
Logement à but non lucratif – Privé	568 (2 %)	592 (2 %)
Aide au logement populaire	103 (2 %)	53 (2 %)
	27 043	16 238

Une contribution recouvrable du gouvernement du Québec est comptabilisée afin de combler cette provision.

15 // SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES SUBVENTIONNAIRES

Les sommes reçues des organismes subventionnaires en vertu des programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif sont redistribuées à des organismes qui œuvrent dans le domaine du logement coopératif et à but non lucratif.

	2010	2009
Solde au début	401	239
Plus :		
Sommes reçues	2 529	2 224
Produits d'intérêts	1	8
	2 931	2 471
Moins :		
Sommes versées	2 398	2 070
SOLDE À LA FIN	533	401

Les sommes détenues en fin d'exercice sont incluses aux postes « Encaisse » ou « Découvert bancaire » et « Créances » à l'actif et « Charges à payer » au passif de la SHQ.



16 // RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la SHQ participent soit au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la SHQ imputées aux résultats de l'exercice et comptabilisées aux frais d'administration s'élèvent à 1,3 million de dollars (2009 : 1,3 million de dollars). Les obligations de la SHQ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

17 // ENGAGEMENTS

En vertu des programmes énumérés ci-dessous, la SHQ s'est engagée à rembourser le capital et les intérêts de tout emprunt effectué par les organismes, jusqu'à concurrence de la promesse de subvention de la SHQ. Le capital des engagements par programme se détaille comme suit :

	2010	2009
AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (a)	433 598	362 878
Rénovation Québec	97 363	83 066
Logement abordable Québec		
Volet social et communautaire (a)	191 975	182 757
Volet privé	12 735	12 947
Revitalisation des vieux quartiers	10 538	11 731
Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif (a)	5 461	7 308
	751 670	660 687

En assumant que les refinancements seraient réalisés à l'échéance aux mêmes conditions que celles qui prévalaient au 31 mars 2010, l'échéancier des versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices est le suivant :

2010-2011	56 939
2011-2012	59 045
2012-2013	60 403
2013-2014	61 365
2014-2015	62 108
2015 à 2020	308 678
2020 à 2025	143 132
	751 670

(a) La SHQ détient une garantie hypothécaire sur les immeubles visés par ces engagements afin d'assurer le respect par les organismes des conditions assumées par ces derniers, aux termes de la convention d'exploitation existant entre la SHQ et les organismes.

18 // ÉVENTUALITÉS

Garanties de prêts (a)

La SHQ garantit le remboursement des prêts accordés par des institutions financières à des organismes bénéficiant des programmes AccèsLogis Québec pour la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, Achat-rénovation de logements coopératifs et à but non lucratif et Logement abordable Québec – Volet social et communautaire.

Ces garanties de remboursement comprennent des prêts consentis, avant l'achèvement des projets d'habitation, sous forme de marge de crédit et de marge de crédit hypothécaire, afin d'assurer le prêt de démarrage ainsi que le financement intérimaire. Le montant de ces prêts, net de la provision pour pertes sur garanties de prêts, totalisait 207 millions de dollars au 31 mars 2010 (31 mars 2009 : 194 millions de dollars).

Ces prêts, une fois la construction des projets d'habitation terminée, seront scindés et prendront la forme de deux prêts afin d'en assurer le financement à long terme. Un prêt correspondant au montant d'aide financière consentie par la SHQ sous forme de promesse de subvention et pouvant s'étendre jusqu'à 15 ans deviendra alors un engagement pour la SHQ (note 17). L'autre prêt correspondant à la partie non subventionnée des projets d'habitation sera garanti par la SHQ pour une période de 25 ou de 35 ans à la suite d'une acceptation de prolongation de la part de la SHQ. Le montant des prêts, net de la provision pour pertes sur garanties de prêts, correspondant à la partie non subventionnée totalisait 726 millions de dollars au 31 mars 2010 (31 mars 2009 : 643 millions de dollars).

La SHQ détient des recours qui lui permettraient de recouvrer des sommes versées par suite de la mise en jeu de la garantie. À la suite du remboursement de la garantie par la SHQ à l'institution financière, cette dernière subroge la SHQ dans tous ses droits, titres et intérêts, y compris ceux d'une créance hypothécaire de premier rang. La nature des actifs obtenus de ces recours se compose des biens immobiliers ayant fait l'objet d'une subvention en vertu des programmes mentionnés ci-dessus.

Autres garanties (a)

La SHQ a conclu des accords avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement relativement au programme de Logement à but non lucratif privé, au Programme d'aide au logement populaire ainsi qu'au Programme de logement en régions éloignées en vertu desquels elle s'est engagée à acheter les propriétés reprises par cette société à la suite du défaut de paiement d'un emprunteur, pour une somme correspondant à la valeur de la réclamation payée au prêteur agréé, plus les frais d'accessoires. Les garanties accordées pour les programmes couvrent des périodes de 25 ans sauf celles ayant trait aux prêts accordés dans les régions urbaines pour les programmes de Logement à but non lucratif privé qui sont de 35 ans. Le solde des prêts, net de la provision pour pertes sur garanties de prêts, assujettis à ces accords totalisait environ 307 millions de dollars au 31 mars 2010 (31 mars 2009 : 324 millions de dollars).

Programme initiative en habitation au Nunavik

En vertu de ce programme, la SHQ s'est engagée à verser une contribution égale aux encaissements réalisés par l'Office municipal d'habitation Kativik au regard des arrérages de loyer antérieurs au 31 décembre 1999, et cela, jusqu'à concurrence de 2,9 millions de dollars. Le solde de cet engagement s'établissait à 1,1 million de dollars au 31 mars 2010 (31 mars 2009 : 1,2 million de dollars).

Poursuites

Le solde des actions en justice en dommages et intérêts intentées contre la SHQ totalise 2,7 millions de dollars. Selon l'opinion de la SHQ, aucun passif important ne peut résulter de ces actions.

En ce qui a trait aux actions en justice en dommages et intérêts intentées contre Immobilière SHQ, toute perte relative sera assumée par les offices d'habitation et incluse dans leur déficit d'exploitation, lequel est subventionné par la SHQ. Selon l'opinion de la SHQ, aucun passif important ne peut résulter de ces actions.

(a) Les programmes pour lesquels une provision pour pertes sur garanties de prêts est requise sont présentés à la note 14.



19 // OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de l'exercice, la SHQ a effectué des transactions avec Immobilière SHQ, entité sous contrôle commun, et avec la Société de gestion immobilière SHQ, entité apparentée par les membres de la direction. Le montant de ces transactions mesurées à la valeur d'échange ainsi que les soldes qui en résultent sont présentés distinctement dans les états financiers de la SHQ.

De plus, la SHQ est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La SHQ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

20 // CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

RAPPORT DE LA DIRECTION

L'établissement et la présentation des états financiers de la Société du Centre des congrès de Québec ainsi que des autres renseignements figurant dans ce rapport annuel sont sous la responsabilité de la direction. Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. L'information présentée ailleurs dans le présent rapport annuel est compatible avec celle des états financiers.

La préparation des états financiers de la Société du Centre des congrès de Québec, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats futurs pourraient différer de ces estimations actuelles.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que les biens de l'entreprise sont convenablement protégés, que les transactions sont effectuées conformément à son autorisation et, enfin, que les registres comptables constituent une base fiable pour l'établissement d'états financiers exacts et ponctuels.

La Société du Centre des congrès de Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société du Centre des congrès de Québec, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Michel Bureau
Directeur de l'administration



P.-Michel Bouchard
Président-directeur général

Québec, le 14 mai 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié le bilan de la Société du Centre des congrès de Québec au 31 mars 2010 ainsi que les états des résultats, de l'excédent cumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive des changements apportés par l'adoption des normes comptables du secteur public et expliqués à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 14 mai 2010

RÉSULTATS

De l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
	\$	\$
Produits		(retraité)
Location d'espaces - événements	2 302 236	3 350 146
Redevances (note 4)	2 264 532	3 564 413
Services auxiliaires (note 5)	2 083 041	3 127 006
Revenus d'intérêts	83 813	218 594
Autres	246 039	356 592
	6 979 661	10 616 751
Charges		
Frais d'événements (note 6)	1 971 025	2 701 317
Frais d'opération et d'administration (note 7)	9 369 998	9 909 019
Taxes	4 159 067	4 137 223
Frais financiers (note 8)	2 467 380	2 414 809
	17 967 470	19 162 368
Déficit des produits sur les charges avant subvention de fonctionnement et autres éléments:	(10 987 809)	(8 545 617)
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec (note 9)	11 983 614	12 816 064
Excédent des produits sur les charges avant les éléments suivants:	995 805	4 270 447
Subvention du gouvernement du Québec relative aux immobilisations et aux frais de financement reportés (note 9)	2 188 507	2 213 070
Amortissement des frais de financement reportés	(44 871)	(44 871)
Amortissement des immobilisations corporelles	(3 336 626)	(3 531 144)
Amortissement des apports reportés (note 15)	828 230	1 024 147
Entretien majeur	(475 158)	-
Excédent des produits sur les charges	155 887	3 931 649

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

EXCÉDENT CUMULÉ*De l'exercice terminé le 31 mars 2010*

	2010	2009
	\$	\$
Solde au début déjà établi	9 280 287	5 348 638
Incidence de l'adoption du Manuel de l'ICCA pour le secteur public (note 3)	(12 961)	(12 961)
Solde au début redressé	9 267 326	5 335 677
Excédent des produits sur les charges	155 887	3 931 649
Solde à la fin	9 423 213	9 267 326
Excédent cumulé investi en immobilisations	2 671 218	2 486 618
Excédent cumulé réservé pour entretien majeur	5 550 000	5 550 000
Excédent cumulé réservé pour développement des marchés	300 000	247 586
Excédent cumulé non affecté	901 995	983 122
	9 423 213	9 267 326

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BILAN

Au 31 mars 2010

	2010	2009
	\$	\$
Actif		(retraité)
À court terme		
Encaisse	599 178	1 120 385
Dépôts à terme (note 10)	7 300 000	4 900 000
Créances	807 107	686 268
Frais payés d'avance	1 083 986	2 267 720
	9 790 271	8 974 373
Frais de financement reportés	189 112	233 983
Immobilisations corporelles (note 11)	88 793 572	91 580 838
	98 772 955	100 789 194
Passif		
À court terme		
Charges à payer et frais courus (note 13)	3 189 144	2 304 915
Dépôts de clients	799 391	894 717
Produits reportés	71 121	67 096
Versements sur la dette à long terme (note 16)	2 783 251	2 671 403
	6 842 907	5 938 131
Subvention reportée du gouvernement du Québec (note 14)	11 527 383	10 992 804
Apports reportés (note 15)	19 965 250	20 793 480
Dette à long terme (note 16)	49 481 952	52 265 203
	87 817 492	89 989 618
Avoir de la société		
Surplus d'apport (note 17)	1 532 250	1 532 250
Excédent cumulé investi en immobilisations	2 671 218	2 486 618
Excédent cumulé réservé pour entretien majeur	5 550 000	5 550 000
Excédent cumulé réservé pour développement des marchés	300 000	247 586
Excédent cumulé non affecté	901 995	983 122
	10 955 463	10 799 576
	98 772 955	100 789 194

Engagements (note 20)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



P.-Michel Bouchard, administrateur
Président-directeur général



Roger Demers, FCA
Président du comité de vérification

FLUX DE TRÉSORERIE*De l'exercice terminé le 31 mars 2010*

	2010	2009
	\$	\$
Activités d'exploitation		<i>(retraité)</i>
Rentrée de fonds - clients	6 594 018	10 391 486
Rentrée de fonds - subvention du gouvernement du Québec	14 706 700	15 440 000
Sortie de fonds - fournisseurs et membres du personnel	(14 897 006)	(17 964 454)
Intérêts reçus	173 503	193 189
Intérêts versés	(1 663 088)	(3 330 407)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 914 127	4 729 814
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(363 931)	(1 907 923)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(363 931)	(1 907 923)
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(2 671 403)	(2 564 324)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2 671 403)	(2 564 324)
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	1 878 793	257 567
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	6 020 385	5 762 818
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin ⁽¹⁾	7 899 178	6 020 385
(1) La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan:		
Encaisse	599 178	1 120 385
Dépôts à terme	7 300 000	4 900 000
	7 899 178	6 020 385

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2010

1 CONSTITUTION ET OBJETS

La Société du Centre des congrès de Québec, personne morale au sens du Code civil, a été instituée le 1^{er} juillet 1993 par une loi spéciale (L.R.Q. S-14.001). Elle a pour objets :

- d'administrer et d'exploiter le Centre des congrès de Québec;
- d'élaborer des projets de développement ou d'exploitation du Centre des congrès;
- d'exercer des commerces et autres activités de nature à contribuer au développement du Centre des congrès et d'en assurer l'exploitation, la promotion et l'administration.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2 CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Le principal élément faisant l'objet d'une estimation est la durée de vie des immobilisations corporelles.

DÉPÔTS À TERME

Les dépôts à terme sont comptabilisés selon la méthode de la moindre valeur entre le coût et la valeur de marché.

FRAIS DE FINANCEMENT REPORTÉS

Les frais d'émission et de gestion de la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'emprunt.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le terrain et la bâtisse, acquis pour une valeur symbolique de 1 \$ le 1^{er} janvier 1994, ont été comptabilisés à la valeur de l'évaluation municipale à cette date. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile prévue comme suit :

Bâtisses	40 ans
Aménagements	10 ans
Mobilier et équipement	3 et 5 ans
Logiciels	5 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats.

SUBVENTION REPORTÉE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le gouvernement s'est engagé à verser à la Société les sommes nécessaires pour qu'elle soit en mesure de s'acquitter de ses obligations sur ses emprunts du Fonds de financement servant à financer l'acquisition d'immobilisations et les frais d'émission et de gestion de ces emprunts, après s'être assuré que la Société n'est pas en mesure de le faire.

La subvention reportée du gouvernement du Québec correspond à l'écart entre, d'une part, la somme des charges d'intérêts engagées sur les emprunts afférents à l'acquisition d'immobilisations et de l'amortissement cumulé sur ces immobilisations et sur les frais de financement reportés financés par ces emprunts et, d'autre part, la somme des subventions du gouvernement du Québec reçues pour permettre les versements sur ces emprunts.

APPORTS REPORTÉS

Les apports reçus pour l'acquisition d'immobilisations amortissables et ceux reçus sous forme d'immobilisations amortissables sont reportés et virés aux résultats selon la même méthode et les mêmes durées de vies utiles prévues que les immobilisations auxquelles ils se rapportent.

CONVERSION DES DEVISES

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont pour leur part convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains ou pertes de change sont inclus dans les résultats de l'exercice.

CONSTATATIONS DES PRODUITS

Les produits provenant de la location d'espaces et de la prestation de services auxiliaires sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus. Toute différence entre le montant perçu et le montant constaté à titre de produits est inscrite au bilan à titre de dépôts des clients ou de créances. Les redevances sont constatées à mesure que celles-ci deviennent gagnées en vertu des conditions contractuelles.

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date du règlement et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

CONSTATATIONS DES SUBVENTIONS

La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les subventions. Les subventions affectées sont constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les subventions de fonctionnement sont constatées à titre de produit de l'exercice pour lequel elles ont été octroyées. La subvention relative aux immobilisations et aux frais de financement reportés représente la contribution du gouvernement pour le remboursement de la dette à long terme relative au financement d'immobilisations amortissables et des frais de financement reportés afférents, laquelle correspond à l'amortissement de ces immobilisations et des frais d'émission et de gestion de la dette à long terme reportés.

RÉGIMES DE RETRAITE

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, les emprunts temporaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

3 MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

ADOPTION DU MANUEL DE L'INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES AGRÉÉS (ICCA) POUR LE SECTEUR PUBLIC

Depuis le 1^{er} avril 2009, à la demande du gouvernement, la Société établit ses états financiers selon le Manuel de l'ICCA pour le secteur public. Auparavant, elle utilisait le Manuel de l'ICCA pour le secteur privé. Les effets de la première application de ces normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers comparatifs. Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les logiciels sont maintenant présentés dans le poste « Immobilisations corporelles » plutôt que dans le poste « Actifs incorporels ». Ce changement n'a aucune incidence sur les résultats de la Société.

De plus, la baisse de valeur des immobilisations corporelles est fondée sur leur capacité de fournir des biens ou services ou sur la valeur des avantages économiques futurs plutôt que sur l'évaluation des flux monétaires futurs non actualisés que procurera l'immobilisation corporelle.

INSTRUMENTS FINANCIERS, DETTES À LONG TERME ET FRAIS DE FINANCEMENT REPORTÉS

Les frais d'émission et de gestion de la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt selon la méthode linéaire alors qu'auparavant ils étaient soustraits aux montants des emprunts au moment de l'émission. Les emprunts étaient ajustés de l'amortissement des frais d'émission et de gestion pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement était calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Cette modification de convention comptable, appliquée de façon rétroactive, au 1^{er} avril 2008, a eu pour effet d'augmenter ou de diminuer les postes suivants :

	2009
	\$
Actif	
Frais payés d'avance	16 414
Frais de financement reportés	233 983
Passif	
Charges à payer et frais courus	(3 771)
Subvention reportée	
du gouvernement du Québec	2 341
Dette à long terme	264 788
Avoir de la Société	
Excédent cumulé non affecté	(12 961)

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes comptables pour le secteur public. Ce changement n'a aucune incidence sur les résultats de la Société.

4 REDEVANCES

	2010	2009
	\$	\$
Services alimentaires	1 813 066	2 568 829
Services audiovisuels	426 324	928 639
Autres	25 142	66 945
	2 264 532	3 564 413

5 SERVICES AUXILIAIRES

	2010	2009
	\$	\$
Aménagement et ameublement	934 541	1 397 550
Électricité, plomberie	519 299	656 908
Télécommunications	297 348	544 521
Audiovisuel, sonorisation		
et éclairage	62 450	100 884
Accueil, billetterie et vestiaire	128 938	144 615
Sécurité	36 064	104 080
Entretien ménager	23 510	25 407
Autres	80 891	153 041
	2 083 041	3 127 006

6 FRAIS D'ÉVÉNEMENTS

	2010	2009
	\$	\$
Aménagement		
et ameublement	1 084 287	1 426 247
Électricité, plomberie	177 330	259 679
Télécommunications	26 811	75 061
Audiovisuel, sonorisation		
et éclairage	1 245	12 393
Accueil, billetterie et vestiaire	276 883	368 582
Sécurité	112 848	200 471
Entretien ménager	270 915	251 391
Autres	20 706	107 493
	1 971 025	2 701 317

7 FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION

	2010	2009
	\$	\$
Traitements et avantages sociaux	4 812 263	5 014 595
Assurances et permis	108 410	115 592
Énergie et chauffage	832 795	901 086
Gardiennage	407 176	383 694
Service d'entretien ménager	294 911	338 841
Service d'entretien spécialisé	916 106	870 090
Entretien et réparations	878 516	942 695
Promotion et communications	767 757	851 849
Services professionnels et administratifs	277 280	397 054
Formation professionnelle	68 047	73 229
Créances douteuses	6 737	20 294
	9 369 998	9 909 019

8 FRAIS FINANCIERS

	2010	2009
	\$	\$
		(retraité)
Intérêts sur la dette à long terme	2 363 190	2 470 935
Perte (Gain) de change	89 587	(76 865)
Autres intérêts et frais bancaires	14 603	20 739
	2 467 380	2 414 809

9 SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2010	2009
	\$	\$
Subvention de fonctionnement :		(retraité)
Subvention reçue pour l'exercice	14 706 700	15 440 000
Encaissement - Subvention relative au service de la dette	(5 086 276)	(5 094 871)
	9 620 424	10 345 129
Contribution pour les intérêts sur la dette à long terme et sur les emprunts temporaires relatifs au financement d'immobilisations	2 363 190	2 470 935
Total de la subvention de fonctionnement	11 983 614	12 816 064
Subvention relative aux immobilisations et aux frais de financement reportés :	2 188 507	2 213 070
	14 172 121	15 029 134

10 DÉPÔTS À TERME

	2010	2009
	\$	\$
Certificats de dépôt		
0,96 %, échéant en mars 2010 ⁽¹⁾	200 000	
0,53 %, échéant en septembre 2010	7 100 000	
3,03 %, échu en juin 2009		800 000
3,16 %, échu en juillet 2009		4 000 000
2,91 %, échu en septembre 2009		100 000
	7 300 000	4 900 000

(1) Échéant le 31 mars 2010 et renouvelé le 1^{er} avril 2010 jusqu'au 31 mars 2011.

11 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	\$	\$	\$	\$
				(retraité)
Terrains	5 618 150	-	5 618 150	5 618 150
Bâtisses	117 562 795	36 655 616	80 907 179	83 827 719
Aménagements	1 812 585	496 934	1 315 651	1 496 908
Mobilier et équipement	2 664 033	1 711 441	952 592	638 061
Logiciels	595 902	595 902	-	-
	128 253 465	39 459 893	88 793 572	91 580 838

Des immobilisations classées sous la rubrique « Mobilier et équipement » totalisant 459 667 \$ n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas opérationnelles en fin d'exercice.

12 EMPRUNTS TEMPORAIRES

La Société est autorisée, en vertu d'un régime d'emprunts à court terme, à contracter des emprunts temporaires jusqu'à concurrence d'un montant total de 4 000 000 \$ jusqu'au 31 octobre 2013. Aux 31 mars 2009 et 2010, la Société n'avait pas d'emprunts temporaires.

Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés auprès du ministre des Finances, en vertu de ce régime d'emprunts, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les respecter pour l'un ou l'autre de ces emprunts.

13 CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2010	2009
	\$	\$
		(retraité)
Opérations courantes	2 905 311	2 226 815
Immobilisations - Autres	254 622	69 192
TPS/TVQ - Immobilisations	29 211	8 908
	3 189 144	2 304 915

14 SUBVENTION REPORTÉE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2010	2009
	\$	\$
La subvention reportée s'établit comme suit :		(retraité)
Solde au début	10 992 804	10 581 938
Amortissement des immobilisations corporelles et des frais de financement reportés financés à long terme	(2 188 507)	(2 213 070)
Intérêts sur les emprunts	(2 363 190)	(2 470 935)
	6 441 107	5 897 933
Subventions gouvernementales reçues	5 086 276	5 094 871
Solde à la fin	11 527 383	10 992 804
Ce solde se rapporte aux éléments suivants :		
Emprunts du Fonds de financement (note 16)	(52 265 203)	(54 936 606)
Coût non amorti des immobilisations corporelles et des frais de financement reportés financés à long terme	64 837 199	67 025 716
	12 571 996	12 089 110
Intérêts courus sur les emprunts	(1 044 613)	(1 096 306)
	11 527 383	10 992 804

15 APPORTS REPORTÉS

	2010	2009
	\$	\$
Apport du gouvernement du Québec reporté :		
Solde au début	292 400	560 948
Virement aux résultats d'un montant équivalant à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant ⁽¹⁾	(72 631)	(268 548)
	219 769	292 400
Apport de la Ville de Québec reporté ⁽²⁾ :		
Solde au début	1 994 830	2 075 429
Virement aux résultats d'un montant équivalant à l'amortissement de la bâtisse ⁽¹⁾	(80 599)	(80 599)
	1 914 231	1 994 830
Apport du gouvernement du Canada reporté :		
Solde au début	18 506 250	19 181 250
Virement aux résultats d'un montant équivalant à l'amortissement de la bâtisse ⁽¹⁾	(675 000)	(675 000)
	17 831 250	18 506 250
	19 965 250	20 793 480

(1) L'amortissement des apports reportés de l'exercice totalise 828 230 \$ (31 mars 2009: 1 024 147 \$).

(2) Représente la cession par la Ville de Québec, le 1^{er} janvier 1994, d'une bâtisse pour une valeur symbolique de 1 \$ comptabilisé à la valeur de l'évaluation municipale à cette date.

16 DETTE À LONG TERME

	2010	2009
Auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec	\$	\$
		(retraité)
Billets à payer		
Taux fixe de 4,379 % l'an (taux effectif de 4,427 %), remboursable par versements semestriels de 1 856 554 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 ^{er} octobre 2013 ⁽¹⁾	35 452 760	37 544 447
Taux fixe de 5,385 % l'an (taux effectif de 5,457 %), remboursable par versements semestriels de 79 807 \$ en capital, échéant le 1 ^{er} octobre 2012 ⁽¹⁾	1 276 908	1 436 522
Taux fixe de 4,531 % l'an (taux effectif de 4,582 %), remboursable par versements semestriels de 569 173 \$ en capital et intérêts, échéant le 1 ^{er} décembre 2016 ⁽¹⁾	15 535 535	15 955 637
	52 265 203	54 936 606
Versements échéant en deçà d'un an	(2 783 251)	(2 671 403)
	49 481 952	52 265 203

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

	\$
2011	2 783 251
2012	2 900 081
2013	3 820 181
2014	29 108 093
2015	525 589

(1) Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêt des emprunts contractés en vertu du régime d'emprunts instauré par la Société, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les respecter pour l'un ou l'autre de ces emprunts.

17 SURPLUS D'APPORT

Il représente la cession par la Ville de Québec, le 1^{er} janvier 1994, d'un terrain pour une valeur symbolique de 1 \$ comptabilisé à la valeur de l'évaluation municipale à cette date.

18 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

19 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 239 011 \$ (31 mars 2009 : 238 224 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

20 ENGAGEMENTS

CONTRATS À LONG TERME

La Société est engagée par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 29 février 2012 pour des services d'entretien ménager et d'entretien spécialisé.

Les paiements minimaux futurs de ces engagements s'établissent comme suit :

	\$
2011	503 690
2012	97 332
	601 022

21 CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres des états financiers de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration, qui doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

La présidente-directrice générale, La directrice de l'administration,



Ann Mundy



Nathalie Bélanger, ca

Québec, le 4 décembre 2009

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié le bilan de la Société du Grand Théâtre de Québec au 31 août 2009 ainsi que les états des résultats, de l'évolution des soldes de Fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 août 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux conventions comptables relatives aux stocks, aux instruments financiers et à la gestion du capital, tel qu'expliqué à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA

Québec, le 4 décembre 2009

RÉSULTATS**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT**

(en milliers de dollars)

	2009				2008
	Fonds des opérations	Fonds de développement culturel	Fonds des immobilisations	Total	Total
PRODUITS					
Subventions du gouvernement du Québec (NOTE 4)	3 270 \$	- \$	2 010 \$	5 280 \$	5 893 \$
Billetterie	1 705	-	-	1 705	2 143
Production et présentation de spectacles (NOTE 5)	1 030	12	-	1 042	1 267
Services scéniques	930	-	-	930	980
Location de salles	783	-	-	783	836
Stationnements	118	-	-	118	117
Services à la clientèle	101	-	-	101	96
Intérêts	41	-	-	41	135
Autres	101	-	-	101	51
	8 079	12	2 010	10 101	11 518
CHARGES					
Salaires et avantages sociaux	3 732	27	-	3 759	3 734
Frais généraux - bâtisse	1 747	-	-	1 747	1 662
Frais artistiques	681	28	-	709	981
Entretien et réparations de la bâtisse	455	-	215	670	1 247
Frais financiers (NOTE 6)	-	-	583	583	690
Frais de vente de la billetterie	524	-	-	524	951
Publicité (NOTE 5)	401	32	-	433	434
Gardiennage	260	-	-	260	258
Achats, entretien et réparations d'équipements	152	-	53	205	250
Honoraires professionnels	44	-	111	155	9
Transport et communications	110	-	-	110	104
Fournitures	90	-	-	90	96
Location d'équipements	28	-	-	28	31
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	1 278	1 278	1 325
	8 224	87	2 240	10 551	11 772
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	145 \$	75 \$	230 \$	450 \$	254 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT**

(en milliers de dollars)

	2009				2008
	Fonds des opérations	Fonds de développement culturel	Fonds des immobilisations	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT	464 \$	725 \$	135 \$	1 324 \$	1 578 \$
Virement interfonds	(200)	-	200	-	-
	264	725	335	1 324	1 578
Insuffisance des produits sur les charges	145	75	230	450	254
SOLDE À LA FIN	119 \$	650 \$	105 \$	874 \$	1 324 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BILAN**AU 31 AOÛT**

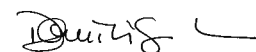
(en milliers de dollars)

	2009			2008	
	Fonds des opérations	Fonds de développement culturel	Fonds des immobilisations	Total	Total
ACTIF					
À court terme					
Encaisse	1 718 \$	– \$	– \$	1 718 \$	2 120 \$
Dépôt à terme (NOTE 7)	1 100	–	–	1 100	1 354
Créances	455	–	30	485	620
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	–	650	133	–	–
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (NOTE 8)	76	–	1 766	1 842	1 675
Fournitures, au coût	83	–	–	83	81
Frais payés d'avance	484	–	–	484	440
	3 916	650	1 929	5 712	6 290
Encaisse réservée pour le maintien des actifs	–	–	314	314	12
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec (NOTE 8)	–	–	13 011	13 011	11 821
Immobilisations corporelles (NOTE 9)	–	–	24 478	24 478	23 186
	3 916 \$	650 \$	39 732 \$	43 515 \$	41 309 \$
PASSIF					
À court terme					
Emprunts bancaires (NOTE 10)	– \$	– \$	1 695 \$	1 695 \$	1 651 \$
Dépôts – vente de billets	1 807	–	–	1 807	1 509
Charges à payer et frais courus	798	–	1 444	2 242	1 426
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	783	–	–	–	–
Intérêts courus	–	–	236	236	245
Subventions reportées du gouvernement du Québec (NOTE 11)	409	–	–	409	409
Versements sur la dette à long terme (NOTE 12)	–	–	1 523	1 523	1 402
	3 797	–	4 898	7 912	6 642
Subventions reportées du gouvernement du Québec (NOTE 11)	–	–	19 850	19 850	18 579
Dette à long terme (NOTE 12)	–	–	10 257	10 257	10 142
	3 797	–	35 005	38 019	35 363
AVOIR					
Apport du gouvernement du Québec (NOTE 13)	–	–	4 622	4 622	4 622
Solde de Fonds	119	650	105	874	1 324
	119	650	4 727	5 496	5 946
	3 916 \$	650 \$	39 732 \$	43 515 \$	41 309 \$

Engagements (NOTE 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Dominique Fortin



Alain Lemay

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT

(en milliers de dollars)

	2009				2008
	Fonds des opérations	Fonds de développement culturel	Fonds des immobilisations	Total	Total
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Insuffisance des produits sur les charges	145 \$	75 \$	230 \$	450 \$	254 \$
Amortissement des subventions reportées	-	-	(1 427)	(1 427)	(1 701)
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	1 278	1 278	1 325
Variation des postes à court terme (NOTE 15)	31	-	(172)	(141)	1 233
	(114)	(75)	(551)	(740)	603
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Emprunts bancaires	-	-	44	44	(1 998)
Subventions reportées encaissées	-	-	1 388	1 388	928
Augmentation de la dette à long terme	-	-	1 625	1 625	4 767
Remboursement de la dette à long terme	-	-	(1 389)	(1 389)	(1 016)
	-	-	1 668	1 668	2 681
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Encaisse réservée pour le maintien des actifs	-	-	(302)	(302)	6
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-	-	(1 282)	(1 282)	(2 161)
	-	-	(1 584)	(1 584)	(2 155)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(114)	(75)	(467)	(656)	1 129
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	3 474	-	-	3 474	2 345
VIREMENT INTERFONDS	(542)	75	467	-	-
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (NOTE 15)	2 818 \$	- \$	- \$	2 818 \$	3 474 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2009

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

La Société du Grand Théâtre de Québec, personne morale au sens du Code civil, instituée en vertu de la *Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec* (L.R.Q., chapitre S-14.01), a pour objet d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer le Grand Théâtre de Québec ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

En vertu de l'article 32 de sa loi constitutive, la Société finance ses activités par les sommes qu'elle reçoit et les crédits accordés annuellement à cette fin par le Parlement. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les charges à payer et les frais courus. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Comptabilité par fonds

Le Fonds des opérations présente les opérations courantes de la Société.

Le Fonds de développement culturel a pour but de soutenir les projets et les activités qui contribuent à alimenter la vie culturelle d'activités artistiques diversifiées, à sensibiliser et développer de nouveaux publics ainsi qu'à favoriser l'accès de la population aux créations d'artistes d'ici et d'ailleurs. Il est constitué, à l'exception des intérêts qu'il produit, de virements du Fonds des opérations, de dons, de commandites ou de toutes autres contributions extérieures. À cela s'ajoute le produit de la vente de billets associée à la présentation des productions issues de ce Fonds.

Le Fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations, à l'exception de celles de nature courante. La partie du solde du fonds non investie en immobilisations est réservée à l'acquisition d'immobilisations, au maintien de ces immobilisations et au paiement des frais afférents. De plus, la Société ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir, aliéner, hypothéquer ou louer un immeuble.

Instruments financiers**ÉVALUATION INITIALE**

Les instruments financiers sont constatés initialement à la juste valeur. Les coûts de transaction liés aux actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont passés en charge au moment où ils sont engagés. Les coûts de transaction liés aux autres passifs financiers sont ajoutés à la juste valeur initiale.

CLASSIFICATION ET ÉVALUATION ULTÉRIEURE

L'encaisse, les dépôts à terme, les créances et l'encaisse réservée pour le maintien des actifs sont classés dans la catégorie « Actifs détenus à des fins de transaction » et sont évalués à la juste valeur.

Les emprunts bancaires, les intérêts courus, les dépôts-vente de billets, les charges à payer et frais courus sont classés dans la catégorie « Passifs détenus à des fins de transaction » et sont évalués à la juste valeur.

La dette à long terme est classée dans la catégorie « Autres passifs financiers ». Elle est évaluée au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont présentés avec la dette à long terme et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie prévue de la dette à long terme concernée. L'amortissement est inclus dans les frais financiers aux résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES**31 AOÛT 2009**

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

JUSTE VALEUR

La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Ces valeurs sont déterminées au moyen de méthode d'évaluation telle l'actualisation aux taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses.

RÉSULTAT ÉTENDU

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2009, la Société n'a effectué aucune opération ayant une incidence sur le résultat étendu et aucun solde d'ouverture ni de clôture pour le cumul du résultat étendu n'est présenté.

DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leur contrat hôte et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte.

La Société a choisi le 1^{er} septembre 2002 comme date de transition des dérivés incorporés, tel que prévu aux dispositions transitoires du chapitre 3855 du manuel de l'ICCA. En conséquence, seuls les contrats ou les instruments financiers conclus ou modifiés après la date de transition ont été revus en vue de recenser les dérivés incorporés.

Constatation des produits**SUBVENTIONS**

Les subventions affectées sont reportées et constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. À cet effet, les subventions à recevoir relatives aux immobilisations et à leur maintien sont inscrites dans l'exercice au cours duquel la Société réalise les travaux ou a obtenu le financement donnant droit à ces subventions. Les subventions non affectées sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

AUTRES PRODUITS

Les produits provenant de la prestation de services et des ventes sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- la livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

Immobilisations corporelles

Le terrain et la bâtisse, acquis du gouvernement du Québec pour une valeur symbolique, sont comptabilisés selon l'évaluation municipale à la date d'acquisition. Les autres acquisitions sont comptabilisées au coût. Le coût comprend le matériel, la main-d'œuvre directe, les honoraires professionnels et les autres frais directs. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Bâtisse	40 ans
Ajouts et réparations majeures à la bâtisse	15 ans
Équipement technique de scène	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 ans
Équipement informatique	3 ans

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie l'encaisse et des placements temporaires, très liquides, facilement convertibles en un montant connu d'espèces dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée au régime interentreprises à prestations déterminées gouvernemental puisque la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2009

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

3. ADOPTION DE NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

La Société a adopté, au 1^{er} septembre 2008, les chapitres 1535 – *Informations à fournir concernant le capital*, 3031 – *Stocks*, 3862 – *Instruments financiers – informations à fournir* et 3863 – *Instruments financiers – présentation*. Le chapitre 1535 vise à informer les utilisateurs sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Le chapitre 3031 prescrit le traitement comptable des stocks, notamment sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Quant aux chapitres 3862 et 3863, ils remplacent le chapitre 3861 – *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, modifiant et augmentant les exigences en matière d'information à fournir. Les chapitres 3862 et 3863 accordent une importance accrue à l'information à fournir, permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels la Société est exposée et la façon dont elle gère ces risques.

L'adoption de ces chapitres n'a eu aucune incidence sur les résultats de la Société.

4. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

	2009				2008
	Fonds des opérations	Fonds de développement culturel	Fonds des immobilisations	Total	Total
Frais de fonctionnement*	3 270 \$	– \$	– \$	3 270 \$	3 502 \$
Frais financiers	–	–	583	583	690
Amortissement des subventions reportées du gouvernement du Québec**	–	–	1 427	1 427	1 701
	<u>3 270 \$</u>	<u>– \$</u>	<u>2 010 \$</u>	<u>5 280 \$</u>	<u>5 893 \$</u>

* La subvention de fonctionnement tient compte des taxes foncières de 1 030 470\$ (2008: 967 690\$) assumées par la Société. De plus, la subvention tient compte de l'obligation de la Société de loger gratuitement le Conservatoire de musique de Québec, selon les conditions rattachées au transfert de propriété du terrain et de la bâtisse. La valeur comptable de cette obligation s'élève à 464 637\$ (2008: 436 725\$) et se compose de la part attribuable au Conservatoire de musique de Québec pour les frais de fonctionnement et les taxes foncières.

** En plus d'inclure une somme pour l'amortissement des immobilisations corporelles, ce montant inclut une somme ayant servi à financer des charges de nature courante relatives au maintien des immobilisations. Le total se répartit comme suit:

	2009	2008
Immobilisations corporelles	1 278 \$	1 325 \$
Entretien et réparations	119	365
Services scéniques	30	11
	<u>1 427 \$</u>	<u>1 701 \$</u>

5. PRODUCTION ET PRÉSENTATION DE SPECTACLES

La Société effectue avec certains fournisseurs des échanges de biens et de services. Ces opérations non monétaires sont inscrites aux résultats de la Société à la juste valeur des biens et services échangés, augmentant ainsi les produits relatifs à la production de spectacles et les charges de publicité du Fonds des opérations pour un montant de 52 899\$ (2008: 43 050\$) et de 1 430\$ (2008: 4 038\$) pour le Fonds de développement culturel.

6. FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers de 582 505\$ (2008: 689 972\$) comprennent des intérêts sur la dette à long terme de 547 155\$ (2008: 588 039\$) et sur l'emprunt bancaire de 35 350\$ (2008: 101 933\$).

7. DÉPÔT À TERME

Le dépôt à terme porte intérêt à un taux de 0,40 % (2008: variant de 1,85 % à 3,05 %).

NOTES COMPLÉMENTAIRES**31 AOÛT 2009**

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

8. SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec présentées à court terme correspondent aux intérêts courus sur la dette à long terme, aux intérêts payés et non remboursés sur les emprunts bancaires et aux remboursements de capital sur la dette à long terme à effectuer au cours du prochain exercice.

Quant à celles présentées à long terme, elles représentent le total des engagements du gouvernement du Québec relatifs aux immobilisations et à leur maintien, diminué des remboursements de capital sur la dette à long terme à faire au cours du prochain exercice. Ces subventions sont encaissables en fonction des versements sur la dette à long terme y afférant.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2009			2008
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Terrain	4 622 \$	– \$	4 622 \$	4 622 \$
Bâtisse	23 901	11 502	12 399	12 996
Ajouts et réparations majeures à la bâtisse	10 448	4 441	6 007	4 132
Équipement technique de scène	6 540	5 226	1 314	1 329
Ameublement et équipement de bureau	466	371	95	80
Équipement informatique	247	206	41	27
	<u>46 224 \$</u>	<u>21 746 \$</u>	<u>24 478 \$</u>	<u>23 186 \$</u>

10. EMPRUNTS BANCAIRES**Fonds des opérations**

La Société détient, auprès d'une institution financière, une marge de crédit pour son fonctionnement renouvelable annuellement au 30 novembre. Les sommes empruntées sont autorisées par le gouvernement du Québec jusqu'à concurrence de 800 000 \$ et portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 août 2009 et 2008, cette marge de crédit n'était pas utilisée par la Société.

Fonds des immobilisations

Le gouvernement du Québec a autorisé par décret et ce jusqu'au 30 novembre 2009, la Société à contracter des emprunts bancaires relatifs au maintien des immobilisations pour un montant maximum de 15 947 204 \$ (2008: 3 415 200 \$).

	2009	2008
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 10 750 611 \$ portant intérêt au taux préférentiel.	1 069 \$	– \$
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 790 300 \$ portant intérêt au taux préférentiel.	297	71
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 478 600 \$ portant intérêt au taux préférentiel.	192	–
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 1 144 900 \$ (2008: 1 000 000 \$) portant intérêt au taux préférentiel.	137	84
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 816 700 \$ portant intérêt au taux préférentiel.	–	785
Marge de crédit remboursable à demande, pour un montant maximum de 808 200 \$ portant intérêt au taux préférentiel.	–	711
	<u>1 695 \$</u>	<u>1 651 \$</u>

Au 31 août 2009, le taux préférentiel est de 2,25 % (2008: 4,75 %).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 AOÛT 2009

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

11. SUBVENTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Fonds des opérations

Au cours de l'exercice 2008-2009, une subvention pour un montant de 408 625 \$ (2008: 408 612 \$) a été octroyée pour les impôts fonciers et a été comptabilisée en subvention reportée.

Fonds des immobilisations

Au cours de l'exercice 2008-2009, des subventions pour un montant de 2 700 085 \$ (2008: 1 124 915 \$) ont été octroyées pour la réalisation de travaux d'immobilisation et de maintien des actifs et ont été comptabilisées en subventions reportées.

12. DETTE À LONG TERME

Emprunts auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec.

	Taux effectif	2009	2008
Taux fixe de 4,207 %, remboursable par versements annuels en capital de 206 700 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 2 067 002 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	4,33 %	2 882 \$	3 086 \$
Taux fixe de 6,0364 %, remboursable par versements annuels en capital de 182 369 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2009 et par un versement de 1 276 580 \$ le 1 ^{er} décembre 2010	6,17 %	1 456	1 636
Taux fixe de 4,622 %, remboursable par versements annuels en capital de 174 933 \$ jusqu'au 31 mars 2016	4,77 %	1 218	1 391
Taux fixe de 4,90 %, remboursable par versements annuels en capital de 110 726 \$ jusqu'au 16 juillet 2020	5,03 %	1 210	1 320
Taux fixe de 5,343 %, remboursable par versements annuels en capital de 211 837 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2013	5,50 %	1 055	1 266
Taux fixe de 2,726 %, remboursable par versements annuels en capital de 82 039 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 492 235 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	2,86 %	817	-
Taux fixe de 2,726 %, remboursable par versements annuels en capital de 81 185 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 487 112 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	2,86 %	808	-
Taux fixe de 4,692 %, remboursable par versements annuels en capital de 86 324 \$ jusqu'au 31 mars 2016	4,84 %	601	687
Taux fixe de 4,207 %, remboursable par versements annuels en capital de 84 553 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 422 763 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	4,34 %	758	841
Taux fixe de 4,207 %, remboursable par versements annuels en capital de 84 492 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2012 et par un versement de 422 465 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	4,34 %	758	841
Taux fixe de 4,106 %, remboursable par versements annuels en capital de 217 892 \$ jusqu'au 10 mai 2010	4,31 %	217	434
Taux fixe de 4,311 %, remboursable par versements annuels en capital de 42 293 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2008	4,49 %	-	42
		11 780 \$	11 544 \$
Versement échéant en deçà d'un an		1 523	1 402
		10 257 \$	10 142 \$

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit:

2010	1 523 \$
2011	2 399
2012	1 123
2013	1 123
2014	4 475

NOTES COMPLÉMENTAIRES**31 AOÛT 2009**

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars.)

13. INFORMATION SUR LE CAPITAL

La Société définit son capital comme étant son avoir.

Le montant d'apport du gouvernement du Québec correspond à l'évaluation municipale du terrain à la date d'acquisition.

La Société a respecté au cours de l'exercice toutes les exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise.

La Société gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive.

14. ENGAGEMENTS

La Société est liée par des engagements pour un montant total de 1 435 931\$. Les paiements minimums exigibles pour les prochaines années s'établissent comme suit:

2010	628 \$
2011	555
2012	253
	<u>1 436 \$</u>

De plus, au 31 août 2009, la Société s'est engagée à supporter des coûts pour des immobilisations corporelles pour un montant de 525 000\$.

15. FLUX DE TRÉSORERIE**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés dans le bilan:

	2009	2008
Encaisse	1 718 \$	2 120 \$
Dépôt à terme	1 100	1 354
	<u>2 818 \$</u>	<u>3 474 \$</u>

Variation des postes à court terme

	2009				2008
	Fonds des opérations	Fonds de développement culturel	Fonds des immobilisations	Total	Total
Créances	165 \$	- \$	(30) \$	135 \$	401 \$
Subventions à recevoir	(76)	-	31	(45)	(63)
Fournitures	(2)	-	-	(2)	7
Frais payés d'avance	(44)	-	-	(44)	(15)
Frais reportés	-	-	-	-	47
Dépôts - vente de billets	298	-	-	298	183
Charges à payer et frais courus	(310)	-	(164)	(474)	305
Intérêts courus	-	-	(9)	(9)	64
Subventions reportées du gouvernement du Québec	-	-	-	-	304
	<u>31 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>(172) \$</u>	<u>(141) \$</u>	<u>1 233 \$</u>

Frais financiers

Les intérêts versés par la Société au cours de l'exercice s'élèvent à 578 031 \$ (2008: 615 701 \$).

Immobilisations

Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles ont été acquises à un coût total de 2 570 676 \$ (2008: 795 922 \$), dont un montant de 1 321 070 \$ (2008: 31 999 \$) est inclus dans les charges à payer et frais courus au 31 août 2009.

16. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régime de retraite**

La Société cotise aux trois régimes de retraite auxquels participent certains membres de son personnel. Deux de ces régimes sont à cotisations déterminées donnant droit à des prestations de retraite, de cessation de service et de décès, alors que l'autre est un régime interentreprises à prestations déterminées soit le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) du gouvernement du Québec. Ce régime comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 187 125 \$ (2008: 180 546 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour les congés de maladie et les vacances

	2009			2008
	Congés de maladie	Vacances	Total	Total
Solde au début	28 \$	170 \$	198 \$	165 \$
Charge de l'exercice	54	317	371	360
Prestations versées au cours de l'exercice	(51)	(325)	(376)	(327)
Solde à la fin	31 \$	162 \$	193 \$	198 \$

Cette provision est incluse au poste « Charges à payer et frais courus ».

17. INSTRUMENTS FINANCIERS**Actifs et passifs à court terme**

La juste valeur des instruments financiers à court terme équivaut à leur coût étant donné leur échéance rapprochée.

Dettes à long terme

Au 31 août 2009, la juste valeur de la dette à long terme s'établit à 12 804 805 \$ (2008: 12 130 993 \$), compte tenu de l'actualisation des flux de trésorerie au cours du marché pour les ententes de nature semblable quant aux modalités et aux échéances.

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

L'exposition au risque de crédit de la Société correspond à la valeur comptable des éléments d'actifs financiers. La Société procède à une évaluation continue de ces actifs et comptabilise une provision pour pertes au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables.

Risques liés aux taux d'intérêt

La dette à long terme est émise à des taux d'intérêt fixes, réduisant ainsi au minimum les risques liés aux flux de trésorerie et aux taux d'intérêt. La Société est surtout exposée aux risques associés aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à court terme à intérêts variables. Cependant, ce risque est nul compte tenu que ces intérêts sont entièrement subventionnés.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts de montant autorisé suffisant. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

L'échéance des passifs financiers à court terme se situe dans un délai de zéro à six mois et les flux de trésorerie contractuels, relatifs à la dette à long terme, sont décrits à la note 12.

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

19. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société du Palais des congrès de Montréal ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.



Marc Tremblay
Président-directeur général

Montréal, le 14 mai 2010

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



André Saucier, CGA
Directeur exécutif des opérations et des finances

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
Rapport annuel 2009-2010

61

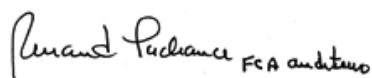
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Société du Palais des congrès de Montréal au 31 mars 2010 et les états des résultats, de l'excédent cumulé ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive des modifications de conventions comptables résultant de l'adoption des normes comptables pour le secteur public expliquées à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 14 mai 2010

62

RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009 (note 3)
PRODUITS		
Location d'espaces	6 493 268 \$	6 798 460 \$
Redevances (note 4)	3 569 261	4 181 333
Services auxiliaires (note 5)	5 816 270	6 140 022
Location à titre gratuit (note 6)	783 479	659 198
Location de locaux	929 306	819 015
	17 591 584	18 598 028
CHARGES		
Frais d'événements (note 7)	4 654 946	4 597 750
Frais d'opération et d'administration (note 8)	17 936 562	18 354 382
Taxes municipales et scolaires (note 9)	13 648 587	(3 695 103)
Perte sur location à titre gratuit (note 6)	783 479	659 198
Frais financiers — nets (note 10)	13 958 067	13 580 495
	50 981 641	33 496 722
DÉFICIT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET AUTRES ÉLÉMENTS :	(33 390 057)	(14 898 694)
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec (note 11)	29 047 380	25 617 408
(DÉFICIT) EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT LES ÉLÉMENTS SUIVANTS :	(4 342 677)	10 718 714
Perte de valeur sur placement à long terme (note 13)	-	(815 390)
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	(26 858)	(20 821)
Subvention du gouvernement du Québec relative aux immobilisations et aux frais d'émission et de gestion financés (note 11)	9 784 705	9 952 274
Amortissement des immobilisations corporelles	(10 996 356)	(11 007 738)
Amortissement des apports reportés	658 852	658 853
Amortissement des frais d'émission et de gestion de la dette à long terme reportés	(232 251)	(232 251)
(DÉFICIT) EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(5 154 585) \$	9 253 641 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
Rapport annuel 2009-2010

63

	2010	2009 (note 3)
SOLDE AU DÉBUT	34 652 962 \$	26 099 949 \$
Retraitement		
Adoption des normes comptables pour le secteur public (note 3)	695 989	(4 639)
Solde au début retraité	35 348 951	26 095 310
(Déficit) Excédent des produits sur les charges	(5 154 585)	9 253 641
SOLDE À LA FIN	30 194 366 \$	35 348 951 \$
Excédent cumulé investi en immobilisations corporelles	8 552 416 \$	7 993 865 \$
Excédent cumulé non affecté	21 641 950	27 355 086
	30 194 366 \$	35 348 951 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

64

BILAN

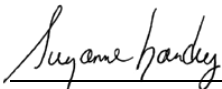
AU 31 MARS 2010

	2010	2009 (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	535 686 \$	671 075 \$
Placements temporaires (note 12)	17 491 591	25 650 180
Créances	1 159 499	1 495 250
Frais payés d'avance	3 667 328	3 513 652
Subvention recouvrable du gouvernement du Québec (note 15)	13 829 131	13 521 787
	36 683 235	44 851 944
Immobilisations corporelles (note 14)	263 033 299	272 804 354
Loyers à recevoir	295 594	351 164
Frais reportés, au coût amorti	1 138 801	1 509 600
Placement à long terme (note 13)	2 325 515	2 326 110
Subvention recouvrable du gouvernement du Québec (note 15)	28 516 491	28 255 250
	331 992 935 \$	350 098 422 \$
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	8 651 990 \$	12 193 172 \$
Dépôts des clients	3 040 587	2 715 523
Versements sur la dette à long terme (note 17)	9 523 464	9 075 932
	21 216 041	23 984 627
Apports reportés (note 16)	8 552 226	9 211 078
Dette à long terme (note 17)	272 030 302	281 553 766
	301 798 569	314 749 471
EXCÉDENT CUMULÉ	30 194 366	35 348 951
	331 992 935 \$	350 098 422 \$

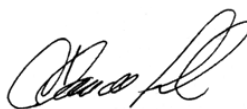
ENGAGEMENTS (note 20)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Suzanne Landry



Claude Liboiron

FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
Rapport annuel 2009-2010

65

	2010	2009 (note 3)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Rentrée de fonds — clients	17 503 070 \$	17 981 586 \$
Rentrée de fonds — subvention du gouvernement du Québec	38 263 500	34 399 400
Sortie de fonds — fournisseurs et membres du personnel	(36 965 121)	(20 074 135)
Intérêts reçus	140 897	837 890
Intérêts versés	(14 238 556)	(14 550 877)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 703 790	18 593 864
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (1)		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 926 336)	(2 494 955)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	4 500	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(3 921 836)	(2 494 955)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(9 075 932)	(8 649 501)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(9 075 932)	(8 649 501)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(8 293 978)	7 449 408
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	26 321 255	18 871 847
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (2)	18 027 277 \$	26 321 255 \$

(1) En date du 31 mars 2010, le poste Charges à payer et frais courus inclut des soldes à payer relatifs à des acquisitions d'immobilisations corporelles totalisant 689 929 \$ (au 31 mars 2009 : 3 359 605 \$).

(2) La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan :

	2010	2009
Encaisse	535 686 \$	671 075 \$
Placements temporaires	17 491 591	25 650 180
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 027 277 \$	26 321 255 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2010

1. CONSTITUTION ET OBJETS

La Société du Palais des congrès de Montréal, personne morale au sens du Code civil, constituée sans capital-actions par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre S-14.1), a pour objets :

- d'administrer et d'exploiter le Palais des congrès de Montréal ;
- d'élaborer des projets de développement ou d'exploitation du Palais des congrès ;
- d'exercer des activités commerciales ou autres de nature à contribuer au développement du Palais des congrès et d'en assurer l'exploitation, la promotion et l'administration.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation des états financiers, la Société utilise prioritairement le manuel de l'Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont la durée de vie des immobilisations et l'évaluation du placement à long terme.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés à la moindre valeur du coût ou de la valeur de réalisation nette.

Placements à long terme

Le placement à long terme est comptabilisé au coût diminué de toute moins-value durable.

Subvention recouvrable du gouvernement du Québec

Le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes nécessaires pour qu'elle soit en mesure de s'acquitter de ses obligations sur ses emprunts du Fonds de financement servant à financer l'acquisition d'immobilisations et les frais d'émission et de gestion de ces emprunts, après s'être assuré que la Société n'est pas en mesure de le faire.

La subvention recouvrable du gouvernement du Québec correspond à l'écart entre, d'une part, la somme des dépenses d'intérêts encourus sur les emprunts afférents à l'acquisition d'immobilisations et de l'amortissement cumulé sur ces immobilisations et sur les frais d'émission et de gestion financés par ces emprunts et, d'autre part, la somme des subventions du gouvernement du Québec reçues pour permettre les versements sur ces emprunts.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée probable d'utilisation établie comme suit :

Bâtisse	40 ans
Aménagements	10 ans
Mobilier et équipement	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Logiciels informatiques	5 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats.

Frais reportés

Les frais d'émission et de gestion de la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'emprunt.

Les frais initiaux directs encourus pour la location des espaces commerciaux du rez-de-chaussée sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

Apports reportés

Les apports reçus pour l'acquisition d'immobilisations amortissables et ceux reçus sous forme d'immobilisations amortissables sont reportés et virés aux résultats selon la même méthode et les mêmes taux d'amortissement que les immobilisations auxquelles ils se rapportent.

Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et charges sont pour leur part convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains ou pertes de change sont inclus dans les résultats de l'exercice.

Constatation des produits

Les produits sont constatés lorsqu'ils sont gagnés, normalement au moment où :

- les services sont rendus;
- il y a une preuve claire qu'une entente existe;
- les montants sont établis ou peuvent l'être;
- la capacité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les produits provenant de la location d'espaces et de la prestation de services auxiliaires sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus. Toute différence entre le montant perçu et le montant constaté à titre de produits est inscrite au bilan à titre de dépôts des clients ou de débiteurs. Les redevances sont constatées à mesure que celles-ci deviennent gagnées en vertu des conditions contractuelles.

Constatation des subventions

La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les subventions. Les subventions affectées sont constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les subventions de fonctionnement sont constatées à titre de produit de l'exercice pour lequel elles ont été octroyées. La subvention relative aux immobilisations et aux frais d'émission et de gestion financés représente la contribution du gouvernement pour le remboursement de la dette à long terme relative au financement d'immobilisations amortissables et des frais d'émission afférents, laquelle correspond à l'amortissement de ces immobilisations et frais d'émission et de gestion de la dette à long terme.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et dont l'échéance initiale au moment de l'acquisition est de 3 mois ou moins.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

À la demande du gouvernement, la Société a établi ses états financiers selon le manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. Auparavant, elle utilisait le manuel de l'ICCA pour le secteur privé. La Société a choisi de conserver la même présentation des états financiers. L'application des nouvelles conventions a été faite rétroactivement avec retraitement des exercices antérieurs. Les modifications aux conventions comptables sont décrites ci-après.

Immobilisations corporelles

Selon les normes du secteur public, les logiciels informatiques sont considérés comme des immobilisations corporelles. Auparavant, ils étaient inscrits sous les immobilisations incorporelles. La Société a donc procédé à un reclassement sans qu'il y ait d'incidences quant à la mesure.

Dépréciation des immobilisations corporelles

La baisse de valeur des immobilisations corporelles est fondée sur leur capacité de fournir des biens ou services ou sur la valeur des avantages économiques futurs plutôt que sur l'évaluation des flux monétaires futurs non actualisés que procurera l'immobilisation corporelle.

Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes du secteur public. L'information auparavant présentée à leur égard est donc retirée.

Placements temporaires

Les placements temporaires étaient évalués au coût après amortissement calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Selon les normes du secteur public, ils sont maintenant enregistrés à la moindre valeur du coût ou de la valeur de réalisation nette et les intérêts courus sont comptabilisés séparément.

Placement à long terme

Le placement à long terme est comptabilisé au coût diminué de toute moins-value durable alors qu'auparavant il était constaté à la juste valeur.

Frais reportés liés aux emprunts

Auparavant, les frais d'émission liés aux emprunts étaient incorporés à la dette et amortis selon la méthode du taux effectif. Ils sont dorénavant portés à l'actif à titre de frais reportés et amortis sur la durée de vie restante de chaque emprunt selon la méthode linéaire.

Ces modifications appliquées de façon rétroactive ont pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

RÉSULTATS**Produits**

Subvention du gouvernement du Québec relative aux immobilisations et aux frais d'émission et de gestion financés

2009

(3 385) \$

Charges

Frais financiers — nets

454 037

Amortissement des frais d'émission et de gestion de la dette à long terme reportés

(232 251)

Moins-value non réalisée sur placement à long terme

1 297 617

Perte de valeur sur placement à long terme

(815 390)

Excédent des produits sur les charges

700 628 \$

BILAN**Actif**

Placements temporaires

(4 996) \$

Créances

4 996

Frais reportés

919 765

Placement à long terme

700 610

Subvention recouvrable du gouvernement du Québec

19 398

Passif

Dette à long terme

943 784

Excédent cumulé

695 989

4. REDEVANCES

	2010	2009
Billets vendus	407 113 \$	365 570 \$
Services alimentaires	2 558 085	2 850 228
Services audiovisuels	572 657	894 792
Autres	31 406	70 743
	3 569 261 \$	4 181 333 \$

5. SERVICES AUXILIAIRES

	2010	2009
Stationnement	1 062 478 \$	1 030 040 \$
Aménagement	1 186 923	1 227 417
Entretien ménager	481 847	492 328
Audiovisuel	777 692	765 277
Télécommunications	583 717	628 926
Accueil et vestiaire	200 627	195 762
Plomberie et électricité	1 261 716	1 515 510
Sécurité	177 262	206 707
Autres	84 008	78 055
	5 816 270 \$	6 140 022 \$

6. LOCATION À TITRE GRATUIT

La Société loue des espaces à titre gratuit à deux entités. Ces opérations sont effectuées en contrepartie partielle de l'expropriation, aux fins des travaux d'agrandissement du Palais des congrès, de certains actifs qui leur appartiennent. Ces opérations sont comptabilisées à la juste valeur.

7. FRAIS D'ÉVÉNEMENTS

	2010	2009
Traitements – personnel à l'événement :		
Services à la clientèle	523 909 \$	542 118 \$
Stationnement	142 513	108 170
Accueil et vestiaire	704 458	612 527
Audiovisuel	423 327	440 597
Télécommunications	117 507	121 742
Aménagement	1 294 853	1 333 915
Entretien ménager	580 181	552 368
Audiovisuel	70 110	69 679
Télécommunications	71 698	91 284
Plomberie et électricité	318 841	326 118
Sécurité	151 457	179 897
Autres frais	256 092	219 335
	4 654 946 \$	4 597 750 \$

8. FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION

	2010	2009
Traitements et avantages sociaux	8 329 790 \$	7 922 691 \$
Assurances et permis	250 496	275 099
Électricité et chauffage	1 585 630	1 805 948
Gardiennage	831 838	740 467
Service d'entretien ménager	686 730	692 916
Service d'entretien spécialisé	946 620	821 248
Entretien et réparations	2 907 645	3 260 613
Amortissement des frais initiaux de location reportés	150 548	81 771
Loyers	7 832	19 670
Promotion et communications	1 375 441	1 657 337
Services professionnels et administratifs	717 732	968 896
Créances douteuses et irrécouvrables	63 647	12 010
Formation professionnelle	82 613	95 716
	17 936 562 \$	18 354 382 \$

9. TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES

	2010	2009
Taxes municipales et scolaires	13 648 587 \$	6 601 607 \$
Remboursement de taxes	-	(10 296 710)
	13 648 587 \$	(3 695 103) \$

Depuis le 1^{er} janvier 2009, la valeur imposable de la bâtisse de la Société est de 300 000 000 \$. Les taxes municipales afférentes pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 sont de 12 831 886 \$. Elles étaient de 12 860 646 \$ pour la même période en 2009.

En février 2009, la Société a reçu un remboursement s'élevant à 10 296 170 \$ représentant 7 468 999 \$ de taxes fac-

turées en trop et 2 827 711 \$ d'intérêts. Ce paiement résultait du règlement hors cour d'un litige qui opposait la Société et la Ville de Montréal survenu en juillet 2008. Le litige portait sur la valeur foncière et locative de la bâtisse utilisée par la Ville dans le calcul de la taxe, valeur qui était en contravention de l'amendement législatif voté par le gouvernement qui fixait la contribution en taxes municipales à la valeur antérieure aux travaux d'agrandissement, ajustée annuellement.

10. FRAIS FINANCIERS — NETS

	2010	2009
Intérêts sur la dette à long terme	13 930 329 \$	14 364 457 \$
Autres intérêts et frais bancaires	168 039	53 928
	14 098 368	14 418 385
Intérêts sur soldes bancaires et placements temporaires	(78 848)	(619 507)
Intérêts sur placement à long terme	(61 453)	(218 383)
	13 958 067 \$	13 580 495 \$

11. SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2010	2009
Subvention de fonctionnement :		
Subvention encaissée pour l'exercice	38 263 500 \$	34 399 400 \$
Encaissement – Subvention recouvrable du gouvernement du Québec relatif à l'exercice précédent	(13 521 787)	(13 227 847)
	24 741 713	21 171 553
Contribution recouvrable pour le paiement des intérêts sur la dette relative au financement d'immobilisations	4 305 667	4 445 855
Total de la subvention de fonctionnement	29 047 380	25 617 408
Subvention relative aux immobilisations et aux frais d'émission et de gestion financés à long terme	9 784 705	9 952 274
	38 832 085 \$	35 569 682 \$

12. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	2010	2009
Acceptations bancaires, à des taux variant entre 0,24 % et 0,31 % échéant entre le 1 ^{er} avril et le 1 ^{er} juin 2010	15 991 591 \$	- \$
Certificats de dépôt, au taux de 0,20 %, échéant le 1 ^{er} avril 2010	1 500 000	-
Acceptations bancaires, au taux moyen de 0,54 %, échéant entre le 1 ^{er} et le 30 avril 2009	-	25 650 180
	17 491 591 \$	25 650 180 \$

13. PLACEMENT À LONG TERME

Au 31 mars 2010, la Société détient des billets de trésorerie non bancaires adossés à des actifs (BTAA) qu'elle a obtenu en échange de placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) suite à une entente de restructuration survenue le 21 janvier 2009.

Le PCAA était un instrument de financement à court terme émis par des fiduciaires, aussi appelé « conduits », généralement pour des échéances variant de un à trois mois. Le PCAA constituait une créance à court terme adossé à divers actifs tels que des créances hypothécaires ou à la consommation et des actifs financiers.

La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007. Depuis le 13 août 2007, la Société n'a pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu des PCAA de tiers qu'elle détenait lorsque ceux-ci sont venus à échéance.

Les efforts de restructuration du PCAA de tiers entrepris depuis le 13 août 2007 ont abouti à la conclusion de l'entente de Montréal le 24 décembre 2008, laquelle était alors

assujettie à l'approbation des autorités décisionnelles des institutions concernées ainsi qu'à l'obtention de décrets ministériels. L'entente a subséquentement été entérinée dans sa forme proposée et a donné lieu à un échange de titres le 21 janvier 2009.

Conséquemment, les conduits de PCAA ont été remplacés par trois nouvelles structures sous forme de fiduciaires, appelées « véhicules d'actifs cadres » (« VAC 1 », « VAC 2 » et « VAC 3 »). Les VAC 1 et VAC 2 regroupent les transactions des conduits de BTAA constitués uniquement d'actifs synthétiques et hybrides. Le VAC 3 est composé des transactions des conduits de BTAA constitués exclusivement d'actifs non admissibles et d'actifs traditionnels. Par cet échange, la Société a reçu des billets du VAC 2 et des billets pour actifs non admissibles d'une valeur nominale de 4 483 796 \$. En 2009, certains billets VAC 2 ont fait l'objet de rachats partiels et les billets pour actifs inadmissibles de catégorie 2 ont été retirés avec une valeur de zéro, les actifs sous-jacents n'ayant plus de valeur. Ces derniers n'avaient plus de valeur comptable nette, ayant fait l'objet d'une moins-value durable égale à sa valeur nominale. La valeur nominale des billets s'élève donc à 3 736 079 \$ en date du 31 mars 2010 comme suit :

Billets restructurés

	Valeur nominale au 21 janvier 2009	Valeur nominale au 31 mars 2010	Valeur comptable au 31 mars 2010	Échéance
VAC 2, Catégorie A-1	185 801 \$	185 206 \$	185 206 \$	15 juil. 2056
VAC 2, Catégorie A-2	2 143 739	2 143 739	2 140 309	15 juil. 2056
VAC 2, Catégorie B	389 148	389 148	-	15 juil. 2056
VAC 2, Catégorie C	84 083	84 083	-	15 juil. 2056
Billets pour actifs non admissibles, Catégorie 1	933 903	933 903	-	25 déc. 2036
Billets pour actifs non admissibles, Catégorie 2	747 122	-	-	-
	4 483 796 \$	3 736 079 \$	2 325 515 \$	

Les billets de catégories A-1, A-2 et B portent intérêt au taux des acceptations bancaires moins 0,50 %. L'intérêt sur les billets de catégorie B est cumulatif et est payable seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1 et A-2 auront été réglés intégralement. Les billets de catégorie C portent intérêt au taux des acceptations bancaires plus 20 %. Ces intérêts sont cumulatifs et payables seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1, A-2 et B auront été réglés intégralement. Quant aux billets pour actifs inadmissibles, ils portent intérêt à un taux qui sera rajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents.

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de BTAA inclus dans le Plan, la direction a estimé le montant de BTAA qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur la valeur nominale. Ainsi, la Société n'a pas constaté de baisse de valeur durable additionnelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (2009 : 815 390 \$).

Elle est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2010 en fonction de l'information disponible à ce jour. La moins-value durable est estimée selon une technique d'évaluation tenant compte de la qualité du crédit des actifs sous-jacents, de certaines hypothèses et probabilités. Elle tient compte également de la séquence de subordination imbriquée dans les billets : les billets C sont subordonnés aux billets B, les billets B le sont aux billets A-2 et les billets A-2 le sont aux billets A-1. Cette structure en cascade vise à ce que les tranches subordonnées absorbent les premières pertes de façon à immuniser les tranches supérieures. En raison de la structure en cascade, ce sont les billets B et C qui absorbent les plus grandes baisses de valeur durable. En décembre 2008, DBRS a émis la cote « A » aux billets A-1 et A-2, mais n'a pas fourni de notation de crédit pour les billets B et C. Cependant, le 11 août 2009, DBRS a décoté les billets de catégorie A-2 à « BBB ».

14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Terrains	24 764 119 \$	- \$	24 764 119 \$	24 740 933 \$
Bâtisse	348 350 289	118 439 665	229 910 624	239 490 974
Mobilier et équipement	21 855 829	16 337 277	5 518 552	6 532 847
Aménagements	2 901 848	593 894	2 307 954	1 488 376
Équipement informatique	4 768 213	4 619 301	148 912	204 623
Logiciels informatiques	2 484 368	2 101 230	383 138	346 601
	405 124 666 \$	142 091 367 \$	263 033 299 \$	272 804 354 \$

Le 30 septembre 1998, la Société a eu l'autorisation du gouvernement du Québec de procéder à l'agrandissement du Palais des congrès. Le mandat de réaliser cet agrandissement a été confié à une société apparentée, la Société immobilière du Québec, entité sous contrôle commun, en contrepartie d'honoraires. Au 31 mars 2010, les retenues à payer à la Société immobilière du Québec aux fins du remboursement des coûts de construction s'élèvent à 6 974 \$ et sont incluses dans les charges à payer et les frais courus. Le coût total prévu de ce projet était de 257 800 000 \$. Le 8 juin 2005, le gouvernement du Québec a autorisé une hausse du budget de ce projet à un montant de 280 700 000 \$. L'augmentation du budget comprend notamment l'estimation du montant requis pour

le règlement des réclamations en cours au 31 mars 2010 concernant l'agrandissement du Palais des congrès.

Au cours de l'année, la Société immobilière du Québec a révisé à la baisse le coût final du projet et la somme de 787 010 \$ a été renversée de même que l'amortissement cumulé sur ce montant depuis 2005 (113 909 \$). Les coûts cumulés sur ce projet jusqu'au 31 mars 2010 s'élèvent à 272 657 448 \$ et se répartissent comme suit :

Terrains	21 779 068 \$
Bâtisse	243 758 200
Mobilier et équipement	7 120 180
	272 657 448 \$

15. SUBVENTION RECOUVRABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

La subvention recouvrable s'établit comme suit :

	2010	2009
Solde au début	41 777 037 \$	40 606 754 \$
Subvention relative aux immobilisations et aux frais d'émission et de gestion financés	9 784 705	9 952 275
Subvention relative aux intérêts encourus sur les emprunts	13 930 329	14 364 457
	65 492 071	64 923 486
Subvention relative au paiement des intérêts et du capital de l'exercice	(23 146 449)	(23 146 449)
Solde à la fin	42 345 622 \$	41 777 037 \$
Ce solde se rapporte aux éléments suivants du bilan :		
Emprunts du Fonds de financement (note 17)	281 553 766 \$	290 629 698 \$
Solde non amorti des immobilisations et des frais d'émission et de gestion financés à long terme	(243 513 811)	(253 298 516)
	38 039 955	37 331 182
Intérêts courus sur ces emprunts	4 305 667	4 445 855
	42 345 622 \$	41 777 037 \$
Portion court terme	13 829 131	13 521 787
Portion long terme	28 516 491	28 255 250
	42 345 622 \$	41 777 037 \$

16. APPORTS REPORTÉS

	2010	2009
Apport du gouvernement du Québec reporté		
Solde au début	289 634 \$	310 322 \$
Moins :		
Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant (1)	20 688	20 688
	268 946	289 634
Apport du bailleur reporté		
Solde au début	304 582	326 338
Moins :		
Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant (1)	21 755	21 756
	282 827	304 582
Apport du concessionnaire reporté		
Solde au début	139 725	149 706
Moins :		
Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant (1)	9 981	9 981
	129 744	139 725
Apport d'Hydro-Québec reporté		
Solde au début	77 137	83 565
Moins :		
Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant (1)	6 428	6 428
	70 709	77 137
Apport du gouvernement du Canada reporté		
Solde au début	8 400 000	9 000 000
Moins :		
Virement aux résultats d'un montant équivalent à l'amortissement des immobilisations s'y rapportant (1)	600 000	600 000
	7 800 000	8 400 000
	8 552 226 \$	9 211 078 \$

(1) L'amortissement des apports reportés de l'exercice totalise 658 852 \$ (31 mars 2009 : 658 853 \$).

17. DETTE À LONG TERME

Après du Fonds de financement du gouvernement du Québec

	2010	2009
Billets à payer		
taux fixe de 5,234 % l'an, remboursable par versements semestriels de 1 172 832 \$, jusqu'au 30 mars 2015 et par un versement de 22 505 336 \$ le 30 septembre 2015	27 584 628 \$	28 452 306 \$
taux fixe de 5,159 % l'an, remboursable par versements semestriels de 4 683 303 \$, jusqu'au 1 ^{er} avril 2013 et par un versement de 97 938 039 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	111 596 016	115 071 152
taux fixe de 4,6035 % l'an, remboursable par versements semestriels de 4 358 531 \$, jusqu'au 6 février 2011 et par un versement de 106 499 726 \$ le 6 août 2011	110 186 891	113 710 002
taux fixe de 4,343 % l'an, remboursable par versements semestriels de 201 051 \$, jusqu'au 1 ^{er} juin 2016 et par un versement de 4 445 695 \$ le 1 ^{er} décembre 2016	5 618 854	5 771 996
taux fixe de 4,598 % l'an, remboursable par versements semestriels de 1 157 508 \$, jusqu'au 1 ^{er} avril 2013 et par un versement de 22 466 006 \$ le 1 ^{er} octobre 2013	26 567 377	27 624 241
	281 553 766	290 629 698
Moins : versements échéant en deçà d'un an	9 523 464	9 075 932
	272 030 302 \$	281 553 766 \$

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

2011	9 523 464 \$
2012	112 634 016
2013	6 447 533
2014	124 383 932
2015	1 313 286

Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés en vertu du régime d'emprunts instauré par la Société, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les rencontrer pour l'un ou l'autre de ces emprunts. Les frais de financement sont inclus aux montants des versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices.

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, soit la somme convenue entre les parties, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle

conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec des apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

19. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes inter-entreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2010, le taux de cotisation de la Société au RREGOP est demeuré inchangé à 8,19 % de la masse salariale et celui du RRPE à 10,54 %.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 452 373 \$ (2009 : 445 299 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

20. ENGAGEMENTS

La Société est engagée par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 31 mars 2012 pour des services de gardiennage, d'entretien ménager et d'entretien spécialisé.

Les paiements minimums futurs en vertu de ces engagements s'établissent comme suit :

2011	3 834 845 \$
2012	1 680 746
	<hr/>
	5 515 591 \$

21. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les normes d'audit généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

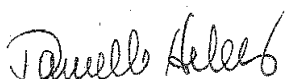
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Société, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La directrice des finances,



Danielle Hébert, CA

Le président-directeur général,



M^e Guy LeBlanc

Bécancour, le 19 mai 2010



RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour au 31 mars 2010 et l'état des résultats et excédent cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu des changements apportés par l'adoption des normes comptables pour le secteur public, et expliqués à la note 4, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 Renaud Lachance FCA auditeur

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 19 mai 2010

**RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010		2009 (redressé)
PRODUITS (note 5)	5 144 484 \$		7 031 853 \$
CHARGES			
Charges d'exploitation par catégorie (note 6)			
Traitements et avantages sociaux	1 107 453		1 130 881
Entretien et réparations	673 110		967 444
Fournitures et approvisionnements	502 342		555 453
Gardiennage	210 502		212 077
Taxes municipales et scolaires	173 641		176 859
Services professionnels, administratifs et autres	84 256		223 566
Publicité et promotion	51 961		70 974
Déplacements et communications	47 727		43 829
Autres charges	8 600		16 500
	<u>2 859 592</u>		<u>3 397 583</u>
Amortissement des immobilisations corporelles	1 855 348		2 154 251
	<u>4 714 940</u>		<u>5 551 834</u>
Autres frais			
Frais financiers (note 7)	942 275		941 154
Participation aux réseaux d'eau potable et d'égout de la Ville de Bécancour (note 15)	47 911		47 863
	<u>5 705 126</u>		<u>6 540 851</u>
(PERTE NETTE) BÉNÉFICE NET	(560 642)		491 002
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT			
Solde déjà établi	12 405 530		11 919 814
Modification de conventions comptables (note 4)			
Amortissement des frais d'émission sur la dette à long terme	(8 844)		(8 486)
Provision pour congés de maladie	5 644		-
	<u>12 402 330</u>		<u>11 911 328</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u>11 841 688 \$</u>		<u>12 402 330 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

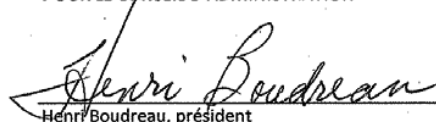
BILAN
AU 31 MARS 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u> (redressé)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	383 072 \$	858 962 \$
Dépôt à terme (note 8)	1 500 000	1 000 000
Créances (note 9)	525 334	639 954
Stock de pièces de rechange (note 10)	101 953	95 662
Frais payés d'avance	87 432	80 569
	<u>2 597 791</u>	<u>2 675 147</u>
 Frais d'émission et de gestion reportés - coût amorti	 48 733	 60 276
 Inventaire de terrains	 5 359 413	 5 441 142
 Immobilisations corporelles (note 11)	 <u>23 969 240</u>	 <u>24 984 079</u>
	<u>31 975 177 \$</u>	<u>33 160 644 \$</u>
 PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	306 894 \$	744 154 \$
Intérêts courus sur la dette à long terme	406 926	407 827
Retenues sur contrats	18 825	76 882
Produits reportés	162 502	179 720
	<u>895 147</u>	<u>1 408 583</u>
 Provision pour congés de maladie (note 18)	 142 535	 125 762
 Aide gouvernementale reportée - coût amorti (note 13)	 2 095 807	 2 223 969
 Dette à long terme (note 14)	 <u>17 000 000</u>	 <u>17 000 000</u>
	20 133 489	20 758 314
 EXCÉDENT CUMULÉ	 <u>11 841 688</u>	 <u>12 402 330</u>
	<u>31 975 177 \$</u>	<u>33 160 644 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


Henri Boudreau, président


Jean Rousseau, vice-président

FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009 (redressé)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) Bénéfice net	(560 642) \$	491 002 \$
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 855 348	2 154 251
Amortissement des frais d'émission	11 543	11 605
Gain à la vente de terrains	(252 222)	(310 227)
Gain à l'aliénation d'immobilisations corporelles	(420)	(800)
Virement de l'aide gouvernementale	(128 162)	(128 451)
	<u>925 445</u>	<u>2 217 380</u>
Acquisition de terrains	-	(121 628)
Produit de la vente de terrains	333 951	454 152
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation (note 16)	<u>114 197</u>	<u>537 929</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<u>1 373 593</u>	<u>3 087 833</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 349 903)	(2 113 752)
Produit d'aliénation d'immobilisations corporelles	<u>420</u>	<u>800</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(1 349 483)</u>	<u>(2 112 952)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Nouvelle dette à long terme	-	3 000 000
Remboursement de la dette à long terme	-	(4 000 000)
Frais d'émission	<u>-</u>	<u>(21 000)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>-</u>	<u>(1 021 000)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	<u>24 110</u>	<u>(46 119)</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>1 858 962</u>	<u>1 905 081</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 16)	<u><u>1 883 072</u> \$</u>	<u><u>1 858 962</u> \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

États financiers des organismes et des entreprises du gouvernement du Québec

Notes complémentaires**31 mars 2010****1. CONSTITUTION ET MISSION**

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, personne morale au sens du Code civil, a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q. chapitre S-16.001). Elle a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire dans une partie du territoire de la Ville de Bécancour. En vertu des lois sur l'impôt fédéral et provincial, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. TRANSFERT DES ACTIVITÉS AU SECTEUR MUNICIPAL

Le 30 mars dernier, lors du discours du budget 2009-2010, le gouvernement du Québec a annoncé le transfert de la Société au secteur municipal. Le gouvernement déposera d'ici la fin de l'année 2010-2011, un projet de loi qui précisera les modalités liées à ce changement important.

3. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour pertes sur créances. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Constataion des produits

Les produits tirés des services portuaires et du service d'eau industrielle sont comptabilisés lorsque les services ont été rendus. La Société constate les loyers de base selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location. Les produits tirés des servitudes sont constatés lors de l'octroi des servitudes. L'ensemble de ces produits sont constatés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord et que le prix que l'acheteur doit payer est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Stock de pièces de rechange

Le stock de pièces de rechange est évalué à la moindre valeur (coût ou valeur nette de réalisation). Le coût est établi selon la méthode du premier entré premier sorti. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour effectuer le service.

États financiers des organismes et des entreprises du gouvernement du Québec

Inventaire de terrains

Les terrains en inventaire sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur nette de réalisation). Le coût est établi selon la méthode du coût moyen. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les terrains, diminué des coûts estimés nécessaires pour effectuer la vente. Les taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts relatifs à l'achat de ces terrains sont imputés aux opérations.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties à compter de leur utilisation et sur leur durée de vie utile prévue, selon la méthode de l'amortissement linéaire et aux taux suivants :

Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement	2 1/2 % à 5 %
Installations portuaires	2 1/2 % à 20 %
Véhicules	20 %
Équipement	6 2/3 % à 10 %
Réseaux d'eau potable et d'égout	3 1/3 % à 5 %
Usine et réseau de distribution d'eau industrielle	2 1/2 % et 5 %
Routes et rues	4 % et 5 %
Réseau ferroviaire	2 1/2 %
Mobilier et équipement de bureau	10 % et 20 %

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Aide gouvernementale reportée

Les subventions pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisées comme aide gouvernementale reportée et sont virées aux résultats selon la même méthode et les mêmes taux d'amortissement que les immobilisations corporelles subventionnées auxquelles elles se rapportent. Les subventions relatives aux charges d'exploitation sont comptabilisées à titre d'autres produits.

Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée au régime interentreprise à prestations déterminées gouvernemental compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

La provision pour congés de maladie est établie à l'aide d'une méthode actuarielle qui tient compte des avantages gagnés à la date de clôture. La valeur des obligations actuarielles est établie selon les hypothèses de nature économique les plus probables. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle.

Dettes à long terme

Les emprunts sont comptabilisés au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Les frais d'émission liés aux emprunts sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés aux dettes.

4. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Manuel de l'ICCA pour le secteur public

Depuis le 1er avril 2009, à la demande du gouvernement, la Société établit ses états financiers selon le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. Auparavant, elle utilisait le Manuel de l'ICCA - Comptabilité pour le secteur privé. Les effets de la première application de ces nouvelles normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers comparatifs.

Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous, ainsi que leurs impacts, le cas échéant.

Dettes à long terme

Les coûts de transactions liées à la dette à long terme apparaissent maintenant comme frais d'émission et de gestion reportés et sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée de la dette à long terme alors qu'auparavant les coûts de transactions étaient pris en compte dans la détermination de la valeur comptable du passif et étaient constatés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Cette modification a été appliquée de façon rétroactive et a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants au 31 mars:

	2009
Résultats et Excédent cumulé	
Frais financiers	358 \$
Bénéfice net	(358)
Bilan	
Frais d'émission et de gestion reportés	60 276
Dettes à long terme	69 120
Excédent cumulé antérieur à l'exercice 2009	(8 486)
Excédent cumulé de l'exercice 2009	(358)

Provision pour congés de maladies

La valeur actuarielle de la provision pour congés de maladies est dorénavant établie en utilisant le taux moyen d'emprunt du gouvernement du Québec alors qu'auparavant la provision était établie en utilisant un taux d'intérêt sans risque. Cette modification a été appliquée de façon rétroactive sur l'exercice de 2009 mais ne peut être établie au prix d'un effort raisonnable pour les exercices antérieurs et a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants au 31 mars:

	2009
Résultats et Excédent cumulé	
Traitements et avantages sociaux	(5 644) \$
Bénéfice net	5 644
Bilan	
Provision pour congés de maladie	(5 644)
Excédent cumulé	5 644

Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes comptables du secteur public. Cette modification n'a aucune incidence sur la mesure des actifs et des passifs.

États financiers des organismes et des entreprises du gouvernement du Québec

5. PRODUITS

	2010		2009	
Produits d'exploitation :				
Services portuaires	2 607 432	\$	3 542 996	\$
Remboursements par la Ville de Bécancour de certains frais d'entretien	850 000		850 000	
Service d'eau industrielle	605 815		673 317	
Location d'immeubles	504 967		496 252	
Virement de l'aide gouvernementale	128 162		128 451	
Intérêts sur encaisse et dépôts à terme	22 779		49 917	
Autres produits	21 827		14 705	
Gain à l'aliénation d'immobilisations corporelles	420		800	
	<u>4 741 402</u>		<u>5 756 438</u>	
Produits reliés à l'inventaire des terrains :				
Produit de la vente de terrains	333 951		454 152	
Coût des terrains vendus	<u>81 729</u>		<u>143 925</u>	
	252 222		310 227	
Services publics reliés à la vente de terrains	<u>150 860</u>		<u>965 188</u>	
	<u>403 082</u>		<u>1 275 415</u>	
	<u>5 144 484</u>	\$	<u>7 031 853</u>	\$

6. CHARGES D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS, AVANT AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010		2009 (redressé)	
Administration générale	1 079 897	\$	1 258 324	\$
Usine et réseau de distribution d'eau industrielle	509 807		550 069	
Immeubles	360 190		433 472	
Installations portuaires	356 036		487 897	
Réseaux de transport	287 984		337 090	
Véhicules et équipement	175 226		149 761	
Réseaux d'eau potable et d'égout	<u>90 452</u>		<u>180 970</u>	
	<u>2 859 592</u>	\$	<u>3 397 583</u>	\$

7. FRAIS FINANCIERS

	2010		2009 (redressé)	
Intérêts sur l'emprunt bancaire	133	\$	8 911	\$
Intérêts sur la dette à long terme	930 599		920 638	
Amortissement des frais d'émission et de gestion	<u>11 543</u>		<u>11 605</u>	
	<u>942 275</u>	\$	<u>941 154</u>	\$

8. DÉPOT À TERME

Dépôt à terme portant intérêt au taux fixe de 0,6 % (2009: taux 2,25 %), échéant le 18 décembre 2012 et rachetable en tout temps sans pénalité.

9. CRÉANCES

	2010		2009	
Clients	511 600	\$	590 869	\$
Autres	13 734		49 085	
	<u>525 334</u>	<u>\$</u>	<u>639 954</u>	<u>\$</u>

10. STOCK DE PIÈCES DE RECHANGE

Le coût du stock comptabilisé en charge au poste "Entretien et réparations" au cours de l'exercice était de 12 902 \$ (15 466 \$ en 2009).

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010			2009	
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net	
Terrains et remplissage	5 248 149 \$	- \$	5 248 149 \$	5 248 149 \$	
Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement	3 965 118	2 707 838	1 257 280	1 369 854	
Installations portuaires ⁽¹⁾	35 930 806	26 443 903	9 486 903	10 478 532	
Véhicules et équipement	804 212	576 429	227 783	235 998	
Réseaux d'eau potable et d'égout	7 402 812	5 317 805	2 085 007	2 183 518	
Usine et réseau de distribution d'eau industrielle ⁽¹⁾⁽²⁾	12 952 667	10 195 865	2 756 802	2 575 633	
Réseaux de transport :					
Routes et rues	10 832 103	8 864 744	1 967 359	1 908 051	
Réseau ferroviaire	1 472 564	576 748	895 816	932 630	
Mobilier et équipement de bureau	291 122	246 981	44 141	51 714	
	<u>78 899 553 \$</u>	<u>54 930 313 \$</u>	<u>23 969 240 \$</u>	<u>24 984 079 \$</u>	

(1) Les installations portuaires et l'usine et le réseau de distribution d'eau industrielle comprennent des montants respectifs de 115 298 \$ et 35 398 \$ (81 542 \$ et 553 901 \$ en 2009) d'immobilisations en cours de construction qui ne sont pas amortis.

(2) L'usine et le réseau de distribution d'eau industrielle comprend un montant de 99 099 \$ de pièces de rechange pour lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé depuis leur acquisition car elles ont été mises hors service pour une période prolongée.

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour

SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL ET PORTUAIRE DE BÉCANCOUR

11

12. EMPRUNT BANCAIRE

La Société dispose d'une marge de crédit bancaire de 1 500 000 \$ garantie par le gouvernement du Québec, renouvelable annuellement le 31 octobre. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 mars 2010, le taux préférentiel est de 2,25 % (2009 : 2,5 %) et le solde de cet emprunt bancaire est nul.

13. AIDE GOUVERNEMENTALE REPORTÉE - COÛT AMORTI

	2010		2009	
Gouvernement du Québec	1 025 214	\$	1 076 433	\$
Gouvernement du Canada	349 734		385 202	
Ville de Bécancour	720 859		762 334	
	<u>2 095 807</u>	\$	<u>2 223 969</u>	\$

14. DETTE À LONG TERME

	2010		2009	
			(redressé)	
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec taux effectif de 6,186 %, dont le capital est remboursable en octobre 2012	10 000 000	\$	10 000 000	\$
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec taux effectif de 4,85 %, dont le capital est remboursable en décembre 2015	4 000 000		4 000 000	
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec taux effectif de 4,48 %, dont le capital est remboursable en décembre 2017	3 000 000		3 000 000	
	<u>17 000 000</u>	\$	<u>17 000 000</u>	\$

15. ENGAGEMENTS

Participation aux réseaux d'eau potable et d'égout de la Ville de Bécancour

En vertu d'une entente avec la Ville de Bécancour ratifiée par le gouvernement du Québec le 11 avril 1973, la Société est autorisée à participer jusqu'en l'an 2011 au financement des réseaux d'eau potable et d'égout desservant le parc industriel et une partie de la Ville de Bécancour.

À ce titre, la Société s'est engagée à payer annuellement le service de la dette relatif à un règlement d'emprunt de la Ville de Bécancour. Au 31 mars 2010, le solde de cet engagement s'élève à 91 400 \$ (2009 : 134 200 \$). La participation (capital et intérêts) au cours de l'exercice s'élève à 47 911 \$ (2009 : 47 863 \$).

16. FLUX DE TRÉSORERIE

Les renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie s'établissent comme suit :

	<u>2010</u>		<u>2009</u>
			(redressé)
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation			
Créances	114 620 \$		657 440 \$
Stock de pièces de rechange	(6 291)		4 978
Frais payés d'avance	(6 863)		2 393
Charges à payer et frais courus	14 077		(108 546)
Intérêts courus sur la dette à long terme	(901)		(18 095)
Produits reportés	(17 218)		17 884
Provision pour congés de maladie	16 773		(18 125)
	<u>114 197 \$</u>		<u>537 929 \$</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Encaisse	383 072 \$		858 962 \$
Dépôt à terme	1 500 000		1 000 000
	<u>1 883 072 \$</u>		<u>1 858 962 \$</u>
Information supplémentaire			
	<u>2010</u>		<u>2009</u>
Intérêts payés sur la dette à long terme	931 500 \$		967 012 \$

En date du 31 mars 2010, le poste «Retenues sur contrats» inclut des acquisitions d'immobilisations pour un montant de 18 825 \$ (2009 : 76 882 \$) et le poste «Charges à payer et frais courus» inclut des acquisitions d'immobilisations pour un montant de 14 878 \$ (2009 : 466 215 \$).

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régime de retraite**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 59 128 \$ (2009 : 59 102 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

	2010		2009
			(redressé)
Solde au début	125 762	\$	143 887
Charge de l'exercice	29 786		23 472
Prestations versées au cours de l'exercice	(13 013)		(41 597)
Solde à la fin	<u>142 535</u>	<u>\$</u>	<u>125 762</u>
			<u>\$</u>

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2010:

Taux de croissance de la rémunération	3,85 % et 4,35 % (2009 : 3,85 % et 4,35 %)
Taux d'actualisation	4,35 % (2009 : 4,25 %)
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	9 ans (2009 : 10 ans)

19. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

Rapport de la direction

Au Ministre des Finances

Les états financiers consolidés de la Société générale de financement du Québec (la « Société ») ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers consolidés.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers consolidés. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et les vérificateurs indépendants de la Société, examine les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

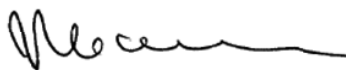
Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l. et le Vérificateur général du Québec ont procédé à la vérification des états financiers consolidés de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et le rapport des vérificateurs expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de leur opinion. Les vérificateurs peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le président-directeur général,

Le vice-président et
chef de la direction financière,



Pierre Shedleur, FCA



Jean-Jacques Carrier, CA

Montréal (Québec)
Le 24 mars 2010

Rapport des vérificateurs**Au Ministre des Finances**

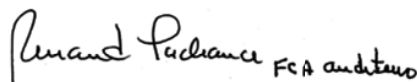
Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Société générale de financement du Québec (la « Société ») au 31 décembre 2009 et les états consolidés des résultats, du déficit et cumul des autres éléments du résultat étendu, du résultat étendu et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V - 5.01), nous déclarons que, à notre avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Samson Bégin / Deloitte & Touche ¹ a.m.a.

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 19453

Renaud Lachance FCA auditeur

Le Vérificateur général du Québec,
Renaud Lachance, FCA auditeur

Montréal (Québec)
Le 24 mars 2010

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**

Exercice terminé le 31 décembre 2009
avec chiffres correspondants de 2008

(en milliers de dollars)	2009	2008
Chiffre d'affaires (note 4)	719 930	928 331
Charges d'exploitation :		
Coût des produits vendus	616 272	767 751
Frais généraux, de vente et d'administration	100 393	100 248
Amortissements (notes 11 et 12)	48 555	46 410
	765 220	914 409
Bénéfice (perte) d'exploitation d'entreprises poursuivies	(45 290)	13 922
Part de la perte des sociétés satellites	(5 638)	(35 121)
Revenus de dividendes et d'intérêts sur placements	16 841	9 044
Perte d'exploitation des activités poursuivies avant les postes suivants :	(34 087)	(12 155)
Gain sur variation de la juste valeur des sociétés de placement	913	10 377
Perte sur papier commercial non bancaire adossé à des actifs (note 9)	(6 019)	(33 719)
Autres pertes sur placements (note 10)	(31 991)	(3 658)
Dévaluation d'immobilisations corporelles et d'autres actifs (note 5)	(103 263)	(1 443)
Gain net à l'aliénation de placements et autres	3 629	24 394
Perte d'exploitation des activités poursuivies	(170 818)	(16 204)
Revenus (frais) financiers (note 6)	1 006	(21 594)
Autres (frais) revenus	(1 250)	1 765
Perte des activités poursuivies (note 4)	(171 062)	(36 033)
Perte des activités abandonnées (note 7)	(73 544)	(225 017)
Perte nette (note 4)	(244 606)	(261 050)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

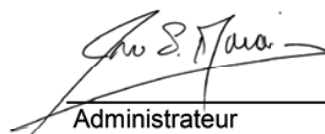
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC**BILAN CONSOLIDÉ**

Au 31 décembre

(en milliers de dollars)	2009	2008
Actif		
Actif à court terme :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	375 284	102 604
Placements temporaires, taux d'intérêt variant entre 0,45 % et 3,94 %	5 293	4 867
Débiteurs	99 916	123 027
Stocks (note 8)	116 468	138 701
Frais payés d'avance	3 580	3 787
Tranche à court terme des placements (note 10)	68 742	11 362
Tranche à court terme des autres actifs (note 12)	1 690	1 881
Actifs à court terme destinés à la vente (note 7)	48 217	65 026
	719 190	451 255
Placements (notes 9 et 10)	708 235	537 330
Immobilisations corporelles (note 11)	651 264	701 940
Écarts d'acquisition	732	732
Autres actifs (note 12)	123 670	131 880
Actifs à long terme destinés à la vente (note 7)	101 797	173 912
Total de l'actif	2 304 888	1 997 049
Passif et capitaux propres		
Passif à court terme :		
Découverts bancaires	950	207
Emprunts bancaires (note 13a))	7 510	10 170
Créditeurs et charges à payer	88 462	95 385
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 13)	12 594	19 502
Tranche à court terme des autres passifs à long terme (note 14)	8 983	6 674
Passifs à court terme d'entreprises destinées à la vente (note 7)	65 188	43 873
	183 687	175 811
Subvention reportée (notes 11 et 12)	42 550	51 144
Dette à long terme (note 13)	91 234	108 580
Autres passifs à long terme (note 14)	67 137	67 534
Passifs à long terme d'entreprises destinées à la vente (note 7)	76 755	125 118
	461 363	528 187
Capitaux propres :		
Capital-actions (note 15)	2 673 340	2 173 340
Déficit	(722 713)	(482 642)
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 16)	(107 102)	(221 836)
	1 843 525	1 468 862
Engagements, garanties et éventualités (note 22)		
Total du passif et capitaux propres	2 304 888	1 997 049

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil,


Administrateur
Stephen Rosenhek, CA

Administrateur
Me José P. Dorais

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

ÉTAT CONSOLIDÉ DU DÉFICIT ET CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Exercice terminé le 31 décembre 2009
avec chiffres correspondants de 2008

(en milliers de dollars)	2009	2008
Déficit au début	(482 642)	(221 592)
Adoption des modifications relatives aux instruments financiers (note 1d))	4 535	-
	(478 107)	(221 592)
Perte nette	(244 606)	(261 050)
Déficit à la fin	(722 713)	(482 642)
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début	(221 836)	(41 986)
Adoption des modifications relatives aux instruments financiers (note 1d))	116	-
Autres éléments du résultat étendu	114 618	(179 850)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin	(107 102)	(221 836)
Total	(829 815)	(704 478)

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercice terminé le 31 décembre 2009
avec chiffres correspondants de 2008

(en milliers de dollars)	2009	2008
Perte nette	(244 606)	(261 050)
Autres éléments du résultat étendu		
Gains et pertes nets non réalisés sur actifs financiers disponibles à la vente		
Gains (pertes) non réalisés		
- Actions cotées	101 675	(175 558)
- Titres de créance	4 505	602
Reclassement des pertes réalisées dans la perte nette	5 819	320
	111 999	(174 636)
Gains et pertes nets non réalisés sur couverture de flux de trésorerie		
Gains non réalisés	-	1 761
Reclassement des gains réalisés dans la perte nette	-	(1 761)
Part des pertes non réalisées d'une société satellite	(2 135)	(3 994)
Part du reclassement des pertes réalisées d'une société satellite dans la perte nette	4 756	1 103
	2 621	(2 891)
Part des pertes non réalisées sur écart de conversion des devises d'une société satellite	(2)	(2 295)
Autres éléments du résultat étendu des activités poursuivies	114 618	(179 822)
Autres éléments du résultat étendu des activités abandonnées	-	(28)
Résultat étendu	(129 988)	(440 900)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 décembre 2009

avec chiffres correspondants de 2008

(en milliers de dollars)	2009	2008
Activités d'exploitation :		
Perte des activités poursuivies	(171 062)	(36 033)
Ajustements pour :		
Amortissements	48 555	46 410
Part de la perte des sociétés satellites	5 638	35 121
Gain sur variation de la juste valeur des sociétés de placement	(913)	(10 377)
Perte sur papier commercial non bancaire adossé à des actifs	6 019	33 719
Autres pertes sur placements	31 991	3 658
Dévaluation d'immobilisations corporelles et d'autres actifs	103 263	1 443
Gain net à l'aliénation de placements et autres	(3 629)	(24 394)
Gain (perte) net sur variation de change de la dette et de placements	(8 121)	12 371
Dividendes reçus des sociétés satellites	5 226	-
Avantages sociaux futurs	1 661	929
Intérêts capitalisés	(5 243)	(1 448)
Autres éléments, montant net	2 626	5 436
	16 011	66 835
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 18)	39 668	(19 960)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies	55 679	46 875
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation abandonnées	(781)	8 324
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	54 898	55 199
Activités d'investissement :		
Placements temporaires	(426)	(485)
Acquisitions d'entreprises et de placements (notes 4 et 19)	(262 283)	(80 813)
Réalizations d'entreprises et de placements	38 544	102 993
Nouvelles immobilisations corporelles (notes 4 et 18b))	(32 610)	(19 228)
Autres activités d'investissement (note 18b))	(5 734)	(4 534)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies	(262 509)	(2 067)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement abandonnées	(1 397)	(26 156)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(263 906)	(28 223)
Activités de financement :		
Emprunts bancaires	(1 869)	(3 399)
Augmentation de la dette à long terme	5 313	491
Versements sur la dette à long terme	(16 032)	(10 367)
Versements sur les souscriptions d'actions	(1 057)	(859)
Émission de capital-actions	500 000	-
Autres activités de financement	(63)	(1 040)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement poursuivies	486 292	(15 174)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement abandonnées	(7 756)	(54 796)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	478 536	(69 970)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	269 528	(42 994)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	101 795	144 789
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice liés aux activités poursuivies	374 334	102 397
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice liés aux activités abandonnées	(3 011)	(602)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	371 323	101 795
La trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies comprennent ce qui suit :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	375 284	102 604
Découverts bancaires	(950)	(207)
	374 334	102 397
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie (note 18) :		
Intérêts payés	11 800	17 300

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 5

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

La Société a été constituée en 1962 en vertu de la *Loi sur la Société générale de financement du Québec (L.R.Q., chapitre S-17)*, laquelle a été modifiée en 1996. Le gouvernement du Québec en est l'actionnaire unique. La Société a pour objet de réaliser, en collaboration avec des partenaires et à des conditions de rentabilité normales, des projets de développement économique, notamment dans le secteur industriel, en conformité avec la politique de développement économique du gouvernement du Québec. Elle est notamment présente dans les groupes suivants : Mines, Matériaux, Énergie, Environnement; Produits forestiers; Technologies et Sciences de la vie; et Agroalimentaire.

1. Nouvelles normes comptables**a) Écarts d'acquisition et actifs incorporels**

Le 1^{er} janvier 2009, la Société a adopté le chapitre 3064 intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »). Ce chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition après leur comptabilisation initiale et aux actifs incorporels des entreprises à but lucratif. L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucune modification dans la constatation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels de la société. Toutefois, suite à l'adoption de cette norme, un actif incorporel ayant un coût de 13 516 000 \$ et un amortissement cumulé de 2 023 000 \$ classé dans les immobilisations corporelles au cours des années précédentes a été reclassé rétroactivement dans les actifs incorporels du bilan consolidé. L'amortissement des actifs incorporels a été augmenté de 541 000 \$ et l'amortissement des immobilisations corporelles a été diminué du même montant en 2008. Ce changement n'a eu aucun impact sur les résultats consolidés de la Société.

b) Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) a publié le CPN-173 intitulé « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers ». En vertu de ce CPN, le risque de crédit propre à la société et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés. L'adoption de ce CPN n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 6

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

1. Nouvelles normes comptables (suite)

c) Instruments financiers — Informations à fournir

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862 intitulé « Instruments financiers — Informations à fournir » dans le but d'améliorer la divulgation de l'information au sujet des évaluations à la juste valeur, notamment en ce qui concerne la fiabilité relative des données sur lesquelles ces évaluations sont fondées et la communication du risque de liquidité qui se rattache aux instruments financiers.

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux :

- Niveau 1 — évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 — techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les cours de marché visés au niveau 1, qui sont observables sur le marché en ce qui a trait à l'actif ou au passif, directement ou indirectement;
- Niveau 3 — techniques d'évaluation fondées en grande partie sur des paramètres non observables sur le marché.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Ces informations sont présentées à la note 20 d).

d) Instruments financiers — Comptabilisation et évaluation

Le 20 août 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3855 intitulé « Instruments financiers — Comptabilisation et évaluation » afin d'adopter la définition des prêts et créances et les dispositions relatives aux reclassements et à la reprise de valeur énoncées dans l'IAS 39 des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») intitulée « Instruments financiers — Comptabilisation et évaluation ».

Les instruments d'emprunt non cotés sur un marché actif peuvent être classés comme étant des prêts et créances et leur dépréciation doit être déterminée en fonction de la perte sur prêt subie comme le prévoit actuellement le chapitre 3025, intitulé « Prêts douteux ». Parallèlement, le chapitre 3855 a été modifié de manière à exiger que les instruments financiers classés comme étant des prêts et créances qu'une entité a l'intention de vendre immédiatement ou dans un avenir proche soient classés comme étant détenus à des fins de transactions, et que les prêts et créances à l'égard desquels le porteur peut, pour d'autres raisons que la détérioration du crédit, ne pas recouvrer la quasi-totalité de son investissement initial soient classés comme étant disponibles à la vente.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 7

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

1. Nouvelles normes comptables (suite)**d) Instruments financiers — Comptabilisation et évaluation**

Ces modifications permettent le reclassement d'actifs financiers classés comme étant désignés détenus à des fins de transactions et disponibles à la vente dans les actifs financiers classés comme étant des prêts et créances et précisent les circonstances dans lesquelles ces reclassements sont permis ainsi que la façon de les comptabiliser. De plus, le chapitre 3855 a été modifié afin de fournir des indications concernant le réexamen des dérivés incorporés qui s'imposent lors du reclassement d'actifs financiers.

Ces modifications permettent également la reprise d'une perte de valeur relative à un instrument d'emprunt classé comme étant disponible à la vente lorsque, au cours d'une période ultérieure, la juste valeur a augmenté et que cette augmentation peut être objectivement liée à un événement postérieur à la comptabilisation de la perte de valeur.

Les modifications sont applicables aux états financiers annuels des exercices débutant le 1er novembre 2008 ou après, et l'application est rétroactive au début de l'exercice. En accord avec les dispositions transitoires du chapitre, la Société a appliqué ces modifications rétroactivement au 1er janvier 2009, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures.

L'application de ces modifications s'est traduite, le 1er janvier 2009, par un reclassement de 45 436 000 \$ de titres de créances non cotés sur un marché actif et auparavant classés comme disponibles à la vente, dans la catégorie prêts et créances, une diminution des actifs disponibles à la vente de 40 785 000 \$, une diminution du déficit de 4 535 000 \$ et une augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu de 116 000 \$. Se référer à la note 10 intitulée « Placements ».

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 8

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

2. Modifications de conventions comptables futures

a) Regroupements d'entreprises, États financiers consolidés et Participations ne donnant pas le contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouveaux chapitres : le chapitre 1582, intitulé « Regroupements d'entreprises », qui remplacera le chapitre 1582 du même nom; le chapitre 1601, intitulé « États financiers consolidés »; et le chapitre 1602, intitulé « Participations ne donnant pas le contrôle ». Ces chapitres sont applicables aux exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2011. Une adoption anticipée est permise à la condition d'appliquer simultanément les chapitres 1601 et 1602 au chapitre 1582. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur ses états financiers consolidés.

Regroupements d'entreprises

Lorsque la Société obtient le contrôle d'une entreprise, elle devient responsable, à la date d'acquisition, de tous les actifs, les passifs et les opérations de l'entreprise acquise, peu importe sa participation. L'acquéreur évalue l'entreprise acquise dans son ensemble en fonction de sa juste valeur. Les frais liés à la transaction sont comptabilisés directement à l'état des résultats durant les périodes au cours desquelles les frais sont engagés et les services reçus. Le chapitre prévoit une période d'évaluation après la date d'acquisition permettant à l'acquéreur d'ajuster les montants provisoires comptabilisés lors de l'acquisition. Cette période ne peut excéder un an après la date d'acquisition.

États financiers consolidés

Le chapitre 1601 fournit des indications sur la préparation des états financiers consolidés après la date d'acquisition et sur certains aspects de la consolidation à la date d'acquisition.

Participations ne donnant pas le contrôle

Le chapitre 1602 fournit des indications sur la comptabilisation et la présentation des participations ne donnant pas le contrôle à la suite d'un regroupement d'entreprises. Les participations ne donnant pas le contrôle devront être comptabilisées comme des composantes distinctes des capitaux propres. Ce chapitre modifiera aussi la présentation de l'état des résultats si l'on tient compte du fait que la part des résultats relative aux participations ne donnant pas le contrôle ne sera plus déduite des résultats et que celle-ci fera l'objet d'une présentation distincte qui répartira le résultat entre les participations ne donnant pas le contrôle et les participations donnant le contrôle.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 9

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

2. Modifications de conventions comptables futures (suite)**b) Normes internationales d'information financière (IFRS)**

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes devront appliquer les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. À compter de cet exercice, la Société établira l'information financière tant courante que comparative conformément aux IFRS. La Société s'attend à ce que cette transition ait une incidence sur l'information financière, les processus d'entreprise et les systèmes d'information. La Société évalue actuellement l'incidence future de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

3. Principales conventions comptables**a) Principe de consolidation**

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société générale de financement du Québec, de ses filiales et de ses coentreprises. Les comptes de ses filiales sont comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale, alors que les comptes de ses coentreprises sont comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

b) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et passifs éventuels en date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour les périodes présentées. Les principales estimations sont relatives à l'évaluation de la juste valeur des placements, de la recouvrabilité et de la dévaluation des immobilisations corporelles, des écarts d'acquisition, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du montant à recevoir pour travaux de restauration des lieux et des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

c) Instruments financiers**i. Classification**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements temporaires sont classés à titre d'« Actifs détenus à des fins de transactions ». En vertu de l'option de juste valeur, le papier commercial non bancaire adossé à des actifs (« PCAA ») a été désigné comme « Actifs détenus à des fins de transactions ». Ces instruments financiers sont évalués initialement et à la date du bilan à la juste valeur. Les variations de la juste valeur et les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 10

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

3. Principales conventions comptables (suite)

c) Instruments financiers (suite)

i. *Classification (suite)*

Les débiteurs sont classés dans la catégorie « Prêts et créances » et sont initialement évalués à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement en utilisant la méthode de l'amortissement du taux d'intérêt effectif. Les intérêts créditeurs et les coûts de transaction afférents sont comptabilisés aux résultats.

Les découverts bancaires, les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués à leur coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Pour la classification des placements à long terme et les instruments financiers dérivés, se référer aux notes 3 f) et 3 g), respectivement.

Les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats, à l'exception de ceux engagés dans l'émission ou la modification d'instruments d'emprunt à long terme, qui sont présentés en réduction de la dette à long terme et amortis en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie prévue de la dette à long terme concernée. L'amortissement est inclus dans les intérêts sur la dette à long terme à l'état des résultats.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements liquides à court terme, dont l'échéance initiale est égale ou inférieure à trois mois, ainsi que les découverts bancaires.

Placements temporaires

Les placements temporaires consistent principalement en acceptations bancaires, dont l'échéance est de plus de trois mois à un an.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 11

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

3. Principales conventions comptables (suite)**c) Instruments financiers (suite)****ii. *Juste valeur des instruments financiers***

La juste valeur d'un instrument financier, y compris un instrument financier dérivé, correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance conclue entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

Les cours publiés dans un marché actif représentent la meilleure indication de la juste valeur et s'ils sont disponibles, la Société les utilise pour évaluer les instruments financiers. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif lorsqu'il est possible d'avoir facilement et régulièrement accès à des cours auprès d'une bourse et d'un courtier, et que ces cours reflètent des transactions réelles effectuées régulièrement sur le marché dans des conditions normales de concurrence. La juste valeur d'un actif financier négocié sur un marché actif reflète généralement le cours acheteur et celle d'un passif financier négocié sur un marché actif, le cours vendeur. Si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, la juste valeur est déterminée au moyen d'une technique d'évaluation faisant appel, autant que possible, à des données observées sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent, entre autres, l'utilisation des informations disponibles sur des opérations conclues récemment sur le marché, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles d'évaluation.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, la Société a recours à des hypothèses couvrant le montant, l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation utilisés. Ces hypothèses sont basées principalement sur des facteurs observables sur les marchés externes, y compris des facteurs comme les taux d'intérêt, les différentiels de taux d'intérêt, les taux de change et la volatilité des prix et des taux, selon le cas. Les hypothèses ou les données qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables sont utilisées lorsque des données externes ne sont pas disponibles.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 12

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

3. Principales conventions comptables (suite)

d) Constatation des produits

Les produits sont comptabilisés lorsque les marchandises ont été livrées, que les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés et que le recouvrement est considéré probable.

e) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente ou le coût de remplacement.

f) Placements

- **Disponibles à la vente** — Les placements sont classés dans les actifs financiers disponibles à la vente, à l'exception de placements dans des sociétés satellites, des sociétés de placement, des PCAA, ainsi que des prêts et créances.

Les placements disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres, pour lesquels il n'existe pas de prix coté sur un marché actif et qui sont présentés au coût. Les gains et les pertes non réalisés relativement aux placements disponibles à la vente sont comptabilisés dans les « Autres éléments du résultat étendu ». Au moment de la disposition, ces gains ou pertes réalisés, déterminés selon le coût moyen, sont reclassés dans « Gain net à l'aliénation de placements » de l'état consolidé des résultats. Les revenus de dividendes et d'intérêts sont comptabilisés dans « Revenus de dividendes et d'intérêts sur placements » de l'état consolidé des résultats.

Les placements disponibles à la vente sont évalués périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Les facteurs dont la Société tient compte pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation comprennent la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport à son coût ou à son coût après amortissement, la situation financière et les perspectives de l'entreprise, ainsi que l'intention de la Société de conserver le placement pendant une période suffisante pour permettre tout recouvrement de leur juste valeur. S'il existe une indication objective de dépréciation d'un placement se traduisant par une baisse durable de la juste valeur en deçà de son coût ou de son coût après amortissement, la perte cumulée des « Autres éléments du résultat étendu », s'il en est, est reclassée dans les « Autres pertes sur placements » de l'état consolidé des résultats.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 13

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

3. Principales conventions comptables (suite)**f) Placements (suite)**

Depuis le 1^{er} janvier 2009, les pertes de valeurs comptabilisées aux résultats à l'égard d'un titre de créances classé comme étant disponible à la vente doivent être reprises aux résultats si, durant une période subséquente, la juste valeur du titre augmente et que la hausse peut objectivement être associée à un événement survenu après la constatation de la perte.

La Société a choisi de comptabiliser les opérations sur les placements disponibles à la vente à la date de règlement, et de passer en charge les frais de transaction au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

- **Prêts et créances** — Les prêts et créances sont présentés au bilan consolidé, au coût après amortissement calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Un prêt est considéré douteux lorsqu'il existe, de l'avis de la direction, un doute raisonnable quant au recouvrement ultime d'une partie du capital ou de l'intérêt. Les prêts cessent d'être classés comme douteux lorsque le recouvrement du capital et des intérêts est raisonnablement assuré à la date prévue et que tous les paiements de capital et d'intérêts en souffrance ont été recouvrés.

Lorsqu'il est établi que des prêts deviennent douteux, la constatation des intérêts cesse et la valeur comptable de ces prêts est ramenée à leur valeur de réalisation estimative.

Les revenus d'intérêt sont comptabilisés dans « Revenus de dividendes et d'intérêts sur placements » de l'état consolidé des résultats. Les commissions de montage de prêts sont considérées comme faisant partie intégrante du rendement du prêt et sont amorties selon la méthode du taux d'intérêt effectif dans « Revenus de dividendes et d'intérêts sur placements » sur la durée du prêt. Les frais directs engagés relativement au montage de prêts sont déduits des commissions reçues sur ces montages de prêts.

- **Sociétés satellites** — Les placements dans des sociétés satellites, dans lesquelles la Société est en mesure d'exercer une influence notable, sont présentés à la valeur de consolidation, laquelle consiste à reconnaître la part de la Société dans les résultats de la société satellite depuis la date d'acquisition. Dans les cas de baisse de valeur durable, la Société réduit ses placements à la valeur de réalisation nette estimative.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 14

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

3. Principales conventions comptables (suite)

f) Placements (suite)

- **Sociétés de placement** — Les placements de nature spéculative effectués dans des entreprises dans le but d'en soutenir le développement sont considérés comme des investissements de capital de risque. Ces placements sont détenus par des sociétés de placements et sont comptabilisés à leur juste valeur, laquelle est déterminée de la façon suivante par la direction de la Société :
 - i) Les actions cotées sont évaluées au cours acheteur à la clôture des marchés. Les actions pour lesquelles on dispose de valeurs boursières, mais dont la transférabilité est restreinte, sont ajustées d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la Société tient compte de la nature de l'entreprise, la durée de la restriction, la volatilité du titre ainsi que la capitalisation boursière de l'entreprise. Si le marché n'est pas actif, la juste valeur est déterminée au moyen d'une technique d'évaluation faisant appel, autant que possible, à des données observées sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent, entre autres, l'utilisation des informations disponibles sur des opérations conclues récemment sur le marché, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles d'évaluation.
 - ii) Les actions non cotées sont évaluées conformément aux techniques d'évaluation généralement reconnues, tel que décrit à la note 3 c) ii).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 15

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

3. Principales conventions comptables (suite)**g) Instruments financiers dérivés et couvertures**

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour réduire les risques liés aux fluctuations des devises, des taux d'intérêt et du prix des matières premières et des produits finis. La politique de la Société consiste à ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation ou de spéculation.

À la création d'une relation de couverture, la Société documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, son objectif de gestion des risques et sa stratégie pour établir cette couverture. La Société démontre que la relation est suffisamment efficace au moment de la mise en place de la couverture et tout au long de la période de couverture pour qu'elle puisse continuer d'utiliser la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers dérivés qui sont admissibles à la comptabilité de couverture sont constatés à la juste valeur dans le bilan consolidé. Les dérivés sont désignés soit à titre d'instruments de couverture des flux de trésorerie ou de couverture de la juste valeur. La portion efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couverture des flux de trésorerie est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. Tout gain ou toute perte de juste valeur lié à la portion inefficace est immédiatement comptabilisé à l'état consolidé des résultats. La portion efficace de la relation de couverture cumulée aux autres éléments du résultat étendu est reclassée à l'état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle l'élément couvert influe sur les résultats. Lorsqu'un instrument de couverture vient à échéance ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, tout gain ou perte cumulé existant aux autres éléments du résultat étendu à ce moment est reclassé dans les résultats au cours des périodes où la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur les résultats.

Pour les instruments dérivés désignés comme des instruments de couverture de juste valeur, les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé de couverture inscrites aux résultats sont compensées en bonne partie par les variations de la juste valeur de l'élément couvert dans la mesure où la relation de couverture est efficace. Lorsque la couverture de la juste valeur cesse, la valeur comptable de l'élément couvert n'est plus ajustée et les ajustements cumulatifs à la juste valeur de l'élément couvert sont imputés aux résultats selon la méthode de comptabilisation de l'élément couvert.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 16

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

3. Principales conventions comptables (suite)

g) Instruments financiers dérivés et couvertures (suite)

Les instruments dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont constatés à la juste valeur dans le bilan consolidé, et toute variation subséquente de la juste valeur est constatée dans l'état consolidé des résultats.

Instruments financiers dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument financier ou d'un autre contrat, dont les caractéristiques sont semblables à celles d'un dérivé. Dans son ensemble, l'instrument financier ou le contrat est considéré comme un instrument hybride comprenant un contrat hôte et un instrument financier dérivé incorporé.

Un dérivé incorporé est bifurqué et comptabilisé séparément si, et seulement si, les trois conditions suivantes sont réunies : les caractéristiques et les risques économiques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte, le dérivé incorporé est un instrument distinct dont la définition correspond à celle d'un instrument financier dérivé et le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.

Les instruments financiers dérivés incorporés sont classés avec le contrat hôte dans le bilan consolidé et ils sont évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

h) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût. Le coût représente les coûts d'acquisition ou de construction, y compris les intérêts engagés lors de la construction d'usines. La Société pourvoit à l'amortissement selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue d'utilisation pour les actifs suivants :

Élément d'actif	Période
Bâtiment	de 10 à 40 ans
Matériel et équipement	de 3 à 25 ans
Autres	de 3 à 15 ans

Le coût d'acquisition des terrains boisés ainsi que les coûts de sylviculture sont capitalisés. L'amortissement est calculé selon un taux d'épuisement de la forêt en fonction des volumes du bois d'œuvre exploitable sur les terrains forestiers.

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations corporelles en cours de construction, de développement ou mises hors service pour une période prolongée.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 17

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

3. Principales conventions comptables (suite)**h) Immobilisations corporelles (suite)**

Les subventions gouvernementales reçues pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, ainsi que l'écart entre la juste valeur d'un prêt sans intérêt et le montant du prêt reçu d'un organisme public pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont présentés comme « Subvention reportée » au bilan consolidé et comptabilisés aux résultats selon la même méthode et les mêmes taux que les immobilisations corporelles en cause.

Lorsqu'il existe une obligation juridique liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles, la juste valeur du passif au titre de ces obligations est constatée dans la période au cours de laquelle les obligations naissent, s'il est possible d'en faire une estimation raisonnable. Les coûts qui en découlent sont capitalisés et augmentent la valeur comptable de l'immobilisation corporelle correspondante. La Société amortit le coût de la mise hors service des immobilisations et constate une charge de désactualisation sur le passif ayant trait à la durée de vie utile de l'immobilisation.

i) Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant la valeur comptable des actifs à la valeur estimative des flux de trésorerie futurs non actualisés directement rattachés à l'utilisation des actifs et à leurs sorties éventuelles. Une perte de valeur est constatée lorsque la juste valeur, mesurée en fonction des flux monétaires actualisés générés pendant la durée de vie de l'actif, est inférieure à la valeur comptable des actifs.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 18

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

3. Principales conventions comptables (suite)

j) Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités

Un actif à long terme à vendre est classé comme destiné à la vente dans la période au cours de laquelle tous les critères exigés sont atteints. Un actif à long terme destiné à être sorti par vente doit être évalué à la valeur comptable ou à la juste valeur moins les frais de vente, selon la moins élevée des deux, et ne doit pas être amorti tant qu'il est classé comme actif destiné à la vente. Les actifs et passifs classés comme destinés à la vente sont inscrits au bilan comme actifs destinés à la vente et comme passifs d'entreprises destinés à la vente.

Un actif à long terme destiné à être sorti autrement que par vente, notamment par abandon, avant la fin de sa durée de vie utile évaluée précédemment, est classé comme actif destiné à être utilisé jusqu'à sa sortie et les estimations d'amortissement doivent être révisées en fonction de la durée de vie utile abrégée de l'actif.

Les résultats d'exploitation d'une composante d'une entreprise ayant été sortie par suite de vente ou d'abandon, ou étant classée comme destinée à la vente, sont inclus dans les activités abandonnées si les activités et les flux de trésorerie de la composante ont été, ou seront, éliminés des activités courantes de l'entreprise par suite de l'opération de sortie et si la Société n'intervient pas de façon significative et continue dans les activités de la composante après l'opération de sortie.

k) Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur le montant net des valeurs attribuées aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils ont subi une dépréciation. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur des unités d'exploitation de la Société avec leur valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, une perte de valeur est constatée pour un montant égal à l'excédent (qui n'est pas attribué aux autres actifs). La juste valeur d'une unité d'exploitation est calculée en fonction d'évaluations ou des flux de trésorerie actualisés.

Les écarts d'acquisition présentés à même les placements dans des sociétés satellites ne sont pas non plus amortis. Cependant, en ce qui concerne la dépréciation de ces actifs, une perte de valeur est enregistrée pour inscrire un placement à sa valeur de réalisation estimative.

l) Licences d'exploitation

Le coût des licences d'exploitation est capitalisé et amorti sur une période de 10 à 25 ans à partir de la mise en exploitation.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 19

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

3. Principales conventions comptables (suite)**m) Propriétés minières**

Les propriétés minières comprennent les coûts relatifs aux frais d'exploration pour des gîtes minéraux et aux frais de mise en valeur de découvertes. Ces coûts cumulés ne représentent toutefois pas nécessairement les valeurs actuelles ou futures des projets sur lesquels ils ont été engagés. Ces coûts excluent les frais d'administration liés aux travaux d'exploration et de mise en valeur, lesquels sont imputés à l'état des résultats.

Au moment où une décision d'aller en exploitation est prise, tous les coûts relatifs aux gisements sont transférés aux immobilisations corporelles. Toutefois, lorsqu'un projet est abandonné ou s'il est jugé que les coûts engagés ne pourront être recouvrés, les coûts correspondants sont imputés aux résultats au cours de l'exercice. Les frais engagés pour maintenir les propriétés minières abandonnées sont également imputés aux résultats. Ces coûts sont présentés au poste « Amortissements ».

Les subventions gouvernementales reçues pour l'exploration des gîtes minéraux et la mise en valeur de découvertes sont présentées comme « Subvention reportée » au bilan consolidé et comptabilisées aux résultats selon la même méthode que les coûts relatifs aux propriétés minières.

n) Frais de préexploitation

Les frais de préexploitation comprennent certains coûts incluant les frais financiers engagés pendant la période de mise en exploitation de certaines usines. Ces frais sont imputés aux résultats au cours de l'exercice.

o) Contrats d'approvisionnement en électricité

Le coût du contrat d'approvisionnement en électricité est basé sur une formule de partage de risque selon la variation des prix de l'aluminium et est amorti de façon linéaire sur la durée du contrat de 15 ans à compter de 2002.

Le droit d'obtenir un bloc d'électricité acquis en 2002 est amorti de façon linéaire sur la durée du contrat, soit 25 ans à compter de 2002.

p) Devises

Les actifs et les passifs monétaires résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis au taux d'origine. Les produits et les charges sont convertis au cours de l'exercice au taux de change en vigueur au moment de l'opération. Les gains ou les pertes de change sont compris dans le calcul des résultats de l'exercice, à l'exception des gains et pertes de change sur les instruments financiers classés disponibles à la vente qui sont compris dans les autres éléments du résultat étendu.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 20

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

3. Principales conventions comptables (suite)

q) Avantages sociaux futurs

Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite accordés en échange des services rendus au cours de l'exercice est calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service et est basé sur les hypothèses économiques et démographiques les plus probables selon la direction.

Le coût des services passés découlant d'une modification apportée aux régimes est imputé aux résultats sur la durée résiduelle moyenne d'activité du groupe de salariés actifs à la date de la modification. La Société amortit la portion des gains et des pertes actuariels supérieurs à 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs des régimes, selon le plus élevé des deux, sur la durée résiduelle moyenne d'activité du groupe de salariés actifs.

r) Garantie

Un passif est constaté pour tenir compte de la juste valeur initiale de l'obligation liée aux garanties qui correspondent à la définition de garantie en vertu de la note d'orientation concernant les « Informations à fournir sur les garanties » (NOC-14). Cette juste valeur initiale est amortie sur la durée de la garantie. Aucune autre évaluation à la juste valeur n'est requise par la suite, sauf si la garantie est considérée comme un instrument financier dérivé.

s) Impôts sur les bénéfices

Étant une société d'État, la Société générale de financement du Québec, de même que ses filiales en propriété exclusive, ne sont pas assujetties à l'impôt sur le revenu au Canada.

Les coentreprises comptabilisent les impôts sur les bénéfices d'après la méthode du passif fiscal. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont constatés en fonction de l'incidence fiscale future des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale respective. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont évalués à l'aide de taux d'imposition qui, selon ce qu'il est à prévoir, seront en vigueur pour l'exercice au cours duquel les écarts devraient se résorber.

Une provision pour moins-value est constituée pour réduire la valeur comptable des actifs d'impôts futurs, lorsqu'il est plus probable qu'improbable que ces actifs ne seront pas réalisés.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 21

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

4. Information sectorielle sommaire

La Société exerce ses activités au sein de quatre groupes. Au 31 décembre 2009, ses placements se retrouvent dans les groupes suivants : Mines, Matériaux, Énergie, Environnement; Produits forestiers; Technologies et Sciences de la vie; et Agroalimentaire.

		Chiffre d'affaires	Bénéfice (perte) net	Actif sectoriel	Nouvelles immobilisations corporelles	Acquisitions d'entreprises et de placements
Mines, Matériaux, Énergie, Environnement						
Mines, Matériaux	2009	162 223	(3 854)	569 678	12 910	125 846
	2008	215 024	23 378	489 250	6 714	937
Énergie, Environnement	2009	313 094	(99 093)	391 181	7 730	-
	2008	487 463	(11 595)	517 153	6 933	-
Produits forestiers	2009	28 286	(9 468)	429 028	9 678	121 836
	2008	28 099	(1 728)	197 412	940	-
Technologies et Sciences de la vie						
Technologies	2009	-	(32 764)	125 816	-	6 116
	2008	-	(40 612)	163 844	-	17 641
Sciences de la vie	2009	-	300	113 969	-	5 100
	2008	-	12 777	94 475	-	60 458
Agroalimentaire	2009	216 327	6 205	154 223	1 432	3 385
	2008	197 745	32 455	156 408	3 822	1 777
Total sectoriel	2009	719 930	(138 674)	1 783 895	31 750	262 283
	2008	928 331	14 675	1 618 542	18 409	80 813
Activités corporatives	2009	-	(32 388)	370 979	860	-
	2008	-	(50 708)	139 569	819	-
Activités poursuivies	2009	719 930	(171 062)	2 154 874	32 610	262 283
	2008	928 331	(36 033)	1 758 111	19 228	80 813
Activités abandonnées (note 7)	2009	-	(73 544)	150 014	-	-
	2008	-	(225 017)	238 938	-	-
Total consolidé	2009	719 930	(244 606)	2 304 888	32 610	262 283
	2008	928 331	(261 050)	1 997 049	19 228	80 813

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 22

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

5. Dévaluation d'immobilisations corporelles et d'autres actifs

En raison d'un affaiblissement important de la demande, l'intensification de la concurrence et le resserrement permanent des marges, une entreprise du secteur pétrochimie a inscrit une dévaluation afin de réduire la valeur comptable de ses actifs à long terme à leur juste valeur.

Cette dévaluation représente, en grande partie, la dévaluation d'immobilisations corporelles et d'autres actifs inscrits dans les résultats consolidés de la Société au cours de l'exercice totalisant 103 263 000 \$.

6. Revenus (frais) financiers

	2009	2008
Intérêts sur la dette à long terme	(9 182)	(9 864)
Gain (perte) sur variation de change de la dette à long terme	15 183	(22 464)
Gain (perte) sur variation de change de placements	(7 062)	10 093
Autres revenus (frais) financiers	363	(3 205)
	(698)	(25 440)
Revenu d'intérêts sur trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires	1 704	3 846
	1 006	(21 594)

En 2009, la Société a comptabilisé une perte de change de 10 751 000 \$ dans les « Coûts des produits vendus » (gain de 15 598 000 \$ en 2008).

7. Activités abandonnées et actifs destinés à la vente

Au cours de l'exercice 2009, certaines participations dans les secteurs d'activité de Mines, Matériaux, Énergie, Environnement et Produits forestiers ont été destinées à la vente ou vendues. Les résultats d'exploitation de ces participations ont été présentés à titre d'activités abandonnées dans les états des résultats et des flux de trésorerie consolidés, et les actifs et passifs destinés à la vente ont été présentés séparément dans le bilan consolidé.

Certaines informations financières ont été reclassées dans l'exercice précédent pour inscrire ces participations comme « Activités abandonnées » dans les résultats, comme « Actifs destinés à la vente » et comme « Passifs d'entreprises destinées à la vente » dans le bilan et comme « Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées » dans l'état des flux de trésorerie.

Une dévaluation de 55 338 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 (143 985 000 \$ en 2008) a été comptabilisée dans les activités abandonnées afin de réduire la valeur comptable de ces participations à leur juste valeur estimative diminuée des frais de vente.

La juste valeur des activités abandonnées a été estimée à partir des flux de trésorerie actualisés ou des prix de vente prévus.

Il est prévu que la disposition de la coentreprise classée comme destinée à la vente au 31 décembre 2009 sera réalisée en 2010.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 23

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

7. Activités abandonnées et actifs destinés à la vente (suite)

Les principales informations financières concernant les entreprises incluses dans les activités abandonnées se retrouvent ci-dessous :

	2009	2008
Chiffre d'affaires	159 234	359 440
Coût des produits vendus	(142 823)	(344 242)
Frais généraux, de vente et d'administration	(8 865)	(15 843)
Amortissements	(10 443)	(20 934)
Frais financiers	(7 337)	(10 378)
Autres revenus	2 584	205
Perte d'exploitation	(7 650)	(31 752)
Dévaluation d'éléments d'actifs	(55 338)	(143 985)
Provision pour frais de fermeture et restauration des lieux	(11 561)	(57 792)
Gain sur cession	1 005	8 512
Perte des activités abandonnées	(73 544)	(225 017)

Les principales catégories d'actifs destinés à la vente et de passifs d'entreprises destinées à la vente sont les suivantes :

	2009	2008
Actifs à court terme destinés à la vente :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	710
Débiteurs	30 946	33 850
Stocks	15 959	28 348
Frais payés d'avance	1 312	2 118
	48 217	65 026
Actifs à long terme destinés à la vente :		
Immobilisations corporelles	101 797	173 852
Autres actifs	-	60
	101 797	173 912
Passifs à court terme d'entreprises destinées à la vente :		
Découverts bancaires	3 011	1 312
Créditeurs et charges à payer	17 618	32 915
Tranche à court terme de la dette à long terme	44 559	9 646
	65 188	43 873
Passifs à long terme d'entreprises destinées à la vente :		
Subvention reportée	19 137	26 911
Dette à long terme	56 234	94 143
Autres passifs à long terme	1 384	4 064
	76 755	125 118

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 24

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

8. Stocks

	2009	2008
Produits finis	59 468	68 599
Matières premières	36 166	45 633
Pièces consommables et de rechange	12 120	13 383
Produits en cours	6 365	7 952
Autres	2 349	3 134
	116 468	138 701

Le coût des produits vendus comprend une dépréciation de 547 000 \$ sur des pièces consommables et de rechange (11 947 000 \$ sur les stocks en 2008). La Société n'a pas comptabilisé de reprise de réduction de valeur des stocks constatée antérieurement.

9. Papier commercial non bancaire adossé à des actifs

Au 31 décembre 2009, la Société détient des billets à terme à taux variable d'une valeur nominale de 124 245 000 \$. La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidité du marché canadien du papier commercial non bancaire adossé à des actifs (PCAA) en août 2007. Les efforts de restructuration du PCAA entrepris depuis le 13 août 2007 ont abouti à la conclusion d'une entente entérinée le 21 janvier 2009 dans sa forme proposée. La restructuration a donné lieu à la conversion du PCAA en nouveaux billets à terme à taux variable ayant des échéances similaires à celle des actifs sous-jacents.

a) Plan de restructuration

Les principales caractéristiques de l'entente de restructuration, outre la conversion des PCAA en billets à terme, sont les suivantes :

- Création de trois nouvelles structures sous forme de fiducies nommées « Véhicule d'actifs cadre » (« VAC1 », « VAC2 » et « VAC3 ») :
 - VAC1 et VAC2 regroupent des transactions constituées d'actifs synthétiques à 100 % ou d'une combinaison d'actifs synthétiques et d'actifs traditionnels, en plus d'inclure les actifs à haut risque associés à ces transactions;
 - VAC3 est composé des transactions constituées exclusivement d'actifs inadmissibles (à haut risque) et d'actifs traditionnels.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 25

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

9. Papier commercial non bancaire adossé à des actifs (suite)**a) Plan de restructuration (suite)**

- Mise en place de facilités de crédit du soutien aux structures VAC1 et VAC2 afin de financer d'éventuels appels de garantie. Les facilités de crédit sont autofinancées par les participants à VAC1 alors qu'elles sont fournies par des tiers dans le cas de VAC2.
- Élargissement des déclencheurs « écart-perte » qui peut donner lieu à des appels en garantie, lorsque atteint.
- Mise en place d'un moratoire de 18 mois qui se terminera le 21 juillet 2010 au cours duquel aucun appel en garantie ne peut être effectué.

Des banques canadiennes, des fournisseurs d'actifs, des porteurs de billets et les gouvernements du Canada, du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta fournissent l'essentiel de la facilité de crédit en soutien à VAC1 et VAC2. Lors de la mise en œuvre du plan de restructuration, la Société a choisi de recevoir des billets de VAC2. Elle ne financera donc pas d'éventuels appels de marge.

Le 21 janvier 2009, les investisseurs ont reçu une combinaison de billets de catégories A-1, A-2, B et C, émis par les fiducies VAC1 et VAC2, dont l'échéance est prévue pour décembre 2016. Les billets de catégories A-1 et A-2 ont respectivement des cotes de crédit de A et BBB faible que leur a attribué l'agence de notation DBRS Limited. Les actifs à haut risque dans VAC1 et VAC2 ont été isolés et les porteurs de billets ont reçu des billets reflète dont le rendement sera équivalent au rendement de l'actif individuel sous-jacent. Le véhicule VAC3 prévoit la mise en silo de chaque série de billets garantis exclusivement par des actifs traditionnels ou des actifs à haut risque. Deux catégories de billets ont été ainsi créées dans VAC3 : les billets reflète pour les actifs traditionnels et les billets reflète pour les actifs à haut risque. Tous les billets reflète sont liés au rendement net et aux échéances de leurs actifs sous-jacents respectifs.

À la date de la mise en œuvre du plan de restructuration du 21 janvier 2009, les nouveaux billets à terme ont été désignés comme « Actifs détenus à des fins de transactions » en vertu de l'option juste valeur. Aucune modification de la juste valeur des PCAA n'était nécessaire à la suite de l'évaluation au 21 janvier 2009.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 26

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

9. Papier commercial non bancaire adossé à des actifs (suite)

a) Plan de restructuration (suite)

Au 31 décembre 2009, la valeur nominale des billets à terme détenus par la Société se détaille comme suit :

	Valeur nominale
VAC2	
Actifs synthétiques	
Catégorie A-1	52 965
Catégorie A-2	33 218
Catégorie B	6 030
Catégorie C	2 856
	95 069
VAC3	
Actifs traditionnels	637
Actifs inadmissibles	24 643
	120 349
Autres PCAA restructurés	3 896
	124 245

b) Établissement de la juste valeur

Au 31 décembre 2009, la Société a procédé à l'évaluation des billets à terme à taux variable émis dans le cadre de la restructuration des PCAA. Lors de cette évaluation, la Société a revu ses hypothèses afin de considérer les nouvelles informations rendues disponibles et les changements survenus dans les conditions de marché du crédit. À ce titre, la Société a inséré dans sa méthodologie d'évaluation, les valeurs obtenues pour les notes A-1, A-2, B et C dans le cadre de transactions réalisées au cours des derniers mois de 2009.

Le modèle d'évaluation financier utilisé par la société tient compte de l'ensemble des renseignements publics disponibles et les hypothèses sous-jacentes au modèle sont basées, autant que possible, sur des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt, la qualité et le prix du crédit. Elles tiennent également compte des particularités du plan, dont le fait que les titres obtenus porteront intérêt à des taux qui refléteront ultimement les flux monétaires disponibles au sein des véhicules, incluant le coût inhérent aux facilités de financement comprises dans le plan de restructuration.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 27

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

9. Papier commercial non bancaire adossé à des actifs (suite)**b) Établissement de la juste valeur (suite)**

La juste valeur de chaque billet a été établie en combinant la valeur actualisée des flux de trésorerie en fonction d'hypothèses de défaut et de perte de crédit, des échéances réelles des titres, des taux d'intérêt anticipés et de la subordination des notes restructurées, aux valeurs réelles obtenues par des détenteurs de billets A-1, A-2, B et C dans le cadre de transactions de vente qui se sont réalisées au cours des dernier mois. Les taux d'actualisation utilisés sont établis en fonction des courbes de rendement pour véhicules financiers ayant des notations A, BBB, BB et obligations à haut rendement ajustés pour tenir compte de l'écart de crédit entre des obligations corporatives et les produits structurés. Cependant, pour les véhicules composés exclusivement d'actifs traditionnels et d'actifs inadmissibles, la Société a utilisé comme base d'évaluation la valeur établie par le gestionnaire d'actifs des véhicules restructurés.

À la suite de cette nouvelle évaluation, la Société a constaté, le 31 décembre 2009, une perte de valeur de 8 690 000 \$ (perte de 6 019 000 \$ déduction faite de revenus d'intérêts de 2 671 000 \$) relative aux billets à terme émis dans le cadre de la restructuration des PCAA pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. À cette date, la juste valeur des PCAA s'établissait à 60 185 000 \$ et la provision pour perte de valeur totalisait 64 060 000 \$. La diminution de la juste valeur au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 est principalement imputable à l'inclusion de données de marché relatives à des transactions de ventes de billets A-1, A-2, B et C dans la méthodologie d'évaluation.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée au 31 décembre 2009 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive des billets. Bien que la Société juge l'estimation des justes valeurs comptabilisées raisonnables, des modifications aux principales hypothèses, notamment à celles relatives à la détermination des taux d'actualisation, des écarts de crédit, des rendements anticipés du risque de crédit des actifs sous-jacents et de l'évolution du marché secondaire portant sur les billets A1-1, A-2, B et C pourraient avoir une incidence importante sur la juste valeur des nouveaux billets au cours des prochains exercices.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 28

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

9. Papier commercial non bancaire adossé à des actifs (suite)

b) Établissement de la juste valeur (suite)

Les hypothèses les plus importantes à l'égard du modèle d'évaluation de la juste valeur utilisé par la Société reposent sur les risques de défaut, les taux d'actualisation et les cotes de crédit des billets. L'effet possible d'une variation de ces hypothèses modifierait la juste valeur des investissements en PCAA estimée au 31 décembre 2009 comme suit :

- une variation à la hausse de 100 points de base de la prime de financement relative aux facilités de financement de marge résulterait en une diminution de la juste valeur d'environ 2 300 000 \$;
- une variation à la hausse de 100 points de base du taux d'actualisation entraînerait une diminution de la juste valeur d'environ 2 000 000 \$;
- une diminution de la cote de crédit prévue d'un niveau (une lettre) affecterait les taux de défaut anticipés et se traduirait par une diminution de la juste valeur d'environ 1 800 000 \$.

La Société détient et a accès aux fonds nécessaires afin de satisfaire à ses obligations financières à venir, et n'anticipe pas de problème de liquidité ni d'incidence défavorable sur sa santé financière.

La variation des soldes des PCAA au bilan et la composition de la rubrique « Perte sur PCAA » à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

	Valeur nominale	Provision pour perte de valeur	PCAA	Perte sur PCAA
Solde au début	145 636	(59 007)	86 629	
Remboursement de capital	(14 377)	-	(14 377)	
Réduction de la valeur nominale	(146)	146	-	
Perte de valeur	-	(8 690)	(8 690)	(8 690)
Intérêts en arrérages et autres intérêts encaissés en 2009	-	-	-	7 571
Arrérages d'intérêts à recevoir à la fin de 2008	-	-	-	(4 900)
Gain (perte) sur variation de change sur placements (note 6)	(6 868)	3 491	(3 377)	
Solde à la fin	124 245	(64 060)	60 185	(6 019)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 29

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

10. Placements

	2009			2008	
	Juste Valeur	Coût ou coût amorti	Valeur de consolidation	Total	Total
Placements disponibles à la vente					
Actions cotées					
Domtar Corporation	87 823	-	-	87 823	37 249
Cascades inc.	67 471	-	-	67 471	25 962
Atrium Innovations inc.	28 849	-	-	28 849	23 611
Technologies Miranda inc.	10 761	-	-	10 761	13 564
Logibec Groupe Informatique ltée	9 751	-	-	9 751	6 615
Æterna Zentaris Inc.	7 489	-	-	7 489	4 846
Laboratoires Paladin inc.	5 907	-	-	5 907	-
Autres	2 645	-	-	2 645	1 255
Titres de créance, taux d'intérêt effectif de 12,99 %, échéant en 2016 (note 1d))	35 234	-	-	35 234	71 478
Sociétés fermées	-	47 626	-	47 626	38 440
	255 930	47 626	-	303 556	223 020
Prêts et créances (note 1d))	-	193 486	-	193 486	2 073
Instruments financiers dérivés classés comme détenus à des fins de transaction					
Option de conversion en capitaux propres (note 20d))	2 184	-	-	2 184	-
Sociétés satellites	-	-	187 769	187 769	205 349
Sociétés de placement	29 797	-	-	29 797	31 621
Papier commercial non bancaire adossé à des actifs (note 9)	60 185	-	-	60 185	86 629
	348 096	241 112	187 769	776 977	548 692
Moins la tranche à court terme	555	3 375	64 812	68 742	11 362
	347 541	237 737	122 957	708 235	537 330

Placements disponibles à la vente**a) À la juste valeur**

Les cours acheteurs publiés dans un marché actif sont utilisés dans la détermination de la juste valeur des placements disponibles à la vente.

Au cours de l'exercice, la variation de la juste valeur des actions cotées comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu est composée de gains non réalisés de 104 520 000 \$ et de pertes non réalisées de 2 845 000 \$, pour un montant net de 101 675 000 \$ de gains non réalisés (en 2008 des pertes non réalisées de 176 148 000 \$ et de gains non réalisés de 590 000 \$, pour un montant net de 175 558 000 \$ de pertes non réalisées ont été comptabilisées).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 30

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

10. Placements (suite)

Placements disponibles à la vente (suite)

La variation de la juste valeur du titre de créance comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu est composée d'un gain non réalisé de 4 505 000 \$ en 2009 (en 2008 des pertes non réalisées de 2 170 000 \$ et des gains non réalisés de 2 772 000 \$, pour un montant net de 602 000 \$ de gains non réalisés ont été comptabilisés).

Les revenus d'intérêts liés au titre de créance totalisant 4 383 000 \$ sont comptabilisés dans « Revenus de dividendes et d'intérêts sur placement » à l'état consolidé des résultats.

b) Au coût

La Société détient des placements qui sont classés comme disponibles à la vente, mais qui sont présentés au coût parce qu'ils ne sont pas négociés sur un marché actif totalisant 47 626 000 \$ (38 440 000 \$ au 31 décembre 2008).

Les placements disponibles à la vente sont évalués périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Les pertes non réalisées sur ces placements sont principalement imputables à la fluctuation des prix sur le marché et aux variations de change. La Société a la capacité et l'intention de détenir ces placements pendant une période suffisante afin de permettre tout recouvrement de leur juste valeur. Au 31 décembre 2009, la Société a conclu que les pertes non réalisées, comptabilisées aux autres éléments du résultat étendu, sont temporaires.

Au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2009, la Société a comptabilisé des pertes de valeur durables pour les placements disponibles à la vente pour un montant de 12 258 000 \$ (3 658 000 \$ en 2008) dans « Autres pertes sur placements » de l'état consolidé des résultats.

Prêts et créances

Au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2009, la Société a comptabilisé des provisions pour pertes sur des prêts et créances pour un montant de 19 733 000 \$ dans les autres pertes sur placements de l'état consolidé des résultats (nil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008). Aucune radiation n'a été inscrite au cours de 2008 et 2009.

Les revenus d'intérêts liés aux prêts et créances de 11 250 000 \$, incluant 2 467 000 \$ liés à un prêt qui a subi une perte de valeur, sont comptabilisés dans « Revenus de dividendes et d'intérêts de placement » à l'état consolidé des résultats.

Suite à la mise en faillite de Temlam, la Société a assumé le rang de prêteur garanti. Un montant à recevoir équivalent aux sommes qu'elle anticipe recouvrer à la suite du processus de vente des actifs de Temlam est inscrit comme prêts et créances. Incluant ce montant à recevoir, la valeur nominale des prêts et créances détenus par la Société s'établit à 222 275 000 \$ au 31 décembre 2009 (2 073 000 \$ au 31 décembre 2008).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 31

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

10. Placements (suite)**Prêts et créances (suite)**

La juste valeur de ces instruments financiers s'élève à 192 000 000 \$ au 31 décembre 2009 (2 073 000 \$ au 31 décembre 2008).

Sociétés de placement

La juste valeur des sociétés de placements cotées et non cotées est de 2 484 000 \$ et de 27 313 000 \$ respectivement au 31 décembre 2009 (334 000 \$ et de 31 287 000 \$ au 31 décembre 2008).

11. Immobilisations corporelles

			2009	2008
	Coût	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
Mines, Matériaux, Énergie, Environnement				
Mines, Matériaux (note 1a))	380 589	113 335	267 254	276 070
Énergie, Environnement	321 596	92 518	229 078	340 589
Produits forestiers	148 359	14 693	133 666	64 398
Agroalimentaire	38 474	20 442	18 032	18 596
Total sectoriel	889 018	240 988	648 030	699 653
Activités corporatives	12 234	9 000	3 234	2 287
	901 252	249 988	651 264	701 940
Subvention reportée	40 968	7 932	33 036	41 250

- a) La charge d'amortissement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 s'établit à 42 931 000 \$ déduction faite d'une réduction de 2 056 000 \$ relative à la subvention reportée (42 236 000 \$ déduction faite d'une réduction de 2 056 000 \$ en 2008).
- b) Des immobilisations corporelles d'une valeur nette de 11 665 000 \$ au 31 décembre 2009 (11 958 000 \$ au 31 décembre 2008) ne sont pas amorties, car elles sont en cours de construction, de développement ou mise hors service pour une période prolongée.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 32

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

12. Autres actifs

			2009	2008
	Coût	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
Propriétés minières (b)	62 294	-	62 294	58 491
Licences d'exploitation	32 087	12 143	19 944	28 179
Contrats d'approvisionnement en électricité (note 1a))	25 708	8 661	17 047	18 401
Montant à recevoir pour travaux de restauration des lieux (note 14)	11 914	-	11 914	11 795
Terrain pour projets en développement	5 624	-	5 624	5 624
Actif au titre des prestations constituées (note 23)	3 835	-	3 835	4 910
Subvention à recevoir pour travaux d'exploration	1 986	-	1 986	3 590
Autres	5 390	2 674	2 716	2 771
	148 838	23 478	125 360	133 761
Moins la tranche à court terme	1 690	-	1 690	1 881
	147 148	23 478	123 670	131 880
Subvention reportée - propriétés minières (c)	9 514	-	9 514	9 894

- La charge d'amortissement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 s'établit à 4 160 000 \$ (3 915 000 \$ en 2008).
- Au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé, en diminution du coût des propriétés minières, des provisions ou radiations d'un montant de 1 464 000 \$ déduction faite d'une réduction de 494 000 \$ relative à la subvention reportée (259 000 \$ déduction faite d'une réduction de 230 000 \$ en 2008).
- Un solde de subvention reporté de 157 000 \$ provenant de l'année 2008 était disponible pour exercer certaines activités d'exploration et de mise en valeur des ressources minérales. De cette aide financière, 114 000 \$ ont été investis dans les propriétés minières (2 460 000 \$ en 2008) et 43 000 \$ ont été comptabilisés en diminution des frais généraux, de vente et d'administration (1 093 000 \$ en 2008).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 33

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt effectif au		
	31 décembre 2009	2009	2008
Garantie			
Billet, 7,27 % remboursable en versements semestriels, échéant en 2017		75 719	99 672
Autres		5 825	6 043
		81 544	105 715
Non garantie			
Montant dû à Investissement Québec			
Sans intérêt, remboursement sous réserve de certaines conditions et au plus tard en 2011	15,2%	9 284	8 060
Sans intérêt, remboursable au plus tard en 2033	8,4%	5 107	4 711
Sans intérêt, remboursable au plus tard en 2017	9,2%	2 960	2 708
Emprunt bancaire au taux préférentiel majoré de 0,65 %, échéant en 2011 et 2012		4 584	-
Emprunt d'entreprise remboursé en 2009		-	5 340
Autres		3 241	4 749
		25 176	25 568
Total de la dette à long terme garantie et non garantie		106 720	131 283
Moins la tranche à court terme		12 594	19 502
		94 126	111 781
Coûts de transaction		(2 892)	(3 201)
		91 234	108 580

- a) Au 31 décembre 2009, la Société a également des emprunts bancaires garantis totalisant 7 510 000 \$ et portant intérêts au taux préférentiel, au taux de base US LIBOR majoré de 1,5 % à 2,25 %. Ces emprunts bancaires ainsi que certaines dettes à long terme des entreprises de la Société sont garantis par différents types de sûreté sur les débiteurs, stocks et autres actifs corporels et incorporels, et par des hypothèques sur l'universalité des biens dont la valeur comptable totalise 420 000 000 \$ au 31 décembre 2009 (449 000 000 \$ au 31 décembre 2008).
- b) La Société est assujettie à certaines restrictions financières et non financières relatives aux conditions des contrats d'emprunts de ses filiales et coentreprises. Ces restrictions sont liées, entre autres, aux dépenses en capital permises, au maintien de certains ratios financiers, à la création d'un minimum d'emplois directs dans un secteur d'activité, à la déclaration de dividendes et à la préparation d'états financiers annuels vérifiés.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, les filiales et coentreprises de la Société respectent les exigences imposées par leurs prêteurs.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 34

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

13. Dette à long terme (suite)

- c) Les versements de capital requis au cours des prochains exercices sont :

2010	12 594
2011	25 894
2012	11 896
2013	10 198
2014	9 858
2015 et ultérieurement	72 296
	142 736

- d) La juste valeur de la dette à long terme est déterminée en actualisant les flux de trésorerie contractuels futurs prévus en fonction de l'entente au taux d'actualisation qui représente le taux d'emprunt dont la Société pourrait actuellement se prévaloir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur de la dette à long terme s'élève à 112 267 000 \$ au 31 décembre 2009 (111 059 000 \$ au 31 décembre 2008).

14. Autres passifs à long terme

	2009	2008
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	45 668	45 827
Passif au titre des prestations constituées (note 23)	25 232	23 904
Provision pour frais de fermeture	2 546	334
Souscriptions d'actions	417	1 563
Autres	2 257	2 580
	76 120	74 208
Moins la tranche à court terme	8 983	6 674
	67 137	67 534

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations reflètent principalement la valeur actuelle des coûts futurs nécessaires à la réhabilitation environnementale de sites industriels afin de rendre ces sites conformes aux divers règlements et lois en vigueur. Les obligations futures seront réglées entre 2010 et 2020. Afin de comptabiliser le passif initial, les flux de trésorerie estimatifs futurs ont été actualisés à un taux de 3,4 %, en moyenne. La valeur non actualisée des flux de trésorerie estimatifs au 31 décembre 2009 et 2008 est de 50 875 000 \$ et 51 600 000 \$, respectivement.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 35

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

14. Autres passifs à long terme (suite)**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (suite)**

Les paiements requis sont les suivants :

	2009	2008
2009	-	5 147
2010	6 272	7 085
2011	11 902	8 841
2012	14 946	14 076
2013	9 598	8 445
2014	3 152	2 780
2015 et ultérieurement	5 005	5 226
	50 875	51 600

L'évolution au cours de l'exercice des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se détaille comme suit :

	2009	2008
Solde au début	45 827	13 153
Passifs engagés	1 550	34 153
Passifs réglés	(3 868)	(2 220)
Charge de désactualisation	1 894	180
Révisions des flux de trésorerie estimatifs	265	561
	45 668	45 827
Moins la tranche à court terme	6 120	5 030
Solde à la fin	39 548	40 797

15. Capital-actions**Autorisé, d'une valeur nominale de 10 \$ l'action**

292 500 000 actions ordinaires

	2009	2008
Émis :		
267 334 018 actions ordinaires (217 334 018 en 2008)	2 673 340	2 173 340

Au cours de l'exercice 2009, la Société a émis 50 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ l'action, pour une contrepartie totale de 500 000 000 \$. En vertu de sa loi constitutive, la Société peut demander à l'actionnaire de souscrire et de payer 25 165 982 actions additionnelles pour un montant de 251 659 820 \$.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 36

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

16. Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Gains et pertes non réalisés			Total
	Placements disponibles à la vente	Couverture des flux de trésorerie	Écart de conversion des devises	
Solde au début	(216 686)	(2 739)	(2 411)	(221 836)
Adoption des modifications relatives aux instruments financiers (note 1d))	116	-		116
Autres éléments du résultat étendu	111 999	2 621	(2)	114 618
Solde à la fin	(104 571)	(118)	(2 413)	(107 102)

17. Gestion du capital

En tant que holding industriel et financier détenu par le gouvernement du Québec, les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- posséder une souplesse financière suffisante pour soutenir les entreprises en portefeuille et ses autres placements;
- contribuer au développement d'entreprises au Québec par l'intermédiaire d'investissements en capital de développement afin d'établir des partenariats d'affaires durables avec des conditions de rentabilité normales.

La Société gère son capital en tenant compte des caractéristiques de risque et de liquidité de ses investissements. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, procéder à l'émission ou au remboursement de dettes et acquérir ou vendre des actifs pour améliorer sa flexibilité et sa performance financière. Les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital n'ont pas changé depuis la fin de l'exercice terminé le 31 décembre 2008.

Le capital de la Société est composé des emprunts bancaires et de la dette à long terme de ses filiales et coentreprises ainsi que de ses capitaux propres.

La Société n'est assujettie à aucune exigence externe liée à son capital, à l'exception de certaines restrictions provenant des conditions dans les contrats d'emprunts de ses filiales et coentreprises (voir note 13).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 37

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

18. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

- a) La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement se détaille comme suit :

	2009	2008
(Augmentation) diminution des :		
Débiteurs	24 084	(5 272)
Stocks	26 574	(6 454)
Frais payés d'avance	(103)	(245)
Augmentation (diminution) des :		
Créditeurs et charges à payer	(10 887)	(7 989)
	39 668	(19 960)

- b) En plus des nouvelles immobilisations corporelles et autres activités d'investissement présentées à l'état consolidé des flux de trésorerie, la Société a acquis, au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles et autres actifs totalisant 4 622 000 \$ (2 788 000 \$ en 2008), dont 1 615 000 \$ (1 548 000 \$ en 2008) sont financés par les comptes créditeurs et 3 007 000 \$ (1 240 000 \$ en 2008) par la dette à long terme et d'autres passifs à long terme.

19. Acquisitions d'entreprises et de placements

- a) Les acquisitions d'entreprises et de placements se détaillent comme suit :

	2009	2008
Filiales et coentreprises	73 068	-
Prêts et créances	164 574	1 177
Instruments financiers dérivés	2 184	-
Sociétés satellites	1 328	16 920
Sociétés de placement	300	1 558
Placements disponibles à la vente :		
Actions cotées	5 100	700
Titres de créance	-	30 023
Sociétés fermées	15 729	30 435
	262 283	80 813

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 38

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

19. Acquisitions d'entreprises et de placements (suite)

- b) L'acquisition de filiales et coentreprises de l'exercice, principalement dans le secteur d'activité de Produits forestier, a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. La part de la Société dans les résultats d'exploitation de ces entreprises pour le dernier trimestre de 2009 est incluse à l'état des résultats consolidés. Les actifs nets acquis hors liquidités de l'exercice sont les suivants :

	2009
Actif à court terme	6 734
Immobilisations corporelles	67 763
Autres actifs	1 619
	76 116
Passif à court terme	3 003
Autres passifs à long terme	45
	3 048
Coût d'acquisition, déduction faite des trésoreries et équivalents de trésorerie acquises	73 068

20. Instruments financiers et gestion des risques financiers

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée au risque de liquidité, au risque de crédit, au risque de marché découlant des variations des taux de change, des variations des taux d'intérêt et des fluctuations des marchés boursiers et du prix de l'aluminium. La Société gère ces expositions au risque sur une base continue. Afin de limiter l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière découlant de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et du prix de l'aluminium, la Société peut recourir à l'utilisation de divers instruments financiers dérivés. La Société est responsable de l'établissement des niveaux de risques acceptables et elle n'utilise les instruments financiers dérivés qu'aux fins de gestion de ses risques, des engagements ou obligations existants ou prévus qu'elle prévoit effectuer, compte tenu de son expérience passée.

a) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

La Société est d'avis que les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour respecter ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance.

La Société dispose de crédits bancaires inutilisés totalisant 322 400 000 \$ au 31 décembre 2009 (425 800 000 \$ au 31 décembre 2008).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 39

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

20. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)**a) Risque de liquidité (suite)**

Le tableau des échéances des passifs financiers est le suivant au 31 décembre 2009 :

	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Découverts bancaires	950	-	-	-	950
Emprunts bancaires	7 510	-	-	-	7 510
Créditeurs et charges à payer	88 462	-	-	-	88 462
Dette à long terme	12 594	37 790	20 056	72 296	142 736
	109 516	37 790	20 056	72 296	239 658

b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. Les principaux risques de crédit pour la Société sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux placements temporaires, aux PCAA, aux débiteurs, ainsi qu'aux titres de créance et aux prêts et créances à long terme.

i) Trésorerie et équivalents de trésorerie et PCAA

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que les placements temporaires se composent principalement de dépôts temporaires liquides, d'acceptations bancaires des banques à charte canadienne et des institutions financières importantes ayant une cote de crédit élevée ainsi que des titres de dette émis par la province de Québec et par le gouvernement du Canada.

La Société évalue régulièrement la cote de solvabilité de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable. Le PCAA totalise 60 185 000 \$ déduction faite des pertes de valeur, ce qui correspond à l'exposition maximale au risque de crédit au 31 décembre 2009. La Société atténue le risque de crédit lié à ces instruments financiers en respectant sa politique en matière de placements temporaires, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 40

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

20. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

b) Risque de crédit (suite)

ii) Débiteurs

Dans le cours normal de ses activités, la Société évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit pour tout nouveau client.

En raison de la diversité de ses clients et de leurs secteurs d'activité, la Société croit que la concentration du risque de crédit à l'égard des débiteurs est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des clients. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Au 31 décembre 2009, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux débiteurs correspond à leur valeur comptable.

Comptes clients en souffrance	2009	2008
Dans les délais	65 543	64 054
1 - 60 jours en souffrance	8 224	21 789
61 - 90 jours en souffrance	472	473
Plus de 90 jours en souffrance	2 912	1 310
	77 151	87 626
Provision pour créances douteuses	(2 422)	(1 380)
	74 729	86 246
Autres débiteurs	25 187	36 781
	99 916	123 027
Provision pour créances douteuses		
Solde au début	1 380	512
Dépense pour créances douteuses	1 264	983
Montants radiés et recouvrements	(222)	(115)
Solde à la fin	2 422	1 380

La Société ne croit pas être exposée à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ses clients. Au 31 décembre 2009, 20 % (29 % au 31 décembre 2008) des comptes clients sont garantis par un assureur.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 41

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

20. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)**b) Risque de crédit (suite)****iii) Titres de créance et prêts et créances**

Les titres de créance et les prêts et créances sont évalués et analysés régulièrement afin de détecter toute perte de valeur. L'exposition maximale au risque de crédit découlant des titres de créance et des prêts et créances correspond à leur valeur aux livres, laquelle se chiffre à 35 234 000 \$ et 193 486 000 \$ respectivement au 31 décembre 2009.

c) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que les variations de valeur du marché dues à des fluctuations des taux de conversion sur devises, des taux d'intérêt, du cours des actions ou des prix de marchandises entraînent une variation de la juste valeur des instruments financiers de la Société. L'objectif de la gestion du risque de marché est de limiter et de contrôler l'exposition à ce risque à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement lié à ce risque.

i) Risque de change

La Société réalise une part de ses ventes et achats en monnaie étrangère, soit le dollar américain. Elle n'utilise pas actuellement de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux de change. La Société est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Au 31 décembre, les instruments financiers de la Société libellés en dollars US sont les suivants :

	2009	2008
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 200	19 000
Débiteurs	46 700	57 620
Titres de créance disponibles à la vente	33 525	50 520
Prêts et créances	4 825	-
PCAA	18 100	45 255
Passifs financiers		
Créditeurs et charges à payer	15 800	30 625
Emprunts bancaires	6 125	7 600
Dette à long terme	76 860	85 802
Autres passifs à long terme	720	480

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 42

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

20. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)**c) Risque de marché (suite)****i) *Risque de change (suite)***

La sensibilité au taux de change représente la somme des expositions nettes au risque de change des postes à la date du bilan. Au 31 décembre 2009, si le dollar canadien avait varié de 1 %, à la hausse ou à la baisse, en comparaison avec le dollar américain, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, la perte nette de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 aurait été respectivement supérieure ou inférieure de 150 000 \$ alors que les autres éléments du résultat étendu auraient respectivement été inférieurs ou supérieurs de 350 000 \$.

ii) *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses emprunts bancaires et de sa dette à long terme à taux variable. Au 31 décembre 2009, 16 556 000 \$ (15 175 000 \$ au 31 décembre 2008) de ses emprunts bancaires et de sa dette à long terme sont exposés aux fluctuations des taux d'intérêt. La Société n'utilise pas actuellement de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque des taux d'intérêt. Les fluctuations des taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les revenus d'intérêt que la Société tire de sa trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que de son PCAA. Les placements temporaires, les titres de créance et les prêts et créances portent intérêt à taux fixe. Cependant, les titres de créances et les PCAA exposent également la Société au risque de variation de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Au 31 décembre 2009, une variation, à la hausse ou la baisse, de 100 points de base du taux d'intérêt, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, aurait eu l'effet de réduire ou d'augmenter respectivement la perte nette de la Société de 1 425 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. De plus, une variation, à la hausse ou la baisse, de 100 points de base du taux d'actualisation utilisé pour calculer la juste valeur des instruments financiers, à l'exception du PCAA (voir note 9), avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, aurait eu l'effet de réduire ou d'augmenter respectivement les autres éléments du résultat étendu de la Société de 1 500 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 43

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

20. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)**c) Risque de marché (suite)****iii) *Risque de prix de marché***

Le risque de prix de marché représente la perte potentielle qui peut survenir relativement au portefeuille de sociétés publiques en raison des fluctuations des marchés boursiers. La Société utilise divers moyens pour surveiller et gérer le risque de marché comme la revue des rapports financiers et l'analyse de l'évolution du cours boursier des titres concernés.

Les gains et les pertes non réalisés de la valeur des actions cotées classées comme disponibles à la vente sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient réalisés. Au 31 décembre 2009, l'incidence d'une remontée ou d'un recul de 10 % des marchés boursiers se serait traduite respectivement par la comptabilisation d'un gain ou d'une perte non réalisé supplémentaire de 21 300 000 \$ inscrit dans les autres éléments du résultat étendu.

iv) *Risque de prix des marchandises*

La Société est exposée au risque financier lié aux variations du prix de l'aluminium et gère ce risque afin de minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière. La Société a conclu des contrats d'échange sur marchandises afin de gérer une partie de son exposition aux variations du prix de l'aluminium.

Au 31 décembre 2009 le tonnage engagé dans ces instruments, échéant en 2010, s'élève à 4 225 tonnes (7 000 tonnes en 2008) et la juste valeur de ces instruments représente une perte de 104 000 \$ (perte de 9 274 000 \$ en 2008).

d) Juste valeur

Les méthodes et hypothèses utilisées afin d'évaluer la juste valeur sont les suivantes :

La valeur comptable des instruments financiers qui viennent à échéance à court terme correspond approximativement à leur juste valeur étant donné que ces éléments seront réalisés ou réglés en moins d'un an. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements temporaires, les débiteurs, les découverts bancaires, les emprunts bancaires et les créditeurs et charges à payer. La juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers au 31 décembre 2009, notamment les placements et la dette à long terme, sont présentés aux notes 10 et 13 respectivement.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 44

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

20. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

d) Juste valeur (suite)

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Le tableau suivant présente la hiérarchie des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé sur une base récurrente.

	Prix cotés sur marchés actifs (Niveau 1)	Autres données observables (Niveau 2)	Données non observables (Niveau 3)	Total
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	375 284	-	375 284
Placements temporaires	-	5 293	-	5 293
Placements:				
Disponibles à la vente				
Actions cotées	220 696	-	-	220 696
Titres de créance	-	35 234	-	35 234
Instruments financiers dérivés				
Option de conversion en capitaux propres	-	-	2 184	2 184
Sociétés de placement	2 484	-	27 313	29 797
PCAA	-	-	60 185	60 185
	223 180	415 811	89 682	728 673
Passifs financiers				
Créditeurs et charges à payer				
Instruments financiers dérivés				
Contrats à terme (note 20c) iv))	-	104	-	104
	-	104	-	104

Les catégories d'instruments financiers dont la juste valeur est classée dans le niveau 3 se composent essentiellement des placements des PCAA (se référer à la note 9), des sociétés de placements ainsi qu'un instrument financier dérivé incorporé dont la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation internes qui se fondent sur des données significatives non observables sur le marché.

Le tableau qui suit présente les variations survenues dans la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

	PCAA	Sociétés de placement	Instruments financiers dérivés
Juste valeur au 1 janvier 2009	86 629	31 287	-
Acquisition	-	300	2 184
Remboursement	(14 377)	(2 628)	-
Perte sur la variation de la juste valeur	(8 690)	(1 646)	-
Perte sur variation de change	(3 377)	-	-
Juste valeur au 31 décembre 2009	60 185	27 313	2 184

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 45

Exercice terminé le 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

21. Coentreprises

La Société applique la méthode de la consolidation proportionnelle pour ses coentreprises. Les principales composantes provenant des coentreprises incluses dans les états financiers consolidés sont :

	2009	2008
Résultats consolidés - activités poursuivies		
Chiffre d'affaires	337 207	527 411
Charges	(332 369)	(665 479)
Bénéfice (perte) net	4 838	(138 068)
Bilan consolidé		
Actif à court terme	151 165	180 646
Actif à long terme	708 527	850 828
Passif à court terme	49 867	72 822
Passif à long terme	43 936	85 810
Flux de trésorerie consolidés - activités poursuivies		
Activités d'exploitation	(27 718)	(104 187)
Activités d'investissement	(22 282)	(19 599)
Activités de financement	(1 405)	(575)

22. Engagements, garanties et éventualités**a) Baux et engagements à long terme**

La Société s'est engagée en vertu de contrats et de baux à long terme à effectuer des paiements minimaux exigibles totalisant 47 520 000 \$ répartis comme suit :

2010	8 044
2011	6 994
2012	6 350
2013	6 049
2014	4 427
2015 et ultérieurement	15 656

De plus, la Société s'est engagée à faire l'acquisition d'immobilisations corporelles et l'achat de matières premières totalisant 36 600 000 \$ au cours des prochains exercices. Finalement, la Société s'est engagée à des souscriptions pour des placements à long terme s'élevant à 50 900 000 \$ au 31 décembre 2009, en plus de celles inscrites à titre de passif à court et à long terme au bilan de la Société.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 46

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

22. Engagements, garanties et éventualités (suite)

b) Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les garanties importantes qui suivent :

i) *Ententes de financement*

En vertu des modalités de ses conventions de crédit, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de dettes américains dans l'éventualité que surviennent des changements au niveau des lois sur les retenues fiscales. Ces ententes d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des conventions de crédit et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces ententes, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux détenteurs de dettes. La Société n'a pas constaté de montant au bilan consolidé à l'égard de cette entente d'indemnisation.

ii) *Ventes d'entreprises*

Dans le cadre de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise, en plus de toute indemnisation éventuelle pouvant découler de l'inexécution de clauses restrictives ou de non-respect d'une déclaration de garantie, la Société peut convenir de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. De façon générale, les modalités et le montant d'une telle indemnisation sont limités par la convention. En raison de la nature de ces conventions d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires des garanties. La Société n'a pas constaté de montant au bilan consolidé à l'égard de ces ventes.

c) Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de diverses réclamations. Bien que l'issue des réclamations en cours au 31 décembre 2009 ne peut être déterminée avec certitude, la Société est d'avis que leur dénouement n'aura aucune incidence importante défavorable sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

23. Avantages sociaux futurs

La Société offre à ses employés des régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations déterminées basées sur le nombre d'années de service et le revenu moyen final. De plus, les employés de la Société bénéficient de certains avantages sociaux principalement composés de différents régimes d'assurance collective, mais ces régimes ne sont toutefois pas capitalisés.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 47

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

23. Avantages sociaux futurs (suite)

La Société évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes au 31 décembre de chaque année pour les besoins de la comptabilité. Les évaluations actuarielles les plus récentes des régimes de retraite et des autres régimes aux fins de la capitalisation ont été effectuées en date du 31 décembre 2009. Les prochaines évaluations doivent être effectuées, au plus tard, en date du 31 décembre 2010.

Les tableaux qui suivent présentent les informations relatives aux différents régimes de la Société au 31 décembre, établies par des actuaires indépendants :

	2009		2008	
	Régime de retraite	Autres régimes	Total	Total
Obligation au titre des prestations constituées				
Solde au début	51 157	13 549	64 706	88 205
Coût des services rendus de l'exercice	1 718	357	2 075	4 988
Cotisation des salariés	1 120	-	1 120	1 030
Intérêts débiteurs	3 615	887	4 502	4 536
Prestations versées	(3 760)	(565)	(4 325)	(11 834)
Pertes (gains) actuariels	11 925	2 895	14 820	(15 751)
Règlement et compression	(6 085)	-	(6 085)	(6 132)
Coût des services passés	726	(961)	(235)	(336)
Solde à la fin	60 416	16 162	76 578	64 706
Juste valeur de l'actif des régimes				
Solde au début	43 391	-	43 391	55 420
Rendement réel de l'actif des régimes	6 701	-	6 701	(7 716)
Cotisation de l'employeur	5 540	565	6 105	6 491
Cotisation des salariés	1 120	-	1 120	1 030
Règlement et compression	(6 085)	-	(6 085)	-
Prestations versées	(3 760)	(565)	(4 325)	(11 834)
Juste valeur à la fin	46 907	-	46 907	43 391
Situation de capitalisation-déficit	(13 509)	(16 162)	(29 671)	(21 315)
Perte (gain) actuariel non amorti	8 169	(422)	7 747	2 791
Coût non amorti des services passés	1 231	(704)	527	(470)
Passif au titre des prestations constituées	(4 109)	(17 288)	(21 397)	(18 994)

L'actif (le passif) au titre des prestations constituées est présenté comme suit :

	2009		2008	
	Régime de retraite	Autres régimes	Total	Total
Actif au titre des prestations constituées (note 12)	3 835	-	3 835	4 910
Passif au titre des prestations constituées (note 14)	(7 944)	(17 288)	(25 232)	(23 904)
Passif au titre des prestations constituées	(4 109)	(17 288)	(21 397)	(18 994)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 48

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

23. Avantages sociaux futurs (suite)

Le pourcentage de l'actif des régimes de retraite se répartit comme suit :

	2009 %	2008 %
Actions	50	45
Obligations	45	52
Autres	5	3
	100	100

Les moyennes pondérées des principales hypothèses actuarielles utilisées par la Société au 31 décembre sont les suivantes :

	2009		2008	
	Régime de retraite %	Autres régimes %	Régime de retraite %	Autres régimes %
Obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre				
Taux d'actualisation	6,10	5,80	7,10	6,80
Taux de croissance de la rémunération	3,20	3,10	3,20	3,10
Coût des prestations pour les exercices terminés le 31 décembre				
Taux d'actualisation	7,10	6,80	5,50	5,40
Taux de rendement à long terme des actifs	6,00	-	6,20	-
Taux de croissance de la rémunération	3,20	3,10	3,20	3,10

Aux fins de l'évaluation, la moyenne pondérée du taux de croissance annuel hypothétique du coût des soins médicaux a été fixée à 8,4 % pour l'exercice 2010 (8,6 % pour l'exercice 2009). Selon l'hypothèse retenue, ce taux devrait diminuer graduellement pour atteindre environ 6 % en 2014 et demeurer à ce niveau par la suite.

En 2009, un changement de 1 % du taux d'augmentation des coûts des soins de santé aurait les effets suivants :

Analyse de sensibilité	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Incidence sur le coût des prestations	633	(631)
Incidence sur l'obligation au titre des prestations constituées (31 décembre)	1 470	1 190

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 49

Exercice terminé le 31 décembre 2009
(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars)

23. Avantages sociaux futurs (suite)

Le coût au titre des régimes à prestations déterminées imputé aux résultats consolidés se détaille comme suit :

			2009	2008
	Régime de retraite	Autres régimes	Total	Total
Coût des services rendus de l'exercice	1 718	357	2 075	4 988
Intérêts débiteurs	3 615	887	4 502	4 536
Rendement réel de l'actif des régimes	(6 701)	-	(6 701)	7 716
(Gains) pertes actuariels sur l'obligation au titre de prestations constituées pour l'exercice	11 925	2 895	14 820	(15 751)
Coût des services passés	726	(961)	(235)	(336)
Règlement et compression	2 983	-	2 983	(6 132)
Composantes des coûts avant ajustement	14 266	3 178	17 444	(4 979)
Écart entre le rendement prévu et réel des actifs	4 187	-	4 187	(10 943)
Écart entre la perte actuarielle constatée et le montant réel de la perte actuarielle	(11 166)	(2 214)	(13 380)	24 735
Écart entre le coût des services passés de l'exercice et le coût des services passés amortis	(646)	887	241	(112)
Coût net au titre des régimes	6 641	1 851	8 492	8 701

24. Opérations entre apparentés

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009, une filiale de la Société a reçu un montant de 52 122 000 \$ (18 017 000 \$ en 2008) du gouvernement du Québec pour la gestion du Programme de création d'emplois en forêt, du Programme d'investissements sylvicoles et du Fonds d'adaptation des collectivités. Ces montants, incluant les sommes perçues relativement aux agences de mise en valeur qui se chiffrent à 7 264 000 \$ en 2009 (6 975 000 \$ en 2008), sont présentés au montant net dans l'état consolidé des résultats.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Les opérations commerciales de la Société avec ces apparentés ont été conclues dans le cours normal de ses activités. La plupart de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

25. Chiffres correspondants

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

Rapport de la direction

L'établissement et la présentation des états financiers de la Société immobilière du Québec (SIQ) ainsi que des autres renseignements figurant dans ce rapport annuel sont sous la responsabilité de la direction et sont approuvés par le conseil d'administration. Aux fins de la préparation de ses états financiers, la SIQ utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. L'information présentée ailleurs dans le présent rapport annuel est conforme à celle fournie dans les états financiers.

La préparation des états financiers de la SIQ, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats futurs pourraient différer de ces estimations actuelles.

La direction de la SIQ maintient un système de contrôle interne qui comprend la communication aux employés de règles d'éthique, un cadre de contrôle opérationnel défini et une gestion du risque d'entreprise couvrant tous les processus de la Société. Ce système est conçu pour fournir une assurance raisonnable que les biens de l'entreprise sont convenablement protégés, que les transactions sont effectuées conformément à leur autorisation et, enfin, que les registres comptables constituent une base fiable pour l'établissement d'états financiers exacts et ponctuels.

La SIQ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

De plus, la Direction Vérification interne contribue à évaluer le caractère suffisant et l'efficacité du contrôle, de même que les politiques et procédures de la Société. Ses constatations et recommandations sont transmises au comité de vérification et à la direction qui s'assurent d'apporter les améliorations requises.

Le conseil d'administration est responsable de la gouvernance de l'entreprise. Il s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers, principalement par l'entremise de son comité de vérification, composé uniquement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification rencontre périodiquement les membres de la direction et le vérificateur interne afin de s'assurer que le contrôle interne est adéquat et que les informations financières de la SIQ ont été rapportées dans leur intégrité. Le vérificateur interne et le Vérificateur général du Québec ont librement et pleinement accès au comité de vérification, en présence ou non de la direction. Le comité de vérification a examiné les états financiers et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

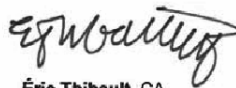
Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la SIQ, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification ainsi que l'expression de son opinion.

Le président et chef de la direction,



Richard Verreault

Le vice-président Finances et Contrats



Éric Thibault, CA

Québec, le 26 mai 2010

Rapport du vérificateur**Au ministre des Finances**

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Québec au 31 mars 2010 et les états des résultats, des bénéfices non répartis ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la SIQ. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la SIQ au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

A handwritten signature in black ink, reading "Renaud Lachance". To the right of the signature, the text "FCA auditeur" is written in a smaller, less legible script.

Renaud Lachance, FCA auditeur

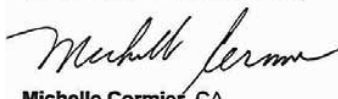
Québec, le 21 mai 2010

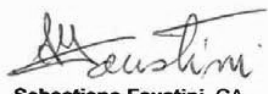
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC**Bilan au 31 mars 2010***(en milliers de dollars)*

	2010	2009 (note 3)
Actif		
Immeubles (notes 4 et 5)	1 562 529	1 489 676
Autres immobilisations corporelles (note 6)	34 623	32 170
Soldes de prix de vente d'immeubles	-	200 200
Créances liées aux aménagements (note 7)	180 051	159 718
Travaux en cours (note 5)	50 898	44 131
Stocks	1 069	1 078
Créances (note 8)	26 116	35 463
Frais payés d'avance	2 996	2 446
Frais reportés liés aux dettes	2 678	3 183
	1 860 960	1 968 065
Passif		
Dettes à long terme (note 9)	1 037 878	1 067 690
Emprunts temporaires (note 10)	398 958	482 508
Charges à payer et frais courus (notes 11 et 18)	138 833	141 795
Produits reportés (note 12)	14 708	12 436
Chèques en circulation moins encaisse	9 590	4 841
	1 599 967	1 709 270
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions (note 13)	80 001	80 001
Apport du gouvernement du Québec	7 666	7 666
Bénéfices non répartis	173 326	171 128
	260 993	258 795
	1 860 960	1 968 065

Engagements (note 21)**Éventualités (note 22)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,

Michelle Cormier, CA
 Présidente du conseil d'administration


Sebastiano Faustini, CA
 Président du comité de vérification

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC**Résultats de l'exercice terminé le 31 mars 2010***(en milliers de dollars)*

	2010	2009 (note 3)
Produits		
Location d'espaces		
Ministères et organismes clients	566 778	550 461
Autres clients	7 042	8 304
Stationnements	27 170	27 877
Aménagements et autres services offerts aux clients	93 066	82 358
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	4 356	(1 699)
Autres	389	319
	698 801	667 620
Charges		
Loyers et taxes d'affaires sur locations	268 562	260 404
Frais d'exploitation des immeubles (note 14)	143 092	150 313
Aménagements et autres services offerts aux clients	91 266	80 709
Frais financiers - net (note 15)	60 331	57 039
Impôts fonciers et taxes d'affaires sur propriétés	67 701	67 619
Amortissement (note 16)	48 868	45 616
Frais généraux et administratifs - net (note 17)	10 106	8 881
	689 926	670 581
Bénéfice net (perte nette)	8 875	(2 961)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC**Bénéfices non répartis de l'exercice terminé le 31 mars 2010**
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde au début déjà établi	162 702	231 782
Correction (note 3)		
Placement selon la méthode de consolidation proportionnelle	8 426	7 307
Solde au début redressé	171 128	239 089
Bénéfice net (perte nette)	8 875	(2 961)
	180 003	236 128
Dividende	6 677	65 000
Solde à la fin	173 326	171 128

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC**Flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2010**
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Rentrées de fonds - clients	644 418	606 889
Sorties de fonds - fournisseurs et membres du personnel	(569 918)	(565 707)
Intérêts reçus	11 492	22 383
Intérêts versés	(71 814)	(78 479)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	14 178	(14 914)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immeubles	(139 170)	(130 235)
Créances liées aux aménagements	37 742	37 409
Acquisitions d'autres immobilisations corporelles	(8 591)	(3 384)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	10 931	7 743
Encaissement des soldes de prix de vente d'immeubles	200 200	8 000
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	101 112	(80 467)
Activités de financement		
Dividende versé	(6 677)	(65 000)
Produit d'emprunts temporaires - net	(83 550)	118 294
Remboursement de la dette relative aux contrats de location-acquisition	(724)	(1 394)
Remboursement des dettes à long terme	(29 088)	(593)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(120 039)	51 307
Diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie*	(4 749)	(44 074)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(4 841)	39 233
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	(9 590)	(4 841)

* La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la SIQ comprennent les chèques en circulation moins l'encaisse.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC**Notes complémentaires au 31 mars 2010***(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)***1. Constitution et objet**

La Société immobilière du Québec (SIQ) est une compagnie à fonds social constituée le 25 septembre 1984 par la *Loi sur la Société immobilière du Québec* (L.R.Q., chapitre S-17.1). Elle a pour objet de mettre à la disposition des ministères et organismes publics, moyennant considération, des immeubles et de leur fournir des services de construction, d'exploitation et de gestion immobilière.

La SIQ loge la majorité des ministères et organismes gouvernementaux, à l'exception notamment des réseaux de la santé et de l'éducation et, à ce titre, elle est présente sur l'ensemble du territoire québécois.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*, la SIQ n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

Intégration des activités de la Corporation d'hébergement du Québec (CHQ)

Le 30 mars dernier, le gouvernement a annoncé l'abolition de la Corporation d'hébergement du Québec et l'intégration de ses activités immobilières à la Société immobilière du Québec.

Pour mettre en œuvre cet effort de restructuration, le gouvernement déposera, d'ici la fin de l'année 2010-2011, un projet de loi omnibus qui précisera les modalités liées à ce changement important.

2. Conventions comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la SIQ utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. La préparation des états financiers de la SIQ, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie utile des immeubles, les courus relatifs aux contrats de construction ainsi que les obligations relatives aux congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la SIQ consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et les chèques en circulation moins l'encaisse.

Actif, passif et résultats liés aux stationnements

La SIQ a confié le mandat de gestion de ses stationnements à un concessionnaire. Les états financiers de la SIQ intègrent dans chaque poste concerné les éléments d'actif, de passif et des résultats afférents à leur gestion.

Immeubles**- En exploitation**

Les immeubles en exploitation sont comptabilisés au coût. Le coût comprend tous les montants relatifs à l'acquisition, à la construction, à la location-acquisition et à l'amélioration des immeubles.

L'amortissement des bâtiments est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire de manière à amortir complètement le coût des bâtiments sur des périodes variant de 5 à 75 ans.

Les œuvres d'art, constituées principalement de sculptures, ne sont pas comptabilisées à titre d'immobilisations; leur coût est imputé aux charges de l'exercice au cours duquel elles sont acquises.

Les contributions reçues pour l'acquisition d'immobilisations, sont comptabilisées aux produits reportés, à l'exception de celles destinées à l'achat de terrains qui sont constatées aux produits dans l'année d'acquisition. Les produits reportés sont amortis aux revenus au même rythme que l'amortissement du coût des immobilisations correspondantes.

- En construction

Les immeubles en construction sont comptabilisés au coût. Le coût comprend, en plus des coûts directs, les frais d'exploitation, les impôts fonciers, les intérêts au taux moyen des emprunts temporaires ainsi que la fraction pertinente des frais généraux et administratifs s'y rapportant, déduction faite des produits de location.

Lorsque le projet est entièrement complété et que les lieux ont atteint un niveau satisfaisant d'occupation, sous réserve d'un délai raisonnable, le coût des immeubles en construction est transféré aux immeubles en exploitation ou aux réparations majeures.

- Réparations majeures

Les réparations majeures effectuées sur les immeubles en exploitation sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes variant de 5 à 50 ans. Le coût comprend les mêmes éléments que ceux décrits précédemment pour les immeubles en construction.

- *Destinés à la vente*

Un immeuble en exploitation est présenté comme étant destiné à la vente si la direction a approuvé la mise en œuvre d'un plan de vente, à un prix raisonnable, et si la constatation de la vente est probable dans un délai d'un an.

Un immeuble destiné à la vente est comptabilisé à sa valeur comptable nette. Une fois un immeuble classé à titre d'actif destiné à la vente, aucun amortissement le visant n'est comptabilisé.

Moins-values des immeubles et autres immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la SIQ de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats.

Autres immobilisations corporelles

- *Équipement*

L'équipement utilisé pour fins administratives est comptabilisé au coût et est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des durées de 3 à 10 ans.

- *Améliorations locatives*

Les améliorations locatives sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante du bail qui varie de 3 à 25 ans.

- *Développements de systèmes informatiques*

Les frais de développement de systèmes informatiques sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de cinq ans.

Travaux en cours

Les travaux en cours représentent les projets de construction et les projets d'aménagement inachevés devant être facturés à la fin des travaux. Ces travaux sont enregistrés au coût.

Consolidation proportionnelle

Les états financiers regroupent, selon la méthode de consolidation proportionnelle, la quote-part de chacun des éléments de l'actif, du passif, des produits et des charges du placement relatif à la Société Bon Pasteur (s.e.n.c.).

Stocks

Les stocks se composent de pièces de rechange pour l'entretien et les réparations des immeubles qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Dettes à long terme et frais reportés liés aux dettes

Les emprunts sont comptabilisés au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Les frais d'émission liés aux emprunts sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés aux dettes.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Constatation des produits

- *Location d'espaces*

Les produits de location d'espaces sont facturés à partir des coûts prévisibles. Ces coûts sont répartis entre les ministères et organismes clients de la SIQ selon les modalités découlant du règlement sur la tarification des services rendus par la SIQ. Des ententes d'occupation sont alors signées entre la SIQ et les ministères et organismes du gouvernement du Québec assujettis à faire affaire avec la SIQ.

- *Aménagements et autres services offerts aux clients*

Les produits sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

Les produits d'intérêts tirés des créances liées aux aménagements sont comptabilisés en fonction de la durée des créances connexes selon la méthode de l'intérêt effectif.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises gouvernementaux à prestations déterminées, compte tenu que la SIQ ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. Correction

Placement à long terme

Lors de l'adoption des normes du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public en 2008-2009, la SIQ avait revu la comptabilisation de son placement à long terme pour le ramener au coût d'acquisition pour répondre aux critères de comptabilisation des placements de portefeuille. Or, après évaluation des critères de classement de ce placement, celui-ci s'avère posséder toutes les caractéristiques d'un partenariat non commercial. Ce placement doit donc être comptabilisé selon la méthode de consolidation proportionnelle.

Cette correction, appliquée de façon rétroactive, a pour effet d'augmenter ou de diminuer les postes suivants :

	2009
Bilan	
Immeubles	(2 500)
Placement à long terme	(2 300)
Créances	21
Frais payés d'avance	30
Dettes à long terme	(12 586)
Charges à payer et frais courus	162
Produits reportés	(433)
Chèques en circulation moins encaisse	(318)
Bénéfices non répartis	8 426
Résultats	
Location d'espaces- Autres clients	(24)
Autres produits	1
Loyers et taxes d'affaires sur locations	(33)
Frais d'exploitation des immeubles	687
Frais financiers - net	(1 637)
Impôts fonciers et taxes d'affaires sur propriétés	547
Amortissement	(706)

4. Immeubles

	Terrains	Bâtiments	Immeubles loués en ver- tu de contrats de location- acquisition	2010	2009
En exploitation	105 509	1 662 706	28 406	1 796 621	1 759 784
En construction	2 948	86 956	-	89 904	77 627
Réparations majeures	-	152 412	-	152 412	78 883
Destinés à la vente	305	-	-	305	1 794
	108 762	1 902 074	28 406	2 039 242	1 918 088
Amortissement cumulé	-	467 760	8 953	476 713	428 412
	108 762	1 434 314	19 453	1 562 529	1 489 676

Les acquisitions s'élèvent à 131,001 millions de dollars (2009 : 142,556 millions de dollars) dont un montant de 26,330 millions de dollars était impayé au 31 mars 2010 (2009 : 34,499 millions de dollars).

5. Frais capitalisés aux immeubles et aux travaux en cours

	2010	2009
<i>Au cours de l'exercice, les frais suivants ont été capitalisés :</i>		
Salaires, frais généraux et administratifs (note 17)	11 574	10 710
Intérêts (note 15)	289	1 781
	11 863	12 491

6. Autres immobilisations corporelles

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette 2010	Valeur nette 2009
Équipement	29 842	22 432	7 410	8 221
Améliorations locatives	42 883	16 701	26 182	23 728
Développements de systèmes informatiques	1 509	478	1 031	221
	74 234	39 611	34 623	32 170

Des développements de systèmes informatiques au coût de 0,9 million de dollars sont en voie de réalisation au 31 mars 2010 et ne sont pas amortis.

7. Créances liées aux aménagements

Effets à recevoir des ministères et organismes, remboursables par mensualités comprenant le capital et les intérêts, portant intérêt aux taux de 4,28 % à 7,76 %, échéant entre 2011 et 2025.

Le montant estimatif des encaissements en capital se détaille comme suit :

Exercice	
2011	24 529
2012	23 763
2013	21 774
2014	18 227
2015	14 669
2016 à 2025	77 089
	180 051

8. Créances

	2010	2009
Apparentés – entités sous contrôle commun	17 055	25 526
Apparenté – via contrat de gestion	6 829	6 658
Autres	2 232	3 279
	26 116	35 463

9. Dettes à long terme

	2010	2009
Obligations aux taux effectifs fixes de 10,36 % à 10,78 %, garanties par le gouvernement du Québec, échéant de 2013 à 2015 (a)	208 340	208 148
Billets dus au Fonds de financement du gouvernement du Québec aux taux effectifs de 4,55 % à 6,49 %, échéant de 2012 à 2039	795 545	824 242
Emprunts aux taux effectifs de 5,26 % à 10,63 %, garantis par des hypothèques immobilières, échéant de 2018 à 2023	12 378	12 945
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (b)	21 319	22 043
Emprunts à taux et à échéances variables	296	312
	1 037 878	1 067 690

Le montant des paiements en capital à effectuer, excluant les contrats de location-acquisition, se détaille comme suit :

Exercice	
2011	630
2012	125 681
2013	316 576
2014	409
2015	149 345
	592 641
2016 à 2020	228 918
2021 à 2025	-
2026 à 2030	55 000
2031 à 2035	100 000
2036 à 2039	40 000
	1 016 559

(a) Le 28 mars de chaque année jusqu'en 2012 inclusivement, les détenteurs d'obligations de la série E (59,4 millions de dollars) peuvent exiger le rachat, par la SIQ, à la valeur nominale. Le montant annuel maximal d'obligations que la SIQ pourrait devoir racheter au cours des deux prochains exercices est de 9,0 millions de dollars.

(b) Les paiements minimaux à payer en vertu de contrats de location-acquisition sont :

Exercice	
2011	6 174
2012	6 174
2013	6 174
2014	6 174
2015	6 174
Par la suite	61 921
Total des paiements minimaux à payer	92 791
Moins : Intérêts théoriques au taux de 11,67 %	25 810
Frais accessoires	45 662
	71 472
	21 319

10. Emprunts temporaires

Les emprunts temporaires de la SIQ portent intérêt à un taux moyen de 0,46 % et ont des échéances s'échelonnant du 1^{er} avril au 27 avril 2010.

Au 31 mars 2010, la SIQ a contracté des emprunts temporaires de 399,0 millions de dollars (2009 : 482,5 millions de dollars) dont 262,8 millions de dollars auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec (2009 : 406,6 millions de dollars) et 136,2 millions de dollars auprès d'institutions financières (2009 : 75,9 millions de dollars).

La SIQ dispose auprès d'une institution financière d'une marge de crédit de 100,0 millions de dollars. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel et est renouvelable au moins une fois l'an. Le crédit doit servir au financement des besoins généraux de la SIQ. Aux 31 mars 2009 et 2010, cette marge était inutilisée.

11. Charges à payer et frais courus

	2010	2009
Apparentés – entités sous contrôle commun	33 982	21 807
Autres	104 851	119 988
	138 833	141 795

12. Produits reportés

	2010	2009
Loyers		
Apparentés – entités sous contrôle commun	6 523	6 247
Autres	3 209	4 175
Subventions		
Apparentés – entités sous contrôle commun	1 550	839
Autres	3 426	1 175
	14 708	12 436

13. Capital-actions

Les actions de la SIQ sont détenues par le ministre des Finances.

	2010	2009
Autorisé :		
100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune		
Émis et payé :		
80 001 actions	80 001	80 001

14. Frais d'exploitation des immeubles

	2010	2009
Exploitation	95 624	99 243
Salaires, autres coûts directs et frais généraux imputables à l'exploitation des immeubles (note 17)	36 534	35 229
Conservation	1 347	2 110
Amortissement des réparations majeures	8 512	5 076
Frais de relocalisation	1 075	8 655
	143 092	150 313

15. Frais financiers - net

	2010	2009
Charges d'intérêts :		
Dettes à long terme		
Apparenté – entité sous contrôle commun	44 519	45 073
Autres	22 737	22 734
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 528	2 629
Amortissement des frais reportés liés aux dettes		
Apparenté – entité sous contrôle commun	492	498
Autres	13	13
Emprunts temporaires		
Apparenté – entité sous contrôle commun	1 195	6 402
Autres	500	2 982
	71 984	80 331
Produits d'intérêts :		
Créances liées aux aménagements	8 411	7 576
Soldes de prix de vente d'immeubles	1 819	12 864
Autres	28	2
	10 258	20 442
	61 726	59 889
Moins :		
Intérêts capitalisés aux immeubles et aux travaux en cours (note 5)	289	1 781
Intérêts imputés aux résultats sous les frais généraux et administratifs	1 106	1 069
	1 395	2 850
	60 331	57 039

16. Amortissement

	2010	2009
Immeubles	52 236	45 467
Autres immobilisations corporelles	6 004	6 116
	58 240	51 583
Moins :		
Amortissement imputé aux résultats sous les frais généraux et administratifs et frais d'exploitation des immeubles	9 372	5 967
	48 868	45 616

17. Frais généraux et administratifs - net

	2010	2009
Salaires et avantages sociaux	46 375	44 074
Frais des locaux occupés par la SIQ	5 942	4 408
Autres dépenses administratives	7 610	7 878
	59 927	56 360
Moins :		
Frais capitalisés aux immeubles et aux travaux en cours (note 5)	11 574	10 710
Frais imputés à l'exploitation des immeubles (note 14)	36 534	35 229
Frais imputés aux aménagements et autres services offerts aux clients	1 713	1 540
	49 821	47 479
	10 106	8 881

18. Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la SIQ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) administrés par un organisme du gouvernement du Québec. Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la SIQ imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2,3 millions de dollars (2009 : 2,2 millions de dollars). Les obligations de la SIQ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Obligations relatives aux congés de maladie

Les obligations sont évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

Les hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations sont les suivantes :

Taux de croissance de la rémunération	3,25%
Taux d'actualisation	4,68%
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	11 ans

Provision pour congés de maladie et vacances

	Maladie	Vacances	2010	2009
Solde au début	4 762	4 296	9 058	9 209
Charge de l'exercice	1 532	4 271	5 803	5 261
	6 294	8 567	14 861	14 470
Prestations versées au cours de l'exercice	1 512	4 140	5 652	5 412
Solde à la fin	4 782	4 427	9 209	9 058

Le solde de cette provision est inclus au poste charges à payer et frais courus.

19. Consolidation proportionnelle de la Société Bon Pasteur (s.e.n.c.)

Au 31 mars 2010, la quote-part de chacun des éléments de la Société Bon Pasteur (s.e.n.c.) comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle, se détaille comme suit:

	2010	2009
Actif		
Immeubles	18 106	18 180
Créances	30	21
Frais payés d'avance	32	30
	18 168	18 231
Passif		
Dettes à long terme	12 378	12 945
Charges à payer et frais courus	155	162
Produits reportés	(400)	(433)
Chèques en circulation moins encaisse	(147)	(318)
	11 986	12 356
Produits		
Location d'espaces- Autres clients	2 626	2 558
Autres	-	1
	2 626	2 559
Charges		
Loyers et taxes d'affaires sur locations	59	58
Frais d'exploitation des immeubles	694	687
Frais financiers - net	790	794
Impôts fonciers et taxes d'affaires sur propriétés	576	547
Amortissement	200	193
	2 319	2 279
Bénéfice net	307	280

20. Opérations entre apparentés

Les produits d'aménagements et autres services offerts aux clients proviennent d'opérations conclues avec les ministères et organismes clients.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées ci-dessus ainsi que dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la SIQ est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

La SIQ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

21. Engagements**Contrats de location-exploitation**

Les paiements minimaux exigibles en vertu des baux de location-exploitation se détaillent comme suit :

Exercice	
2011	261 714
2012	237 669
2013	207 104
2014	187 011
2015	155 842
Par la suite	966 867
	2 016 207

Projets de construction et d'aménagement

Au 31 mars 2010, des travaux et des honoraires externes reliés à des projets de construction et d'aménagement ont fait l'objet d'engagements contractuels totalisant 86,0 millions de dollars (2009 : 68,0 millions de dollars).

22. Éventualités**Litiges**

Dans le cours normal de ses activités, la SIQ est exposée à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée à l'égard des déboursés qui pourraient découler de ces litiges et elle ne prévoit donc pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la SIQ.

Environnement

Les activités de la SIQ sont assujetties à des lois, règlements et directives sur l'environnement adoptés par les autorités gouvernementales. La direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée et qu'aucun autre passif actuel ou probable n'est envisageable.

Cependant, les immeubles de la SIQ construits avant 1985 sont susceptibles de contenir de l'amiante. La présence d'amiante dans un immeuble n'implique cependant pas l'obligation de désamiantage immédiat. En effet, comme ce matériau est généralement encapsulé, il ne présente pas de risques tant et aussi longtemps qu'une intervention qui aurait pour effet d'altérer cette couche protectrice n'est pas réalisée. Ainsi, les travaux d'entretien et de réparation sont généralement assurés au moyen d'activités qui n'impliquent pas nécessairement l'enlèvement de l'amiante. La sécurité de ses travailleurs, des occupants de l'immeuble et de la population en général guide la SIQ dans sa décision de procéder à l'enlèvement de l'amiante. Quant aux interventions importantes qui requièrent l'enlèvement de l'amiante, elles sont planifiées au moment où les changements technologiques ou l'état de l'immeuble les justifient.

23. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

Rapport du vérificateur

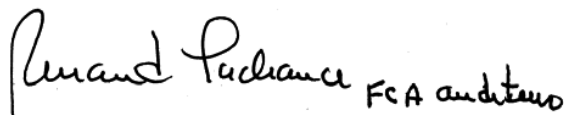
Au Ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de la Société Innovatech du Grand Montréal au 31 mars 2010, l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

A handwritten signature in black ink that reads "Renaud Lachance FCA auditeur". The signature is written in a cursive, flowing style.

Renaud Lachance, FCA auditeur
Québec, le 20 juin 2010

Société Innovatech du Grand Montréal

Bilan

Au 31 mars

	2010	2009
ACTIF		
Encaisse	27 171 \$	69 772 \$
Placements temporaires (note 4)	5 082 596	5 750 792
Placements (note 5)	9 437 764	9 227 256
Autres éléments d'actif	37 298	55 722
	14 584 829 \$	15 103 542 \$
PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Passif		
Charges à payer (note 6)	31 537 \$	86 342 \$
Emprunt (note 5)	9 437 764	9 227 256
	9 469 301	9 313 598
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions (note 7)	232 948 000	232 948 000
Déficit cumulé	(227 832 472)	(227 158 056)
	5 115 528	5 789 944
	14 584 829 \$	15 103 542 \$

Engagements d'investissement (note 11)

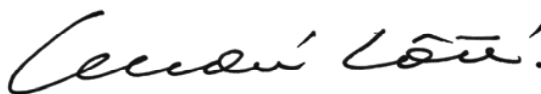
Éventualité (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Pierre-B. Lafrenière

Président du conseil
d'administration


André Côté

Administrateur

Société Innovatech du Grand Montréal

Résultats, résultat étendu et déficit cumulé

De l'exercice terminé le 31 mars

	2010	2009
Produits		
Revenus d'intérêts sur les placements	472 517 \$	452 448 \$
Revenus d'intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires	10 398	122 448
Autres revenus	6 984	-
	489 899	574 896
Charges d'investissement		
Honoraires de gestion de placements	3 363	13 415
Perte (gain) de change	504 889	(476 281)
Frais d'intérêts	472 722	452 450
	980 974	(10 416)
Charges de fonctionnement		
Services professionnels et contractuels	3 117	18 893
Honoraires de service administratif - Entité apparentée sous contrôle commun	139 284	136 553
Assurances	37 796	46 090
Frais de bureau	3 144	2 820
	183 341	204 356
Bénéfice net (perte nette) et résultat étendu	(674 416)	380 956
Déficit cumulé au début	(227 158 056)	(227 539 012)
Déficit cumulé à la fin	(227 832 472) \$	(227 158 056) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Grand Montréal

Flux de trésorerie

De l'exercice terminé le 31 mars

	2010	2009
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	(674 416) \$	380 956 \$
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :		
Autres éléments d'actif	18 424	234
Charges à payer	(54 805)	13 134
	(710 797)	394 324
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition de placements	(333 660)	(654 445)
Produit de disposition de placements	123 152	279 548
	(210 508)	(374 897)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Emprunt	333 660	654 445
Remboursement de l'emprunt	(123 152)	(279 548)
	210 508	374 897
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(710 797)	394 324
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	5 820 564	5 426 240
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	5 109 767 \$	5 820 564 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	27 171 \$	69 772 \$
Placements temporaires	5 082 596	5 750 792
	5 109 767 \$	5 820 564 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Grand Montréal

Notes complémentaires

Au 31 mars 2010

1. Statuts constitutifs et nature des activités

La Société Innovatech du Grand Montréal est une personne morale de droit public constituée en vertu du chapitre 33 des lois de 1992 et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (L.R.Q., c.S-17.2.0.1).

Compte tenu de la vente de la quasi-totalité de ses placements en mars 2005, les activités de la Société se résument maintenant à la détention passive de placements dans des sociétés en commandite pour le compte d'une autre société.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. Conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice, ainsi que sur la présentation de divers renseignements connexes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers de l'exercice futur concerné.

Modifications de normes comptables

Informations à fournir sur la juste valeur - modifications au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers - informations à fournir »

En juin 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a modifié le chapitre 3862 afin d'améliorer les informations à fournir au sujet des évaluations à la juste valeur et du risque de liquidité rattaché aux instruments financiers.

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

Niveau 1 - Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de créance, les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif;

Niveau 2 - Techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créance ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières;

Niveau 3 - Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, compte tenu de la nature des instruments financiers.

Société Innovatech du Grand Montréal*Classement et évaluation des instruments financiers*

Les instruments financiers, autres que les placements détenus par une société de placements et à l'exception de certaines exclusions prévues au chapitre 3855, doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. La norme permet aux entités de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur; les gains et pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leurs contrats hôtes et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte. Aux 31 mars 2010 et 2009, la Société ne détenait aucun contrat ni instrument financier en cours comportant des dérivés incorporés qui nécessitent d'être séparés.

La juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires; la meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché.

Lorsqu'il est disponible, la Société utilise le cours du marché (cours acheteur / vendeur) pour évaluer la juste valeur des instruments financiers. Lorsqu'il n'existe pas de marché ou que ceux-ci ne sont pas considérés comme assez liquides, la Société détermine la juste valeur au moyen de techniques d'évaluation faisant appel, autant que possible, à des données observées sur le marché. Ces techniques d'évaluation comprennent notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les modèles d'évaluation et d'autres méthodes d'évaluation couramment utilisées sur le marché.

La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs financiers disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas du résultat net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur qui est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus d'intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires » de l'état des résultats.

Placements

Les placements sont effectués sous forme de parts de sociétés en commandite et de prêts. Les placements sous forme de parts de sociétés en commandite sont classés dans la catégorie des actifs détenus jusqu'à l'échéance, compte tenu d'un contrat dérivé existant entre la Société et l'acheteur qui prévoit que, à la fin du contrat en mars 2015, l'acheteur rachète les placements de la Société à leur valeur comptable.

Les prêts sont classés dans la catégorie des prêts et créances. Les revenus d'intérêts correspondants sont présentés sous la rubrique « Revenus d'intérêts sur les placements » de l'état des résultats.

Emprunt

L'emprunt est classé dans la catégorie des autres passifs financiers.

Société Innovatech du Grand Montréal*Charges à payer*

Les charges à payer sont classées dans la catégorie des autres passifs financiers. La juste valeur des autres passifs est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges libellés en devises sont, pour leur part, convertis en dollars canadiens selon le taux de change moyen mensuel en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés sous la rubrique « Perte (gain) de change » de l'état des résultats.

3. Modifications futures aux conventions comptable en raison de normes comptables qui seront adoptées par la Société*Normes internationales d'information financière*

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* – IFRS). Ainsi, la Société a fait le choix d'effectuer un passage vers un ensemble unique de normes reconnues mondialement qui remplaceront les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces normes doivent être appliquées par la Société au plus tard le 1^{er} avril 2011.

4. Placements temporaires

	2010	2009
Certificats de dépôt, de 0,11 % à 0,22 %, échéant en avril 2010	5 082 596 \$	5 659 668 \$
Fonds de bons du Trésor	-	91 124
	5 082 596 \$	5 750 792 \$

5. Placements

	2010	2009
Placements dans des sociétés en commandite	9 437 764 \$	9 227 256 \$

En mars 2005, la Société Innovatech du Grand Montréal a vendu la quasi-totalité de ses placements à long terme. Compte tenu de restrictions applicables à la cession de certains placements dans le portefeuille de la Société, sept titres de participations dans des sociétés en commandite n'ont pu être vendus à l'acheteur. De plus, la Société détient d'autres placements sous forme de prêts dont la valeur comptable et la juste valeur sont nulles.

Afin de transférer à l'acheteur le risque de juste valeur et de devise des placements dans les sociétés en commandite, un contrat dérivé a été conclu avec ce dernier. Entre autres, le contrat prévoit le paiement par l'acheteur d'un montant correspondant à un intérêt fixe de 5% sur les placements, payable trimestriellement. Également, à l'expiration du contrat en mars 2015, celui-ci prévoit que l'acheteur rachète les placements de la Société à leur valeur comptable.

De plus, la Société a contracté auprès de l'acheteur un emprunt portant intérêt au taux annuel fixe de 5%, payable trimestriellement. Des montants supplémentaires seront prêtés par l'acheteur si des montants doivent être investis par la Société sous forme d'apports de capitaux dans les sociétés en commandite conservées. L'emprunt sera remboursé en partie à même les montants reçus par la Société à l'égard des distributions provenant des sociétés en commandite. L'emprunt est remboursable au plus tard en mars 2015.

Compte tenu du contrat entre la Société et l'acheteur, bien que la juste valeur des placements et de l'emprunt soit de 4 367 102 \$, aucune dépréciation n'est comptabilisée étant donné que le règlement de ceux-ci se fera à la valeur comptable à l'échéance. De plus, c'est l'acheteur, et non la Société, qui est le bénéficiaire de la plus-value ou de la moins-value. La juste valeur des parts dans les sociétés en commandite de 4 367 102 \$ est basée sur les états financiers vérifiés de ces sociétés à leurs dates de fin d'exercice et ajustée des opérations importantes de ces dernières pendant la période de décalage s'il y a lieu qui, à titre de sociétés de placement, sont évaluées à la juste valeur.

6. Charges à payer

	2010	2009
Charges à payer ⁽¹⁾	37 432 \$	39 360 \$
Somme à payer	(5 895)	46 982
	31 537 \$	86 342 \$

(1) Y compris une somme de 37 432 \$ due à une entité apparentée sous contrôle commun au 31 mars 2010 (36 698 \$ au 31 mars 2009).

7. Capital-actions

La Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 350 000 000 \$.

	2010	2009
Autorisé :		
3 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé :		
2 329 480 actions ordinaires	232 948 000 \$	232 948 000 \$

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

8. Informations concernant le capital

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué de l'avoir de l'actionnaire. Au 31 mars 2010, l'avoir de la Société a un solde de 5 115 528 \$ (solde de 5 789 944 \$ au 31 mars 2009).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

9. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. En cette matière, un contrat dérivé a été conclu tel qu'expliqué à la note 5.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

La Société détient des prêts ayant une juste valeur nulle à la suite de la détérioration de la situation économique des entités concernées.

Risques de marché

Ces risques comprennent le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers. Les activités de la Société sont peu influencées par le risque de taux d'intérêt et le risque lié aux marchés boursiers.

Risque de devise

La Société a investi certaines sommes en devises, soit le dollar américain. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations de taux de change. Au 31 mars 2010, l'encaisse et les placements temporaires libellés en dollars américains et convertis en dollars canadiens représentent 2 100 798 \$ (2 644 929 \$ au 31 mars 2009). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer le risque de fluctuation du taux de change sur ces éléments. Le contrat dérivé prévoit des dispositions afin de gérer le risque de devise dans les placements dans des sociétés en commandite entre la Société et l'acheteur tel que mentionné à la note 5.

Société Innovatech du Grand Montréal

En considérant les données citées ci-haut au 31 mars 2010 et en assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une dépréciation ou une appréciation de 5% de la devise canadienne par rapport à la devise américaine résulterait en une diminution ou une augmentation du bénéfice net de l'ordre de 105 040 \$ relativement au risque de devise basé sur le dollar américain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. Le contrat dérivé prévoit des dispositions afin de gérer les liquidités entre la Société et l'acheteur tel que mentionné à la note 5.

Les charges à payer sont payables dans les 30 jours. La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

10. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. Engagements d'investissement

Les engagements de la Société envers les sociétés en commandite sont de 1 052 794 \$ au 31 mars 2010 (1 333 771 \$ au 31 mars 2009), lesquels seront assumés par l'acheteur en vertu du contrat dérivé conclu avec celui-ci.

12. Éventualité

Une poursuite judiciaire est actuellement en cours contre la Société et les autres partenaires impliqués dans un placement pour un montant maximum de 1 886 343 \$. L'action en dommages intentée par la partie adverse implique conjointement et solidairement les parties. À la date de la préparation des états financiers, la Société n'est pas en mesure d'évaluer l'issue de cette poursuite ni les impacts financiers pouvant en découler, le cas échéant.

Rapport du vérificateur

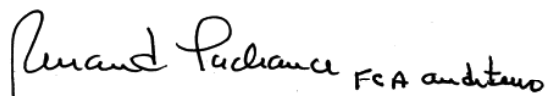
Au Ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de la Société Innovatech du Sud du Québec au 31 mars 2010, l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de Société Innovatech du Sud du Québec au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 30 juin 2010

Société Innovatech du Sud du Québec

Bilan

Au 31 mars

	2010	2009
ACTIF		
Encaisse	28 819 \$	2 964 493 \$
Placement temporaire, acceptation bancaire, 0,22 %, échéant en avril 2010	4 701 687	510 360
Placements (note 4)	8 407 673	9 071 658
Somme à recevoir d'une société sous contrôle commun, sans intérêt ni modalités de remboursement	-	1 178 695
Frais payés d'avance	1 669	188
Autres éléments d'actif	359	2 830
	13 140 207 \$	13 728 224 \$
PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Passif		
Somme à payer à une entité apparentée sous contrôle commun	22 130 \$	- \$
Charges à payer	-	20 755
Frais courus à payer	-	2 000
	22 130	22 755
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions (note 5)	55 500 800	55 500 800
Déficit cumulé	(42 382 723)	(41 795 331)
	13 118 077	13 705 469
	13 140 207 \$	13 728 224 \$

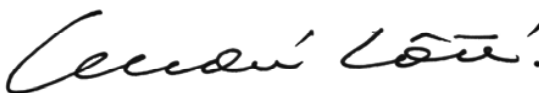
Éventualités (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Pierre-B. Lafrenière
Président du conseil
d'administration



André Côté
Administrateur

Société Innovatech du Sud du Québec**Résultats, résultat étendu et déficit cumulé**

De l'exercice terminé le 31 mars

	2010	2009
Produits		
Revenus d'intérêts	27 595 \$	240 742 \$
Gains réalisés sur dispositions de placements	-	11 621
	27 595	252 363
Charges d'investissement		
Pertes réalisées sur disposition de placements	-	42 214
Variation des moins-values non réalisées sur les placements	524 233	33 286
	524 233	75 500
Charges de fonctionnement		
Services professionnels et contractuels	7 975	67 629
Honoraires de service administratif - Entité apparentée sous contrôle commun	77 887	5 858
Publicité et promotion	-	100
Déplacements et développement des affaires	-	1 236
Assurances	8 779	55 606
Loyer	-	20 989
Téléphonie et messagerie	-	2 476
Formation	-	3 238
Traitements et avantages sociaux	(328)	325 442
Frais de bureau	2 622	3 262
Créances douteuses	(6 464)	-
Frais bancaires	283	1 151
Perte sur dispositions d'immobilisation corporelles	-	2 444
Amortissement des immobilisations corporelles	-	1 894
	90 754	491 325
Perte nette et résultat étendu	(587 392)	(314 462)
Déficit cumulé au début	(41 795 331)	(41 480 869)
Déficit cumulé à la fin	(42 382 723) \$	(41 795 331) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Sud du Québec

Flux de trésorerie

De l'exercice terminé le 31 mars

	2010	2009
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Perte nette	(587 392) \$	(314 462) \$
Ajustements pour :		
Variation des moins-values non réalisées sur les placements	524 233	33 286
Amortissement des immobilisations corporelles	-	1 894
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	2 444
Gains réalisés sur dispositions de placements	-	(11 621)
Pertes réalisées sur dispositions de placements	-	42 214
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :		
Somme à recevoir d'une société sous contrôle commun	1 178 695	(1 178 695)
Produits de disposition à recevoir	-	1 843 670
Frais payés d'avance	(1 481)	9 390
Autres éléments d'actif	2 471	36 166
Somme à payer à une entité apparentée sous contrôle commun	22 130	-
Charges et frais courus à payer	(22 755)	(25 052)
	1 115 901	439 234
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition de placements	-	(9 828 357)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	-	4 423
Recouvrement de prêts et débentures	139 752	133 163
Retrait de capital dans la société en commandite	-	1 178 695
Produit de disposition de placements	-	112 824
	139 752	(8 399 252)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 255 653	(7 960 018)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	3 474 853	11 434 871
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	4 730 506 \$	3 474 853 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	28 819 \$	2 964 493 \$
Placement temporaire	4 701 687	510 360
	4 730 506 \$	3 474 853 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech du Sud du Québec

Notes complémentaires

Au 31 mars 2010

1. Statuts constitutifs et nature des activités

La Société Innovatech du Sud du Québec est une personne morale de droit public constituée en vertu du chapitre 19 des lois de 1995 et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec (L.R.Q. chapitre S-17.2.2). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à relever la capacité d'innovation technologique sur le territoire décrit à l'annexe A de sa loi constitutive, soit l'ensemble des territoires des organismes municipaux constituant la partie sud de la province de Québec et d'améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme étant une société de placement, plus précisément comme un organisme de capital de risque, c'est-à-dire que ses engagements d'investissement sont pris sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

La Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu en vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice, ainsi que sur la présentation des divers renseignements connexes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers de l'exercice futur concerné.

Modifications de normes comptables

Informations à fournir sur la juste valeur - modifications au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers - informations à fournir »

En juin 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a modifié le chapitre 3862 afin d'améliorer les informations à fournir au sujet des évaluations à la juste valeur et du risque de liquidité rattaché aux instruments financiers.

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

Niveau 1 - Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de créance, les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif;

Niveau 2 - Techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créance ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières;

Niveau 3 - Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, puisqu'elles visent spécifiquement l'information à fournir. Ces informations sont présentées à la note 4

Classement et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers, autres que les placements détenus par une société de placements et à l'exception de certaines exclusions prévues au chapitre 3855, doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. Il est aussi permis de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement au résultat net, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur; les gains et pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leurs contrats hôtes et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte. Aux 31 mars 2010 et 2009, la Société ne détenait aucun contrat ni instrument financier en cours comportant des dérivés incorporés qui nécessitent d'être séparés.

La juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires; la meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché.

La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs financiers disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas du résultat net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur qui est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus d'intérêts » de l'état des résultats.

Placements

La Société est une société de placement au sens de la note d'orientation n° 18 concernant la comptabilité des sociétés de placement de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, intitulée « Société de placement (NOC-18) ».

En conformité avec cette note d'orientation, les placements ont été établis à leur juste valeur, c'est-à-dire le montant de la contrepartie dont conviendraient, à la date des états financiers, des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La valeur de réalisation des placements pourrait varier de façon importante par rapport à la juste valeur à la suite de changements dans les conditions du marché.

Les placements se composent de parts dans une société en commandite ainsi que d'une débenture d'une société privée. La juste valeur des parts dans la société en commandite est basée sur les états financiers vérifiés de cette société au 31 décembre et ajustée des opérations importantes de cette dernière pendant la période de décalage qui, à titre de société de placement, est évaluée à la juste valeur.

La juste valeur de la débenture est établie selon les techniques d'évaluation sur le marché. Les hypothèses significatives prises en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Société Innovatech du Sud du Québec

Autres passifs financiers

La charge à payer à une entité apparentée sous contrôle commun est classée dans la catégorie des autres passifs. Sa juste valeur est considérée équivalente à sa valeur comptable en raison de son échéance à court terme.

3. Modifications des normes comptables futures

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* – IFRS). Ainsi, la Société devra effectuer un passage vers un ensemble unique de normes reconnues mondialement qui remplaceront les principes comptables généralement reconnus du Canada. De plus, la Société a fait le choix, tel que proposé en mai 2010 par le Conseil des normes comptables du Canada, pour les sociétés qui appliquent actuellement la note d'orientation n° 18, de continuer d'appliquer les normes canadiennes actuelles de la partie V du Manuel de l'ICCA - Comptabilité jusqu'à l'exercice ouvert le 1er avril 2012. Par la suite, la Société appliquera les IFRS.

4. Placements

	2010	2009
Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C. (13,1 % des parts émises aux 31 mars 2010 et 2009)	8 331 286 \$	8 855 519 \$
Débuture, 12%, échéant en septembre 2010	76 387	216 139
	8 407 673 \$	9 071 658 \$

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux énumérés dans les conventions comptables sur les «modifications de normes comptables».

Les placements comptabilisés à la juste valeur au bilan totalisant 8 407 673\$ au 31 mars 2010 (9 071 658\$ au 31 mars 2009) sont de niveau 3 selon la hiérarchie d'évaluation.

5. Capital-actions

En vertu de la Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec (L.R.Q. chapitre S-17.2.2), la Société est dotée d'un fonds social autorisé de 100 000 000\$.

	2010	2009
Autorisé :		
1 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 100\$ chacune		
Émis et payé :		
555 008 actions ordinaires	55 500 800 \$	55 500 800 \$

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

6. Informations concernant le capital

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué de l'avoir de l'actionnaire. Au 31 mars 2010, l'avoir de la Société a un solde de 13 118 077 \$ (solde de 13 705 469 \$ au 31 mars 2009).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

7. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Risques de marché

Ces risques comprennent le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers. Les activités de la Société sont peu influencées par ces risques.

La société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice varie de 0,20 % à 0,23 %. Les échéances de ces placements étaient de 1 jour à 43 jours.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités vise à garantir l'accès à des fonds en temps opportun et de façon optimale.

La charge à payer à une entité apparentée sous contrôle commun est payable dans les 30 jours.

La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

8. Opérations entres apparentés

En plus des opérations entre apparentées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

9. Éventualités

Lors d'une transaction de vente d'un placement, la Société s'est portée garante jusqu'en juin 2011 contre d'éventuelles réclamations de l'acquéreur pour un montant maximal de 250 000\$. Les probabilités que la Société doive assumer cette responsabilité sont indéterminables car il s'agit de poursuites éventuelles qui peuvent survenir auprès de cette entreprise, provenant des clients, des sous-contractants ou tout autre personne reliée à celle-ci.

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2009 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2010.



SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que des estimations et jugements importants. Les renseignements financiers divulgués dans les autres chapitres du rapport annuel d'activités correspondent en tout point à l'information contenue dans les états financiers.

Afin de s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens de la Société sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et au moment opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent. À ce titre, le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2010.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Son rapport expose la nature et l'étendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Chantal Brunet
Présidente-directrice générale par intérim

Josée Tremblay, CA
Consultante externe

Québec, le 11 juin 2010



RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches au 31 mars 2010 et l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 11 juin 2010



SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

RÉSULTATS, RÉSULTAT ÉTENDU ET DÉFICIT CUMULÉ

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

PRODUITS

Produits des placements	289 557 \$	497 675 \$
Intérêts sur dépôts à vue et placements temporaires	167 600	475 259
Honoraires de gestion et autres revenus	15 916	-
Gains matérialisés sur disposition de placements	1 230 688	47 564
Variation des plus-values non matérialisées	1 294 223	1 551 143
Plus-values non matérialisées sur les placements BTAA (note 5)	903 238	-
Gains sur disposition d'immobilisation	75	-
	3 901 297	2 571 641

CHARGES

Charges de fonctionnement :

Traitements et avantages sociaux	448 499	369 410
Services professionnels et contractuels	74 138	75 886
Loyers	98 435	98 488
Publicité et promotion	747	828
Déplacements et développement des affaires	24 424	23 209
Frais de bureau	53 228	57 917
Communications	8 734	11 532
Amortissement des immobilisations corporelles	20 615	21 071
	728 820	658 341

Autres charges :

Créances douteuses	14 475	89 608
Pertes matérialisées sur disposition de placements	25 067 512	5 056 277
Perte (gain) de change net(te)	182 064	(427 842)
Moins values non matérialisées sur placements BTAA (note 5)	-	2 194 687
Variation des moins-values non matérialisées	(26 884 554)	(1 419 829)
	(1 620 503)	5 492 901
	(891 683)	6 151 242

BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) ET RÉSULTAT ÉTENDU	4 792 980 \$	(3 579 601) \$
--	---------------------	-----------------------

DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT	(89 754 986)	(86 175 385) \$
--------------------------------	---------------------	------------------------

DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN	(84 962 006) \$	(89 754 986) \$
--------------------------------	------------------------	------------------------

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



RAPPORT ANNUEL AU 31 MARS 2010

BILAN

AU 31 MARS 2010

	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	12 260 233 \$	8 627 086 \$
Créances (note 4)	70 416	52 601
Frais payés d'avance	30 587	27 611
	12 361 236	8 707 198
Placements – billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (note 5)	5 042 114	4 279 094
Placements (notes 6 et 14)	24 544 060	24 067 533
Immobilisations corporelles (note 7)	20 930	24 905
	41 968 340 \$	37 078 730 \$
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	147 250 \$	50 620 \$
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 8 et 9)	126 783 096	126 783 096
Déficit cumulé	(84 962 006)	(89 754 986)
	41 821 090	37 028 110
	41 968 340 \$	37 078 730 \$

ENGAGEMENTS (note 12)**ÉVENTUALITÉ** (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fernand Labrie, président du conseil d'administration

Chantal Brunet, présidente-directrice générale par intérim



SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Bénéfice net (Perte nette)	4 792 980 \$	(3 579 601) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Intérêts capitalisés sur les placements	(80 000)	(89 959)
Gains matérialisés sur disposition de placements	(1 230 688)	(47 564)
Variation des plus-values non matérialisées	(1 294 223)	(1 551 143)
Amortissement des immobilisations corporelles	20 615	21 071
Pertes matérialisées sur disposition de placements	25 067 512	5 056 277
Perte (gain) de change	121 349	(233 218)
Provision pour perte sur placements BTAA	-	2 194 687
Plus-values non matérialisées sur placements BTAA (note 5)	(903 238)	-
Gains sur disposition d'immobilisations	(75)	-
Variation des moins-values non matérialisées	(26 884 554)	(1 419 829)
	(390 322)	350 721
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 10)	75 739	43 331
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(314 583)	394 052

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Disposition de placements BTAA	18 869	616 867
Acquisition de placements	(1 266 724)	(960 022)
Recouvrement de débentures, prêts, contributions remboursables et avances	843 497	1 182 745
Produit de disposition de placements	4 368 653	368 110
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	75	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(16 640)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	3 947 730	1 207 700

AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	3 633 147	1 601 752
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	8 627 086	7 025 334
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	12 260 233 \$	8 627 086 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010

1. CONSTITUTION ET MISSION

La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une personne morale de droit public instituée en vertu du chapitre 80 des lois de 1993, et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (L.R.Q. chapitre S-17.4). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme étant une société de placement, au sens de la note d'orientation 18 (NOC-18) – Société de placement du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Qualifiée d'organisme de capital de risque, la Société prend des engagements d'investissement sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

La Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu en vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

Faisant suite au *Discours sur le budget 2004-2005* prononcé par le ministre des Finances du Québec le 30 mars 2004, le ministre du Développement économique et régional et de la Recherche a indiqué, le 6 avril 2004, que la Société serait transformée en société en commandite disposant d'un capital mixte public-privé. À ce jour, aucune annonce officielle n'a encore été faite quant à cette transformation.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principales estimations sont relatives à l'évaluation de la juste valeur des placements. Si les circonstances ou la conjoncture économique qui sous-tendent ces estimations viennent à changer, cela pourrait modifier les jugements posés par la direction. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Conversion de devises

Les éléments d'actif ou de passif monétaire sont convertis au cours de change à la date du bilan. Les autres éléments d'actif ou passif sont convertis au cours d'origine. Les produits libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou pertes de change sont inclus aux résultats.



2. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Constatation des produits

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération et les produits en découlant sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains ou pertes matérialisés sur disposition de placements sont constatés au moment où ils sont réalisés en se basant sur le coût.

Instruments financiers

i) Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur à la date de transaction.

ii) Classification et évaluation ultérieure :

L'encaisse est classée à titre d'« Actifs détenus à des fins de transactions » et est évaluée à la juste valeur. Les variations de la juste valeur et les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats, le cas échéant.

Les créances sont classées dans la catégorie « Prêts et créances » et sont évaluées au coût après amortissement en utilisant la méthode de l'amortissement au taux d'intérêt effectif. Les produits d'intérêts et les coûts de transaction afférents sont comptabilisés aux résultats.

Les charges à payer et frais courus sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués au coût après amortissement en utilisant la méthode de l'amortissement au taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats.

iii) Juste valeur des instruments financiers :

La juste valeur représente la valeur estimative sur laquelle des parties agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence pourraient s'entendre pour échanger des instruments financiers.

La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

iv) La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas de la perte nette.



2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Placements

En vertu de la NOC-18, tous les placements sont évalués à la juste valeur.

a) Titres de participation

La juste valeur des titres de participation cotés à une bourse reconnue est déterminée selon le cours acheteur de la bourse à la date du bilan. Lorsque les titres ne sont pas cotés à une bourse reconnue, ou lorsque exceptionnellement le cours de la bourse ne reflète pas adéquatement la juste valeur des titres, ceux-ci sont évalués selon des méthodes d'évaluation appropriées telles la référence à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, l'analyse de ratios portant sur des entreprises comparables ou l'actualisation des flux monétaires libres, en s'appuyant sur des observations et sur des hypothèses raisonnables et en tenant compte de tous les facteurs pouvant avoir un impact significatif sur la juste valeur. Les participations dans des fonds d'investissement sont évaluées en fonction de la juste valeur établie par leur commandité respectif.

b) Titres de dette

La juste valeur des prêts et avances est déterminée par l'actualisation des flux monétaires futurs à un taux reflétant le niveau de risque actuel de chacun des titres. La juste valeur ainsi déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables sur les flux monétaires anticipés et sur le taux d'intérêt du marché pour des ententes ayant des conditions et des échéances similaires.

La majorité des titres détenus ne peuvent être facilement négociés dû à l'absence de marché. La juste valeur établie repose donc largement sur l'utilisation d'hypothèses et ne peut être interprétée comme la valeur de réalisation à laquelle donnerait lieu une disposition immédiate des titres.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût d'acquisition et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile prévue suivantes :

Améliorations locatives	4 ans
Équipement de bureau	4 ans
Équipement et matériel informatique	3 ans
Mobilier	6 ans

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. Au 31 mars 2009 et 2010, aucune perte de valeur n'a été constatée.



3. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES ADOPTÉES

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) a publié le CPN-173 intitulé « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers ». Selon ce CPN, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des passifs financiers et des actifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'adoption de ce CPN n'a eu aucune incidence significative sur l'évaluation des actifs et passifs financiers de la Société.

Instrument financiers – Informations à fournir

En juin 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés « ICCA » a modifié le chapitre 3862 « Instruments financiers – Information à fournir ». Ces modifications requièrent le classement des évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser ces évaluations. En outre, les modifications prévoient des informations additionnelles à fournir sur la nature et l'ampleur du risque de liquidité qui se rattache aux instruments financiers auxquels l'entité est exposée. Ces modifications n'affectent pas la façon dont la Société détermine la juste valeur des instruments financiers, mais exigent une divulgation accrue. Puisque les modifications ne concernent que les exigences de divulgation, elles n'ont pas eu d'incidence sur les résultats ou la situation financière de la Société.

L'information est donc présentée à la note 14e).

Le tableau ci-dessous classe les évaluations à la juste valeur des actifs et des passifs selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : Prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : Données observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix).
- Niveau 3 : Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

4. CRÉANCES

Intérêts à recevoir sur les placements incluant une provision pour créances douteuses de 14 475 \$ (89 608 \$ en 2009)	33 551 \$	49 912 \$
<u>Autres recevables</u>	<u>36 865</u>	<u>2 589</u>
	70 416 \$	52 501 \$



5. PLACEMENTS – Billets à terme adossés à des actifs (BTAA)

Depuis le mois de juillet 2007, la Société détient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non garantis par des banques.

Le 23 décembre 2007, le Comité pancanadien des investisseurs a approuvé une proposition d'entente visant à restructurer les séries liées au PCAA émis par 20 fiducies.

Le 25 avril 2008, les détenteurs de PCAA ont voté en faveur du plan de restructuration. La mise en oeuvre de celui-ci a été finalisée le 21 janvier 2009.

Conformément au plan de restructuration, le PCAA concerné a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable à plus long terme assortis d'échéances conçus pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents. Ces nouveaux billets sont désignés BTAA. Le plan prévoyait aussi, dans certains cas, le regroupement de certains actifs de même que la création de nouvelles facilités de financement de marge pour soutenir tout appel de garantie qui pourrait se produire.

Les séries du BTAA concerné ont été regroupées dans des véhicules d'actifs cadres nouvellement formés (VAC1, VAC2 et VAC3). La Société a choisi d'adhérer au VAC2 et n'est sujet à aucun appel de marge pouvant survenir dans le futur.

Le 21 janvier 2009, à la suite de la restructuration du PCAA, la Société a reçu des billets de VAC2 dont la valeur nominale totale s'établit à 6 451 710 \$ en date du 31 mars 2010.

La Société a reçu une combinaison de billets de catégories A-1, A-2, B et C assortis d'une échéance prévue au plus tard en juillet 2056. Toutefois, il est estimé que la majorité de ces billets soient remboursés en 2016. De plus, la Société a reçu un billet de catégorie 13 dont les actifs sous-jacents ont été inadmissibles au plan de restructuration et ont une échéance en mars 2014.

Une séquence de subordination est imbriquée dans les billets : les billets C sont subordonnés aux billets B, les billets B le sont aux billets A-2 et les billets A-2 le sont aux billets A-1. Cette structure en cascade vise à ce que les tranches subordonnées absorbent les premières pertes de façon à immuniser les tranches supérieures. En raison de la structure en cascade, ce sont les billets C et B qui absorbent les plus grandes baisses de valeur. En décembre 2008, DBRS a émis la cote A aux billets A-1 et A-2, mais n'a pas fourni de notation de crédit pour les billets B, C et 13. En août 2009, DBRS a révisé la cote des billets A-2, la faisant passer de A à BBB (Low).

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de BTAA, la Société a déterminé, conformément aux directives de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, les justes valeurs au moyen de techniques d'évaluation basées sur des hypothèses découlant de l'information disponible au 31 mars 2010.

La Société est d'avis que l'estimation des justes valeurs comptabilisées est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2010. Néanmoins, ces justes valeurs sont établies en fonction de l'information disponible à ce jour, de l'appréciation par la Société de la conjoncture des marchés financiers et d'hypothèses et probabilités. En conséquence, les justes valeurs présentées peuvent varier de façon importante au cours des périodes ultérieures. Les changements possibles qui pourraient avoir une incidence importante sur la valeur future du BTAA comprennent des changements à la valeur des actifs sous-jacents, l'évolution de la liquidité du marché du BTAA et les impacts du ralentissement économique sévère et prolongé.



SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

5. PLACEMENTS – Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (suite)**BTAA soumis au plan de restructuration**

Billet A-1	5 781 587 \$	1 651 818 \$	4 129 769 \$	15 juillet 2056	AB - 0,5 %	A
Billet A-2	293 525	124 656	168 869	15 juillet 2056	AB - 0,5 %	BBB(Low)
Billet B	53 283	32 903	20 380	15 juillet 2056	AB - 0,5 %	-
Billet C	190 114	190 114	-	15 juillet 2056	AB + 20 %	-
Billet AI 13	163 201	98 569	34 632	20 mars 2014	AB + 11 %	-
	6 451 710 \$	2 098 060 \$	4 353 650 \$			

BTAA exclus du plan de restructuration

Superior Trust	1 075 725 \$	387 261 \$	688 464 \$	28 septembre 2016	AB +0,35 %	A(Low)
TOTAL	7 527 435 \$	2 485 321 \$	5 042 114 \$			

* AB : Acceptation bancaire

6. PLACEMENTS

Actions ordinaires		
sociétés privées	4 602 557 \$	6 133 525 \$
sociétés publiques	11 068 902	6 340 651
Titres convertibles en actions ordinaires		
Actions privilégiées	4 557 950	5 662 710
Débentures et prêts (note 14b)		
échéant de 2010 à 2011	550 000	1 072 500
Titres non convertibles		
Actions privilégiées	2 543 326	2 543 326
Débentures et prêts (note 14b)		
échéant de 2010 à 2013	965 705	1 787 545
Contributions remboursables (note 14b)		
échéant en 2011	255 620	527 276
	24 544 060 \$	24 067 533 \$

Les intérêts capitalisés au cours de l'exercice s'élèvent à un montant de 80 000 \$ (2009: 89 959 \$).



7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Améliorations locatives	55 703 \$	50 333 \$	5 370 \$	19 295 \$
Équipement de bureau	15 960	15 347	613	499
Équipement et matériel informatique	81 868	67 270	14 598	4 294
Mobilier	135 791	135 442	349	817
	289 322 \$	268 392 \$	20 930 \$	24 905 \$

8. CAPITAL-ACTIONS

La Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 150 000 000 \$, lequel est divisé en 1 500 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune.

Toutes les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2010, aucune nouvelle action n'a été émise.

Autorisé :

1 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale
de 100 \$ chacune

Émis et payé :

1 267 830 actions ordinaires	126 783 096 \$	126 783 096 \$
------------------------------	----------------	----------------

9. GESTION DU CAPITAL

La Société gère son capital, lequel est composé des capitaux propres, de manière à s'assurer que celui-ci soit suffisant pour son fonctionnement et pour permettre de réaliser ses actifs tout en maximisant le rendement pour son actionnaire unique, le gouvernement du Québec.

La Société structure son capital en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et n'est soumis à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital autre que celle décrite à la note 8.



SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

10. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE LIÉS À L'EXPLOITATION

Créances	(17 915) \$	81 797 \$
Frais payés d'avance	(2 976)	(5 901)
Charges à payer et frais courus	96 630	(32 565)
	75 739 \$	43 331 \$

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

12. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2010, les engagements de la Société relatifs au soutien financier des initiatives s'élevaient à 415 257 \$ (274 431 \$ au 31 mars 2009).

Les engagements relatifs au soutien financier des initiatives représentent les investissements autorisés par le conseil d'administration de la Société qui n'avaient pas été déboursés au 31 mars 2010. Suivant certains événements, ces montants pourraient ne pas être versés.

13. ÉVENTUALITÉ

En juin 2006, une poursuite fut déposée contre la Société. Cette requête visait principalement le paiement de dommages-intérêts pour une somme maximale de 930 000 \$. Au 31 mars 2010, ce dossier a été réglé et la Société n'a dû verser aucune somme.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.



14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

b) Risques de crédit et de fluctuation de prix

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit.

Le risque de crédit provient de la possibilité que la contrepartie à l'opération ne respecte pas ses engagements et le risque de fluctuation des prix est lié à la fluctuation de la valeur du titre détenu. La Société investit dans des sociétés qui occupent une position concurrentielle prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Elle est toutefois exposée aux conditions économiques affectant les secteurs dans lesquels elle exerce ses activités.

Au 31 mars 2010, la concentration des investissements se répartit ainsi :

Sciences de la vie	15 %	18 %
Technologies avancées appliquées	37 %	42 %
Technologies de l'information	41 %	31 %
Autres fonds de capital de risque	6 %	9 %

La concentration la plus significative pour un même placement est de 25 % de la juste valeur des placements totaux (17 % au 31 mars 2009).

Les instruments financiers qui pourraient affecter la Société à une concentration de crédit et une fluctuation de prix se composent principalement de l'encaisse, des créances et des placements. L'encaisse est détenue dans une institution financière de premier ordre. Par conséquent, la direction estime que le risque de crédit lié à l'encaisse est minime. Les créances et les placements sont relatifs à des entreprises ayant fait l'objet d'une analyse approfondie lors de l'investissement initial. Par la suite, l'évolution des entreprises est analysée sur une base régulière et un suivi est effectué lorsque nécessaire. La direction ne croit pas être exposée à des risques de crédit et de fluctuation de prix supérieurs à la moyenne de son secteur d'activités.

c) Risque de taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sur les placements et le risque auquel la Société est exposée à l'égard des taux d'intérêt sont résumés dans le tableau qui suit :

Débetures et prêts convertibles en actions ordinaires			
échéant de 2010 à 2012	-	\$ 550 000	\$ 550 000
Débetures et prêts non convertibles en actions ordinaires			
échéant de 2011 à 2013	-	965 705	965 705
Contributions remboursables			
échéant en 2011	255 620	-	255 620
	255 620 \$	1 515 705 \$	1 771 325 \$

* Les taux d'intérêts varient de 10 % à 15 %



SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Les taux d'intérêts sur les débiteures et les prêts correspondent aux taux en vigueur sur le marché. Leur juste valeur marchande correspond à leur coût amorti. En assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une fluctuation à la hausse ou à la baisse de 1 % du taux d'intérêt sur une base annuelle résulterait en une diminution de la juste valeur marchande des débiteures et des prêts de 22 564 \$ et une augmentation de 23 556 \$.

d) Risque de devises

La Société a investi certaines sommes en devises, soit le dollar US. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations de taux de change. Au 31 mars 2010, l'actif net libellé en dollars US et converti en dollars canadiens représente 5 316 913 \$ (5 231 099 \$ au 31 mars 2009). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer les risques de fluctuation du taux de change.

En considérant les données citées ci-haut au 31 mars 2010 et en assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une dépréciation ou une appréciation de 5 % de la devise canadienne par rapport à la devise américaine résulterait en une diminution ou une augmentation de la perte nette de l'ordre de 265 846 \$ (2009 : 252 187\$) relativement au risque de devise basé sur le dollar américain.

e) Hiérarchie de l'évaluation de la juste valeur

Le tableau suivant présente la hiérarchie des évaluations à la juste valeur des instruments financiers selon leur niveau au 31 mars 2010.

	31 mars 2010	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Encaisse	12 260 233 \$	12 260 233 \$	- \$	- \$
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA)	5 042 114	-	-	5 042 114
Placements	24 544 060	11 068 899	-	13 475 161

Le tableau suivant présente l'évolution des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et évalués selon le niveau 3.

	Solde d'ouverture	Total des gains (pertes) comptabilisés en résultats	Achat	Vente	Solde de clôture
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA)	4 279 094 \$	781 889 \$	- \$	(18 869) \$	5 042 114 \$
Placements	17 254 379	(1 903 450)	1 266 724	(3 142 492)	13 475 161

Rapport du vérificateur

Au Ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de la Société Innovatech Régions ressources au 31 mars 2010, l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de Société Innovatech Régions ressources au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 20 juin 2010

Société Innovatech Régions ressources

Bilan

Au 31 mars

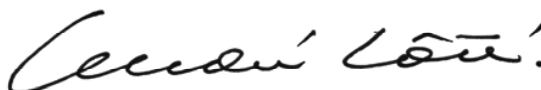
	2010	2009
ACTIF		
Encaisse	10 046 \$	19 946 \$
Placement temporaire, acceptation bancaire, 0,25 %, échéant en avril 2010	5 569 990	6 836 698
Placements (note 4)	18 730 064	19 909 501
Autres éléments d'actif	9 472	1 898
	24 319 572 \$	26 768 043 \$
PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Passif		
Charge à payer à une entité apparentée sous contrôle commun	20 932 \$	25 231 \$
Somme à payer à une entité apparentée sous contrôle commun	-	1 178 695
	20 932	1 203 926
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions (note 5)	51 250 000	51 250 000
Déficit cumulé	(26 951 360)	(25 685 883)
	24 298 640	25 564 117
	24 319 572 \$	26 768 043 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Pierre-B. Lafrenière
Président du conseil
d'administration



André Côté
Administrateur

Société Innovatech Régions ressources**Résultats, résultat étendu et déficit cumulé**

De l'exercice terminé le 31 mars

	2010	2009
Produits		
Revenus d'intérêts	16 769 \$	87 385 \$
Autres revenus	-	1 054
	16 769	88 439
Charges d'investissement		
Variation de la moins-value (plus-value) non réalisée sur les placements	1 179 437	(77 069)
	1 179 437	(77 069)
Charges de fonctionnement		
Services professionnels et contractuels	15 455	15 411
Honoraires de service administratif - Entité apparentée sous contrôle commun	77 886	76 360
Assurances	9 165	10 909
Autres charges	303	-
	102 809	102 680
Bénéfice net (perte nette) et résultat étendu	(1 265 477)	62 828
Déficit cumulé au début	(25 685 883)	(25 748 711)
Déficit cumulé à la fin	(26 951 360) \$	(25 685 883) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Régions ressources

Flux de trésorerie

De l'exercice terminé le 31 mars

	2010	2009
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	(1 265 477) \$	62 828 \$
Ajustement pour la variation de la moins-value (plus-value) non réalisée sur les placements	1 179 437	(77 069)
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :		
Autres éléments d'actif	(7 574)	12 242
Charge à payer à une entité apparentée sous contrôle commun	(4 299)	1 714
Somme à payer à une entité apparentée sous contrôle commun	(1 178 695)	1 178 695
	(1 276 608)	1 178 410
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Retrait de capital dans la société en commandite	-	2 651 236
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 276 608)	3 829 646
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	6 856 644	3 026 998
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	5 580 036 \$	6 856 644 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	10 046 \$	19 946 \$
Placement temporaire	5 569 990	6 836 698
	5 580 036 \$	6 856 644 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Société Innovatech Régions ressources**Notes complémentaires**

Au 31 mars 2010

1. Statuts constitutifs et nature des activités

La Société Innovatech Régions ressources est une personne morale de droit public constituée en vertu de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Régions ressources (L.R.Q. chapitre S-17.5). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme une société de placement, plus précisément comme un organisme de capital de risque, c'est-à-dire que ses engagements d'investissement sont pris sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État, et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. Conventions comptables*Utilisation d'estimations*

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice, ainsi que sur la présentation de divers renseignements connexes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers de l'exercice futur concerné.

*Modifications de normes comptables*Informations à fournir sur la juste valeur - modifications au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers - informations à fournir »

En juin 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a modifié le chapitre 3862 afin d'améliorer les informations à fournir au sujet des évaluations à la juste valeur et du risque de liquidité rattaché aux instruments financiers.

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

Niveau 1 - Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de créance, les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif;

Niveau 2 - Techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créance ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières;

Niveau 3 - Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, puisqu'elles visent spécifiquement l'information à fournir. Ces informations sont présentées à la note 4.

Société Innovatech Régions ressources

Classement et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers, autres que les placements détenus par une société de placements et à l'exception de certaines exclusions prévues au chapitre 3855, doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. Il est aussi permis de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur; les gains et pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leurs contrats hôtes et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte. Aux 31 mars 2010 et 2009, la Société ne détenait aucun contrat ni instrument financier en cours comportant des dérivés incorporés qui nécessitent d'être séparés.

La juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires; la meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché.

La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs financiers disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas du bénéfice net (perte nette).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur qui est considérée équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus d'intérêts » de l'état des résultats.

Placements

La Société est une société de placement au sens de la note d'orientation n° 18 concernant la comptabilité des sociétés de placement de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, intitulée « Société de placement (NOC-18) ».

En conformité avec cette note d'orientation, les placements ont été établis à leur juste valeur, c'est-à-dire le montant de la contrepartie dont conviendrait, à la date des états financiers, des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La valeur de réalisation des placements pourrait varier de façon importante par rapport à la juste valeur à la suite de changements dans les conditions du marché.

Les placements se composent de parts dans une société en commandite ainsi que d'un prêt et d'actions d'une société privée. La juste valeur des parts dans la société en commandite est basée sur les états financiers vérifiés de cette société au 31 décembre et ajustée des opérations importantes de cette dernière pendant la période de décalage qui, à titre de société de placement, est évaluée à la juste valeur.

La juste valeur du prêt est établie selon les techniques d'évaluation sur le marché. Les hypothèses significatives prises en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Les actions d'une société privée sont évaluées selon une technique d'évaluation reconnue sur le marché comprenant, principalement, la référence à une offre d'achat et à des transactions sans lien de dépendance et à l'actualisation des flux de trésorerie.

Société Innovatech Régions ressources

Autres passifs financiers

La charge à payer à une entité apparentée sous contrôle commun est classée dans la catégorie des autres passifs. Sa juste valeur est considérée équivalente à sa valeur comptable en raison de son échéance à court terme.

3. Modifications de normes comptables futures

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards – IFRS*). Ainsi, la Société a fait le choix d'effectuer un passage vers un ensemble unique de normes reconnues mondialement qui remplaceront les principes comptables généralement reconnus du Canada. De plus, la Société a fait le choix, tel que proposé par le Conseil des normes comptables du Canada, pour les sociétés qui appliquent actuellement la note d'orientation n° 18, de continuer d'appliquer les normes canadiennes actuelles de la partie V du Manuel de l'ICCA - Comptabilité jusqu'à l'exercice ouvert le 1er avril 2012. Par la suite, la Société appliquera les IFRS.

4. Placements

	2010	2009
Placement dans Desjardins - Innovatech S.E.C. (29,5 % des parts émises aux 31 mars 2010 et 2009)	18 730 064 \$	19 909 501 \$

La Société détient également un placement sous forme de prêt et d'actions d'une société privée dont la juste valeur est nulle (valeur nulle au 31 mars 2009), compte tenu de l'information disponible à la fin de l'exercice. Par ailleurs, étant donné l'incertitude liée à la mesure, l'évaluation pourrait amener une modification de la juste valeur de ce placement.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux énumérés dans les conventions comptables sur les «modifications de normes comptables».

Les placements comptabilisés à la juste valeur au bilan totalisant 18 730 064\$ au 31 mars 2010 (19 909 501\$ au 31 mars 2009) sont de niveau 3 selon la hiérarchie d'évaluation.

5. Capital-actions

En vertu de la Loi sur la Société Innovatech Régions ressources (L.R.Q. chapitre S-17,5), la Société est dotée d'un fonds social autorisé de 100 000 000\$.

	2010	2009
Autorisé :		
1 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 100\$ chacune		
Émis et payé :		
512 500 actions ordinaires	51 250 000 \$	51 250 000 \$

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

6. Informations concernant le capital

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué de l'avoir de l'actionnaire. Au 31 mars 2010, l'avoir de la Société a un solde de 24 298 640 \$ (solde de 25 564 117 \$ au 31 mars 2009).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

7. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Risques de marché

Ces risques comprennent le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers. Les activités de la Société sont peu influencées par ces risques.

La Société gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.

Le taux d'intérêt effectif réalisé sur les placements temporaires durant l'exercice varie de 0,21 % à 0,50 % (2009: de 0,50 % à 3,54 %). Les échéances de ces placements étaient de 7 à 44 jours.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités vise à garantir l'accès à des fonds en temps opportun et de façon optimale.

La charge à payer à une entité apparentée sous contrôle commun est payable dans les 30 jours.

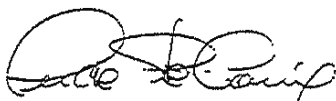
La Société considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

8. Opérations entres apparentés

En plus des opérations entre apparentées déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société nationale de l'amiante ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Les méthodes ou pratiques comptables utilisées sont conformes aux pratiques comptables généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes.



Lucie Ste-Croix

Présidente du conseil d'administration

Québec, le 12 novembre 2010

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
RÉSULTATS CONSOLIDÉS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010
(En milliers de dollars)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
REVENUS		
Redevances		
Contributions du gouvernement du Québec		420
Autres produits	20	32
	<u>20</u>	<u>452</u>
DÉPENSES		
Frais administratifs	(1)	205
Services professionnels	(3)	4
Frais de déménagement		299
Traitements et avantages futurs	(903)	102
	<u>(907)</u>	<u>610</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	<u>927</u>	<u>(158) \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
EXCÉDENT
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010
 (En milliers de dollars)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
SOLDE AU DÉBUT	(159 249) \$	(159 091) \$
Excédent (Déficit) de l'exercice	<u>927</u>	<u>(158)</u>
SOLDE À LA FIN	<u>(158 322) \$</u>	<u>(159 249) \$</u>

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 MARS 2010
(En milliers de dollars)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	32 \$	27 \$
Subvention à recevoir	15	25
Frais payés d'avance	<u>47</u>	<u>52</u>
	<u>47</u>	<u>52</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	-	231
Avantages sociaux futurs (note 6)	<u>-</u>	<u>701</u>
	-	932
	<u>-</u>	<u>932</u>
CAPITAUX PROPRES DÉFICITAIRES		
Capital-actions (Note 5)	158 369	158 369
Déficit cumulé	<u>(158 322)</u>	<u>(159 249)</u>
	47	(880)
	<u>47 \$</u>	<u>52 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
ÉTAT CONSOLIDÉ DU FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010
 (En milliers de dollars)

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent (Insuffisance) des produits sur les charges	927 \$	(158) \$
Ajustements pour :		
Gain sur disposition d'actifs		(32)
	<u>927</u>	<u>(190)</u>
Variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
Subventions à recevoir	10	(25)
Variation des frais payés d'avance	-	
Variation des créditeurs et frais courus	(231)	103
Variation des avantages sociaux futurs (Note 6)	(701)	101
	<u>(922)</u>	<u>179</u>
Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour les) activités d'exploitation	<u>5</u>	<u>(11)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produit de disposition de placements		32
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	<u>-</u>	<u>32</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme		
AUGMENTATION DE L' ENCAISSE	<u>5</u>	<u>21</u>
ENCAISSE AU DÉBUT	<u>27</u>	<u>6</u>
ENCAISSE À LA FIN	<u>32 \$</u>	<u>27 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010
(en milliers de dollars)

1. Description de l'entreprise

La Société nationale de l'amiante (SNA) est une société d'État dont la totalité des actions appartient au gouvernement du Québec. Elle a été constituée par la *Loi sur la Société nationale de l'amiante* (L.R.Q. c.S-18.2). La Société détient des placements dans une entreprise inactive.

2. Continuité de l'exploitation

Les présents états financiers ont été dressés en suivant des principes comptables valables dans un contexte de continuité de l'exploitation. Toutefois, plusieurs événements et circonstances défavorables soulèvent des doutes importants au sujet de la validité de cette convention.

Compte tenu des résultats déficitaires des dernières années, la Société serait dans l'impossibilité de remplir ses obligations financières dans l'hypothèse où le gouvernement du Québec cesserait de lui accorder son appui financier.

Le 14 décembre 2005, l'Assemblée nationale adoptait, suivant les recommandations du groupe de travail sur l'examen des organismes gouvernementaux, le projet de *Loi 120* autorisant le gouvernement du Québec à procéder, par décret, à la date, aux conditions et selon les modalités qu'il déterminera, à la dissolution de la Société ou à sa continuation en personne morale de droit public régi par les dispositions de la Partie IA de la *Loi sur les compagnies*. Aucun décret n'a été déposé à l'Assemblée nationale à cet effet en date de la préparation de ces états financiers. Dorénavant, le financement de la Société se fera par l'octroi de subventions qui seront négociées sur une base ponctuelle, en fonction des besoins.

Si la convention de la continuité de l'exploitation ne convenait pas à ces états financiers, il pourrait être nécessaire d'apporter des ajustements à la valeur comptable de l'actif et du passif, à la perte nette déclarée et au classement des postes du bilan.

3. Modifications de conventions comptables

Informations à fournir concernant le capital

La Société a adopté les recommandations du chapitre 1535 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA) intitulé « Informations à fournir concernant le capital ». Ce chapitre exige la présentation d'informations sur les exigences concernant le capital en vertu de règles externes. L'adoption de ce chapitre n'a aucune incidence sur les états financiers.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010
(en milliers de dollars)

4. Principales conventions comptables

En raison du fait que de nouvelles normes concernant les instruments financiers seront incluses dans le projet de normes comptables pour les sociétés à capital fermé actuellement en cours d'élaboration par l'ICCA, ce dernier a décidé que les sociétés à capital fermé ne seront pas tenues d'appliquer les chapitres suivants du *Manuel de l'ICCA* : 1530, 3862, 3863 et 3865, qui se seraient autrement appliqués aux états financiers de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2010. La Société a choisi de se prévaloir de cette exemption et continue de se conformer aux exigences du chapitre 3860 et de la Note d'orientation concernant la comptabilité 13 (NOC-13) du *Manuel de l'ICCA*.

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de Société nationale de l'amiante et ceux de sa filiale Mines SNA inc. (détenue à 100 %).

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société. La comptabilisation à la date de transaction est utilisée.

Classification

Encaisse	Détenus à des fins de transaction
Subvention à recevoir	Prêts et créances
Créditeurs et frais courus	Autres passifs

Détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs financiers qui sont généralement acquis en vue d'être revendus avant la date d'échéance ou qui ont été désignés comme étant détenus à des fins de transactions. Ils sont mesurés à la juste valeur à la date de clôture. Les fluctuations de la juste valeur qui incluent les intérêts gagnés, les intérêts courus, les gains et pertes réalisés sur cession et les gains et pertes non réalisés sont inclus dans les autres produits.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010
(en milliers de dollars)

4. Principales conventions comptables (suite)

Instruments financiers

Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthodologie du taux effectif.

Autres passifs

Les autres passifs sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comprenant tous les passifs financiers autres que les instruments dérivés.

Méthode du taux d'intérêt effectif

La Société utilise la méthode du taux d'intérêt effectif pour constater les produits ou les charges d'intérêt, ce qui inclut les coûts de transaction ainsi que les frais, les primes et les escomptes gagnés ou engagés relativement aux instruments financiers.

Impôts sur les bénéfices

Comme la totalité des actions est détenue par le gouvernement du Québec, la Société est exemptée des impôts sur les bénéfices. Il en est de même pour sa filiale en propriété exclusive.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation de éléments d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montant comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'AMIANTE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010
(en milliers de dollars)

5. Capital-actions

Autorisé

250 000 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	\$	\$
Émis		
158 369 actions ordinaires	158 369	158 369

D'après la *Loi sur la Société nationale de l'amiante*, les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des Finances du gouvernement du Québec.

6. Instruments financiers

Juste valeur

Les justes valeurs de l'encaisse, de la subvention à recevoir et des créditeurs et charges à payer correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société québécoise d'assainissement des eaux ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

La direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

L'administrateur de la Société,



Jacques A. Tremblay

Québec, le 11 juin 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

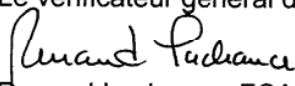
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Société québécoise d'assainissement des eaux au 31 mars 2010 et les états des résultats ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,


Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 11 juin 2010

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX
RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	(en milliers de dollars)	
PRODUITS		
Honoraires de gestion (note 3)	18	18
Produits financiers		
Gouvernement du Québec	109 580	120 595
Municipalités	10 586	11 923
Fonds d'amortissement	<u>2 443</u>	<u>2 738</u>
	<u>122 627</u>	<u>135 274</u>
CHARGES		
Frais de fonctionnement	20	29
Frais financiers (note 5)	<u>122 607</u>	<u>135 245</u>
	<u>122 627</u>	<u>135 274</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX**BILAN****AU 31 MARS 2010**

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	(en milliers de dollars)	
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 473	2 022
Débiteurs		
Gouvernement du Québec	41 372	44 493
Municipalités	3 116	3 757
Créances du gouvernement du Québec (note 6)	327 690	113 062
Créances des municipalités (note 6)	46 613	15 605
Frais payés d'avance	43	21
	<u>421 307</u>	<u>178 960</u>
Créances à long terme du gouvernement du Québec (note 6)	1 764 065	2 091 657
Créances à long terme des municipalités (note 6)	84 417	134 757
Ouvrages réalisés et non facturés	4	230
Placement long terme - Fonds d'amortissement (note 7)	66 843	63 022
Autres éléments d'actifs	<u>115</u>	<u>272</u>
	<u>2 336 751</u>	<u>2 468 898</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX

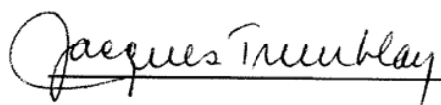
BILAN

AU 31 MARS 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	(en milliers de dollars)	
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus (note 5)	45 389	48 799
Emprunt temporaire (taux 0,45%)	100	310
Versements sur la dette à long terme (note 8)	<u>374 303</u>	<u>128 204</u>
	419 792	177 313
Charges à payer et frais courus des ouvrages réalisés	-	198
Dette à long terme (note 8)	1 916 576	2 290 987
Produits reportés	<u>383</u>	<u>400</u>
	<u>2 336 751</u>	<u>2 468 898</u>
ÉVENTUALITÉS (note 9)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ADMINISTRATEUR DE LA SOCIÉTÉ

 _____

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX
FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Activités d'exploitation		
Rentrée de fonds - honoraires de gestion	1	1
Rentrée de fonds - produits financiers	126 134	135 598
Sortie de fonds - intérêts versés	(125 620)	(134 874)
Sortie de fonds - autres frais financiers	(250)	(250)
Sortie de fonds - frais de fonctionnement	7	(11)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	272	464
Activités d'investissement		
Encaissement des créances à long terme	132 522	59 903
Encaissement - fonds d'amortissement	7 480	10 806
Acquisition de placement - fonds d'amortissement	(11 301)	(13 227)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	128 701	57 482
Activités de financement		
Produit de la dette à long terme	197 947	74 786
Remboursement de la dette à long terme	(326 259)	(120 941)
Produit d'emprunt temporaire	3 950	33 550
Remboursement d'emprunt temporaire	(4 160)	(44 990)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(128 522)	(57 595)
Augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	451	351
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	2 022	1 671
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	2 473	2 022

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2010****1. IDENTIFICATION ET FINANCEMENT**

La Société québécoise d'assainissement des eaux, personne morale au sens du Code civil, est constituée par loi spéciale (L.R.Q., chapitre S-18.2.1). Elle est une Société du gouvernement du Québec sans but lucratif.

La Société a réalisé des études et des travaux d'assainissement, d'aqueduc et d'égout pour le compte des municipalités et facture le gouvernement du Québec et les municipalités pour leur financement.

En vertu d'une modification à la loi constitutive de la Société, entrée en vigueur le 1^{er} mars 2007 (2006, chapitre 60), les affaires de la Société sont administrées par la personne que désigne le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du Québec.

Le 30 mars 2010, le gouvernement du Québec a fait l'annonce, lors du dépôt à l'Assemblée nationale du budget 2010-2011 des dépenses, de l'abolition de la Société, dont les fonctions seront intégrées au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion sont établis selon un pourcentage du coût de réalisation des ouvrages d'assainissement, d'aqueduc et d'égout et autres travaux.

Produits reportés

La Société ne peut établir précisément les honoraires de gestion réalisés annuellement en fonction de la durée totale de son mandat.

Par conséquent, l'excédent annuel des honoraires de gestion sur les frais nets d'opération est porté aux produits reportés ou, dans le cas contraire, un montant des produits reportés équivalent à l'excédent annuel des frais nets d'opération sur les honoraires de gestion facturés est alors viré aux produits de l'exercice.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2010****2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)****Créances à long terme**

Les créances à long terme, à être perçues des municipalités et du gouvernement du Québec, comprennent les charges effectuées pour la réalisation des ouvrages d'assainissement, d'aqueduc et d'égout ainsi que le financement de l'aménagement des berges et d'autres ouvrages d'assainissement réalisés par les municipalités, déductions faites des remboursements reçus.

Placement à long terme – Fonds d'amortissement

Les placements dans le fonds d'amortissement sont comptabilisés au coût augmentés des rendements garantis confirmés par le gouvernement du Québec.

Autres éléments d'actif

L'escompte et les frais d'émission de la dette à long terme sont reportés. Ces éléments sont amortis selon le taux effectif sur la durée de l'emprunt.

3. HONORAIRES DE GESTION

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Honoraires facturés	1	1
Virement des produits reportés	17	17
	<u>18</u>	<u>18</u>

4. TRAITEMENTS ET AVANTAGES SOCIAUX

La valeur des salaires versés aux deux employés de la Société est présentée à titre de frais payés d'avance. Ces frais sont répartis sur les refinancements futurs de la Société.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2010****5. FRAIS FINANCIERS**

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Intérêts sur obligations et effets à payer	119 754	131 487
Amortissement de l'escompte de la dette à long terme	157	649
Frais de garantie d'emprunt	250	250
Intérêts sur emprunts temporaires	3	121
Intérêts sur fonds d'amortissement crédités aux municipalités	2 443	2 738
	122 607	135 245

La charge d'intérêts de l'exercice relative aux emprunts contractés auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, entité sous contrôle commun, s'élève à 114 633 183 \$ (2009 : 126 598 482 \$). Au 31 mars 2010, les intérêts courus à payer relatifs à ces emprunts et inclus dans le poste charges à payer et frais courus, s'élevaient à 44 295 201 \$ (2009 : 47 714 816 \$).

Les frais de garantie d'emprunt, payables au ministère des Finances du Québec, sont inclus dans le poste charges à payer et frais courus.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2010

6. CRÉANCES À LONG TERME

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Québec	2 091 755	2 204 719
Portion réalisable au cours du prochain exercice	(327 690)	(113 062)
	<u>1 764 065</u>	<u>2 091 657</u>
Municipalités	131 030	150 362
Portion réalisable au cours du prochain exercice	(46 613)	(15 605)
	<u>84 417</u>	<u>134 757</u>

Ces créances portent intérêts à un taux équivalent à celui payé par la Société sur sa dette à long terme. Elles sont réalisables dans les délais suivants :

Études d'assainissement :

Municipalités

5 ans

Gouvernement du Québec

25 ans

Études et travaux d'aqueduc et d'égout

10 ans

Travaux d'assainissement :

Municipalités

20 ans

Gouvernement du Québec

25 ans

Les municipalités remboursent leurs créances à chaque période de paiement d'intérêt des obligations afférentes.

Le gouvernement rembourse, à la date d'échéance de l'obligation, la portion échue de ses créances.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 MARS 2010****7. PLACEMENT LONG TERME - FONDS D'AMORTISSEMENT**

La Société a constitué un fonds d'amortissement portant intérêt pour le remboursement de la dette à long terme, part des municipalités, à partir de leur remises périodiques de capital. Les actifs du fonds d'amortissement, déposés au ministère des Finances du Québec, ont généré un taux de rendement net moyen de 3,8280 % pour l'année terminée au 31 mars 2010 (2009 : 4,1803 %).

Un rendement net garanti de 3,956% sur l'encours moyen du placement du fonds d'amortissement a été accepté par la Société pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011.

L'avoir du fonds d'amortissement, au 31 mars 2010, se détaille comme suit:

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
ACTIF		
Encaisse	1	1
Intérêts courus à recevoir	1 143	1 075
Placement –Obligations	66 183	62 297
	<u>67 327</u>	<u>63 373</u>
PASSIF		
Contrat d'échange de taux d'intérêt	484	351
AVOIR DU FONDS	<u>66 843</u>	<u>63 022</u>

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX
NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2010

8. DETTE À LONG TERME

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
	<u>(en milliers de dollars)</u>	
Obligations et effets à payer (a)	2 290 879	2 419 191
Versements échéant en deçà d'un an	<u>(374 303)</u>	<u>(128 204)</u>
	<u>1 916 576</u>	<u>2 290 987</u>

Les versements futurs sur les obligations et effets à payer sont au 31 mars:

		<u>2010</u>	<u>2009</u>
		<u>(en milliers de dollars)</u>	
Années d'échéance			
2010			325 599
2011		609 269	604 181
2012		129 806	129 578
2013		59 733	59 496
2014		499 778	499 530
2015		<u>372 724</u>	
2016-2020	2015-2019	1 671 310	1 618 384
2021-2025	2020-2024	606 880	787 592
2026-2030	2025-2030	4 958	5 425
		<u>7 731</u>	<u>7 790</u>
		2 290 879	2 419 191

- a. Le capital et les intérêts des obligations et des effets à payer sont garantis par le gouvernement du Québec. Il est prévu qu'à leur échéance, une grande partie de ces dettes sera refinancée à long terme. Un montant de 2 240 878 873 \$ (2009 : 2 369 190 671 \$) a été contracté auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, entité sous contrôle commun.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2010
8. DETTE À LONG TERME (suite)

Les taux d'intérêt sur les obligations et effets à payer présentés dans le tableau suivant tiennent compte du taux d'intérêt fixe contractuel des emprunts et des escomptes et frais d'émission qui s'y rattachent.

		2010	
		(en pourcentage)	
Années d'échéance		Moyenne pondérée	
2011-2015	2010-2014	5,36	5,46
2016-2020	2015-2019	4,48	5,06
2021-2025	2020-2024	4,94	4,93
2026-2030	2025-2030	5,10	5,10
		5,13	5,32

9. ÉVENTUALITÉS

En date de préparation des états financiers, les réclamations et actions en justice reliées à un dossier en cours totalisent 460 000 \$ (2009 : 735 000 \$). La Société conteste ce litige découlant de contrats d'exécution de travaux. Il est impossible d'évaluer le dénouement et les montants qu'elle pourrait être appelée à verser, le cas échéant. Toutefois, tout montant que la Société pourrait être appelée à verser lors du règlement de ce litige sera facturé au gouvernement du Québec et à la municipalité concernée.

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

11. RECLASSEMENT DE POSTES

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés pour les rendre comparables à la présentation adoptée en 2010.

ÉTATS FINANCIERS

de l'exercice terminé le 31 mars 2010

Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC)

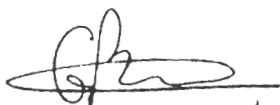
Rapport de la direction

Les états financiers de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) présentés ci-joints ont été dressés par la direction et approuvés par son conseil d'administration. Les états financiers ont été préparés selon les conventions et procédés établis par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et reflètent les meilleurs jugements et estimations.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de la Société maintient un système de contrôle interne conçu pour fournir l'assurance raisonnable que ses biens sont convenablement protégés et que ses opérations sont comptabilisées correctement, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables et ponctuels. La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration, assisté par son comité de vérification, s'assure que la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information et de contrôle financier. Le comité de vérification rencontre la direction et le vérificateur, examine périodiquement les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Les états financiers de la Société ont été vérifiés par le Vérificateur général du Québec, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Le rapport du vérificateur précise la nature et l'étendue de cette vérification et présente son opinion professionnelle sur la fidélité des états financiers.



Ginette Bureau

Présidente-directrice générale



Gérald Provost CA

Directeur Administration et finances

Québec, le 23 juillet 2010

Rapport du vérificateur

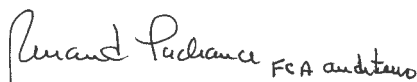
À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié le bilan de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) au 31 mars 2010 et l'état des résultats et de l'avoir ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01)*, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

A handwritten signature in dark ink, reading "Renaud Lachance" followed by "FCA auditeur" in a smaller, less legible script.

Renaud Lachance, FCA auditeur

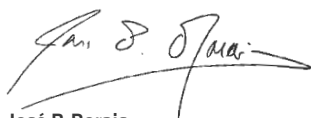
Québec, le 23 juillet 2010

Bilan

Au 31 mars 2010

	2010	2009
		Retraité (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 530 550 \$	1 601 679 \$
Placements temporaires (note 4)	16 714 037	5 837 001
Créances à recevoir (note 5)	10 518 071	9 126 541
À recevoir des organismes de financement agréés (note 6)	49 678 000	43 707 629
Frais payés d'avance	63 150	70 530
	78 503 808	60 343 380
Placements à long terme (note 7)	44 388 585	48 442 029
Immobilisations corporelles (note 8)	629 985	705 059
	123 522 378 \$	109 490 468 \$
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus (note 9)	5 598 587 \$	4 182 889 \$
Sommes dues aux organismes municipaux (note 6)	46 624 000	42 687 525
Transferts du gouvernement du Québec reportés (note 10)	360 722	366 872
Sommes remboursables en vertu des Ententes sur la consigne (note 11)	2 247 079	1 994 018
Produits reportés de programmes (note 12)	1 118 816	-
	55 949 204	49 231 304
Sommes remboursables en vertu des Ententes sur la consigne (note 11)	4 379 010	2 817 482
Produits reportés du droit environnemental sur les pneus	3 564 245	1 820 434
Produits reportés sur consignation	6 976 258	3 800 636
Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consigne (note 13)	8 683 614	8 368 760
	79 552 331	66 038 616
AVOIR (note 3)	43 970 047	43 451 852
	123 522 378 \$	109 490 468 \$

Pour le conseil d'administration,



José P. Dorais
Président



Gaëtan Laflamme
Administrateur

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Résultats et avoir

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
		Retraité (note 3)
Produits		
Droit environnemental sur les pneus – net	20 776 841 \$	25 106 684 \$
Produits nets sur consignation des contenants à remplissage unique (annexe 1)	3 547 727	2 765 764
Contributions des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective	2 318 548	2 598 743
Produits de placements	2 739 351	2 996 831
Contributions des partenaires au programme d'aide financière pour les centres de tri québécois (note 14)	807 207	-
Transferts du gouvernement du Québec	126 150	479 211
Produits d'organismes industriels (annexe 2)	482 091	525 029
Autres	751 176	240 092
	31 549 091	34 712 354
Charges		
Contributions aux programmes des pneus hors d'usage (annexe 3)	19 394 957	20 340 649
Compensation pour les services municipaux de collecte sélective (annexe 4)	1 213 389	1 546 834
Autres contributions non remboursables	1 430 822	993 188
Soutien au système de consignation	1 312 421	771 164
Contributions au programme d'aide financière pour les centres de tri québécois	649 015	-
Aide financière aux entreprises d'économie sociale	130 943	907 757
Aide à l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles	40 000	-
Traitements et avantages sociaux	4 458 653	3 991 536
Fonctionnement (annexe 5)	2 053 425	1 707 489
Communications, éducation et sensibilisation	347 271	280 277
	31 030 896	30 538 894
Excédent des produits sur les charges	518 195	4 173 460
Avoir au début (note 3)	43 451 852	39 278 392
Avoir à la fin	43 970 047 \$	43 451 852 \$

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
		Retraité (note 3)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	518 195 \$	4 173 460 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Gain sur disposition de placements	(1 324 986)	(1 080 663)
Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles	6 335	(253)
Amortissement des immobilisations corporelles	256 661	198 787
Contribution à l'acquisition d'immobilisations corporelles	(110 651)	184 972
Amortissement de l'escompte et de la prime sur placements – net	449 992	359 347
	(204 454)	3 835 650
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation (note 17)	6 159 194	4 208 698
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	5 954 740	8 044 348
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produit sur disposition de placements	100 489 985	43 404 311
Acquisitions de placements	(95 561 547)	(54 791 654)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(77 271)	(759 434)
Produit sur disposition d'immobilisations corporelles	-	253
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	4 851 167	(12 146 524)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	10 805 907	(4 102 176)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	7 438 680	11 540 856
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	18 244 587 \$	7 438 680 \$
Le détail de la trésorerie et équivalents de trésorerie se lit comme suit :		
Encaisse	1 530 550 \$	1 601 679 \$
Placements temporaires	16 714 037	5 837 001
	18 244 587 \$	7 438 680 \$

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires

Au 31 mars 2010

1. Constitution et mandat

La Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) est une personne morale au sens du Code civil, instituée par la *Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage* (L.R.Q., chapitre S-22.01). La Société a pour mandat de promouvoir, de développer et de favoriser la réduction, le réemploi, la récupération et le recyclage de contenants, d'emballages, de matières et de produits ainsi que leur valorisation dans une perspective de conservation des ressources.

Impôts sur le revenu

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et par conséquent n'est pas soumise aux impôts sur le revenu.

La Société gère les Ententes et programmes suivants :

- le *Programme québécois de gestion intégrée des pneus hors d'usage 2009-2012* ;
- le *Programme de vidage des lieux d'entreposage de pneus hors d'usage au Québec* ;
- les Ententes portant sur la consignment, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses, intervenues en vertu de la *Loi sur la vente et la distribution de bière et de boissons gazeuses dans des contenants à remplissage unique* (L.R.Q., chapitre V-5.001) ;
- l'Entente sur la récupération des contenants de peinture en vertu du règlement sur la récupération et la valorisation des contenants de peinture et des peintures mis au rebut ;
- l'Entente sur la récupération et la valorisation des huiles usagées en vertu du *Règlement sur la récupération et la valorisation des huiles usagées, des contenants d'huile ou de fluide et des filtres usagés* ;
- le *Programme gouvernemental d'aide financière à l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles* visant à soutenir financièrement les municipalités et les municipalités régionales dans l'élaboration de leur plan de gestion ;
- le *Programme d'aide financière aux entreprises d'économie sociale œuvrant dans le cadre des plans de gestion des matières résiduelles* qui vise à favoriser la participation des entreprises d'économie sociale à la réalisation des objectifs environnementaux, sociaux et économiques de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles ;
- le *Règlement sur la compensation pour les services municipaux* fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles ;
- le *Programme d'aide financière pour les centres de tri québécois 2009-2011*. Ce programme est le résultat d'un partenariat avec le ministère du Développement économique, de l'innovation et de l'Exportation, Éco Entreprises Québec et la Société des Alcools du Québec. Il a pour objectif d'améliorer la performance des centres de tri québécois.

2. Principales conventions comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'entité utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société par la direction exige, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la préparation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des produits et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consigne. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations et hypothèses faites par la direction.

Constatation des produits reportés

Les produits affectés sont reportés et constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Constatation des produits

Les produits sont constatés lorsqu'ils sont gagnés et que la mesure et le recouvrement de la contrepartie sont raisonnablement sûrs. Les produits de placements sont constatés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains et pertes sur disposition de placement sont établis selon la méthode du coût moyen. Les frais de transactions associés à l'acquisition ou à la disposition de placements sont compris dans le coût des placements acquis ou sont traités comme réduction du produit de disposition des placements.

Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC)

ÉTATS FINANCIERS – NOTES COMPLÉMENTAIRES

2. Principales conventions comptables (suite)

Produits nets sur consignation des contenants à remplissage unique et sommes remboursables• *Entente portant sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de boissons gazeuses*

En vertu de cette Entente, la perception et le remboursement des consignes ainsi que le versement des primes d'encouragement à la récupération sont réalisés par un organisme à but non lucratif désigné par les embouteilleurs de boissons gazeuses du Québec. De ce fait, les consignes perçues et remboursées de même que les primes d'encouragement versées ne sont pas inscrites aux états financiers de la Société. L'organisme représentant les adhérents selon cette Entente, Boissons Gazeuses Environnement, doit rembourser certains montants payés par la Société ou être remboursé par la Société de certains montants qu'il a déboursés.

De plus, en vertu de l'Entente, advenant que les résultats annuels d'opérations du système soient excédentaires, Boissons Gazeuses Environnement remet à la Société 70 % de l'excédent et conserve 30 % qu'il doit investir dans son *Programme d'amélioration des infrastructures de récupération*. Dépendamment du taux de récupération de l'année des contenants visés par l'Entente, la Société conserve une portion variant de 50 % à 80 % de l'excédent dans une réserve pour remboursements de déficits éventuels qui pourraient survenir pendant la durée de l'Entente. La portion restante de l'excédent annuel remise à la Société doit être utilisée principalement pour des activités liées à l'information, la sensibilisation et à l'éducation, au développement de marché et de technologies ainsi que pour des incitatifs visant à favoriser et à améliorer la gestion de la récupération et du recyclage des contenants à remplissage unique.

• *Entente portant sur la consignation, la récupération et le recyclage des contenants à remplissage unique de bière*

En vertu de cette Entente, les produits provenant des consignes relatives aux contenants vendus, les remboursements de consignes et les primes d'encouragement à la récupération sont comptabilisés dans les registres de la Société selon les déclarations fournies par les adhérents à l'Entente de la bière.

Les adhérents à celle-ci s'engagent à rembourser à la Société le montant du déficit annuel (année civile) résultant du système de consignation sur leurs contenants (consignes perçues et remboursées, primes d'encouragement à la récupération et frais de gestion). Dans le cas où les résultats annuels calculés sont excédentaires, 67 % de cet excédent est remis aux adhérents. Le solde doit être utilisé à des fins d'information, de sensibilisation et d'éducation à la récupération et au recyclage principalement en ce qui concerne les contenants consignés ainsi qu'au développement de marchés et de technologies pour les matières résiduelles.

Conformément aux Ententes, les déclarations sont sujettes, entre autres, à des vérifications. Les ajustements à la suite de ces vérifications sont, le cas échéant, imputés aux produits de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les produits reportés sont virés aux résultats lorsqu'ils ont été utilisés aux fins prescrites aux Ententes. Les sommes remboursables en vertu des Ententes sur la consigne sont établies en vertu des Ententes décrites ci-dessus.

Produits et charges afférents au Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles

La Société est autorisée à effectuer une retenue n'excédant pas 10 % de toute somme qu'elle reçoit, à titre de fiduciaire, en vertu du *Règlement* et qui est destinée à compenser les municipalités. Cette retenue vise à indemniser la Société pour les frais de gestion et les autres charges liés au régime de compensation établi par la *Loi* et le *Règlement*. Les produits sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux, soit au fur et à mesure que les services ou autres charges afférentes au *Règlement* sont encourus.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties, selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée probable d'utilisation.

Mobilier et équipement	7 ans
Équipement informatique	5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Logiciels	3 ans
Développement informatique	5 ans

Financement externe

Les contributions à l'acquisition d'immobilisations corporelles liées au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective sont amorties au même taux et au même rythme que les immobilisations auxquelles elles se rapportent.

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats et de l'avoir.

Placements à long terme

Les titres et obligations sont comptabilisés au coût. Les escomptes et les primes sur les obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante de chaque titre. L'amortissement des escomptes et des primes est comptabilisé dans les produits de placement. Les honoraires de gestion des placements sont comptabilisés en déduction des produits de placement. Toute moins-value durable est diminuée de la valeur comptable des placements et la perte est imputée aux résultats de l'exercice.

2. Principales conventions comptables (suite)

Transferts du gouvernement du Québec et produits de programmes reportés

Les transferts et l'aide financière affectés à des projets ou programmes spécifiques sont reportés et imputés aux résultats à titre de produits en fonction des charges afférentes.

Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consigne

Une provision est établie pour pourvoir aux sommes nécessaires au remboursement des consignes correspondant aux contenants vendus avant le 31 mars et qui seront récupérés après la fin de l'exercice ou après l'expiration des Ententes. Cette provision est établie selon les taux de récupération prévus par la direction, déduction faite des consignes comptabilisées relativement aux contenants récupérés provenant des ventes de l'exercice. Aux fins de la provision, le taux de récupération pour les contenants à 5 ¢ a été établi à 66,91 % au 31 mars 2010 (2009 : 67,34 %), à 77,18 % pour les contenants à 10 ¢ (2009 : 81,79 %) et à 69,99 % pour les contenants à 20 ¢ (2009 : 72,04 %).

De plus, une provision est établie pour pourvoir aux sommes nécessaires au versement de primes d'encouragement à la récupération de 0,02 \$ pour chaque contenant récupéré par un adhérent au 31 mars dont la prime est réclamée après la fin de l'exercice. Cette provision est établie selon un taux correspondant à celui utilisé pour l'établissement de la provision pour remboursement des consignes.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que RECYC-QUÉBEC ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Flux de trésorerie

La politique de la Société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

3. Modifications comptables

Retraitement des états financiers

Les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 2009 ont été retraités afin de comptabiliser les produits du droit environnemental sur les pneus selon les normes relatives aux revenus affectés du Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. Les produits sont dorénavant inscrits aux résultats en fonction des charges connexes engagées. Le retraitement a résulté en la réduction de 2 252 566 \$ des produits reportés du droit environnemental sur les pneus au 31 mars 2009. L'effet de ce retraitement se résume comme suit :

	2009
Avoir	
Solde déjà établi de l'avoir	41 199 286 \$
Réduction des produits reportés du droit environnemental sur les pneus	2 252 566
Solde retraité de l'avoir à la fin de l'exercice	43 451 852 \$
Résultats	
Excédent déjà établi des produits sur les charges	1 920 894 \$
Augmentation du droit environnemental sur les pneus – net	2 252 566
Excédent retraité des produits sur les charges	4 173 460 \$

4. Placements temporaires

Les placements temporaires, comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande, représentent des billets escomptés, des fonds communs de marché monétaire et des obligations échéant à moins d'un an. La juste valeur marchande des placements temporaires au 31 mars 2010 est de 16 714 037 \$ (2009 : 5 862 211 \$) et les taux de rendement varient de 2,75 % à 5,5 % (2009 : 4,25 % à 5,25 %).

5. Créances à recevoir

	2010	2009
Droit environnemental sur les pneus	3 608 097 \$	3 392 246 \$
Excédent – consignes boissons gazeuses	3 123 057	2 806 684
Consignes bières	1 630 380	1 259 478
Intérêts courus	418 642	653 138
Compensation pour les services municipaux (note 6)	–	544 225
Autres	1 737 895	470 770
	10 518 071 \$	9 126 541 \$

Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC)

ÉTATS FINANCIERS – NOTES COMPLÉMENTAIRES

6. À recevoir des organismes de financement agréés

Le *Règlement sur la compensation pour les services municipaux* fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles est entré en vigueur le 1^{er} mars 2005. En vertu de ce règlement, les entreprises doivent compenser les municipalités jusqu'à concurrence de 50 % du total des coûts nets des services fournis par les municipalités à l'égard de la récupération et de la valorisation des catégories de matières visées, soit les contenants et emballages, les imprimés et les médias écrits. Dans le cadre de son mandat, la Société a émis deux accréditations à titre d'organisme de financement agréé. Éco Entreprises Québec représente les catégories des contenants et emballages ainsi que les imprimés tandis que Recycle Médias représente la catégorie des médias écrits. Les compensations payables par Éco Entreprises Québec sont sous forme monétaire alors que celles de Recycle Médias sont sous forme de biens et services.

En vertu d'un décret émis en juin 2010 concernant l'approbation du tarif établi par Éco Entreprises Québec pour les contributions 2008 et d'une Entente sur l'établissement des coûts nets de la collecte sélective sujets à compensation pour l'année 2008 ainsi que les critères de distribution applicables, la Société a inscrit, au 31 mars 2010, un solde à recevoir de 49 678 000 \$ (2009 : 43 707 629 \$). Des compensations totalisant 46 624 000 \$ (2009 : 42 687 525 \$) ont été inscrites comme dues aux organismes municipaux.

7. Placements à long terme

	2010	2009
Obligations canadiennes 1,25 % à 10,2 % (2009 : 2,2 % à 6,75 %) et échéant à diverses dates jusqu'en décembre 2014	44 388 585 \$	48 442 029 \$

Au 31 mars 2010, la juste valeur marchande des placements à long terme s'établit à la somme de 44 228 749 \$ (2009 : 49 577 664 \$) alors que les honoraires de gestion de ces placements pour l'exercice s'élèvent à 141 188 \$ (2009 : 121 943 \$).

8. Immobilisations corporelles

	2010		2009
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier et équipement	555 189 \$	(451 981) \$	103 208 \$
Équipement informatique	507 794	(344 041)	163 753
Améliorations locatives	361 383	(74 324)	287 059
Logiciels	176 746	(153 245)	23 501
Développement informatique	677 775	(381 050)	296 725
	2 278 887	(1 404 641)	874 246
Moins : financement externe	(306 738)	62 477	(244 261)
	1 972 149 \$	(1 342 164) \$	629 985 \$

Le financement externe est attribué au développement informatique d'un portail Internet pour la gestion des matières résiduelles.

9. Charges à payer et frais courus

	2010	2009
Fournisseurs et frais courus	2 816 540 \$	1 959 912 \$
Contributions non remboursables – programmes des pneus	1 964 963	1 105 155
Consignes et primes d'encouragement à la récupération	119 065	132 187
Traitements et avantages sociaux	695 019	545 951
Sommes perçues d'avance sur contrat	–	52 718
Dépôt sur contrat	3 000	386 966
	5 598 587 \$	4 182 889 \$

10. Transferts du gouvernement du Québec reportés

Programme gouvernemental d'aide financière à l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles

Au cours d'exercices précédents, la Société a perçu 9 240 000 \$ en subventions du gouvernement du Québec, en vertu d'un décret en date du 27 mars 2002, pour assurer la mise en œuvre du *Programme gouvernemental d'aide financière à l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles*. Un montant de 120 000 \$ a été octroyé par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs au cours du présent exercice. Au 31 mars 2010, les montants utilisés à ce titre totalisent 9 240 000 \$.

10. Transferts du gouvernement du Québec reportés (suite)**Programme d'aide financière aux entreprises d'économie sociale**

En vertu d'un décret en date du 30 mars 2005, la Société a obtenu une subvention du gouvernement du Québec de 2 273 675 \$ pour la mise en œuvre du *Programme d'aide financière aux entreprises d'économie sociale œuvrant dans le cadre des plans de gestion des matières résiduelles*. Au cours du présent exercice, les montants utilisés ont été de 130 943 \$ (2009 : 907 757 \$) dont 86 150 \$ (2009 : 479 211 \$) provenant de la subvention gouvernementale. Depuis le début, le total investi est de 4 553 476 \$, dont 2 032 954 \$ de la subvention du gouvernement. Le *Programme* s'est terminé le 31 mars 2009. Toutefois, des engagements subsistent (voir note 18) à l'égard de projets adoptés dont les modalités de paiement ne se sont pas matérialisées à ce jour.

Détail des transferts du gouvernement du Québec reportés

	2010	2009
Aide à l'élaboration des plans de gestion des matières résiduelles	120 000 \$	40 000 \$
Aide financière aux entreprises d'économie sociale	240 722	326 872
	360 722 \$	366 872 \$

11. Sommes remboursables en vertu des ententes sur la consigne

	2010	2009
Sommes remboursables à Boissons Gazeuses Environnement	5 330 462 \$	3 627 485 \$
Sommes remboursables aux brasseurs	1 295 627	1 184 015
	6 626 089	4 811 500
Moins le solde à court terme	(2 247 079)	(1 994 018)
	4 379 010 \$	2 817 482 \$

12. Produits reportés de programmes

	2010	2009
Programme d'aide financière pour les centres de tri québécois		
Aide financière reportée du gouvernement du Québec	815 560 \$	- \$
Aide financière reportée d'organisme externe	280 560	-
Règlement sur la compensation pour les services municipaux		
Produits reportés pour le régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective	22 696	-
	1 118 816 \$	- \$

13. Provisions pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consigne

	2010	2009
Pour le remboursement de consignes	6 523 915 \$	6 277 932 \$
Pour le versement de primes d'encouragement à la récupération	2 159 699	2 090 828
	8 683 614 \$	8 368 760 \$

14. Programme d'aide financière pour les centres de tri québécois

Pour l'exercice 2009-2010, les charges du programme totalisent 807 207 \$, incluant les frais de gestion liés à ce programme.

15. Avantages sociaux futurs

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 215 254 \$ (2009 : 195 608 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC)

ÉTATS FINANCIERS – NOTES COMPLÉMENTAIRES

16. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlées directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

17. Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation

	2010	2009
		Retraité (note 3)
Créances à recevoir	(1 391 530) \$	(380 623) \$
À recevoir des organismes de financement agréés	(5 970 371)	(40 629 629)
Frais payés d'avance	7 380	6 297
Charges à payer et frais courus	1 415 698	(140 783)
Sommes dues aux organismes municipaux	3 936 475	39 441 715
Transferts du gouvernement du Québec reportés	(6 150)	(479 211)
Sommes remboursables en vertu des Ententes sur la consigne	1 814 589	1 482 699
Produits reportés du droit environnemental sur les pneus	1 743 811	1 820 434
Produits reportés sur consignation	3 175 622	2 755 434
Provision pour les sommes à pourvoir à l'égard de la consigne	314 854	332 365
Produits reportés de programmes	1 118 816	-
	6 159 194 \$	4 208 698 \$

18. Engagements

La Société est engagée par des baux à long terme pour la location de locaux administratifs. Le bail actuel de Montréal se termine le 31 octobre 2017 et une option au gré de la Société pour une période supplémentaire de cinq ans est prévue. Le bail de Québec vient à échéance le 31 mars 2012.

La dépense de loyer de l'exercice terminé le 31 mars 2010 s'élève à 494 835 \$ (2009 : 415 875 \$) relativement aux locaux administratifs de la Société. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2011	488 910 \$
2012	488 910
2013	375 000
2014	399 583
2015	434 000
Années subséquentes	1 121 167
	3 307 570 \$

Le *Programme d'aide financière aux entreprises d'économie sociale* œuvrant dans le cadre des plans de gestion des matières résiduelles s'est terminé le 31 mars 2009. Toutefois, les sommes convenues pouvant être déboursées, selon certaines conditions, à l'égard de projets dûment approuvés totalisent 393 243 \$ au 31 mars 2010 (2009 : 693 098 \$).

19. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

Renseignements complémentaires

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

ANNEXE 1

Produits nets sur consignation des contenants à remplissage unique

	2010	2009
Boissons gazeuses et autres		
Quote-part de l'excédent des opérations	1 561 529 \$	1 403 342 \$
Redevance et autres produits	568 055	559 662
Autres consignes – nets	493 001	407 686
	2 622 585	2 370 690
Bières		
Consignes relatives aux contenants vendus	36 763 654	32 244 407
Remboursements de consignes	(26 648 499)	(24 100 206)
Primes d'encouragement à la récupération	(5 007 490)	(4 402 550)
	5 107 665	3 741 651
Montant remboursable aux brasseurs	(4 486 763)	(3 044 952)
Quote-part de l'excédent des opérations	620 902	696 699
Redevance	269 381	233 756
Incitatif à la récupération	2 444 273	1 572 736
Frais de gestion récupérés	516 368	342 691
Autres produits	249 843	304 626
	4 100 767	3 150 508
Total avant produits reportés sur consignation	6 723 352	5 521 198
Produits reportés sur consignation	(3 175 625)	(2 755 434)
	3 547 727 \$	2 765 764 \$

ANNEXE 2

Produits d'organismes industriels

	2010	2009
Valorisation des contenants de peinture	189 768 \$	187 977 \$
Valorisation des huiles usagées	292 323	337 052
	482 091 \$	525 029 \$

ANNEXE 3

Contributions aux programmes des pneus hors d'usage

	2010	2009
Transport et entreposage	9 820 762 \$	10 720 734 \$
Vidage des sites	5 778 865	6 086 110
Aide au réemploi, au recyclage et à la valorisation énergétique	3 795 330	3 533 805
	19 394 957 \$	20 340 649 \$

ANNEXE 4**Compensation pour les services municipaux de collecte sélective**

	2010	2009
Projets pilotes et expérimentation	828 105 \$	525 775 \$
Frais généraux directs	385 284	321 059
Compensation aux organismes municipaux	-	700 000
	1 213 389 \$	1 546 834 \$

ANNEXE 5**Fonctionnement**

	2010	2009
Loyers, taxes et assurances	529 612 \$	456 090 \$
Honoraires professionnels et services contractuels	568 868	452 268
Courrier et télécommunications	122 954	123 250
Déplacements	152 877	130 779
Autoroute de l'information	124 454	76 287
Locations, entretien et réparations d'équipements	70 091	71 002
Fournitures et frais divers	60 021	44 810
Représentation, réunions et conférences	85 120	33 850
Formation et perfectionnement	54 321	67 198
Abonnements, documentation et cotisations	22 111	20 337
Amortissement des immobilisations corporelles	256 661	198 787
(Gain) perte sur disposition d'immobilisations corporelles	6 335	(253)
Frais liés au déménagement des locaux administratifs	-	33 084
	2 053 425 \$	1 707 489 \$

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

ÉTATS FINANCIERS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

Rapport de la direction

Les états financiers de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Aux fins de la préparation des états financiers, SOQUIJ utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (« ICCA ») pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

SOQUIJ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de SOQUIJ, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le directeur général,



Claude Paul-Hus

Le coordonnateur de la comptabilité,



Yves Boulanger

Montréal, le 21 mai 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

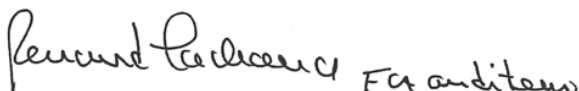
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) au 31 mars 2010 et les états des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V 5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des modifications comptables résultant de l'adoption des normes comptables pour le secteur public expliquées à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA
Auditeur

Montréal, le 21 mai 2010

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2010	2009
PRODUITS PROVENANT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES	13 058 187 \$	13 139 842 \$
COÛT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES (note 5)	8 646 541	8 612 321
MARGE BRUTE	4 411 646	4 527 521
FRAIS GÉNÉRAUX (note 6)	4 233 175	4 339 313
BÉNÉFICE NET	178 471 \$	188 208 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)

EXCÉDENT CUMULÉ

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2010	2009
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	1 998 332 \$	1 810 124 \$
BÉNÉFICE NET	178 471	188 208
	2 176 803	1 998 332
BÉNÉFICE NET À VERSER		
AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (note 7)	176 803	-
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	2 000 000 \$	1 998 332 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)

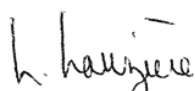
BILAN

AU 31 MARS

	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 150 126 \$	2 099 902 \$
Placements temporaires (note 4)	1 256 553	1 019 972
Débiteurs	1 873 563	1 727 228
Stock	95 348	124 958
Montant versé en trop au gouvernement du Québec	54 769	231 572
Frais payés d'avance	220 791	235 211
	5 651 150	5 438 843
Immobilisations corporelles (note 8)	1 126 091	1 412 840
	6 777 241 \$	6 851 683 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	1 965 291 \$	1 881 843 \$
Produits reportés	744 822	994 299
	2 710 113	2 876 142
Provision pour congés de maladie (note 11)	1 072 831	980 432
Avantages incitatifs relatifs à un bail reportés	994 297	996 777
	4 777 241	4 853 351
EXCÉDENT CUMULÉ (note 7)	2 000 000	1 998 332
	6 777 241 \$	6 851 683 \$

ENGAGEMENTS (note 12)**AU NOM DE LA SOCIÉTÉ**

 M^e Guy Mercier


 M^e Lucie Lauzière

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2010

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Société québécoise d'information juridique (« SOQUIJ » ou la « Société »), personne morale au sens du Code civil, constituée en vertu de la *Loi sur la Société québécoise d'information juridique* (L.R.Q., chapitre S-20), a pour fonctions de promouvoir la recherche, le traitement et le développement de l'information juridique en vue d'en améliorer la qualité et l'accessibilité au profit de la collectivité.

En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. 1985, chapitre 1, 5^e supplément) et de la *Loi sur les impôts* (L.R.Q., chapitre I-3), la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie utile des immobilisations et la provision pour congés de maladie. L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Constatation des produits

Les produits provenant de la prestation de services et des ventes sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les fonds d'encaisse et les placements susceptibles de réalisation relativement rapide, achetés trois mois ou moins avant la date d'échéance, et ils sont présentés au coût, lequel se rapproche de la valeur marchande.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande.

Stock

Le stock de publications est évalué au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût de chaque publication comprend les frais directs de conception et de publication (main-d'œuvre, matériel et impression) et les autres frais indirects s'y rapportant.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes:

Améliorations locatives	Durée du bail (*)
Mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Système informatique	7 ans (**)

(*) Les améliorations locatives sont amorties sur la durée du bail, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

(**) Le système informatique est amorti sur une période de sept ans à compter de la date de mise en service, soit du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2010. Les acquisitions relatives au système informatique sont amorties sur la période résiduelle.

Lorsqu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs est inférieure à la valeur comptable de l'immobilisation, le coût de celle-ci est réduit. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée. Les moins-values nettes sur immobilisations sont passées en charges dans l'état des résultats.

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Avantages incitatifs relatifs à un bail

Les avantages incitatifs accordés à la Société par le bailleur, en vertu d'un bail à long terme pour la location de locaux administratifs, sont reportés et amortis sur la durée de bail.

Produits reportés

Les sommes provenant d'abonnements et autres publications sont reportées et virées aux résultats au moment de l'expédition des publications.

Avantages sociaux futurs

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux car la Société ne dispose pas des informations nécessaires pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

La Société dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Société.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**Évaluations et estimations subséquentes**

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2010 :

Taux d'indexation moyen	2,73 %
Taux d'actualisation pondéré	4,50 %
Durée résiduelle moyenne d'activités des salariés actifs	10 ans

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

À la demande du gouvernement, la Société a établi ses états financiers selon le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (« ICCA ») pour le secteur public. Auparavant, elle utilisait le Manuel de l'ICCA pour le secteur privé. La Société a choisi de conserver la même présentation des états financiers. L'application des nouvelles conventions a été faite rétroactivement avec retraitements des exercices antérieurs.

Ces nouvelles normes appliquées de façon rétroactive n'ont eu aucun effet significatif sur les états financiers.

Les principales conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous :

Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers a été retirée puisqu'il n'existe pas de norme du secteur public à cet égard.

Immobilisations corporelles

La réduction de valeur des immobilisations corporelles est fondée sur leur capacité de fournir des biens et des services ou sur la valeur des avantages économiques futurs plutôt que sur l'évaluation des flux monétaires non actualisés que procurera l'immobilisation corporelle.

4. PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont composés de 1 256 553 \$ (2009 : 1 019 972 \$) de certificats de placements garantis portant des taux d'intérêts fixes de 0,75 % et de 0,65 % (2009 : 2,74 % et de 2,83 %) échéant au plus tard en août 2010.

5. COÛT DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES

	2010	2009
Traitements, avantages sociaux et charges sociales	6 315 460 \$	6 232 571 \$
Amortissement des immobilisations corporelles	469 743	455 511
Mise en page et impression	311 150	331 900
Location d'équipement, entretien et fournitures	285 260	371 772
Honoraires professionnels	265 803	285 728
Publicité	247 784	231 743
Communications et expéditions	185 047	213 198
Entrepôt de données électroniques	276 701	256 220
Redevances	154 839	135 819
Variation d'inventaire	29 610	(19 234)
Déplacements et frais de représentation	49 854	53 463
Documentation	47 759	51 623
Loyer, taxes et assurances	7 531	12 007
	8 646 541 \$	8 612 321 \$

6. FRAIS GÉNÉRAUX

	2010	2009
Traitements, avantages sociaux et charges sociales	2 267 133 \$	2 177 726 \$
Loyer, taxes et assurances	967 289	945 652
Publicité	295 991	351 127
Contributions à des organismes	210 000	310 000
Honoraires professionnels	110 112	111 346
Perfectionnement du personnel	47 428	70 022
Amortissement des immobilisations corporelles	122 093	128 821
Déplacements et frais de représentation	83 540	107 389
Location d'équipement, entretien et fournitures	55 466	67 564
Communications et expéditions	29 721	29 730
Autres	44 402	39 936
	4 233 175 \$	4 339 313 \$

L'amortissement de l'exercice des avantages incitatifs relatifs à un bail relié aux allocations reçues est de 61 874 \$ (2009 : 61 874 \$) et est comptabilisé en diminution de la dépense de loyer. De plus, l'amortissement de la dépense de loyer sur une base linéaire résulte en une augmentation de la dépense de 59 394 \$ (2009 : 59 394 \$).

7. EXCÉDENT CUMULÉ

Le bénéfice net d'un exercice financier de la Société doit être versé au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec, après constitution d'un fonds de roulement. Ce montant, déterminé par le Gouvernement, a été fixé à 2 000 000 \$.

Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2010

	Coût	Amortissement cumulé	Net
Améliorations locatives	634 082 \$	182 991 \$	451 091 \$
Mobilier de bureau	771 838	663 326	108 512
Matériel informatique	3 692 692	3 309 000	383 692
Système informatique	1 494 760	1 311 964	182 796
	6 593 372 \$	5 467 281 \$	1 126 091 \$

2009

	Coût	Amortissement cumulé	Net
Améliorations locatives	634 082 \$	133 084 \$	500 998 \$
Mobilier de bureau	771 838	579 262	192 576
Matériel informatique	3 387 605	3 094 863	292 742
Système informatique	1 494 760	1 068 236	426 524
	6 288 285 \$	4 875 445 \$	1 412 840 \$

Les acquisitions d'immobilisations de l'exercice s'élèvent à 305 087 \$ (2009 : 155 668 \$) dont 0 \$ (2009 : 23 006 \$) figure dans les créiteurs et charges à payer.

9. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

2010

2009

Traitements, avantages sociaux et charges sociales	1 289 608 \$	1 198 055 \$
Autres	675 683	683 788
	1 965 291 \$	1 881 843 \$

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations, qui sont comptabilisées à la valeur d'échange conclue entre les parties, ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

Par ailleurs, la Société a une entente d'échanges de services avec le ministère de la Justice du Québec. La valeur de ces services ne peut faire l'objet d'estimations raisonnables.

11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Pour les exercices se terminant les 31 mars 2009 et 2010, le taux de cotisation de la Société au RREGOP s'élève à 8,19 % de la masse salariale et celui du RRPE à 10,54 %.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 441 894 \$ (2009 : 432 330 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie à long terme

	2010	2009
Solde au début	980 432 \$	903 831 \$
Charge de l'exercice	140 391	111 513
Prestations versées au cours de l'exercice	(47 992)	(34 912)
Solde à la fin	<u>1 072 831 \$</u>	<u>980 432 \$</u>

La provision pour congés de maladie payable à court terme au montant de 68 557 \$ (2009 : 62 949 \$) est incluse au poste créditeurs et charges à payer.

12. ENGAGEMENTS

La Société est engagée par des baux à long terme échéant à diverses dates jusqu'en décembre 2021 pour des locaux administratifs, de l'entreposage et de l'équipement. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2011	1 178 809 \$
2012	922 804
2013	922 804
2014	879 796
2015	879 796
2016 et suivantes	6 240 235
	11 024 244 \$

13. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants de 2009 ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice 2010.